



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>











**HISTOIRE**  
**DU GRAND DUCHÉ**  
**DE TOSCANE,**  
**SOUS LE GOUVERNEMENT**  
**DES MÉDICIS,**

**TRADUITE DE L'ITALIEN**  
**DE M. RIGUCCIO GALLUZZI.**

---

**TOME NEUVIEME.**

---



**A PARIS,**  
**RUE ET HÔTEL SERPENTE**

---

**M. DCC. LXXXIV.**  
*Avec Approbation & Privilege du Roi.*





# HISTOIRE

## DU GRAND DUCHÉ DE TOSCANE.

---

### LIVRE IX.

---

#### CHAPITRE PREMIER.

*Nouveau plan de Côme III pour la succession du grand-duché. Il a recours au collège électoral, pour obtenir un nouveau règlement sur les contributions. Dispositions projetées par différentes puissances, pour faire succéder l'électrice-palatine au dernier mâle de la maison de Médicis. Mort du prince Ferdinand : acte du sénat de Florence, qui rend la princesse habile à succéder.*

**L**A mort de Joseph déconcerta toutes les vues des puissances alliées  
Tome IX. A

1711.

1711.

contre la maison de Bourbon ; elle renversa tous les projets qui regardoient le partage de la monarchie espagnole, & fit suspendre à Côme III les desseins qu'il avoit formés sur ses propres états. Il paroissoit désormais impossible d'ôter la couronne d'Espagne à Philippe V ; mais on jugeoit que l'Italie alloit rester au pouvoir du nouvel empereur. Côme III étoit obligé de se soumettre à une puissance qu'il ne pouvoit vaincre. S'il eût rendu la forme républicaine au gouvernement de Toscane, c'étoit démembrer de son domaine l'état de Sienne & les fiefs de la Lunigiane ; il ne restoit plus alors qu'une république foible, chancelante, incapable de soutenir sa liberté, infailliblement exposée à devenir la proie du premier agresseur. La maison de Farnèse avoit encore des droits à faire valoir ; le pape prétendoit incorporer dans sa maison la grande maîtrise de l'ordre de Saint Etienne ; & les impériaux ne cessent de répandre que Florence étoit un fief de l'Empire. Côme reconnut que cette foule d'intérêts opposés n'étoit conciliable ni avec le projet d'instituer la nouvelle

république, ni avec la sûreté même du dernier prince régnant, & qu'il falloit plutôt éviter une guerre civile, afin d'épargner au prince & à l'état le sang que le partage des provinces auroit fait couler. Ne pouvant alors prendre aucune résolution dans l'incertitude des événemens actuels, il crut devoir attendre la conclusion de la paix, espérant prendre des mesures certaines pour la tranquillité de l'état & la sûreté de sa maison. Quoique septuagénaire, la vigueur de son tempérament sembloit lui présager encore de longues années ; la santé du prince Gaston faisoit espérer aux toscans qu'ils ne changeroient pas sitôt de maîtres : ainsi Côme se flattoit encore par sa prudence de n'éprouver aucune violence, & de disposer à son gré de son héritage. Mais des idées si nobles pouvoient-elles s'accorder avec son excessive foiblesse ? Il falloit que son conseil fût bien peu instruit des circonstances où se trouvoit l'Europe. Le traité de paix qu'on prévoyoit être prochain, devoit fixer le partage de la monarchie espagnole ; on y devoit encore régler les indemnités

A ij



1711.

& les compensations dues aux princes qui avoient été lésés dans cette guerre, ou qui présentoient des droits légitimes sur quelques provinces. Les promesses faites au duc de Savoie n'avoient point été remplies ; le duc de Lorraine avoit des demandes à faire relativement au Montferrat ; le duc de Guastalla avoit des prétentions légitimes à la succession de Mantoue : Louis XIV vouloit incorporer la Lorraine au domaine de la France, & la maison d'Autriche, obligée d'abandonner l'Espagne, vouloit au moins s'agrandir en Italie. Les puissances maritimes, contraintes à laisser Philippe V en possession des états qu'il avoit conquis, & voulant avoir au moins dans la personne de l'archiduc Charles un frein à opposer aux rois de France, étoient disposées à lui sacrifier cette partie de l'Europe. Un examen sage de cette situation politique auroit dû conduire le grand-duc de Toscane à ne pas employer un tems précieux en délibérations inutiles ; il auroit reconnu qu'il étoit imprudent d'attendre à l'instant même du traité de paix, pour proposer & faire garantir

ses projets. S'il les eût fait communiquer alors aux parties belligérantes, elles étoient épuisées, elles étoient fatiguées d'une longue guerre, elles ne s'y feroient pas opposées, & peut-être le grand-duc auroit assuré pour toujours son repos & sa liberté. Mais des vues sages ne s'accordoient pas avec celles de l'électrice palatine, qui vouloit être l'arbitre du sort des toscans. Quoiqu'elle fût l'aînée du prince Gaston, elle se flattoit de lui survivre, & son plan étoit de succéder à la souveraineté comme aux biens allodiaux : ses respects affectés, son adulation l'avoient rendue toute-puissante sur l'esprit & sur le cœur de son père ; elle gouvernoit Florence du fond du Palatinat. Le premier projet de rendre la liberté à cette ville, portant par lui-même l'exclusion des femmes, étoit incompatible avec le désir de rappeler cette princesse à la succession. Cette idée, quelque grande qu'elle fût, étoit peu conforme aux siennes ; le grand-duc l'abandonna, & forma le plan contradictoire d'exclure les femmes, mais d'accorder en même-temps à l'électrice palatine le droit de gouver-

A ii

ner l'état & d'en disposer après elle.

1711.

Cette résolution une fois adoptée , on remit au tems & aux circonstances à fournir des occasions favorables de rendre à la république son ancienne constitution , ou de choisir quelque prince cadet d'une maison attachée aux Médicis , afin qu'il héritât des biens de cette famille , de la souveraineté de Toscane & de l'attachement du peuple. On imagina qu'après un traité général, qui rendroit le repos à toute l'Europe, les esprits passeroient d'une fermentation violente à un calme profond, & que le grand-duc veilleroit en pleine liberté au bien de ses sujets. L'interrègne parut une circonstance favorable pour employer l'autorité des électeurs , & sur-tout de l'électeur palatin auquel la maison d'Autriche devoit tant d'égards. On espéroit que la correspondance particulière du grand-duc avec chaque membre du corps diplomatique , intéresseroit le corps entier en sa faveur. Il envoya donc Rinuccini à Francfort où devoit se tenir l'assemblée des électeurs. Assuré de la bonne volonté des membres, le grand-duc leur demanda

d'abord de garantir sa liberté, & de le décharger du poids énorme des contributions qui n'étoient pas proportionnées à ses facultés, & qui offensoient même son indépendance : il représenta que, si l'on venoit à fixer les contributions, il falloit nommer au moins les fiefs qui y seroient assujettis ; de plus, il falloit encore déclarer formellement l'indépendance du domaine de Florence, & accorder au grand-duc le pouvoir d'en disposer à son gré : les sommes exorbitantes qu'on avoit extorquées par la terreur des armes, méritoient une indemnité qu'on avoit déjà promise par la cession des ports de Sienne. Cette acquisition, qui eût été le gage d'une confiance entière, accordoit au grand-duc le droit de pourvoir lui-même à la succession de ses états. Rinuccini représenta aux ministres des électeurs la violence que les impériaux faisoient éprouver à la Toscane, en exigeant des fiefs une contribution plus forte que leurs revenus ; le grand-duc l'avoit déjà observé, à Milan, au commissaire impérial ; mais on sait qu'il n'avoit reçu d'autre réponse, sinon que la

A iv

1711.

nécessité l'exigeoit ainsi. Rinuccini exposa que le grand-duc avoit payé trois cens mille pistoles dans l'espace de quatre ans, qu'il n'avoit pu trouver cette somme qu'au rigoureux intérêt de dix pour cent ; & qu'enfin, pour éviter les exécutions militaires, ce prince avoit été réduit à engager ce qu'il avoit de plus précieux. Aucune loi, disoit il, ne pouvoit justifier un semblable procédé ; si la nécessité de fournir ces contributions étoit fondée en effet sur les droits de l'Empire, l'Empire à son tour devoit établir une règle équitable & proportionnée aux facultés des contribuables. Il se plaignit encore de ce que l'impératrice régente & les ministres autrichiens, non contents d'exiger les taxes imposées, vouloient encore fixer dès ce moment celles des années suivantes. Après avoir communiqué ces représentations à chaque électeur en particulier, Rinuccini les rédigea toutes en forme de mémoire adressé au collège électoral, & l'électeur de Mayence se chargea de le présenter. Quoique les ambassadeurs de Bohême insinuaient à ces princes de remettre

à un autre tems les affaires d'Italie, pour ne pas retarder le choix d'un empereur, la demande de Rinuccini à l'égard des contributions, les intéressoit trop chacun en particulier pour ne pas fixer leur attention. Mais quoiqu'il eût enveloppé dans ce mémoire tous les droits de l'Empire sur le domaine de Florence, il ne convenoit pas aux électeurs d'admettre la séparation des fiefs, ni de déterminer les sommes qu'ils devoient fournir ; cette opération regardoit la diète de Ratisbonne & non pas le collège électoral.

La réponse des ministres de la maison d'Autriche à toutes ces demandes directes ou indirectes, fût extrêmement vive ; ils entreprirent de démontrer que les empereurs ayant toujours agi librement dans les affaires d'Italie, sans la participation du corps diplomatique, ce corps ne pouvoit limiter l'autorité de celui qu'on alloit élire ; que peut-être ses prédécesseurs avoient passé les bornes de la justice à l'égard des contributions, mais qu'il n'étoit pas digne des électeurs de se défier d'avance de l'équité du prince qu'ils alloient choisir. La justesse de

A v

1711.

1711.

ces raisons prouva combien l'électrice s'étoit abandonnée à son ambition, & avec quelle foiblesse l'électeur son mari avoit suivi le mouvement de sa passion. Mais les premiers pas étoient déjà faits, il avoit lié les électeurs par des promesses. Ils cherchèrent cependant à concilier au moins leur dignité avec celle du nouvel empereur, & formèrent un *conclusum electorale* par lequel on établissoit en termes généraux qu'on ne pourroit exiger à l'avenir des vassaux de l'Empire de plus fortes contributions que celles qu'admettent les loix impériales; dans ce même acte, il fut arrêté qu'après l'élection, le collège feroit des représentations au nouvel empereur, & qu'il lui recommanderoit de rendre la justice due au grand-duc, & de terminer ce différent avec l'agrément du collège même. Mais on prévint qu'une semblable délibération ne pourroit que déplaire à l'archiduc Charles, irrité déjà de ce que cet examen avoit retardé son élection, & qui même en avoit témoigné son ressentiment à l'électeur palatin. On crut cette démarche plus capable de déterminer



la mauvaise volonté de ce prince, que de l'adoucir : la crainte s'empara de l'électeur & du grand-duc ; ils imaginèrent enfin que le parti le plus sage étoit de supprimer la délibération , & de prendre la voie du respect & de la confiance. L'électeur palatin traita lui-même avec les ambassadeurs de Bohême , qui se chargèrent de cette affaire , & promirent d'obtenir pour le grand-duc une satisfaction quelconque. Le prince de Sultzbach , chargé de porter à Charles VI l'avis de son élection, devoit lui-même lui parler de clémence en faveur du grand-duc. Charles l'attendoit à Milan ; tous les princes italiens lui offroient à l'envi leurs respects , & Côme crut l'emporter sur eux en lui envoyant le prince Jean-Gaston en personne. La bienveillance de ce monarque , destiné désormais à donner des loix à toute l'Italie, étoit l'objet des vœux de chaque prince , & déjà le grand-duc avoit fait de secrets efforts pour acquérir sa confiance ; il avoit envoyé à Barcelone un homme qui pouvoit lui inspirer des sentimens de douceur & de modération envers la maison de Médicis ; mais les conseils

1711.

des allemands l'emportèrent sur de pareils soins. Charles, blessé de sa conduite & des démarches qu'il avoit faites à Francfort, n'épargna pas au prince de Toscane même les marques de son ressentiment; Gaston avoit des lettres de créance de son père pour reconnoître Charles roi d'Espagne; ces lettres ne furent point admises sans être accompagnées d'une demande formelle de l'investiture des ports de Sienne. Cependant les deux princes se virent en particulier, & en qualité de fils du grand-duc, Charles donna à Jean-Gaston des marques de cordialité. Ce jeune prince chercha en vain à persuader aux ministres impériaux que l'investiture des ports de Sienne, déjà reçue des mains de Philippe V par le grand-duc son père, ne lui permettoit pas de la recevoir une seconde fois, sans violer ses premiers sermens & sans risquer d'attirer sur les côtes de Toscane les forces de la maison de Bourbon. Les ministres impériaux, sourds à toutes les instances, refusèrent constamment l'audience publique jusqu'à ce que le prince se fût engagé, au nom du grand-duc, à rece-

voir cette investiture au moment où l'empereur l'exigeroit. Alors celui-ci reçut les lettres de créance ; Jean-Gaston fut admis avec les formalités ordinaires ; mais la décision des intérêts du grand-duc fut remise à Francfort après la solennité du couronnement.

---

1711.

Ce n'étoit qu'une sorte de piège tendu à la crédulité de ce prince. Au moment où l'on espéroit quelque soulagement en Toscane, la colère de l'empereur y préparoit un nouveau désastre. Il demanda le passage pour un détachement de neuf mille hommes commandés par le général Zuminghen, qui alloit faire le siège de Porto-Hercule & de Longone ; ces deux places étoient encore au pouvoir des françois & des espagnols. Il ne paroissoit pas vraisemblable que l'empereur fût une pareille entreprise au milieu de l'hiver. Le grand-duc, épouvanté de cet événement, craignit que ce ne fût un prétexte d'introduire provisoirement des garnisons en Toscane. Quand même le projet d'assiéger les ports eût été réel, il étoit certain que ces troupes alloient prendre leurs quar-

1711.

tiers d'hiver dans l'état de Sienne. Ce fardeau alloit accabler les peuples ; le trésor public étoit obligé de fournir aux dépenses de ces gens de guerre, & il n'étoit que trop aisé de penser que la maison d'Autriche vouloit se rendre maîtresse de la succession. Les troupes entrèrent en effet dans le grand-duché vers la moitié de novembre ; il fallut leur fournir des vivres, des fourrages, de l'argent, & les escorter depuis les frontières de la Lunigiane jusqu'aux marennes de Sienne : là, sous prétexte d'attendre dans ce lieu que leur artillerie vînt les joindre de Naples, elles prirent leurs quartiers d'hiver, & le grand-duc fut obligé de supporter des dépenses exorbitantes. Il manqua de provisions & d'argent ; il fallut chercher les denrées nécessaires dans les états voisins, & la fonte des effets d'or & d'argent les plus précieux de sa maison lui fournit les deniers qu'il n'avoit pas : c'est ainsi que l'avoient conduit dans un précipice effrayant l'ambition inconsidérée de l'électrice sa fille, & sa foiblesse pour elle. On apprit bientôt que le siège de Longone & de Porto-Hercule n'étoit pas l'objet

de la marche du général Zúminghen, & que la cour de Vienne avoit voulu s'opposer d'avance à l'exécution d'un traité qu'on prétendoit établi entre Côme III & l'électeur palatin, traité qui appeloit, disoit-on, le duc de Berry à la succession du grand-duché, & qui promettoit d'admettre une garnison françoise dans le port de Livourne. Le général impérial étoit chargé d'observer tous les mouvemens du grand-duc ; & dans le cas où ce traité seroit prêt à s'exécuter, il devoit exciter habilement les mécontentemens du peuple & en empêcher l'effet. L'ame de Côme étoit agitée de mouvemens trop violens pour adopter & suivre le meilleur conseil : il ne put en de pareilles circonstances que déposer encore entre les mains de sa fille, son autorité, le repos & la défense de ses états. L'électrice devoit se transporter à Francfort avec son mari, qui n'avoit pas moins d'intérêt que le grand-duc à expliquer sa conduite. Lorsque l'empereur Charles VI eut rempli les premières formalités de son avènement à la couronne impériale, il se livra tout entier aux affaires.

1711.

1711.

Alors l'électeur palatin tenta de se justifier & de justifier en même-tems le grand-duc de Toscane. Il prouva la fausseté du prétendu traité avec le roi de France ; demanda à la fois un traitement plus juste à l'égard des contributions , le rappel des troupes allemandes & l'investiture des fiefs impériaux pour l'électrice , dans le cas où cette princesse survivroit au dernier mâle de la maison de Médicis. Ces demandes furent examinées par les ministres de l'Empire : ils nièrent formellement qu'il y eût eu de l'injustice dans les contributions exigées ; le domaine de Florence étant considéré comme fief impérial , il en résultoit que la taxe étoit juste & conforme aux loix & aux coutumes de l'Empire. L'affertion de la féodalité de ce domaine étoit fondée sur les actes des empereurs précédens & sur ce que la Toscane avoit toujours été comprise dans le royaume d'Italie , dont les droits avoient passé à l'empire d'Allemagne. Ce point étoit susceptible d'être débattu par écrit & par la voie des armes , car le droit de disposer de la succession en dépendoit. Le ministère

impérial avoua que les troupes qu'on venoit d'envoyer en Toscane ne devoient pas être à la charge du grand-duc & de ses états ; il promit d'indemniser ce prince, ou de traiter avec lui d'une compensation. Mais la demande des investitures pour l'électrice , portoit avec elle la séparation implicite des fiefs impériaux & du domaine de Florence ; par conséquent c'étoit demander une déclaration de l'indépendance & de la liberté de cet état. On résolut donc d'agir avec prudence en cette affaire , & de ne point hasarder les droits impériaux. Cependant le conseil crut qu'il falloit mettre plus de douceur dans les procédés qu'on auroit avec le grand-duc , & lui donner quelque satisfaction qui pût tranquiliser son esprit , & peut-être un jour procurer à l'Empire l'héritage des biens allodiaux , comme la souveraineté des fiefs.

Ces principes une fois établis , le comte de Zinzendorff traitant avec l'électrice , l'assura de toute la bienveillance de l'empereur , pour elle & pour le grand-duc son père : mais il lui représenta que si elle étoit nommée



1712.

unique héritière du grand-duché , sans qu'il y eût un successeur après elle , ce seroit un acte imparfait & d'un succès douteux ; il lui insinua que son intérêt & celui de la Toscane exigeoient que l'empereur fût héritier de la maison de Médicis après son extinction totale ; que c'étoit l'unique moyen de soustraire les toscans aux horreurs de la guerre , & d'obtenir elle-même les investitures qu'elle demandoit : il l'assura que l'état de Florence étoit indubitablement un fief de l'Empire ; que tous les droits des différentes parties du grand-duché appartenoient à l'empereur , & qu'il étoit également en sa puissance ou de les séparer ou d'en conserver l'union. L'électrice se défendit d'accepter ces propositions ; elle alléguait que pendant la vie des deux princes ses frères , la déclaration par laquelle le grand-duc se choisiroit un successeur étranger , seroit trop précipitée. Si elle avoit cru qu'il lui fût permis de prévoir un cas pareil , elle s'y étoit crue au moins autorisée par les droits du sang : mais elle remit à un plus mûr examen de l'empereur lui-même , la réalité de ses droits sur Flo-

rence, & promit que le grand-duc son père ne se porteroit à aucun acte contraire aux droits & aux intérêts de ce prince. Ces déclarations cependant bleffoient l'ame de la princesse des plus sensibles coups ; l'espoir de parvenir jamais à la succession du grand-duché, lui paroissoit détruit ; cependant voyant que l'empereur espéroit d'être un jour héritier de cet état, & que cet espoir l'entraîneroit à lui promettre les investitures, elle engagea son mari à obtenir du comte de Zinzendorff une déclaration écrite, qui pût la justifier aux yeux du grand-duc. On feignit que le comte adressoit à l'électeur palatin une réponse à l'égard de ses intérêts particuliers auprès de l'empereur ; il s'exprimoit en ces termes :  
 « J'ai représenté tout cela à sa majesté  
 » impériale ; elle a fait attention à vos  
 » représentations, & en faveur de tous  
 » les témoignages de l'attachement de  
 » votre altesse électorale, elle a consenti que des quarante mille pistoles demandées pour cette année 1712 au grand-duc de Toscane, il en fût relâché vingt mille, & de même pour l'année 1713 si la guerre dure encore ;

1712.

1712.

» elle promet qu'après la paix , le  
» grand-duc sera dédommagé de vingt  
» mille pistoles, sur les quarante mille  
» qu'il doit payer pour l'année 1711 ;  
» elle veut encore que les sommes,  
» fournies pour les vivres des troupes  
» impériales dans le Florentin , soient  
» défalquées sur ces mêmes contribu-  
» tions de 1711. Sa majesté impériale  
» se promet en faveur de cette clé-  
» mence , que le grand-duc ne fera &  
» ne permettra qu'il soit fait à l'égard  
» de la succession , nulle disposition à  
» l'avantage de ses ennemis & de  
» ceux de la maison d'Autriche , mais  
» que plutôt il pensera comme dans  
» le moment actuel, à réunir les inté-  
» rêts de la maison de Médicis à ceux  
» de la maison d'Autriche : alors , sa  
» majesté impériale voudra bien ac-  
» corder à votre altesse électoral l'in-  
» vestiture des fiefs, autrefois accordée  
» sous divers titres aux mâles de la  
» maison de Médicis : & dès à pré-  
» sent , elle promet de prendre toute  
» cette maison & ses états sous sa pro-  
» tection » , &c.

Cette déclaration sembloit promet-  
tre l'investiture des fiefs à la princesse

Anne , lorsque Charles V I , seroit satisfait par rapport à la succession ; il sembloit que le grand-duc devoit être tranquille , & qu'il ne lui restoit qu'à attendre le moment d'un accord plus authentique avec l'empereur. Mais Côme III vouloit absolument se conserver le loisir de délibérer , & l'électrice sa fille n'approuvoit pas qu'on songeât à choisir un successeur avant le tems. L'opinion du grand-duc étoit celle des conseillers de Florence , qui admettoient en toutes choses une lenteur excessive & un examen minutieux. Le projet de rétablir l'ancienne république étoit désormais abandonné , Côme & ses conseillers préféroient alors pour la Toscane le gouvernement actuel. Le seul Rinuccini eut le courage de soutenir comme juste & glorieuse , la proposition qu'on lui avoit fait faire aux états-généraux des Provinces-Unies. Il regardoit ce parti comme le plus propre à renverser le dessein de l'empereur : il étoit persuadé que les puissances maritimes , & sur-tout la France , ne voyoient pas avec plaisir l'agrandissement de la maison d'Autriche en Italie , & d'après cette juste

---

1712.

1712.

idée de leurs dispositions, il auroit voulu persuader au grand-duc qu'en restituant au gouvernement républicain sa première intégrité, il n'inspireroit aucune défiance à l'empereur, & qu'il s'épargneroit l'alternative fâcheuse de la féodalité ou de l'indépendance de l'état de Florence. Le comte de Zinzendorff lui-même exhortoit le grand-duc à poursuivre cette entreprise & à la faire insérer dans le traité de paix : Côme III demeura toujours incertain dans ses projets, & cette irrésolution le réduisit enfin à recevoir la loi, bien loin de la donner. Cependant les troupes allemandes continuoient à vivre en Toscane, le siège de Porto-Hercôle se différoit sous divers prétextes, & Côme III n'ignoroit pas qu'il ne parviendrait jamais à choisir librement son successeur, s'il n'étoit délivré du joug des troupes & des garnisons étrangères. La reine d'Angleterre & les états-généraux des Provinces-Unies, lui faisoient espérer qu'à la paix, il seroit débarrassé de ce fardeau; & toutes ses espérances se bernoient à la liberté de disposer de ses états & d'obtenir au congrès d'Utrecht l'acquisition des ports de Sienne.

Ce congrès s'étoit ouvert dès les premiers jours de janvier; les ministres de toutes les puissances belligérantes y étoient rassemblés; ce tribunal, juge suprême des intérêts de toute l'Europe, arbitre de la paix, attiroit les ambassadeurs de toutes les puissances; il en étoit peu à qui la guerre actuelle ne fournît des raisons, des droits ou des prétextes de demander ou de réclamer quelques avantages. Les princes d'Italie exigeoient tous, ou des dédommagemens, ou du moins l'examen de leurs droits. La France leur reprochoit leur indolence qui les avoit réduits à l'esclavage; ils répondoient qu'ils avoient été indignement trahis par le traité de 1707. Chacun soutenoit ses intérêts particuliers, & la division régnoit toujours entr'eux. Envain la république de Venise vouloit former une ligue pour chasser les allemands du duché de Mantoue; envain le pape se plaignoit de voir son état enfermé par ces mêmes soldats allemands. Le duc de Parme demandoit la restitution de Castro, & le recouvrement de cet état étoit moins l'objet de ses desirs, que l'envie d'établir

1712.

les prétentions sur le grand-duché de Toscane. En supposant que les droits des Médicis & ceux des Farnèse se réunissent en effet sur la princesse Elisabeth, sœur de Côme III, le duché de Parme & de Toscane formoient un état assez puissant pour exciter l'ambition des autres souverains. La maison de Bourbon descendante de Marie de Médicis, se flattant de participer à ces droits, appuyoit secrètement le duc de Parme. Le grand-duc à son tour demandoit au congrès d'être mis en possession des ports de l'état de Sienne ; & comme ils ne pouvoient être attribués dans le traité, qu'à l'empereur qui les possédoit, à Philippe V qui prétendoit les obtenir, ou à la France qui les désiroit, Côme offroit à chacune de ces puissances la compensation des crédits qu'elles avoient sur la maison de Médicis. Mais les autrichiens refusoient au grand-duc le droit de demander des indemnités ; ils prétendoient que les diminutions accordées dans l'édit de Francfort tenoient lieu des dédommagemens qu'il exigeoit encore. Ils prétendoient que les ports de Sienne ne pouvoient s'aliéner



s'aliéner par aucune puissance, Charles VI considéré comme empereur ou comme roi d'Espagne, y ayant également en ces deux qualités un droit incontestable. Quoique depuis la prise de Porto-Hercole, les troupes allemandes fussent sorties du grand duché, le voisinage de ces garnisons étoit d'un poids énorme pour le peuple, sur-tout à cause du pouvoir arbitraire que s'attribuoient en Toscane des généraux soutenus par des troupes bien armées. Leurs prétentions, leurs demandes, leurs contestations altéroient la liberté du port de Livourne, & même portoit atteinte à celle du souverain dans ses propres états. Les réclamations ne faisoient qu'irriter le ministère impérial, dont les menaces continuelles inspiroient chaque jour de nouvelles craintes. Ces craintes produisoient dans l'ame de Côme III la pusillanimité & l'irrésolution. Toute la protection dont l'avoient long-tems flatté l'Angleterre & la Hollande, se réduisit à empêcher qu'on traitât dans le congrès l'affaire de la succession & à lui promettre simplement de le laisser à cet égard en pleine liberté. Rinuccini fut obligé de renoncer à un projet qui

1712.

*Tome IX.*

B

1712.

avoit excité l'admiration du grand pensionnaire. » Ayez soin , lui écrivoit le grand-duc le 31 mai , que notre liberté ne soit point altérée , & qu'il n'y ait aucune résolution contraire à la libre disposition de nos états. Du reste , observez , pensez beaucoup , afin que les choses se trouvent faites comme nous le désirons ; elles dépendent en grande partie de la providence , car les circonstances ne permettent pas à la prudence humaine d'en décider ».

Cette rigueur des ministres impériaux venoit de l'intime persuasion où ils étoient que le grand-duc entretenoit une secrète correspondance avec Philippe V , & que ce prince avoit dessein d'obtenir un jour la succession du grand-duché pour un infant d'Espagne. Ces soupçons paroissoient fondés sur les attentions de ce monarque , & sur la préférence accordée à Madrid au résident de Toscane ; car tous les princes d'Italie ayant formellement reconnu Charles VI pour roi d'Espagne , & Philippe V dans son indignation ayant fait donner ordre à tous leurs envoyés de se retirer , le seul baron de Néro , envoyé de Côme III , fut prévenir

cet affront, en se plaignant de la cruauté des impériaux envers son maître, & de l'accueil injurieux que Charles VI avoit fait au prince Jean-Gaston. Philippe V excepta le grand-duc de son ordre rigoureux; & tandis que les autres ambassadeurs se virent obligés de déposer les marques de leur dignité, & de se retirer de Madrid, le baron de Néro demeura paisible possesseur de son caractère & de ses fonctions. Le conseil de Madrid examina l'investiture des ports de Sienne accordée au grand-duc par Charles VI, & résolut de faire une déclaration contre cet acte, & de protester de sa nullité. Les allemands, irrités de ces égards, firent résider leurs troupes en Toscane plus long-temps que ne l'exigeoient les circonstances. De la conduite du grand-duc résultèrent dans leur esprit des soupçons injustes de traités projetés ou conclus avec la maison de Bourbon. Le zèle des négocians florentins résidens en Espagne, leur attachement pour le jeune monarque, servirent encore à augmenter la défiance; & les emprunts considérables qu'il leur permit de faire sur la caisse

1712.

militaire, achevèrent de ruiner le grand-duc auprès de Charles VI. Inquiet des suites que pourroient avoir ces ombrages, Côme enfin fit secrètement prier Philippe de faire donner au baron de Néro le même ordre qu'aux envoyés des autres princes d'Italie. Le baron reçut cet ordre concerté de quitter la cour de Madrid & même le royaume dans l'espace de quinze jours, sans se présenter au roi ni entrer dans le palais. Mais comme il ne fut rien exigé de semblable des négocians florentins, on ne douta pas que ce ne fût un jeu combiné entre les deux souverains. En effet, le baron de Néro s'étant arrêté pendant deux mois aux bains de Toro, obtint ensuite la permission de résider à Madrid, sans caractère & comme simple particulier : la cour de Philippe donna toujours à son maître des marques d'estime & de cordialité, le plaignit du joug que lui avoient imposé les allemands, & lui promit d'avoir pour lui tous les égards que permettroient les circonstances lors du traité de paix. Mais de si flatteuses promesses ne pouvoient adoucir les inquiétudes du grand-duc, qui connois-

soit la foiblesse d'un jeune prince placé sur un trône encore chancelant. Ainsi privé de courage & de conseil, résolu de ne pas agir & d'attendre tout de la seule providence, Côme demeura spectateur indolent des négociations d'Utrecht, satisfait au moins que l'affaire de la succession n'y fût pas agitée.

1712.

Les traités continuoient cependant entre les plénipotentiaires, selon l'intérêt dont ils étoient animés, & qui éprouvoit quelquefois des variations : ils agissoient aussi d'après la nécessité pressante de conclure la paix. Il n'y avoit point entr'eux de médiateur, & ainsi les ministres des puissances neutres n'ayant pas à qui s'adresser directement, leurs demandes n'étant appuyées de personne, elles étoient toutes inutiles. La requête du grand-duc à l'égard de la compensation promise sur les ports de Siennese, ne fut point admise, & leur possession fut attribuée irrévocablement à l'empereur. Les crédits de la maison de Médicis sur la couronne d'Espagne & la maison d'Autriche furent considérés comme intérêts particuliers qui ne regardoient ni le traité de paix, ni les vues générales du congrès.

1713.

B iij

1713.

Cependant le comte de Zinzendorff & le duc d'Osborne, plénipotentiaires d'Espagne, se chargèrent formellement de rendre compte à leurs cours des droits du grand-duc de Toscane, & de lui faire rendre par elles la justice qui lui étoit due. Ils lui promirent qu'il seroit fait mention de lui dans le traité, comme dans celui de la paix de Riswick; & lorsque, dans les conférences, on agita l'objet de la succession au grand-duché, il fut convenu qu'on n'en feroit aucune mention dans le traité général. Mais quoique le roi d'Espagne eût déjà renoncé aux états d'Italie, il ne consentoit nullement à se dépouiller de ses droits sur le fief de Siennæ, duquel le congrès n'avoit point encore disposé. La reine Anne qui désiroit accélérer la conclusion de la paix, promit de conserver cet état au roi d'Espagne. Ces nouvelles prétentions furent communiquées à Rinuccini par les plénipotentiaires espagnols, & ce ministre leur représenta qu'il y auroit une singulière contradiction à donner à l'Espagne la possession d'un fief, tandis que l'empereur conservoit celle des ports du

même fief ; il prévint que le grand-duc ~~\_\_\_\_\_~~ demeurerait entre les deux puissances pour leur servir de jouet à l'une & à l'autre, & leur déclara que, si leur intention n'étoit pas d'assurer plus efficacement la tranquillité de ce prince, il se garderoit bien de leur demander à cet égard aucune délibération affirmative. Les deux plénipotentiaires furent assez équitables pour reconnoître la vérité ; & la reine Anne, qui avoit donné des loix aux autres puissances, voulut aussi accorder à Côme III quelque satisfaction. Ce prince se voyoit à la veille de payer à-la-fois des contributions au roi d'Espagne ou à l'empereur, & celui qui auroit essuyé un refus de sa part, pouvoit lui imposer, comme l'autre, la peine de la décadence du fief : Rinuccini fit observer aux plénipotentiaires cette extrémité désespérante, & leur ajouta de plus, que l'union de l'état de Sienne avec celui de Florence, pouvoit encore faciliter l'acquisition des autres fiefs & fournir au grand-duc de meilleurs moyens pour déterminer la succession. Dans le dessein de seconder les vues & les projets de ce prince, les plénipotentiaires se

1713.

1713.

déterminèrent à insérer un article dans le traité entre l'Angleterre & l'Espagne, qui assurât à cette dernière couronne le domaine de Sienne, & qui déclarât l'union perpétuelle de cet état avec celui de Florence, afin d'épargner au grand-duc tous les risques de caducité du fief, auxquels l'avoit exposé l'empire des allemands en Italie. Mais afin de ne pas compromettre ce prince avec Charles VI qui n'avoit pas encore fait d'accommodement avec la maison de Bourbon, on résolut de ne pas insérer cet article dans le traité public (a);

---

(a) Article III, concernant le fief de Sienne.

Il est convenu par cet article séparé, qui restera secret & aura même force que s'il étoit inséré mot à mot dans le traité de paix conclu aujourd'hui, que sa majesté le roi de la Grande-Bretagne interposera ses bons offices partout & toutes les fois que besoin sera, pour que le droit de souveraineté direct au fief de Sienne compétent à sa M. R. C. reste à l'Espagne en son entier, & que de son côté sa M. R. C. promet que sous quelque titre ou prétexte que ce soit, elle n'admettra ni ne permettra aucune recherche contre le grand-duc de Toscane à raison de l'investiture acceptée coactivement par d'autres durant cette guerre, ou de ce qui aura pu arriver par force majeure en suite de la présente guerre; qu'il lui remet aussi tous actes passés, toutes choses dévo-



ce fut le troisième article secret jusqu'à l'entière conclusion de la paix ; la lettre datée de Francfort, au nom de l'em-

1713.

lues , & promet qu'il accordera au grand-duc & aux princes ses descendants l'investiture de Sienne , aux mêmes conditions contenues dans les précédentes investitures accordées par ses prédécesseurs les rois catholiques d'Espagne , sans y rien ajouter ni diminuer , & qu'il conservera de tout son pouvoir ledit grand duc & les princes ses descendants en pleine paisible possession du même état & fief espagnol : qu'au défaut de descendants mâles du grand-duc , le roi d'Espagne , voulant gracieusement acquiescer pour lui & ses successeurs aux prières de la reine de la Grande-Bretagne , promet qu'il donnera immédiatement l'investiture de Sienne aux mêmes conditions & de la même manière à S. A. l'électrice palatine , fille dudit grand-duc , & qu'il la maintiendra & conservera dans la paisible possession dudit état de Sienne , de sorte que S. A. l'électrice palatine possède pleinement ledit fief , & en jouisse nonobstant toutes dispositions quelconques & de quelque genre qu'elles puissent être ; & spécialement celles par lesquelles les femmes de la famille du grand-duc paroissent être exclues dudit fief : auxquelles dispositions il est expressément dérogé dans le présent article par sa M. C. , seulement en faveur de S. A. l'électrice palatine. Et , comme leurs susdites majestés royales , tournant les yeux

B v

1713. pereur, servit de modèle. Ce fut d'après cette lettre qu'on déterminace que le grand-duc pouvoit espérer

vers l'avenir, reconnoissent que, la famille du grand-duc venant à s'éteindre, il est très-important pour la tranquillité de l'Italie & l'intérêt de la Toscane, que l'état de Sienne soit joint & demeure uni à perpétuité à celui de Florence; S. M. catholique promet en son nom & en celui de ses successeurs, que lui & les rois d'Espagne ses successeurs accorderont l'investiture sous les mêmes conditions & clauses ci-dessus portées aux successeurs mâles de la maison du grand-duc dans la souveraineté de Florence, & les mettront & maintiendront dans la possession de l'état de Sienne, pourvu qu'ils soient amis de la couronne & de celle de la grande Bretagne, & qu'ils méritent leur faveur & protection, Cet article sera regardé comme ratifié, & l'échange des ratifications sera fait à Utrecht dans six semaines, & plutôt, s'il est possible.

En foi de quoi nous, ambassadeurs extraordinaires & plénipotentiaires de leurs majestés catholique & britannique, en vertu de pleins pouvoirs échangés aujourd'hui, nous avons signé le présent article, & l'avons scellé du sceau de nos armes. A Utrecht, le 13 juillet 1713. Signé (L. S.) *le duc d'Osfun*, (L. S.) *le marquis de Monteléon*, (L. S.) *Jean Bristol*, C. P. S. (L. S.) *Strafford*.

Cet article fut ensuite ratifié par Philippe V, le 4 août de la même année, & par la reine Anne, le 30 juillet.

en faveur de l'électrice palatine, & s'il auroit la liberté de nommer un successeur après elle. On employa beaucoup d'artifices pour éviter au grand-duc les soupçons de l'empereur. L'Angleterre & l'Espagne le flattèrent encore de pouvoir le soutenir, lorsqu'il feroit choix d'un héritier.

Côme III examina dans ce moment les espérances que l'empereur lui avoit données à Francfort, la nouvelle garantie de la reine Anne & celle de Philippe V à l'égard de l'union invariable de l'état de Sienne avec celui de Florence. Quant à la succession de l'électrice palatine, il vit qu'aucune des puissances belligérantes ne prétendoit encore lui ravir la liberté d'en disposer à son gré : il se crut au comble de ses vœux. L'armistice publié en Italie le délivra du poids intolérable des contributions, lui fit espérer de rétablir la tranquillité dans ses états, & de trouver le moyen de rendre à ses sujets leur ancienne prospérité : mais au milieu de ces espérances, la mort du prince Ferdinand vint le frapper d'un nouveau coup. La continuité des accidens que ce prince avoit

B vj

1713

éprouvés , avoit depuis long-temps affoibli les ressorts de son esprit & les mouvemens de son corps ; la machine entière se dégradoit de jour en jour. On avoit cependant consulté les médecins des écoles les plus fameuses , mais sans trouver un remède efficace à des maux affreux. Ceux de Londres prétendoient que les désordres occasionnés par le mercure, ne pouvoient se guérir que par l'usage du mercure même , & ceux de Toscane regardèrent ce remède comme trop violent pour un homme infirme & presque absolument privé de ses forces. Il mourut le 30 octobre , âgé de cinquante ans. Le peuple , qui haïssoit son père , l'aimoit , parce qu'il en espéroit un meilleur gouvernement. Son inclination pour les lettres , les arts & les sciences l'avoient fait regarder comme héritier du génie de son ayeul Ferdinand II ; & comme ses passions & son caractère étoient totalement opposés au caractère & aux passions de Côme III , il jouissoit de l'estime & de la confiance générale. On vit éclater ces sentimens , lorsque le grand-duc ordonna des prières publiques pour la conservation de

ses jours ; ces actes de dévotion furent ~~accom-~~  
accompagnés des larmes du peuple , 1713.  
des expressions réelles de sa douleur ,  
des marques de la désolation la plus  
profonde, & des regrets les plus amers.  
La connoissance que ce prince avoit  
des foiblesses de son père, l'empire qu'il  
avoit pris sur son esprit , lui avoient  
toujours fait repousser ouvertement  
toutes les résolutions contraires au bien  
général ; & souvent remplissant le glo-  
rieux emploi d'avocat du peuple , il  
étoit parvenu à lui épargner quelques  
actes de tyrannie. Quiconque étoit op-  
primé par les dévots qui entouroient  
& gouvernoient le grand-duc , trou-  
voit en lui un protecteur actif & se-  
courable. Une école , où la jeune no-  
blesse pouvoit s'instruire de tous les  
arts qui contribuent à son éducation ,  
érigée par ce prince , établie & soute-  
nue avec beaucoup de soins , lui atti-  
roit en même-temps la considération  
de cette classe de l'état. Si son père eût  
voulu l'admettre à la connoissance des  
affaires publiques, il lui auroit évité un  
grand nombre de défauts & de foi-  
blesses , dans lesquels le précipitoit  
l'oisiveté, & qui abrégèrent enfin mi-

1713.

féramment sa vie. Côme III, qui de tous les enfans n'aimoit que l'électrice, fut peu sensible à la mort de Ferdinand, qui sembloit le délivrer d'un censeur indiscret. La princesse Violante en parut inconsolable, non qu'elle eût jamais joui des marques de son amour, non qu'elle eût pu l'emporter dans son cœur sur de vils objets peu dignes d'y occuper une place : mais sa longue patience, sa douceur, ses égards perpétuels lui avoient mérité de la part de son époux une parfaite estime, une entière confiance & la plus grande vénération pour tant de rares vertus.

Cet événement fit passer le droit de succession entre les mains de Jean-Gaston, alors âgé de quarante-deux ans; il fut aussi-tôt reconnu prince héritaire de Toscane, & toutes les prérogatives de ce rang lui furent attribuées. Il étoit d'un caractère opposé à celui de son frère : autant Ferdinand avoit paru avide de participer au gouvernement, autant Gaston en paroissoit éloigné, autant il négligeoit d'acquérir sur l'ame foible de son père l'empire que Ferdinand avoit su possé-

der. Ce n'étoit pas qu'il n'aimât l'indépendance , & qu'il ne blâmât la conduite du souverain ; mais , sans avoir la force de repousser l'esclavage , il se bornoit à vivre loin de la cour , & avec ses amis. Tous les obstacles levés de son côté , le grand-duc se détermina sans retardement à faire déclarer la princesse palatine héritière du dernier mâle de sa maison. Cet acte demandoit la plus grande précaution , pour accorder en même-temps sa validité avec les droits de l'état & ceux du prince Jean-Gaston : on reconnut qu'il appartenoit uniquement au sénat de Florence d'élire un souverain , dans un cas tout semblable à celui de 1537 , où le duc Alexandre étant mort sans héritiers légitimes , ce même sénat avoit élu Côme I. Cette forme d'élection fut regardée comme suffisante ; on ne considéra pas que l'acte de 1537 étoit une interprétation pure & simple d'une déclaration antécédente de Charles Quint ; le grand-duc , animé par les promesses de l'empereur & par l'article secret entre l'Angleterre & l'Espagne , crut que si l'autorité du sénat & la sienne

1713.

ne suffisoient pas, il pourroit du moins compter sur la garantie des puissances qui avoient passé cet article secret. Il convoqua donc le 27 Novembre le sénat de Florence composé de quarante-deux sujets ; il leur fit notifier la mort de son fils aîné, les droits dont le prince Jean-Gaston avoit hérité par cette mort , & leur communiqua la déclaration en faveur de l'électrice. Il sembloit qu'en appelant cette princesse à la succession , le grand-duc disposât de ses états comme un monarque souverain & indépendant ; cette résolution parut dériver de sa seule autorité, comme si des forces prépondérantes eussent dû soutenir cette autorité ; il invita le sénat , comme légitime représentant de l'ancienne république de Florence , à donner à cet acte une véritable sanction par son approbation : il déclara en même-tems que ce n'étoit que le premier pas à des dispositions ultérieures relatives au repos de l'état, & promit qu'elles seroient un jour confirmées par le prince héréditaire. Il fit en même-tems présenter au sénat un autre acte en forme de décret , qui annulloit toutes les loix,



ordonnances ou déclarations tendantes à exclure les femmes de la succession , déclarant qu'après la mort de l'électrice , les descendans des femmes de la maison de Médicis seroient désormais habiles à succéder. Comme il étoit de la plus grande importance de tenir dans une profonde obscurité des vues si contraires aux projets de Charles VI , les sénateurs jurèrent un secret inviolable sur cet article , après l'avoir signé. Côme III vouloit empêcher à jamais l'état de Florence de devenir une province d'Allemagne : & le moyen le plus sûr étoit de laisser aux maisons d'Espagne & de France le droit d'en disputer éternellement la possession aux autrichiens. D'ailleurs une loi n'a de force qu'autant qu'elle devient publique , autrement l'effet en demeure toujours suspendu ; ainsi l'on pouvoit espérer encore d'autres moyens d'accommodement , si le projet actuel éprouvoit des obstacles insurmontables. Les cours de France & d'Espagne lui faisoient espérer que si un de leurs princes étoit appelé à la succession , il feroit sa résidence en Toscane ; cet espoir l'avoit déterminé

1713.

à préférer les deux maifons de Bourbon, tant les exaétions & la rapacité des vicerois & des gouverneurs étoient redoutables en Italie. Lorsque le fénat eut rempli les formalités néceffaires, on publia ouvertement à Florence l'acte qui appeloit l'électrice à la fucceffion immédiate du grand-duché ; il y eut des démonftrations publiques de joie, le fénat fe rendit en corps au palais pour y remercier le grand-duc des foins qu'il apportoit au bien de la Tofcane. Ce prince & le fénat même envoyèrent à la princesse l'avis de cet heureux événement. On en fit part à toutes les cours étrangères ; l'électeur palatin fut choifi pour le notifier lui-même à l'empereur ; on regardoit la prudence de ce prince comme propre à éviter dans une circonfiance délicate, des contradictions foudaines & fâcheufes.



## CHAPITRE II.

*La cour impériale s'oppose à l'édit du sénat de Florence, & le grand-duc obtient du roi d'Angleterre une promesse de garantie. Différentes contestations sur la féodalité de Florence ; traité secret entre l'empereur & le grand duc pour faire succéder en Toscane la maison d'Este. Nouveau projet des cours d'Angleterre & de France, pour appeler à la succession l'infant don Charles fils aîné de la reine d'Espagne.*

**A** LA nouvelle de l'acte du sénat de Florence, tous les soupçons & toutes les craintes du conseil impérial se réveillèrent ; l'empereur même en conçut des alarmes. Ses ministres, convaincus que Florence & tout son domaine dépendoient de l'Empire, assuroient que cet acte étoit contraire aux constitutions impériales ; qu'étant nul par sa nature, il pouvoit être cassé & devoit l'être par l'empereur. Non-seulement la forme étoit, selon eux, illégale & despotique, mais les moyens employés

1714.

1714.

par Côme III, servoient encore à le convaincre de mauvaife foi ; sous le prétexte de l'affection paternelle, il étoit clair qu'il vouloit assurer la succession aux femmes, & que son but étoit d'attirer en Toscane un prince de la maison de Bourbon. Or, souffrir en Italie l'établissement de cette maison, c'étoit renoncer aux états que l'empereur y possédoit, & dont la conquête avoit coûté tant de sang. Il étoit démontré que l'Espagne n'avoit jamais abandonné ses vues sur les états d'Italie, & dans ce moment le grand-duc ne sembloit refuser l'hommage qu'il devoit à l'empereur, que pour disposer de ses états en faveur d'un sujet dont l'Empire avoit tout à craindre. Il avoit toujours été attaché à l'Espagne, & par de secrètes intelligences avec les ennemis de l'empereur, il pouvoit bien avoir en secret perfectionné l'ouvrage des espagnols, & secondé leurs desseins. Si l'acte du sénat, disoient les impériaux, regardoit uniquement la personne de l'électrice sa fille, pour laquelle Charles VI a eu tant d'égards ; s'il n'étoit animé d'aucun autre intérêt, pourquoi ne pas

demander préalablement l'aveu de ce monarque. Ces représentations effrayèrent l'empereur ; il en témoigna son mécontentement à l'électeur palatin , afin qu'à son tour ce prince en fît part au grand-duc. Il se chargea donc de lui faire comprendre qu'un acte aussi arbitraire & opposé aux constitutions impériales , ne pouvoit être approuvé par le chef de l'Empire , sous quelque forme que ce pût être ; que c'étoit un témoignage d'ingratitude de la part des Médicis , d'ouvrir ainsi le chemin de l'Italie aux ennemis de la maison d'Autriche ; & que , si cette fausse politique & ces intelligences secrètes avec eux attiroient les armes dans cette partie de l'Europe , la Toscane entre autres y seroit exposée à une guerre sanglante. Côme ne s'étoit pas attendu de la part de l'empereur à une déclaration si formelle ; & les conseillers se repentirent de l'avoir engagé dans une affaire qu'il ne pouvoit continuer sans crainte , ni abandonner avec dignité. Ils comprirent alors que cette ferme résolution de l'empereur rendroit toujours vaines & insuffisantes les promesses de l'Angleterre & de l'Espagne

1714.

contenues dans l'article secret du traité d'Utrecht. L'empereur faisoit rechercher à Vienne & à Milan tous les titres qui constatoient la féodalité du domaine de Florence, dès le tems de Charlemagne : tant de soins préliminaires pour affirmer l'existence de ce premier point, sembloient annoncer le dessein de le soutenir les armes à la main. Si quelque chose pouvoit rassurer le grand-duc, c'étoit le regret que témoignoit les puissances maritimes d'avoir trop agrandi l'empereur en Italie ; mais c'étoit se confier trop légèrement sur une foible espérance : & malgré ce regret réel de leur part, le grand-duc fut imprudent d'imaginer que ces mêmes puissances lutteroient contre l'Empire. Ce fut cependant d'après leurs promesses qu'il répondit à l'électeur palatin, que nul n'avoit jamais été plus que lui, fidèle observateur des constitutions impériales ; qu'il avoit même prouvé son obéissance lorsqu'à l'égard des fiefs dont la féodalité étoit incontestable, il en avoit demandé à Francfort l'investiture pour sa fille : il ajouta que les droits du sénat & les siens propres sur l'article de l'élection

avoient été avoués d'avance par les termes mêmes de la déclaration impériale, qui promettoit à l'électrice l'investiture des fiefs, aux conditions que le grand-duc ne feroit aucune disposition de ses états en faveur d'aucun des ennemis de l'Empire & de la maison d'Autriche. La princesse Anne de Médicis, femme de l'électeur, oncle maternel de Charles VI, cette même princesse qui avoit reçu de lui tant de marques d'attachement, devoit être d'autant moins regardée comme ennemie de la maison d'Autriche, que dans cette déclaration, l'empereur ne désapprouvoit point le choix qu'en faisoit son père ; que l'acte du sénat n'appelloit point les femmes à la succession, puisque l'élection unique & spéciale de l'électrice prouvoit au contraire que toutes les autres en étoient généralement exclues. Il répéta encore qu'ayant rempli ses devoirs réels envers l'empereur en lui demandant l'investiture des fiefs, il ne s'étoit jamais cru obligé de communiquer à ce prince ses intentions particulières sur l'état de Florence, état libre, indépendant de toute puissance quelconque, & dont la libet-

1714.

té, déposée entre les mains par le peuple, ne pouvoit être sacrifiée sans le consentement de ce même peuple.

Ces raisons, fondées sur l'exacte justice, sembloient encore s'accorder avec les intérêts des puissances dont le grand-duc espéroit l'appui. L'âge avancé de Louis XIV, la minorité du prince qui devoit lui succéder, les mouvemens intérieurs dont l'Angleterre étoit agitée par rapport à la maison d'Hanovre, avoient précipité la fin du congrès d'Utrecht & hâté la conclusion d'une paix assez mal combinée, pour ne jamais satisfaire les desirs & les intérêts respectifs des puissances. Cependant les traités étoient publiés, & chacun s'empressoit de les mettre à exécution. Charles VI étoit le seul qui tardoit encore à s'accommoder avec la maison de Bourbon; il s'étoit cependant ouvert à Rastadt un congrès pour cet objet. Le grand duc, secrètement favorisé par Louis XIV, espéroit obtenir par ce dernier traité la démolition des ports de l'état de Sienné: il se flattoit encore que Lungone continueroit à dépendre de la couronne d'Espagne: il ne cessoit de demander à



à la cour de France ses conseils & son appui, & ne négligeoit pas en même-tems de conserver une secrète intelligence avec les ministres de Philippe V. Philippe & Louis XIV ne désapprouvoient pas l'acte électif du sénat de Florence, mais ils regardoient comme dangereuse la lenteur qu'apportoit le grand-duc à toutes ses délibérations. Le comte Albergotti passa en Italie, chargé par Louis XIV de faire à ce prince les complimens d'usage sur la mort du prince Ferdinand, de louer sa résolution & celle qu'avoit prise le sénat d'appeler l'électrice palatine à la succession. Il devoit en même tems lui représenter qu'une résolution dictée sans doute par l'amour paternel & par son affection pour ses sujets, étoit cependant accidentelle, sujette à l'incertitude des événemens, & ne pouvoit mettre un frein aux contestations actuelles ; qu'il feroit tort à sa prudence & à sa raison ; qu'il porteroit même un très-grand préjudice à ses sujets, s'il ne faisoit promptement choix d'un successeur qui par ses propres forces, pût soutenir la gloire des Médicis, & maintenir les prérogatives & la

*Tome IX.*

C

1714.

1714.

tranquillité de l'état. Le comte Albertgotti avoit ordre d'assurer le grand-duc au nom du roi, que ce prince ne lui donnoit ce conseil salutaire par aucun intérêt particulier, mais uniquement dans la vue d'opérer une paix nécessaire, dans le dessein de l'établir de concert, & même de concourir avec lui pour s'opposer à tout ce qui pourroit en altérer la durée. Côme III parut reconnoissant des soins flatteurs du roi de France, mais il fit comprendre à son envoyé, qu'à moins d'une réconciliation parfaite entre Philippe & l'empereur, il n'étoit pas possible d'assurer les points essentiels sur lesquels devoit être fondée une résolution si intéressante pour le bien des peuples. Il pénétra facilement que les desseins de Louis XIV étoient moins désintéressés qu'il ne vouloit le faire croire, & qu'il cherchoit adroitement à l'engager en faveur de la maison de Farnèse. Les Bourbons croyoient alors que tous les droits de la succession aux duchés de Parme & de Toscane se réuniroient sur la tête de la princesse Elisabeth Farnèse. Elle étoit âgée de vingt-deux ans; les princes de Piémont &

de Modène briguoiẽt son alliance. 171  
 Ranuccio II, son aïeul, né de Marguerite de Médicis, fille de Côme II, avoit transmis ses droits à sa postérité, & désormais ils paroissoient tous résider sur cette princesse, seule héritière de cette maison. Mais la mort de la reine d'Espagne laissoit à Philippe V la liberté de former d'autres nœuds ; plusieurs alliances lui avoient été proposées, entr'autres celle de la princesse Eléonore de Gonzague, veuve de François de Médicis ; tout-d'un-coup, & sans qu'on en fût prévenu, la conclusion de son mariage avec Elisabeth Farnèse étonna toute l'Italie. Cet événement aussi surprenant que sensible aux impériaux, déconcerta leurs projets. Elisabeth étoit fille de Dorothée Sophie de Neubourg, sœur de l'impératrice douairière, & l'on présuinoit que l'empereur ne pouvoit conserver aucunes des vues opposées à ses intérêts.

Ce hazard sembla favorable aux desirs des toscans ; l'empereur trouvant de nouveaux obstacles à se rendre maître de leur pays, Côme espéra qu'il n'éprouveroit plus de difficultés à l'égard de l'électrice, & que Charles VI

C ij

1714.

même ne soutiendrait plus avec tant de rigueur la féodalité de Florence. Il se promit donc d'obtenir un jour la confiance de la nouvelle reine ; & pour y travailler dès ce moment , il se servit du prétexte de son alliance avec elle , & lui envoya de sa part à Parme & à Sestri une espèce d'ambassade d'une magnificence & d'un éclat extraordinaire. Un instant de calme avoit suspendu ses agitations. L'opposition de l'empereur à l'acte du sénat de Florence , ne s'étoit pas étendue au-delà d'une lettre particulière de ce prince à l'électeur palatin ; dans le traité de Baden , il n'avoit pas été fait mention de la Toscane. La paix entre l'Empire & la France étoit indépendante des démêlés de la maison d'Autriche avec Philippe V , & la guerre n'en étoit pas moins ouverte entre ces deux puissances : la neutralité d'Italie solidement établie par le traité d'Utrecht , demeurait également en vigueur , & quoique les ports de l'état de Sienne fussent encore attachés à l'Empire , celui de Lungone , qui restoit entre les mains des espagnols , offroit à leur roi une entrée facile en Italie. Cependant l'in

certitude qui subsistoit encore à l'égard de la féodalité du fief de Sienne ,  
exposant sans cesse à de nouveaux débats , effrayoit encore le timide souverain de Toscane , quoique le silence que gardoient les traités postérieurs à la délibération du sénat , & les précautions de la cour de Vienne dussent l'encourager à soutenir l'indépendance du domaine de Florence ; la discussion de ce point important continuoit toujours entre l'empereur & l'électeur palatin , tandis que l'envoyé de Toscane à Vienne feignoit d'ignorer les desirs de son maître. Charles VI faisoit consulter toutes les archives de l'Allemagne , il avoit envoyé en Italie des gens chargés d'assembler tous les actes qui pouvoient constater l'assujettissement des florentins à l'Empire. La liberté vendue par Rodolphe à la république étoit le principal objet de la discussion , & l'on déclaroit nul & invalide l'acte par lequel les droits de l'Empire sont déclarés inaliénables. Charles appela Leibnitz à sa cour , & lui confia le soin de mettre en ordre les pièces que l'on recueillit , & de rassembler les opinions des différens

1714.

historiens & juriscultes allemands , qui , comme une chose incontestable , affirmoient la féodalité de Florence. On travailloit en même-tems en Toscane à rassembler tous les actes d'indépendance exercés par la république & par les grand-ducs sans aucune opposition de la part des empereurs ; & sa liberté inaliénable sous aucun titre , avoit , aussi bien que les prétentions de l'empereur , le témoignage d'un très-grand nombre d'auteurs célèbres. Si les actes de Charles-Quint contenoient de petites clauses particulières , qui sembloient attribuer à l'Empire quelque degré de superiorité, ils en contenoient d'autres plus importantes & qui prouvoient démonstrativement que le prince reconnoissoit l'indépendance de la république. Les ministres impériaux , embarrassés par l'exposition de ces faits réels , auroient voulu du moins acquérir sur l'état de Florence quelques droits indirects , en forçant le grand-duc, soit par douceur, soit par crainte , à demander formellement à l'empereur l'approbation de l'acte du sénat. Mais cet artifice ne leur réussit point ; le conseil du grand-

duc avoit résolu de soutenir ouvertement l'indépendance de l'état , & le droit d'élire un souverain ; le prince refusa donc de se soumettre à aucune démarche qu'on pût interpréter comme un hommage & une reconnoissance tacite de la féodalité demandée ; il adopta au contraire une conduite indifférente , & une parfaite tranquillité sur les recherches & les discussions des impériaux. Eux-mêmes , ne trouvant pas de preuves évidentes contre sa liberté , suspendirent l'exécution de leurs desseins , & la remirent à d'autres tems. Ce silence auroit été sans doute un doux soulagement pour Côme III , mais il le jugea avec prudence ; il le regarda seulement comme accidentel & causé par quelques vues politiques , dont il ne pouvoit démêler la source , mais dont il pourroit être un jour la victime ; & afin de prévenir toute surprise , il tenta d'acquérir une protection puissante. La mort de la reine Anne avoit placé paisiblement sur le trône d'Angleterre Georges I , électeur d'Hanovre. Il importoit à Côme III d'obtenir de ce nouveau monarque les mê-

1714.

mes faveurs que la reine Anne avoit accordées à l'électrice , & sous prétexte de le complimenter sur son avènement à la couronne , il envoya Rinuccini à Londres implorer l'assistance de ce prince.

1715.

Il subsistoit des liaisons d'amitié entre la maison de Médicis & celle d'Hannovre. Georges avoit déjà donné quelques marques d'intérêt au grand-duc ; le comte de Strafford , & ceux qui avoient contribué à faire insérer l'article secret dans le traité d'Utrecht , étoient déchus de leur crédit & de leur faveur , & les affaires se trouvoient confiées à milord Townshend : c'étoit lui qui , en 1710 , étoit ambassadeur à la Haye , & qui avoit le premier approuvé le plan de rétablir l'ancienne république de Florence ; le grand-duc avoit lieu de compter sur ses favorables dispositions. Rinuccini lui démontra la situation scabreuse où se trouvoit son maître vis-à-vis de l'empereur ; le danger où il étoit de perdre sa liberté , & de voir imposer à ses sujets un joug aussi révoltant que déraisonnable ; il lui persuada facilement que si la Toscane étoit un jour



assujettie par des puissances étrangères, sur-tout par des puissances capables de lutter avec l'Angleterre, il étoit difficile que le port de Livourne restât ouvert aux nations maritimes & commerçantes ; que les anglois couroient ainsi le risque de perdre le commerce du Levant ; qu'il étoit de l'intérêt de ce peuple libre de conserver l'indépendance du grand-duché dans son intégrité, & de ne remettre cet état qu'à un prince propre à soutenir plutôt qu'à détruire les maximes fondamentales du gouvernement & le système de neutralité adopté par la maison de Médicis. Rinuccini insinua avec adresse que si la reine Anne, en vue de hâter la paix, avoit sacrifié l'Italie aux allemands, il étoit réservé à la grandeur du roi Georges d'y rétablir un équilibre salutaire, & de protéger un prince accablé de malheurs. Rinuccini expliqua à Townshend la situation des affaires touchant la féodalité de l'état de Florence, & les justes motifs qui avoient dicté au sénat l'acte qui appeloit l'électrice à la succession. Il démontra que le grand-duc se trouvoit forcé à implorer le secours

1715.

1715.

des puissances maritimes , afin de procéder librement à de nouvelles déclarations sur l'objet de la succession. Le lord Townshend parut flatté de la confiance du grand-duc ; il saisit les réflexions relatives au commerce , & promit tous les égards possibles de la part de son maître , comme aussi les secours propres à défendre le repos & la liberté du grand-duché. Ils cherchèrent tous deux le moyen d'en fournir secrètement & sans irriter les allemands. Le grand-duc ne desiroit réellement que d'engager l'Angleterre à soutenir , pour sa propre utilité , la démarche qu'il avoit déjà faite à l'égard de sa fille , celles qu'il lui faudroit faire encore , si , dans un autre tems l'Espagne , la France & l'Empire essayoient de renverser l'autorité des derniers héritiers , & de se mettre en possession du grand-duché. Les circonstances pouvoient fournir au roi Georges une occasion d'exercer sa bienveillance envers le grand-duc. L'empereur & la Hollande projetoient de s'allier avec ce prince pour former une ligue défensive , au moyen de laquelle ils deviendroient les arbitres de toute l'Europe. Supposé

même que cette union n'eût pas lieu, le lord Townshend prévoyoit que son maître ne tarderoit pas à être le médiateur naturel & nécessaire entre Philippe V & Charles VI, ces deux princes ne pouvant conclure aucun traité, que la succession du grand-duché n'y eût la plus grande part. Cependant il falloit donner au grand duc une assurance de la bonne volonté de Georges I; mais selon la constitution de l'Angleterre, aucun acte quelconque ne pouvoit recevoir d'authenticité que par le consentement unanime de la nation, & cette publicité nécessaire exposoit Côme III à informer trop tôt les ministres de l'Empire de ses projets. Le général Stanhope, secrétaire d'état, choisi par le roi pour traiter cette affaire avec Rinuccini, imagina, pour satisfaire le grand-duc, sans le compromettre, de donner à la déclaration du roi la forme d'une lettre particulière, adressée à l'un des ministres par l'autre : elle fut dictée dans les termes suivans.

« Daté de Withall le 10 juin. Ayant  
 » communiqué au roi les idées expo-  
 » sées dans votre mémoire, & le des-

C vj

1715.

1715.

» sein où est votre maître de conserver  
» la tranquillité de l'Italie, & de pré-  
» venir les désordres qui pourroient  
» la troubler, lors de l'extinction de  
» la maison de Médicis, j'ai ordre du  
» roi mon maître, de vous assurer  
» qu'il contribuera très-volontiers,  
» en quelque occasion que ce soit, à  
» tout ce qui pourra faire plaisir à  
» votre souverain, & qu'il est prêt à  
» lui donner des preuves réelles de son  
» amitié. Le roi désire ardemment de  
» voir établir & perpétuer la paix en  
» Italie; il fait que les troubles de cette  
» partie de l'Europe ne peuvent qu'al-  
» téner le repos des grandes puissan-  
» ces. Il approuve les dispositions du  
» sénat de Florence en faveur de l'élec-  
» trice palatine, & les vues du grand-  
» duc de conserver toujours dans la  
» même union les états qui compo-  
» sent la souveraineté de Toscane;  
» il les trouve conformes aux intérêts  
» de l'Angleterre, tant par rapport  
» au commerce, qu'à l'équilibre qu'il  
» est essentiel de maintenir entre les  
» puissances d'Italie. Il est donc à pré-  
» sent question d'examiner & de concer-  
» ter les mesures les plus promptes &

» les plus sûres pour obtenir ce qu'on  
 » désire. Le roi promet d'employer  
 » sa médiation & de rendre tous les  
 » services qu'on lui demandera, sur-tout  
 » en faveur de l'électrice, afin que  
 » cette princesse puisse jouir tranquil-  
 » lement du grand-duché & des fiefs  
 » qui sont joints à cet état. Les né-  
 » gociations commencées pour accom-  
 » moder les différens entre la cour de  
 » Vienne & celle d'Espagne, fourniront  
 » peut-être une occasion favorable de  
 » soutenir les intérêts du grand-duché.  
 » Le roi embrassera avec plaisir cette  
 » occasion, & toutes celles que les con-  
 » jonctures pourront lui fournir, pour  
 » appuyer les prétentions de votre  
 » maître ; il espère que sa prudence  
 » disposera les choses de sorte que  
 » rien n'altère la force des démarches  
 » que sa majesté est résolue de faire  
 » toutes les fois que l'exigera son al-  
 » resse royale. Je suis, &c. *Signé,*  
 » Stanhope ».

Le grand-duc, satisfait de la bien-  
 veillance que le roi & la nation an-  
 gloise lui témoignoit, en fut d'autant  
 plus déterminé à soutenir l'indépen-  
 dance de ses états, & en même-tems

1715.

1715.

à établir un ordre de succession à son choix , quelque entreprise que pussent hasarder les impériaux ; & continuant toujours à regarder comme indifférentes les discussions de Charles VI, il poursuivit ses opérations sans daigner faire aucune attention aux écrits qu'on avoit soin de répandre en Italie sur la féodalité du domaine de Florence. De tous les ministres de l'empereur, le plus animé contre le grand-duc , étoit le comte de Zinzendorff : outre les termes de sujétion , d'investiture , de féodalité , dont il se servoit sans cesse vis-à-vis de l'électeur palatin , il fit encore examiner l'objet de cette querelle dans les universités les plus célèbres de l'Allemagne. Il essuyoit chaque jour des reproches de la part de ses collègues à l'égard des imprudentes promesses qu'il avoit faites à Francfort au nom de l'empereur. Ces reproches qui piquoient son orgueil , l'aigrissoient contre le grand duc , & l'engageoient à l'humilier afin d'acquérir quelques droits sur lui.

Charles VI envoya bientôt le comte Borromée à Milan , avec le caractère de plénipotentiaire impérial. Le comte

voulut essayer d'intimider le grand-duc, & de le réduire par la crainte. Un gentilhomme milanois envoyé à Florence par son ordre particulier, osa bien requérir le grand-duc lui-même, au nom de l'empereur, de répondre par quels motifs il avoit déclaré l'électrice sa fille héritière du grand-duché, à quel titre & de quel droit ? Une demande aussi formelle au milieu de sa cour, ressemblant à un interrogatoire juridique, offensa vivement la dignité du grand-duc ; & le dispensa de rien répondre, sinon qu'il avoit donné à l'empereur les raisons de sa conduite. Il en appela aussi-tôt à l'empereur même, & eut bientôt aussi la satisfaction d'apprendre que cette démarche téméraire n'avoit pas été ordonnée par ce prince. Il paroissoit néanmoins que son conseil étoit résolu de terminer cette affaire à son avantage ; car alors il étoit question de dédommager l'électeur palatin, selon les termes du traité de Baden, & pour l'équivalent des états qu'il avoit perdus, les impériaux lui offrirent simplement de donner leur approbation à l'acte du sénat de Florence, en faveur de l'élec-

1715.

trice. Cette proposition insidieuse, qui établissoit indirectement les droits de l'empire , fut rejetée par Côme III, qui n'accorda pas une plus forte sanction à l'approbation de l'empereur qu'à ses refus , dans une chose à laquelle il ne lui reconnoissoit aucun droit. Cependant les forces impériales faisoient la loi à toute l'Italie, & l'électeur palatin avoit plus d'une fois insinué au grand-duc que sa conduite étoit imprudente , & qu'il eût mieux valu obtenir par des caresses les faveurs ou du moins les complaisances de Charles VI. Quoiqu'il fût difficile de vaincre l'obstination de Côme , le comte Stella , ministre & favori de Charles, chargé des affaires d'Espagne, lui offrit sa médiation, & se flatta d'accorder l'intérêt & la dignité des deux princes ; il ne demandoit pour préliminaire que de promettre le consentement de l'empereur à toute personne choisie par le grand-duc pour succéder à la maison de Médicis ; & si le choix de ce successeur étoit prompt , Stella espéroit que la conclusion de cette affaire apporteroit des avantages considérables à la Toscane. L'électeur



palatin représenta encore une fois à son beau-père , que la cour de Vienne n'avoit eu jusqu'alors des égards que pour lui seul , & par reconnoissance pour ses services personnels ; & que les puissances maritimes , malgré leurs superbes promesses , étoient accoutumées à sacrifier l'Italie à leurs propres avantages. Ces réflexions bien appuyées par le conseil de Côme III, firent changer les résolutions de ce prince : il ne chercha plus que les moyens de sauver sa gloire , d'adoucir la rigueur de la cour de Vienne , & de prendre de concert avec elle les mesures les plus favorables pour la succession de ses états.

1715.

Une autre révolution réduisit encore au néant les vues actuelles des cours d'Espagne & de Toscane ; la mort de Louis XIV avoit laissé la France entre les mains d'un prince mineur, & le duc d'Orléans, régent du royaume, n'avoit qu'un pas à faire pour monter sur le trône ; si le jeune roi étoit venu à mourir, il ne connoissoit d'autre concurrent que Philippe V: cette situation délicate changea tout-à-fait le système établi entre les deux couronnes, leurs inté-

1716.

1716.

rêts furent dès-lors absolument divisés : le régent songea aussi-tôt à s'unir avec l'Angleterre & la Hollande, dont les forces pouvoient non-seulement affermir son autorité, mais encore repousser, en cas d'événemens, ceux qui voudroient lui contester la possession du trône. Cette triple alliance intimida la cour de Vienne ; l'empereur, à la veille de déclarer la guerre aux turcs, craignit d'être forcé d'agir contre ses vues ; il cherchoit à établir son autorité en Italie, il vouloit y acquérir des droits, & maintenir les princes dans un état de paix & d'exakte neutralité : d'un côté il traitoit à Rome de la restitution de Commachio, & d'une ligue avec la république de Venise contre les turcs. Pour achever tous ces projets, il proposoit enfin un mariage au prince Antoine Farnèse, afin d'ôter aux enfans de la reine d'Espagne, l'espoir de posséder jamais les états de Parme & de Toscane. Dans ses vues politiques, il réfléchit qu'on ne forceroit pas le grand-duc à se choisir un successeur, sans allumer une guerre longue & incertaine ; il prit donc le parti d'engager ce prince

par une douceur affectée , à suspendre toutes délibérations contraires à la maison d'Autriche. Ce changement imprévu persuada faussement au grand-duc que l'empereur destitué de bonnes raisons , & redoutant les puissances maritimes , étoit réduit à la nécessité de capituler avec lui , & que désormais son objet principal étoit simplement d'éloigner les princes de la maison de Bourbon d'un établissement en Italie. D'après un principe aussi hazardé , il résolut de consentir à l'ouverture du traité proposé par le comte Stella , sous prétexte d'écouter les propositions de l'empereur , mais à dessein de profiter de sa complaisance , & de lui accorder la liberté de nommer en Toscane un successeur agréable à la maison d'Autriche , aux conditions qu'il accorderoit lui-même les ports de Sienne & le fief de Piombino. Quant à l'indépendance du domaine de Florence , quant à l'intégrité des états qui composent la souveraineté de Toscane & à la validité de l'acte du sénat , ces points devoient être les articles préliminaires de cette négociation. Le droit immédiat à la succession du

---

1716.

1716.

grand-duché étoit encore héréditaire & fixé successivement sur trois personnes ; ainsi l'on pouvoit espérer au moins trente années, jusqu'au moment de l'extinction totale, & Côme III fit valoir, comme le témoignage d'une extrême complaisance pour l'empereur, la résolution de faire dès ce moment le choix d'un héritier, résolution qu'il falloit simplement attribuer à la reconnoissance des Médicis envers la maison d'Autriche. Ce point une fois déterminé, on examina de part & d'autre les princes & les maisons régnantes, dont l'agrandissement pouvoit plaire, & aux toscans, & aux impériaux. Côme III desiroit un prince allié à sa maison, afin que ses sujets agréassent son choix ; il auroit voulu un cadet d'un âge encore tendre, afin de l'élever à Florence, de l'accoutumer aux mœurs de la nation, & de lui inspirer les maximes de la maison de Médicis ; il s'imaginoit qu'un prince étranger pourroit confier à ses soins un enfant qui deviendrait son fils adoptif, & que, croissant sous ses yeux dès sa première jeunesse, ce même enfant pourroit devenir plus

affectionné à la nation , & rendre heureux les derniers jours des derniers souverains.

1716.

D'après ces vues , il jeta les yeux sur la maison de Lorraine , maison de tout tems agréable à l'Empire , & à laquelle Charles VI devoit une compensation pour le Montferrat : il y avoit dans cette maison un prince âgé de trois ans , qu'on pouvoit transférer à Florence , & qui descendoit par les femmes de Catherine de Médicis , reine de France. La reconnoissance que le duc François de Lorraine & son épouse avoient témoignée à la grande-duchesse Christine & à Ferdinand II, après s'être réfugiés à Florence en 1634 , étoit encore présente à la mémoire des Médicis , & quoiqu'une dispute de formalité & de cérémonial tint divisés en apparence Côme III & Léopold , duc de Lorraine , elle n'avoit pas interrompu entr'eux une correspondance secrète & fraternelle. Cependant la maison de Modène présentoit aussi des droits égaux : dona Virginie de Médicis , fille de Côme I & de Camille Martelli , avoit-passé dans cet état ; & quoique la déférence ,

1716.

que cette branche de la maison d'Este avoit toujours témoignée pour les Médecis , méritât des égards de la part du grand-duc , ce prince fut plutôt guidé par les intérêts de son état & de sa famille , que par ceux de la reconnoissance & de l'amitié : en désirant la réunion des duchés de Modène & de Toscane , dont les frontières étoient voisines , il comptoit soutenir les droits de la maison d'Este sur Ferrare & sur Commachio , & ne doutoit pas que l'élévation de cette famille ne fût agréable à la maison d'Autriche , qui lui étoit alliée. Le duc de Modène étoit également allié du roi d'Angleterre ; & le grand-duc , en s'unissant à lui , se flattoit d'acquérir l'appui de deux puissances maritimes ; il espéroit encore , par cet agrandissement , balancer les forces du duc de Savoie , qui étoient déjà capables de résister à toutes celles du grand-duché. Sans doute si le duc de Parme avoit eu des enfans mâles , l'équité , les nœuds du sang auroient dirigé sur lui le choix du grand-duc , mais ayant perdu tout espoir d'appeler en Italie un prince de la maison de Bourbon , il n'eût pas été prudent de

hazarder des propositions en sa faveur ; convaincu que le choix ou les desirs de l'empereur tomberoient sur la maison de Lorraine , ou sur la maison d'Este ; il ne paroissoit pas douteux que dans l'une ou dans l'autre , on ne parvînt enfin à satisfaire les vœux des Médicis & ceux des toscans. Après avoir adopté ces maximes , Côme III crut ne pouvoir mieux faire que d'accélérer l'ouverture des traités , d'autant mieux que la mort de l'électeur palatin , arrivée le 6 juin , lui faisoit perdre son plus solide appui auprès de l'empereur. Il envoya donc à Vienne le marquis Ferdinand Bartholomei , avec les instructions nécessaires sur cet objet si important , & chargé de traiter secrètement & uniquement avec le comte Stella. Bartholomei s'attacha d'abord à découvrir les intentions de l'empereur , & s'assura bientôt que ce prince n'avoit d'autre intérêt à la succession de la Toscane , que le repos de l'Italie & sa propre sûreté : qu'il ne vouloit faire ni tort ni violence au grand-duc , auquel il laissoit l'entière liberté d'élire un successeur ; mais qu'il desiroit être prévenu sur l'objet de son choix , afin de

1716.

1716.

ne plus entretenir pour ce seul objet une armée hors de ses états. Il ratifia la promesse qu'il avoit faite à Francfort : tous les soupçons furent dissipés ; les craintes, qui avoient jusqu'alors obligé le grand-duc à garder le silence sur cet objet, s'évanouirent. Le comte Stella parut reconnoissant au nom de son maître, d'une conduite si ouverte & si confiante, mais il exhorta Bartholomei à éviter tous les délais, & à se déterminer promptement pour finir aussi-tôt avec Charles VI. Les prétendues espérances que faisoit naître la vie de trois personnes, qui devoient se succéder les unes aux autres, ne paroissoient à Stella que des défaites, & pour les détruire, il offrit à Bartholomei l'exemple de Charles V, qui jeune encore, en bonne santé, avec des espérances de posterité, avoit cependant, en 1613, pourvu à la succession de ses états.

1717.

Côme III devoit être satisfait d'un succès si heureux, lorsqu'il avoit à redouter au contraire les plus fortes contradictions ; mais son insupportable indécision, sa dangereuse méfiance apportèrent des obstacles aux dispositions favorables



favorables de l'Empire; la douceur du ministère impérial substituée tout à coup à l'arrogance & à la dureté lui, inspiroit des craintes; & ne croyant pas encore à propos de révéler à l'empereur ses sentimens secrets, il traca lui-même à son envoyé le plan d'une conduite réservée, afin de pouvoir à son choix s'avancer ou se retirer, selon les circonstances, sans rien conclure avec l'empereur ni avec aucun autre prince. Ce procédé injurieux retarda la conclusion de ses affaires, & offensa le ministre de l'empereur, qui représenta l'abus qu'on faisoit de la confiance de son maître, & en même-tems proscrivit toute espèce de traité, dont la nomination d'un successeur ne seroit pas la base. A cette nouvelle, on discutait d'abord dans le conseil de Florence, ce qui exigeoit le plus de ménagemens, ou de la bonté de l'empereur, ou de la dignité du grand-duc; mais on crut enfin ne pas devoir différer le choix d'un héritier. On examina les droits des maisons de Lorraine & de Modène, & l'on décida que celle-ci réunissoit le plus d'avantages quant à la situation politique de l'Italie, quant

1717.

à la Toscane même, & qu'elle étoit moins exposée aux objections des autres puissances ; elle paroissoit agréable à la maison d'Autriche, elle étoit appuyée par l'Angleterre, l'Espagne & la France n'avoient aucune raison de s'opposer à son agrandissement ; Côme espéroit qu'en faveur d'un semblable choix, l'empereur lui accorderoit les ports de Sienne & le fief de Piombino. En conséquence, il fit faire à la maison de Modène les premières propositions ; elles furent reçues avec joie & reconnoissance ; on commença aussi-tôt à régler les intérêts politiques de l'état & du gouvernement, & les droits respectifs des deux familles ; on établit les articles préliminaires d'un traité qu'on ne pouvoit arrêter que d'après les événemens qui devoient suivre ce choix. On demeura d'accord que les états héréditaires de la maison d'Este s'uniroient pour toujours au domaine de Florence, & formeroient avec lui un seul corps sous un seul souverain, qui seroit obligé de résider toujours à Florence : que l'indépendance des états qui composoient le grand-duché se-

roît soutenue avec le plus grand zèle par les deux maisons réunies, & que la maison d'Este concourroit avec celle de Médicis, pour obtenir de l'empereur les investitures de l'état de Sienne & des autres fiefs impériaux; que le duc de Modène s'engageroit par acte juridique non-seulement à ne jamais faire aucun acte contraire aux prérogatives du grand-duché, mais encore à ne jamais altérer la constitution du gouvernement, à conserver au sénat ses droits & ses privilèges, ainsi que les graces qui lui avoient été accordées par la république & ensuite par le grand-duc. Que ce prince se chargeroit des dettes qu'il trouveroit au moment de la mort du dernier souverain, & que le paiement en seroit pris sur les fonds hypothèques & destinés à cet effet. L'ordre de la succession devoit être réglé par un acte particulier de premier-né en premier-né, & les femmes en étoient pour toujours exclues, elles & leurs descendans. La maison d'Este ne pouvoit jouir de ses droits qu'après l'extinction de la famille régnante, & après la mort de l'électrice palatine.

1717.

D ij

1717.

Lorsque ces points furent réglés avec la maison de Modène, le grand-duc se voyant obligé de déclarer positivement à l'empereur les desseins qu'il avoit formés, voulut encore sonder ce prince sur les avantages qu'une pareille déférence pourroit lui procurer : mais Charles VI lui montra une très-grande répugnance à livrer les ports de Sienne & le fief de Piombino. Le ministère impérial lui fit valoir comme un avantage suffisant l'intégrité du domaine de Florence & la confirmation des promesses signées à Francfort. Cependant l'empereur ne lui ôta pas toute espérance pour l'avenir, & la nomination reçut l'approbation du duc de Modène & de toute sa cour. L'impératrice Amélie, veuve de l'empereur Joseph, & tante maternelle du prince héréditaire de Modène, se chargea de protéger auprès de Charles VI les intérêts de son neveu, unis à ceux de la maison de Médicis. Mais quoique l'empereur eût paru favorable à ce projet, quoiqu'il le regardât comme relatif à ses vues & à celles de la maison d'Autriche, il trouva cependant que l'union des états de Modène avec ceux

du grand-duché, formeroit en Italie une nouvelle puissance capable d'en troubler la paix, & que cet objet demandoit de plus mûres réflexions. Il fit cependant espérer à Bartoloméi une prompte décision ; & l'impératrice Amélie promit aux deux princes contractans un heureux succès. Côme III se croyoit au comble du bonheur ; il ne doutoit plus de la conclusion d'un traité si important au repos de sa famille, à l'avantage & à la sûreté de ses peuples. Il avoit envoyé trois de ses galères dans le Levant, au secours des vénitiens ; il évitoit avec soin de donner aux ministres impériaux aucun sujet de crainte & de soupçons. Il ne lui restoit d'autre desir que de voir revenir auprès de lui l'électrice sa fille, unique objet de sa tendresse. Le nouvel électeur palatin, Charles-Philippe, frère de Jean-Guillaume, ne réservoir ni égards ni complaisances à une femme qui ne lui avoit jamais témoigné aucune déférence. Tous les florentins établis à Dusseldorff éprouvèrent des dégoûts & des mortifications, qui avertirent l'électrice de quitter promptement un séjour où

1717.

les désagrémens alloient se multiplier pour elle. Son père la pressoit de revenir auprès de lui ; mais il étoit bien difficile que l'électeur mécontent lui laissât emporter paisiblement les dons qu'elle avoit eu l'adresse d'arracher à son époux ; & ce fut avec beaucoup de peine qu'elle obtint enfin par les soins du grand-duc un acte qui régloit ses intérêts. Après avoir rempli tous les devoirs d'usage envers les princes de la maison de son mari, elle prit le chemin de l'Italie, suivie d'une cour nombreuse, mais qui lui avoit été envoyée par son père. Elle arriva en Toscane à la fin d'octobre ; le prince Jean-Gaston la joignit à Scarperia, & le grand-duc alla lui-même au-devant d'elle aux portes de Florence. On rendit des actions de grâces au ciel, & tous les courtisans s'empresèrent à gagner la bienveillance d'une princesse qui alloit être l'arbitre du gouvernement. La princesse Violante, prévoyant que la puissance de cette fille trop chérie alloit porter atteinte à ses droits, avoit demandé la permission de retourner en Bavière ; mais afin de concilier la dignité de l'une & de l'autre, le grand-

duc accorda le gouvernement de Sienne à Violante, qui ayant ainsi un prétexte de s'éloigner de la cour, ne parut rien céder à l'électrice. Côme III donna bientôt à sa fille des preuves excessives de sa tendresse ; & toute la cour lui rendit des respects comme à un nouveau favori.

Cette princesse eut à son arrivée le plaisir d'apprendre les bonnes dispositions de Charles VI en sa faveur. Depuis quatre mois on attendoit les résolutions de la cour impériale, & après beaucoup de sollicitations, Stella répondit à l'envoyé de Toscane, que son maître ayant mûrement examiné le projet du grand-duc à l'égard de la maison de Modène, n'y avoit non-seulement rien trouvé de contraire à ses propres intérêts, mais qu'il savoit encore bon gré au grand-duc d'avoir tourné ses vues sur la maison la plus pieuse & la plus attachée à celle d'Autriche. L'empereur desiroit qu'on presât l'ouverture d'un traité entre lui, la maison de Médicis & celle de Modène, mais avec le plus grand secret ; il demandoit aussi que ce traité se continuât à Vienne où il avoit été commencé.

D iv

1717.

& où le ministre du duc de Modène pouvoit soutenir les droits de son souverain. L'approbation de Charles VI causa sans doute une vive satisfaction au grand-duc, mais les conditions lui parurent extraordinaires. Pourquoi ce monarque exigeoit-il l'intervention de l'envoyé de Modène, tandis que le duc lui-même s'en reposoit sur la conduite & la volonté de Côme III? Charles VI sembloit ménager pour l'avenir une secrète cession de quelque partie des états de Modène, états que le grand-duc avoit prétendu & prétendoit encore incorporer au domaine de Florence, dans toute leur intégrité.

Côme n'ignoroit pas que l'Angleterre, occupée de différens projets de pacification entre l'empereur & Philippe V, ignorant le traité qu'on ménageoit à Vienne, avoit proposé au duc de Modène de renoncer lui-même à ses états en faveur de l'Empire, aux conditions de lui faire obtenir la succession de Toscane. Mais tandis qu'on lui promettoit la cession de Piombino & celle des ports de Sienne, Côme ne trouva pas juste qu'on l'obligeât à renoncer à l'union des états de la maison



d'Este, pour en enrichir l'empereur qui alors seroit devenu trop puissant en Italie. Il crut qu'il étoit de sa prudence de s'assurer des promesses de ce prince avant d'en venir à un traité ; & , sous le prétexte de conserver le secret, il résolut de proposer à Vienne l'exclusion de tout autre envoyé que le sien. De son côté, l'empereur demanda des assurances de fidélité de la part du duc de Modène envers la maison d'Autriche. Cette défiance montroit ou faisoit soupçonner un desir secret de se rendre maître des états de ce prince. Temporiser & gagner du tems, la grande maxime d'un prince foible & irrésolu, parut à Côme III le meilleur & le plus sûr parti ; il se livra d'autant plus à ce dangereux caractère, que George I l'assura qu'il ne permettroit jamais ni à la maison d'Autriche, ni à celle de Bourbon de se rendre maîtresses de la Toscane. Il espéroit d'ailleurs que, s'il venoit à s'allumer une nouvelle guerre en Italie, l'empereur auroit un intérêt direct à le satisfaire ; & , d'après ce jugement, il s'en reposa paisiblement sur l'avenir. Les événemens prirent bientôt un cours que

D v

1717.

personne n'avoit prévu. Malgré l'armistice conclu à Utrecht, malgré la parole donnée au pape de ne pas détourner l'empereur de ses entreprises contre les turcs, une flotte espagnole assaillit dans le mois de juillet l'île de Sardaigne. Le cardinal Albéroni, le ministre le plus entreprenant qu'ait jamais eu l'Espagne, saisit habilement l'occasion de rétablir l'autorité de cette couronne en Italie, & d'y recouvrer ses possessions. La reine d'Espagne ne doutoit pas que la succession du grand-duché ne dût lui appartenir avec justice. Albéroni, dans le dessein de faire valoir ce droit, imagina de s'emparer d'abord de la Sardaigne, & la possession du port de Lungone lui fit espérer ensuite de surprendre Livourne & Porto-Ferraio. Cette entreprise hardie surprit toute l'Europe, & les puissances garantes du traité d'Utrecht cherchèrent aussitôt les moyens d'en prévenir les suites.

1718.

Le traité d'Utrecht mal disposé, fondé sur les circonstances plutôt que sur les conjectures qu'on devoit former sur l'avenir, avoit conservé les semences d'une nouvelle guerre, &

les intérêts des princes étoient aussi compliqués qu'auparavant. Les nouveaux événemens rendoient la tranquillité de la France & de l'Angleterre également nécessaire à l'une & à l'autre de ces puissances : la conformité de leur situation les avoit engagées à former la triple alliance, & la Hollande s'étoit unie avec elles. Il n'étoit cependant plus possible de concilier les intérêts de Charles VI & ceux de Philippe V dans le moment où l'Espagne languissante renaîsoit sous le ministère d'Albéroni, & où elle étoit prête à réparer toutes ses pertes. Cette nouvelle guerre déconcertoit le plan de la triple alliance ; la France & la Hollande, garantes du traité d'Utrecht, ne pouvoient se dispenser d'y entrer ; & l'Angleterre déjà liée par la même garantie, se trouvoit obligée par un traité particulier à secourir l'empereur. Elles cherchèrent tout-à-la-fois des moyens de conciliation. L'Italie étoit l'objet principal de l'intérêt commun : Charles VI qui en possédoit la plus grande partie, vouloit en faire une province de ses états. Philippe V ne pouvoit renoncer au royaume de Naples ; la Sicile, cédée au duc de

1718.

D vj

1718.

Savoie, étoit trop détachée du continent pour porter atteinte à la domination autrichienne, & l'Espagne la regardoit comme une perte réelle, mais que la politique ne pouvoit réparer. L'empereur se plaignoit qu'on lui eût ôté la meilleure partie du royaume de Naples, qui, sans l'union de la Sicile, demeureroit privé de beaucoup d'avantages. Mais, sur toutes choses, les trois puissances alliées s'occupaient de la succession du grand-duché, des vues de l'empereur sur cet objet, & des droits que pouvoit faire valoir la reine d'Espagne, comme proche parente des Médicis. Le désir de rétablir la paix générale, & d'épargner aux nations les peines & les calamités d'une guerre, paroissoit digne du sacrifice des intérêts particuliers. D'après ces principes, le régent de France forma, de concert avec l'abbé Dubois son favori, le plan de la quadruple alliance ; plan qui n'a pas eu dans la suite l'approbation de l'Europe. Ce projet ne put déplaire à l'empereur à qui l'on accordoit la Sicile aux conditions qu'il céderoit la Sardaigne au duc de Savoie. La succession de la Toscane fut destinée à l'infant

don Charles, fils aîné du roi d'Espagne ; & pour vaincre la répugnance que l'empereur avoit toujours témoignée pour la maison de Bourbon, on lui accorda les prérogatives qu'avoit établies le comte de Zinzendorff en faveur de l'Empire ; on constitua la Toscane comme fief impérial masculin, & en cette qualité l'empereur en devoit donner les investitures éventuelles. On excluoit la personne de la reine d'Espagne, sur laquelle assurément le choix de l'empereur ne seroit pas tombé : l'électrice palatine fut également rejetée, & l'acte du sénat annullé & détruit. Comme il étoit probable que l'Espagne exigeroit des sûretés afin de ne pas être inquiétée par les troupes impériales établies dans le voisinage de la Toscane, le plan du régent admit des troupes neutres dans les places principales de Parme & du grand-duché : l'héritage n'en devoit même appartenir à l'infant qu'à cette seule condition. L'unique égard qu'on eut encore pour le grand duc & son fils, le prince Jean-Gaston, ce fut de ne pas troubler leurs droits ni l'exercice de leur souveraineté pendant leur vie. Ce plan

1718.

approuvé par la France & l'Angleterre, fut communiqué à l'empereur & au roi d'Espagne, mais soigneusement caché au grand-duc qui y avoit le principal intérêt.

## CHAPITRE III.

*Le traité de la quadruple alliance établit la succession en faveur de l'infant d'Espagne & la féodalité du Florentin ; la cour d'Espagne rejette ce traité & déclare la guerre à l'empereur ; l'Angleterre & la France garantissent le traité. Les hostilités sont suspendues ; congrès assemblé à Cambray pour la paix générale ; le grand-duc n'adhère point à ce traité ; mort de la grande-duchesse à Paris.*

**T**ANDIS que la présence d'une flotte angloise suspendoit dans la Méditerranée le progrès des armes espagnoles, les cours de Vienne & de Madrid s'occupoient de la pacification générale : mais le ministère espagnol ne pouvoit souffrir que l'union de la Sicile au

royaume de Naples acquit à l'empereur une puissance supérieure en Italie. Il n'étoit pas plus disposé à recevoir la succession du grand-duché par concession impériale, puisqu'il la croyoit due à l'Espagne, non par grace, mais par justice. La cour de Vienne craignoit à son tour d'abandonner cette succession à un prince de la maison de Bourbon ; elle ne connoissoit point de liens assez forts pour empêcher cette maison de troubler le repos de l'Italie, d'y introduire les forces espagnoles & françoises, & de contester à la maison d'Autriche la possession du royaume de Naples & de la Lombardie. Les ministres du grand-duc, agités par ces bruits incertains, tumultueux & contradictoires, faisoient retentir leurs plaintes dans toutes les cours, réclamoient les promesses des souverains, leurs traités & leurs garanties. La cour impériale promettoit encore à leur maître toutes les choses de justice & de convenance ; celle de France lui faisoit espérer la paix & la tranquillité ; à Londres on lui juroit de soutenir l'intégrité de ses états, on lui faisoit envisager les plus grands avantages

1718.

pour les peuples de la Toscane. Côme effrayé, envoya Néri Corsini à la cour d'Angleterre, pour empêcher, s'il étoit possible, l'exécution d'un projet si contraire à sa liberté. Il représenta au ministère anglois, qu'il n'y avoit pas d'acte plus violent & plus injuste que celui de donner par force un successeur à la maison de Médicis ; que si la tranquillité générale exigeoit à cet égard les soins de toutes les puissances, il étoit suffisant d'exclure les deux maisons d'Autriche & de Bourbon, & de laisser à ces conditions le grand-duc & ses fils, maîtres de leurs états ; que ce n'étoit pas un office de médiateurs, mais d'oppresseurs, d'imposer des loix onéreuses à un état libre, de le priver de son indépendance & de sa liberté, prérogatives conservées par Charles-Quint même, lors de sa conquête ; prérogatives qu'on vouloit maintenant lui ravir sans raison & sous le prétexte illusoire de lui procurer des avantages qu'il ne cherchoit pas. Persuadé que ce plan n'étoit pas établi par l'empereur, dans la justice duquel il avoit mis sa confiance, le grand-duc ajoutoit, que ces idées de violence



Étoient dues au génie despotique de la cour de France, à laquelle la maison de Médicis devoit l'origine de tous ses maux ; qu'il en étoit pleinement convaincu , mais que les princes de Médicis étoient si éloignés de consentir à un projet si étrange , qu'ils se dispo-  
soient à résister à l'oppression , & qu'ils étoient prêts à consacrer par leur résistance le spectacle de la plus effrayante injustice dont l'histoire ait conservé le souvenir. Quoique de semblables représentations fussent nobles & touchantes , la cour de Londres , qui déjà venoit d'accepter le projet , ne put rien promettre à l'envoyé de Toscane , sinon de rendre les conditions moins dures dans leur exécution , & de procurer au grand-duc & à ses états tous les avantages qui pourroient se concilier avec le plan adopté. Comme la cour de Vienne n'avoit pas souscrit à ce plan , elle seule pouvoit faire espérer encore quelque opposition ; mais ce traité même flattant les intérêts de l'empereur , on pouvoit ne rien attendre de lui. Les droits seigneuriaux sur le duché de Parme & sur la Toscane lui étoient accordés sans examen , & l'on

1718.

avoit même pris soin d'écarter toutes les contradictions que ce prince auroit pu éprouver relativement au fief de Sienne. Cependant la trêve n'étoit pas encore établie avec les turcs, & la guerre en Italie exposoit la maison d'Autriche à de grands périls.

Les ministres de Charles VI lui ayant démontré tous les avantages qu'il retireroit du plan des alliés, le déterminèrent à l'adopter entièrement. Mais il n'oublia pas que le grand-duc auroit de justes raisons de lui reprocher son ingratitude ; & crut agir avec une franchise apparente en chargeant Stella d'en prévenir Bartoloméi. Ce ministre représenta donc à l'envoyé toscan, que les circonstances obligeoient l'empereur à ne pas s'opposer au projet général, mais que ce prince demeureroit garant de la tranquillité du grand-duc, & qu'il l'assuroit d'avance qu'il n'éprouveroit aucune violence. Il ajouta que, si ce projet contenoit des dispositions peu satisfaisantes & contraires à leurs premiers desseins, il en avoit un véritable regret ; mais il observoit que, la maison de Médicis pouvant espérer encore environ trente ans de règne,

l'effet de ces articles étoit fort reculé , & qu'en général on devoit peu compter sur la durée des traités qui n'ont que la force pour base. Ces réflexions, disoit Stella, avoient déterminé l'empereur à ne pas attirer sur soi les forces principales de l'Europe ; & ces mêmes raisons devoient tenir le grand-duc constamment attaché à la maison d'Autriche, les circonstances qui l'affligoient ne pouvant éprouver aucun changement. Il est facile d'imaginer dans quel abattement tomba Côme III, & combien le despotisme des grandes puissances lui sembla cruel & injuste. Quoique le choix de son successeur dût être conforme à ses premières inclinations, comme aux desirs de toute l'Italie, la cassation de l'acte du sénat & l'exclusion de l'électrice, cette fille chérie, furent pour lui des coups terribles. Il reconnut alors combien avoit été dangereux le conseil de gagner du tems, & combien il eût été plus favorable pour lui d'établir l'objet de la succession par le traité d'Utrecht. Tous les sages politiques lui reprochèrent cette erreur, & ne purent le plaindre de ce qu'il recueilloit le fruit d'une résistance

1718.

obstinée aux représentations de toutes les cours. Il n'étoit plus tems alors ; les remontrances étoient inutiles , ainsi que les reproches ; & le projet concerté par l'empereur , la France , l'Angleterre & la Hollande , donna lieu au traité de la quadruple alliance (a).

---

(a) *Article V du plan de pacification touchant les successions de Parme & de Toscane.*

A l'égard des états actuellement possédés par le grand-duc de Toscane & par le duc de Parme & de Plaisance , si eux & leurs successeurs venoient à manquer sans laisser d'enfans mâles , il pourroit s'allumer une guerre en Italie , d'un côté à cause des droits que la présente reine d'Espagne , née duchesse de Parme , prétend avoir sur lesdites successions après la mort des plus proches héritiers , & de l'autre côté à cause des droits que l'empereur & l'Empire s'attribuent sur lesdits états : afin de prévenir les conséquences funestes de semblables contestations , il a été convenu que les états actuellement possédés par le grand-duc de Toscane & par le duc de Parme & de Plaisance seront reconnus à l'avenir & à toute perpétuité , des parties contractantes , comme fiefs masculins soumis à l'Empire. Et lorsqu'à défaut de successeurs mâles , il sera besoin de pourvoir à la succession de ces états , sa majesté impériale

Il devenoit tous les jours plus nécessaire de prendre des mesures pour effectuer les projets qu'on avoit for-

1718.

comme chef de l'Empire, consent que le fils aîné de la reine d'Espagne & ses descendants mâles nés de légitime mariage, ou à leur défaut, le second fils ou les branches cadettes nées de ladite reine d'Espagne, succèdent à tous ces états. Et comme il faut aussi pour cela le consentement de l'Empire, sa majesté impériale emploiera tous ses soins pour l'obtenir, & après l'avoir obtenu, elle fera expédier des lettres d'expectative qui contiendront l'investiture éventuelle pour le fils ou les fils de la reine d'Espagne & leurs descendants mâles légitimes, en bonne & valide forme, & les fera remettre incessamment entre les mains de sa majesté catholique, au moins dans le terme de deux mois après l'échange des ratifications, sans qu'il en puisse arriver aucun dommage ni aucun préjudice, & sauf dans toute son étendue, le droit de possession des princes qui jouissent actuellement desdits états.

Leurs majestés impériale & catholique sont convenues que le port de Livourne demeurera à toute perpétuité neutre comme il l'est actuellement.

D'après la renonciation que le roi d'Espagne a faite de tous les royaumes, pays & provinces de l'Italie, qui appartenoient auparavant à la couronne d'Espagne, ce prince consignera entre les mains dudit prince son

1718.

més, car l'Espagne, refusant expressément de consentir à leur exécution, faisoit avancer ses forces vers la Sicile.

fil, la place de Porto-Lungone avec ce que sa majesté possède actuellement dans l'Elba, aussi-tôt que par défaut de successeurs mâles dans le dit grand-duché, le prince d'Espagne sera mis en possession desdits états.

Il est pareillement établi & stipulé solennellement qu'aucun desdits états & duchés ne pourra & ne devra jamais, en quelque tems ni en quelque cas que ce soit, être possédé par un prince qui soit en même tems roi d'Espagne, & qu'un roi d'Espagne ne pourra jamais avoir la tutelle de ce prince.

Enfin il a été convenu entre les contractans, & ils se sont spécialement obligés à ne jamais permettre que, durant la vie des possesseurs actuels des duchés de Toscane & de Parme ou de leurs successeurs mâles, l'empereur, les rois de France & d'Espagne & le prince désigné pour la succession ne puissent introduire des soldats, de quelque nation que ce fût, soit de leurs propres troupes ou à leur solde, dans les pays ou les terres desdits duchés, ni établir des garnisons dans les villes, ports ou forteresses.

Mais afin d'établir une sûreté à tout événement au fils de la reine d'Espagne désigné dans ce traité pour succéder au grand-duc de Toscane & au duc de Parme & de Plaisance; & afin de l'assurer toujours de l'exécution de ce qui lui est promis touchant ladite

La quadruple alliance se hâta donc de conclure les conditions secrètes pour l'exécution du projet , & les collègues

1718.

succession , comme pour préserver de tout effort contraire la féodalité de ces états établie en faveur de l'Empire & de l'empereur, il est convenu entre les parties , que les Cantons Suisses mettroient pour garnison dans les principales places de ces états , c'est-à-dire à Livourne , Porto-Ferraio , Parme & Plaisance , un corps de troupes , qui cependant n'excédera pas en tout le nombre de six mille hommes ; que les trois parties contractantes payeront auxdits Cantons les contributions nécessaires à l'entretien de ces troupes , & qu'elles y resteront jusqu'au moment où la succession demeurera interrompue. Alors elles seront obligées à remettre entre les mains du prince désigné les places qui leur auront été confiées , sans que jamais elles puissent apporter aucun préjudice , ni occasionner aucuns frais aux souverains actuels ni à leurs successeurs mâles , auxquels ces troupes prêteront serment de fidélité , sans s'arroger d'autre autorité que celle de défendre les places qu'elles auront en garde.

Comme il pourroit arriver qu'une condition aussi utile souffrît quelque retardement , soit par le tems nécessaire pour convenir avec les Cantons Suisses du nombre des troupes , des moyens d'en faire la levée , & des sommes consacrées à leur entretien , sa majesté

1718.

déterminèrent entr'eux la quantité des forces que chacun devoit employer à réduire les rebelles. Quant aux successions de Parme & de Toscane, l'article VIII établit que, si l'Espagne refusoit d'accepter dans l'espace de trois mois les conditions qui lui étoient proposées, les collègues autorisés par le consentement de l'empereur, disposeroient du duché de Parme & du grand-duché, à l'exclusion des enfans de la reine d'Espagne, à condition qu'en aucune circonstance, ni l'empereur même, ni aucun prince de la maison d'Autriche possédant des états en Italie, ne pourroit s'approprier lesdits états de Parme & de Toscane.

Telle fut enfin la conclusion du traité de la quadruple alliance, traité qui causa tant de chagrin à la maison de

---

britannique animée par le desir de conduire ce traité à son accomplissement, & d'arriver le plutôt possible à l'unique fin qu'on se propose, le rétablissement de la tranquillité publique, fournira, pour ce même usage, ses propres troupes, tout le tems qu'il sera nécessaire d'attendre, que celles des Suisses puissent entrer dans les places des états susdits & en prendre la garde.

Médicis,



Médicis , qui la précipita dans cette douloureuse situation, de voir sa tranquillité , sa sûreté , sa dignité compromises & en butte aux caprices des grandes puissances. Opprimée sous prétexte d'être garantie , réduite à l'esclavage par l'introduction des garnisons , elle ne pouvoit plus prêter foi aux promesses trompeuses des alliés. Il ne lui restoit d'autre parti que celui de se jeter entre les bras de l'Espagne , ou de résister à la violence jusqu'au moment où les circonstances pourroient changer.

La crainte de quelque surprise du côté des espagnols , qui venoient d'armer contre la Sicile , fournit au grand-duc le prétexte de mettre une garnison dans Livourne & dans Porto-Ferraio , de réparer & d'accroître les fortifications de ces deux places. Il fit des levées en Toscane , envoya des troupes sur les côtes , afin , disoit-il , de s'opposer aux débarquemens. Il sembloit animé d'une nouvelle vigueur , quoique tardive , & sembloit enfin sortir de la bassesse & de l'avilissement où il étoit tombé. Il paroissoit résolu à se défendre , & à succomber glorieusement plutôt que

*Tome IX.*

E

1718.

1718.

de recevoir des loix aussi dures. Il reprocha aux ambassadeurs d'Angleterre & de Hollande l'ingratitude de leurs cours & l'oubli total des égards qu'il avoit eus pour leurs nations dans le port de Livourne. Les cours de Vienne & de France se chargeoient tour-à-tour de tout ce que leur conduite avoit d'odieux : elles prétendoient toutes deux qu'elles avoient été forcées à suivre le cours des événemens : mais leurs justifications insuffisantes n'empêchèrent pas le grand-duc de protester contre les dispositions du traité à la cour de chacun des alliés. Il déclara que le Florentin, état libre & indépendant, ne pouvoit recevoir d'autre successeur qu'un prince élu par le peuple & par la voix du sénat, unique représentant de l'ancienne république ; que personne n'avoit droit d'exclure de la succession l'électrice palatine, élue par ce même sénat, & acceptée par ce même peuple ; qu'il n'y avoit d'autre titre que la force pour imposer des loix féodales à un état qui n'en devoit naturellement recevoir aucune, & pour introduire des garnisons étrangères dans un pays libre & neutre qui

ne cherchoit que la paix. La protestation finissoit par un serment que faisoit le grand-duc de concert avec ses sujets, de soutenir jusqu'à leur dernier moment ces quatre points de leur liberté, soutenus par l'espérance qu'une cause si juste seroit protégée du ciel, & secondée par la fortune. Cette résolution étoit fondée sur l'espoir de voir changer, avec les circonstances, le plan des médiateurs. Les espagnols & les anglois ayant commencé les hostilités dans la mer de Sicile, le grand-duc se flattoit qu'indépendamment du succès incertain de la guerre, les conditions imposées par la quadruple alliance pouvoient au moins varier au moment de la paix. L'opposition de la cour d'Espagne au traité de Londres fortifioit cette espérance dans l'ame des Médicis. Philippe V ne cessoit d'accuser d'injustice & de mauvaise foi, des princes qui prétendoient lui accorder, comme par grace & sous condition de féodalité, une succession qui lui appartenoit par les droits du sang. Il caractérisoit d'usurpation la souveraineté que les médiateurs attribuoient à l'empereur sur les états d'Italie, puis-

E ij

1718.

que le Florentin paroîssoit libre, & que l'état de Sienne étoit un fief dépendant & appartenant à la couronne d'Espagne. Il ne condamnoit pas moins l'acte injurieux de dépouiller l'électrice palatine des droits les plus sacrés, d'écarter ensuite le duc de Parme, & d'exclure la reine d'Espagne : il observoit que, sous le prétexte d'établir en Italie un équilibre entre les forces du pays & celles de l'empereur, ce traité injuste soumettoit toute cette partie de l'Europe à la puissance arbitraire de ce monarque. L'uniformité qui régnoit entre les plaintes du grand-duc & celles de Philippe V, les armemens faits en Toscane, les nouvelles garnisons introduites dans Livourne & dans Porto-Ferraio faisoient penser aux alliés qu'il y avoit quelque intelligence entre ces deux princes. En conséquence, les protestations du grand-duc n'excitèrent point de murmures ; les médiateurs, connoissant sa foiblesse, pensèrent plutôt à lui faire espérer des modifications & des conditions plus douces. « *Changez l'ordre de la succession*, lui disoient les ministres impériaux, & nous vous allégerons des liens dont

» vous vous plaignez ; mais pour ce  
 » qui regarde l'admission d'un prince  
 » de la maison de Bourbon dans un des  
 » états souverains d'Italie , le frein  
 » qu'on a mis à cette résolution étoit  
 » trop nécessaire à la tranquillité publi-  
 » que ». Ces nouvelles maximes de  
 droit public ne persuadèrent point  
 le grand-duc, qui ne se croyoit pas  
 obligé à se laisser opprimer pour l'avan-  
 tage d'autrui.

1718.

Cependant, l'opposition constante  
 de l'Espagne au traité de Londres ,  
 faisoit regarder la succession du grand-  
 duché comme toujours vacante , &  
 l'on croyoit les alliés dans l'obligation  
 d'en disposer de nouveau. Cette idée  
 avoit ranimé l'ambition des autres  
 princes ; on voyoit éclore de nou-  
 veaux projets, recommencer de nou-  
 velles intrigues. Le régent de France  
 entama deux négociations différentes ;  
 l'une regardoit l'intérêt de la couronne  
 même, & l'autre celui de sa propre  
 famille. Il fit d'abord revivre l'ancien  
 projet de Louis XIV d'assigner à la  
 maison de Lorraine la succession de la  
 Toscane, pourvu que les états de cette  
 maison fussent réunis à la couronne de

1719.

E iij

1719.

France. Les alliés, aussi pénétrants que ce prince étoit habile, ne se laissèrent pas séduire jusqu'à souffrir cet accroissement de puissance : alors il proposa aux collègues de le substituer lui-même à l'infant d'Espagne aux mêmes conditions. De son côté, l'impératrice Amélie vouloit faire renaître les premiers desseins qu'on avoit eus sur le duc de Modène. La maison de Bavière & le duc de Savoie se présentoient à leur tour. L'Angleterre penchoit en faveur de la maison de Lorraine, pour l'indemniser de la perte du Montferrat, aux conditions que Pise & Livourne seroient déclarées villes impériales & maintenues dans leur entière liberté. Ce plan que milord Stanhope faisoit valoir, étoit dicté par l'intérêt des anglois ; cette nation trouvoit dans les ports de Toscane de si grands avantages pour son commerce, qu'on l'avoit vue établir leur franchise par un des articles du traité de Londres : elle prétendoit même s'en faire un très-grand mérite auprès du grand-duc, exagérant à ses yeux le bien réel qu'en devoient retirer ses propres états. Mais cette disposition particulière étoit encore

une preuve de violence & de despotisme : l'intérêt particulier d'une nation n'est pas un droit à limiter la souveraineté d'un prince neutre, à le forcer d'ouvrir ou de fermer ses ports. 1719.

Parmi les nouveaux concurrens, on vit encore paroître le prince d'Ottajano, sous prétexte qu'il descendoit d'une branche alliée des Médicis, la plus proche de la famille régnante, & que l'acte de Charles V appeloit à la succession les plus proches parens ou alliés à défaut des lignes directes. Il s'étoit transporté à Vienne, soutenu secrètement par les ministres impériaux ; mais loin de vouloir disputer avec la maison de Bourbon, & de contrarier directement les intérêts & les vues des *distributeurs d'états*, il offroit de renoncer à la souveraineté de la Toscane, pour être simplement mis en possession des biens allodiaux. Côme III justifia que depuis plus de quatre siècles cette maison s'étoit détachée de la maison de Médicis, qu'elle n'avoit plus rien de commun avec elle que le nom, qu'il n'étoit obligé à aucun égard pour elle, & que l'acte de Charles-Quint ne la regardoit en aucune ma-

E iv

1719.

nière. Quand même la parenté d'alliance eût été un droit suffisant, il y avoit à Florence deux familles alliées dont le degré infiniment plus proche auroit exclu le prince d'Ottajano. Bientôt parut encore la maison des Albani, qui prétendirent que les biens allodiaux possédés par les Médicis dans l'état d'Urbain & dans la campagne de Rome, devoient retourner entre les mains du pape, & que la quadruple alliance n'avoit aucun droit d'assurer au prince d'Espagne la grande-maîtrise de l'ordre de Saint-Etienne, qui, regardée comme bénéfice ecclésiastique, retournoit à la collation du pontife romain, à la mort de son maître légitime. Toutes ces intrigues, auxquelles la cour de Vienne sembloit prêter une oreille attentive pour intimider la cour d'Espagne, aggravoient la situation douloureuse du grand-duc, dont l'autorité chancelante & précaire se voyoit sans cesse exposée à de nouveaux périls.

Les chagrins de ce prince infortuné devenoient d'autant plus sensibles, que les impériaux exigeoient continuellement des contributions énormes. Quoiqu'il eût envoyé trois galères



au secours des vénitiens contre les turcs, l'empereur ne laissa pas de lui imposer encore des tributs sous ce même prétexte. Bientôt la guerre de Sicile ayant exigé un nouvel emploi, il y envoya des forces allemandes; ce fut une raison de se permettre de nouvelles exactions: les levées d'argent furent fixées à cinquante mille pistoles. Il fallut payer en un moment la plus grande partie de cette somme, au corps d'armée qui marchoit vers la Toscane, & dont les chefs avoient ordre de fermer l'oreille à toutes les représentations. Mais ensuite les justes plaintes du grand-duc, les négociations, la médiation des collègues, la menace de recourir à la diète de l'Empire, suspendirent au moins le paiement entier de cette somme, sans empêcher cependant les insultes & les outrages des troupes impériales. Il y avoit à Livourne un résident de l'Empire, qui cherchoit sans relâche à renverser le système de neutralité qu'on avoit établi dans ce port avec tant de peine: ses procédés fournissoient à la cour de Vienne les prétextes les plus subtils pour inquiéter le grand-duc. Il préten-

E v

1719.

doit qu'un feudataire ne peut demeurer neutre en même tems que son seigneur direct est en guerre ; & par-là il croyoit pouvoir armer contre l'Espagne la ville & la garnison de Porto-Ferraio, & accompagnoit de menaces, des prétentions si déraisonnables. Côme III concevoit d'autant plus d'effroi de la situation malheureuse où il se trouvoit, qu'il voyoit s'embrouiller les intérêts de tous les princes de l'Europe, & que le sort de la Toscane en devenoit plus incertain. La France avoit donné lieu aux premières hostilités contre l'Espagne, & bientôt les puissances médiatrices, obligées d'agir, eurent besoin elles-mêmes de médiateurs. Quoiqu'il soit ordinaire aux individus qui composent une ligue de préférer leur intérêt particulier au bien commun, il paroît que la méfiance & la division formoient singulièrement le caractère de la quadruple alliance : chacun des alliés agissoit selon ses propres vues, & ne se croyoit lié par les conditions du traité, qu'autant que son intérêt respectif l'exigeoit : la dissimulation, l'imprudence, l'étourderie même rendoient toutes les négociations inu-

tiles. Le grand-duc, victime de tous, ne pouvant combiner précisément lequel d'entr'eux avoit le plus d'intérêt à le sacrifier, ne savoit de quel côté chercher un appui ; il avoit lieu de croire, quel que fut l'événement, que les conditions injurieuses attachées à la succession de ses états, ne seroient jamais révoquées, & que la liberté de la Toscane étoit pour jamais évanouie. Il reconnoissoit l'impossibilité d'établir paisiblement un autre plan de succession, les droits du sang allégués par la cour d'Espagne étant désormais une éternelle semence de guerre en Italie. Il ne lui restoit d'autre ressource que la médiation de la Hollande. Quoique cette république fût comprise dans le traité de la quadruple alliance, elle ne s'étoit pas imposé l'obligation d'agir ; son état d'indifférence & d'observation faisoit regarder la ligue comme une triple alliance, cette quatrième partie ne s'étant réservé que la liberté de se montrer dans le cas où elle seroit médiatrice. Elle revêtit en effet ce caractère, lorsqu'elle vit la guerre s'allumer de toutes parts ; elle obtint des alliés un nouveau terme de trois

E vj

**1719.** mois en faveur de l'Espagne, pour accepter le traité de Londres, & menaça Philippe V d'unir ses forces à celles de ses alliés, s'il refusoit d'y accéder.

**1720.** Philippe V fit sans doute sur sa position des réflexions qui le déterminèrent ; le cardinal Albéroni fut disgracié ; Philippe renonça solennellement à la succession de la couronne de France, & ne refusa plus de souscrire au traité de Londres. Cet acte annonçoit bientôt un traité de paix par lequel tous les articles du premier traité devoient être irrévocablement fixés, ainsi que les prétentions des princes d'Italie, lorsqu'on les auroit accordées avec les volontés des collègues. Les hostilités cessèrent ; on ouvrit un congrès à Cambrai, où les ministres des alliés se rendirent. Cet événement paroissoit assurer désormais la succession de Toscane au prince d'Espagne, & le grand-duc eut au moins la consolation de trouver à la cour de Madrid tous les égards & toute la modération dont il n'avoit reçu de marques ni en France ni en Allemagne. La reine proposa d'envoyer son fils en Toscane sous la

garde de l'électrice, à laquelle Philippe promettoit le titre & les honneurs de grande-duchesse, avec une part majeure dans le gouvernement. Le roi montrait la plus forte répugnance pour les liens avilissans de la féodalité ; il regardoit la succession comme assurée à son fils par l'acte du sénat & par le consentement du peuple. Le frère Ascanio, dominicain, avoit été choisi par Philippe V pour résider à Florence, & communiquer ses sentimens au grand-duc ; le choix d'un religieux, revêtu de ce caractère, écartoit au moins les soupçons de la cour de Vienne, attentive à examiner la conduite de Côme III qu'elle soupçonnoit toujours d'une secrète intelligence avec les Bourbons. Côme espéroit après la réconciliation apparente entre Philippe V & le duc d'Orléans, que la cour de France soutiendrait les droits & les demandes de Philippe ; dès-lors il imagina de joindre ses intérêts à ceux des espagnols, de les instruire de la constitution du grand-duché, & des injustices dont les articles du traité de Londres le menaçoient. Philippe donna ordre au marquis Beretti-Landi & au comte de

1720.

1720.

Saint-Etienne de considérer les intérêts des Médicis comme ceux de sa propre personne. Corfini fut chargé de leur communiquer les choses les plus secrètes, & d'entrer avec eux au congrès ; mais il y avoit peu de chose à espérer de cette assemblée. Cette même fatalité qui régnoit sur l'esprit & les entreprises des alliés, accrut encore entr'eux la défiance & les divisions.

L'union prétendue entre la France & l'Espagne alarmoit vivement l'empereur & le roi d'Angleterre : comme ils craignoient que la balance ne penchât vers ceux-ci, l'on juge bien qu'ils n'étoient pas disposés à les satisfaire dans le congrès. Le régent de France, obligé de feindre une étroite amitié avec le roi d'Espagne, ne vouloit pas non-plus aliéner entièrement l'empereur & l'Angleterre dont il craignoit l'inimitié. Philippe V demandoit la restitution de Gibraltar, la succession de Parme & de Toscane, libre de toute féodalité, & les dédommagemens promis aux princes d'Italie par le traité de Baden. Ces demandes n'étoient pas d'accord avec les inclinations de la

cour de Vienne qui , ferme dans le dessein de s'affujettir l'Italie, cherchoit à exclure l'infant d'Espagne de la succession, ou du moins, si elle étoit forcée de le reconnoître, vouloit lui donner la loi pendant quelque tems, & attendre l'occasion de lui en imposer d'éternelles. La cour d'Angleterre se trouvoit en contradiction avec elle-même, car les intérêts du roi ne s'accordoient pas avec ceux de la nation. L'utilité du commerce faisoit désirer aux anglois une étroite liaison avec les espagnols ; & le roi George, au contraire , étoit obligé de conserver des égards pour l'empereur, à cause des états qu'il possédoit en Allemagne. Ainsi l'on voyoit régner une contradiction perpétuelle & des débats singuliers entre les anglois & les hano-vriens, les espagnols & les impériaux, & leurs maximes opposées rendoient presque impossibles l'union de leurs intérêts & l'unité de leurs délibérations.

Dans ces dispositions, le congrès de Cambray devoit être différent des assemblées de cette nature : ordinairement les plénipotentiaires y étoient chargés d'établir les conditions & de

1720.

conclure les traités ; mais ici, ces mêmes plénipotentiaires étoient soumis à une loi générale, qui devoit servir de base au traité, & aucun d'eux n'avoit le pouvoir ni de l'interpréter ni de la modifier. Une partie des puissances médiatrices, aussi constante à refuser que l'autre à demander, n'oublioit aucun artifice pour venir à bout de ses desseins, & le congrès enfin paroissoit devoir être aussi long qu'inutile. Cependant, le grand-duc se reposoit sur l'appui de la cour d'Espagne & sur la bonne intelligence des médiateurs avec lui ; il se contenta d'exposer ses raisons à l'assemblée, d'y demander justice de la violence à laquelle le traité de Londres devoit l'assujettir. La liberté de Florence & l'acte du sénat étoient les deux points qu'il vouloit soutenir avec vigueur. Le duc de Parme & la reine d'Espagne n'avoient pas à faire valoir un intérêt moins direct ; le droit de l'électrice établissoit d'abord celui de la maison de Farnèse, & après elle celui de la reine d'Espagne. Côme fit dresser un mémoire instructif touchant l'indépendance de la liberté de Florence, par lequel il prouvoit l'in-



justice avec laquelle la quadruple alliance venoit d'imposer des liens à un état libre, &, pour ainsi dire, d'anéantir l'autorité souveraine en privant le grand-duc de ses prérogatives. Toutes les preuves de ce que l'on avança, furent développées; on y ajouta l'avis de tous les jurisconsultes italiens & allemands, qui avoient toujours regardé l'indépendance de l'état de Florence comme incontestable. La lettre de Francfort fut produite à son tour, & cet article déplut à l'empereur; en publiant ainsi les promesses qu'il avoit faites à l'électrice, c'étoit le montrer publiquement en contradiction avec lui-même. Ce mémoire, remis d'abord à tous les envoyés du congrès, ensuite imprimé & répandu dans les différentes cours, reçut l'approbation de tous les souverains du parti espagnol, mais non pas celle des impériaux, qui virent naître de nouvelles semences de division par la publication de cet écrit. En effet, les contestations sur la liberté de Florence, qui depuis quelque tems étoient assoupies, furent de nouveau ranimées par le ministère impérial qui chercha même à en faire une cause

---

---

1720.

1720.

commune à toute l'Allemagne. Les publicistes allemands entassèrent bientôt les dissertations, les examens, s'appliquèrent à découvrir & acquérir des preuves qui parurent l'année suivante, & interrompirent du moins l'oïiveté des plénipotentiaires du congrès. Mais la cour de Vienne, peu satisfaite de montrer par ces écrits la confiance avec laquelle elle prétendoit assurer la féodalité de Florence, employa la force pour faire sentir au grand-duc la réalité de sa puissance ; elle employa la menace des exécutions militaires, pour extorquer vingt mille pistoles à titre de subsides pour les troupes d'observation expédiées pour l'Italie, & lorsque le fléau de ces contributions sembloit appaisé, le général comte de Bonneval parut à Florence chargé de demander les vivres, les munitions & le passage pour un corps de cinq mille allemands, qui, revenant de Sicile & débarquant à Orbitello, devoit traverser le grand-duché & passer dans le Parmésan. Le grand-duc gémit de ce nouveau désastre ; il lui parut déraisonnable & injuste ; mais il fallut obéir, & tout ce qu'il put obtenir du

comte de Bonneval, fut la liberté de transporter les troupes à ses dépens jusqu'à Lavenza, petit port du duché de Massa. L'unique espoir du grand-duc, en ces calamités, étoit de se voir soutenu par les puissances médiatrices ; la France & l'Angleterre penchoient toujours en faveur de l'Espagne ; elles paroissoient résolues à mettre un frein aux progrès de l'empereur en Italie, & ne manquoient pas d'engager tous les princes à porter leurs demandes au congrès. Les avantages que l'Angleterre espéroit de l'Espagne relativement à son commerce, la nécessité d'obtenir d'elle une renonciation au port de Gibraltar, inspiroient à la cour de Londres plus de condescendance en faveur de la Toscane ; elle se prêtoit volontiers à modérer les conditions imposées à l'égard de la succession de l'infant, & sur-tout à abolir la féodalité que les espagnols appeloient une *loi monstrueuse*.

1720.

Enfin tous les obstacles que la politique mystérieuse des cours & le défaut d'union entre leurs différens intérêts, avoient apportée jusqu'alors à l'ouverture du congrès, étant ou

1721.

**721.** paroissant surmontés , le marquis Corsini se transporta dans le mois de mai à Cambray , où étoient déjà les autres ministres. Ses instructions concertées avec la cour d'Espagne , portoient , de demander au congrès l'abolition totale de la féodalité , & , dans le cas qu'on ne pût l'obtenir entièrement & contradictoirement au traité de Londres , il devoit proposer aux médiateurs des tempéramens propres à concilier les dispositions de l'article V , avec les avantages & la sûreté de la maison de Médicis & de son domaine. Enfin si Corsini ne pouvoit obtenir aucun acte de justice , il devoit protester contre le traité de Londres , comme le duc de Lorraine avoit protesté contre celui d'Utrecht. Cependant les ministres allemands prétendoient que cette même demande de l'abolition de la féodalité , cette demande si désagréable , si odieuse à l'empereur , n'étoit qu'une tracasserie pointilleuse de la part des Médicis , qui ne devant jamais se ressentir de cette chaîne , étoient sans doute déraisonnables de s'inquiéter avec tant de zèle du sort de leur successeur. Il fallut

Donc convaincre les médiateurs des conséquences qu'entraînoit, pour les peuples mêmes, cette clause du traité de Londres ; il fallut leur faire observer que les Médisis étoient dans le devoir de les laisser libres comme ils s'étoient confiés à eux. On leur représenta les impôts & les contributions extorquées par force & sans aucun droit ; on leur fit aisément comprendre que si les allemands traitoient ainsi un pays libre & indépendant, ils agiroient bien plus rigoureusement encore, lorsque le titre de seigneurs directs, les autoriseroit à traiter les sujets de cet état, comme leurs vassaux. Corsini persuada aux ministres espagnols, que les états qui, par une extrême fatalité, se trouveroient ainsi assujettis, ne parviendroient jamais à un haut degré de prospérité. L'empereur & l'Empire les regardant déjà comme feudataires, se rendoient maîtres de la subsistance des peuples ; ils en exigeoient des taxes exorbitantes & arbitraires ; ils les rendoient incapables de fournir aux besoins mêmes de leurs princes, qui voyoient sous leurs yeux, accabler leurs sujets par

1721.

des étrangers. Les états de Parme & de Toscane fournissoient un trop funeste exemple de cette douloureuse situation, de laquelle la misère publique & l'impuissance du souverain leur ôtoient même tout espoir de se relever jamais. C'étoit donc là le sort qu'on préparoit à un infant d'Espagne, & l'effet de l'indolence avec laquelle les puissances maritimes avoient sacrifié la malheureuse Italie ! Mais comme il n'étoit pas facile de combiner ces inutiles réflexions, avec les dispositions de l'article V, soutenues par les ministres impériaux, on résolut de chercher au moins à obtenir, pour l'intérêt commun, quelque modération dans le moment actuel, & quelque projet qui pût satisfaire les deux partis. On imagina pour adoucir la prétendue féodalité, de réduire l'investiture à une simple apparence, d'accorder aux florentins, par l'acte même de l'investiture, les privilèges les plus considérables dont eussent jamais pu jouir les feudataires de l'Allemagne ; & d'y exprimer l'exemption de toute servitude & de toute contribution quelconque. L'Empire assuré d'une obser-

vance religieuse à ses engagements, de la part de l'état de Toscane, assuré de l'attachement du grand-duc, pou-voit être satisfait, & regarder cette proposition comme l'accomplissement du traité de Londres. Le traité de Nuremberg de 1542, donnoit l'exemple d'une modération pareille; la féodalité du duché de Lorraine envers l'Empire, y ayant été fixée avec une entière précision. Les investitures impériales des états patrimoniaux de la maison d'Autriche & de différens fiefs qu'elle possédoit, sans les assujettir par un joug si dur, fournissoient des exemples qui pouvoient autoriser la liberté de Florence, sous la protection de l'Empire.

1721.

Si les puissances médiatrices & les puissances contractantes avoient reconnu la justice de ce projet, la maison de Médicis auroit sans doute recouvré dans toute leur plénitude, les droits & les privilèges qui lui étoient contestés par l'article V, sans que l'esprit même du traité en ressentît aucune altération. Le droit des femmes à la succession des états étant autorisé en Lorraine & dans quelques fiefs privi-

1721.

légiés de l'Allemagne , auroit également pu s'introduire en Toscane ; de pareilles dispositions adoptées comme des règles , auroient favorisé les prétentions de l'électrice , & après elle , les droits de la maison de Farnèse , & ceux de la reine d'Espagne. L'avis des plénipotentiaires espagnols , & celui de Corfini , étoit que l'article V du traité ne devoit pas s'interpréter à la lettre , mais au contraire , selon l'esprit du traité. Cet esprit étoit celui de la justice & des considérations politiques ; par conséquent il ne pouvoit contenir une clause contradictoire aux autres , sans s'anéantir de lui-même : les motifs purement politiques étoient de prévenir le défaut d'héritiers aux duchés de Parme & de Toscane ; la justice exigeoit qu'on eût égard aux prétentions de ceux qui se présentoient pour recueillir la succession. L'article V ayant décidé les droits & non les prétentions , paroissoit contraire à l'esprit des contractans , & devoit être soumis à de nouvelles modérations. Des dispositions fondées , non sur des droits réels & démontrés , mais sur de simples prétentions , n'étoient pas de véritables



véritables loix ; on ne pouvoit les considérer que comme des préliminaires , dans lesquels on arrête simplement les objets qui méritent d'être développés , & qu'on remet à un plus mûr examen. Les ministres convenoient encore que la politique n'exigeoit rien de plus que de se déterminer à faire choix d'un successeur aux états de Parme & de Toscane , que cet objet étoit rempli ; & que ce même choix se trouvant ensuite revêtu d'une forme déraisonnable & contradictoire à l'esprit du traité, ce point exigeoit un nouvel examen des droits de chaque prétendant , & une vigoureuse résistance aux déclarations des impériaux trop fortement obstinés à l'exécution littérale de l'article V. Les plénipotentiaires espagnols , chargés par leur cour d'agir de concert avec Corsini , approuvoient ces justes réflexions , & cependant leurs vues ne s'accommodoient pas tout-à-fait avec celles de Côme III ; ils étoient d'accord sans doute sur l'abolition de la féodalité ; ils flattoient les espérances de l'électrice , ils promettoient tous les égards possibles pour les Médicis & pour la Toscane ;

*Tome IX.*

F.

1721.

mais ils auroient voulu envoyer aussitôt à Florence l'infant d'Espagne, & lui assurer la succession de manière à ne plus redouter la puissance de l'empereur. Ils se défioient encore des toscans, qu'ils croyoient vivement animés à recouvrer leur libre & ancienne constitution : les deux gardes allemandes résidentes en Toscane leur faisoient toujours ombrage. Outre la répugnance du grand-duc à recevoir des forces étrangères dans ses états, il représenta aux ministres d'Espagne, qu'il avoit jusqu'alors rejeté toutes les dispositions du traité de Londres qui le regardoient, qu'il avoit résolu de protester solennellement contre ce traité, dans le cas où la justice de ses raisons ne pourroit obtenir l'approbation des ministres & celle des parties contractantes ; que d'après cet exposé, on conviendrait facilement que recevoir l'infant d'Espagne à Florence avant que le traité de paix eût établi des conditions satisfaisantes, c'étoit consentir tacitement aux injustes conditions de l'article V, & attirer même au sein de ses états les forces impériales. Il ajouta

que de semblables réflexions ne l'a-  
voient pas seulement déterminé à s'a-  
dresser directement au congrès , mais  
encore à toutes les cours , ne regardant  
pas comme digne de son rang , d'en  
venir à un traité jusqu'à ce qu'on lui eût  
offert des conditions plus équitables  
& proportionnées à ses droits.

1721.

Le congrès de Cambray n'étoit  
cependant pas encore ouvert , il n'y  
avoit point encore de conférence :  
les plénipotentiaires de France & de  
l'Empire n'arrivoient point; on pour-  
suivoit avec célérité , mais en même  
tems avec beaucoup de secret , les  
négociations dans les différentes cours  
sans qu'on pût pénétrer de quelle ma-  
nière se développeroient enfin tant  
d'intérêts différens. La politique la  
mieux étudiée ; une dissimulation pro-  
fonde rendoient vaines les observa-  
tions les plus justes , lors qu'enfin on  
publia un traité de commerce entre  
l'Angleterre & l'Espagne , & un autre  
traité d'alliance défensive entre la  
France , l'Espagne & l'Angleterre ,  
signé le 13 juin. Les dispositions du  
traité de Londres en reçurent une  
nouvelle vigueur ; mais on suppose

F ij

1721.

que ceux-ci contenoient de secrètes conditions à l'égard des états de Parme & de Toscane. On crut au premier examen que l'union de ces trois puissances devoit en imposer à l'empereur & au congrès, & que les intérêts de la maison de Médicis unis à ceux de l'Espagne, seroient traités avec plus de justice. Les soins que cette cour prenoit en faveur du duc de Parme, faisoient présumer que la reine ne veilleroit pas moins aux intérêts du grand-duc, puisque le sort de ces deux princes devoit régler le sort de son fils. Le duc de Parme demandoit l'exécution du traité de Pise, de 1664, par lequel, aux termes des articles I & XV, le pape Alexandre promettoit la réintégration de Castro à la couronne de France, & en garantissoit l'exécution : le duc de Parme fit distribuer aux ministres du congrès, un mémoire où il relevoit les différentes époques de l'inobservance de ce traité, & celles où la maison de Farnèse avoit protesté contre la mauvaise foi des papes, & tenté de se rétablir dans ses droits. On ne réfléchissoit pas que la cour de Vienne,

attentive à resserrer les bornes des états destinés à l'Infant d'Espagne, ne leur auroit jamais accordé un accroissement si considérable, & que ce seroit quelque jour un nouveau motif de guerre en Italie : en effet, au premier avis de ce traité, sur la seule crainte d'une partialité déclarée par les puissances médiatrices en faveur de la cour d'Espagne, les ministres de l'Empire s'alarmèrent, & l'on reprit secrètement à Vienne les anciens projets pour la succession, dans le cas où l'article V du traité de Londres ne seroit pas exécuté à la lettre. La défiance & les soupçons augmentèrent lorsqu'on publia le double mariage conclu entre les deux maisons de Bourbon; alliance qui paroissoit rétablir entre la France & l'Espagne celle qui avoit subsisté pendant la vie de Louis XIV. Le grand-duc ne fut alors que penser des procédés de la cour d'Espagne; étonné de ce qu'après avoir lié ses intérêts aux siens, elle agissoit avec si peu de bonne foi, il trouvoit que ce n'étoit pas là le prix de la fidélité qu'il avoit montrée dans des circonstances plus périlleuses. Le

1721.

silence que les ministres espagnols avoient gardé avec Corfini, sur les intentions de leur prince, la manière dont ils éludoient les demandes pour l'abolition de la féodalité & pour la succession de l'électrice, tandis qu'ils insistoient sur la sûreté & l'introduction des garnisons, effrayoient Côme III, qui ne pouvoit comprendre comment la cour de Madrid négligeoit pour elle-même un semblable intérêt. Les intrigues du roi d'Angleterre cependant excitoient toutes ces contrariétés dans les préliminaires du congrès. Le rétablissement du commerce des anglois avec les espagnols, venoit de causer une grande satisfaction dans le royaume, & le roi tournoit désormais toutes ses vues d'intérêts sur l'Allemagne, dont il espéroit pour sa maison un agrandissement plus sûr, & des avantages plus solides qu'en Angleterre; la constitution du gouvernement y étant sujette à des révolutions violentes & fréquentes, lui faisoit craindre que sa propre puissance y fût incertaine, tandis que le défaut d'héritiers mâles aux possessions de la maison d'Autriche, ouvroit à l'ambi-

tion de ce monarque une vaste carrière, Charles VI lui promettoit toujours l'investiture de quelques fiefs, & sa prudence exigeoit qu'il se prêtât aux désirs de l'empereur plutôt qu'à ceux de la maison de Bourbon, dont il n'espéroit jamais retirer tant d'avantages.

1721.

Il étoit facile de penser que l'article V du traité de Londres, soutenu par l'empereur, n'essuyant nulle contradiction, ni de la part de l'Angleterre, ni de la part de la Hollande, ne seroit pas même en faveur de l'Espagne, rejeté par le régent de France qui en avoit été le principal instigateur, & dont l'intérêt n'étoit pas d'irriter les autres puissances. Ces fâcheuses circonstances exigeoient de la part du grand-duc un peu de complaisance; il auroit dû se relâcher de cette ferme & constante opposition au traité de Londres, qu'il avoit adoptée comme son unique maxime dans cette occasion. Soit foiblesse d'esprit de sa part, soit que l'intérêt particulier de ses ministres dirigeât leurs avis, il étoit arrêté dans son conseil que la fermeté seule pouvoit sauver l'état

F iv

1721.

& conserver sa dignité. Ce prince touchoit à la décrépitude ; toujours entouré de religieux , occupé des petits détails de l'administration civile, le soin des grandes affaires étoit abandonné aux ministres. Jean-Gaston avoit le droit d'entrer au conseil ; mais l'électrice , qui jouissoit de la confiance aveugle de son père , présidoit aux délibérations. Jean-Gaston désapprouvoit la conduite de sa sœur & les maximes du souverain ; il passoit à la campagne un tems considérable , plus sensible aux plaisirs qu'on y goûte , & à ceux qu'inventoient pour lui les courtisans , qu'enclin à se livrer aux affaires du gouvernement sous les loix d'un père qu'il ne pouvoit approuver, & d'une sœur qu'il détestoit. Les égards dûs au grand-duc le contraignoient à garder de certaines apparences , mais les sentimens n'en étoient pas moins connus & l'on n'ignoroit pas jusqu'à quel point il condamnoit les principes actuels. Son indolence ne plaisoit cependant pas généralement ; on avoit espéré de lui quelque soulagement aux malheurs publics , on avoit cru



que lui seul pouvoit balancer la dureté du joug de son père ; mais par son caractère patient & modéré , il avoit laissé prendre à sa sœur un empire dont il n'étoit pas jaloux , au prix de sa tranquillité. Dès son arrivée elle avoit été instruite des mécontentemens du peuple ; elle n'avoit négligé aucun moyen pour l'adoucir & pour obtenir sa bienveillance. Enrichie des dépouilles de son mari, pourvue du riche appanage que lui avoit assigné son père , elle avoit formé autour d'elle une cour brillante ; elle protégeoit les foibles , & donnoit des secours aux malheureux : elle prenoit soin d'offrir des plaisirs & des spectacles aux gens riches & aux courtisans. Caressant ainsi toutes les classes des citoyens , devenue l'arbitre du conseil , la source unique des grâces , elle étoit parvenue à gagner la noblesse & le peuple , & même elle avoit diminué la haine qu'attiroient au grand-duc les moines , les faux dévots & les délateurs qui formoient sa cour , son conseil , sa maison & dirigeoient sa conduite. Par cette marche adroite , elle avoit su

1721.

F v

1721.

intéresser le public à ses prétentions ; il ne désiroit pas moins qu'elle de voir maintenir l'acte du sénat , qui la lui assuroit , & souhaitoit même à quelques égards qu'elle survécût au prince Gaston.

Cependant la maison de Médicis perdoit peu à peu les différentes personnes qui la composoient. La mort de la grande-duchesse prévint celle de Côme III. Cette princesse , attaquée depuis 1712 d'une paralysie universelle , affligée par différentes maladies , mourut enfin le 17 juin , âgée de 76 ans. Depuis que l'âge avoit modéré ses passions , le grand-duc avoit cessé de l'inquiéter ; elle avoit quitté le couvent de S. Mandé & vivoit librement à la ville & à la campagne ; après la mort de Louis XIV , le régent lui avoit accordé une pension comme à une fille de France , & favorisoit entièrement ses desirs & sa liberté. Mais les marques de complaisance du grand-duc n'avoient pas éteint en elle tout le ressentiment du passé ; ses dernières volontés furent encore des marques de sa haine. Quoiqu'elle eût porté en dot à son mari

tous les biens qu'elle possédoit déjà par voie de succession & tous ceux qui devoient lui revenir encore, elle nomma par son testament la princesse d'Epinoï sa cousine, légataire universelle de tous ses biens. Ces dispositions, quoique nulles & contraires à tous ses engagemens, produisirent un long procès au parlement de Paris ; l'honneur & l'intérêt obligèrent également la maison de Médicis à soutenir ses droits. Côme III lui fit rendre à Florence les honneurs funèbres avec tout l'éclat & toutes les cérémonies d'usage. Mais la mort de cette malheureuse princesse ayant rappelé le souvenir des mauvais traitemens qu'elle avoit essuyés de la part de son mari, le peuple regarda sa fuite de Toscane comme une cause directe de l'extinction de la maison régnante, & cet événement renouvella même avec plus de fureur la haine qu'il avoit conçue contre le grand-duc.

1721.



## CHAPITRE IV.

*La suspension du traité de Londres donne aux différentes cours le tems de former différens projets pour la succession : elle est enfin garantie à l'Espagne aux termes du traité : le grand-duc proteste au congrès de Cambray contre ces dispositions : contestations entre les collègues sur la forme des investitures : mort de Côme III : maximes & plan de conduite du grand-duc Jean-Gaston.*

---

1722.

**L**ES discussions sur la féodalité de l'état de Florence, exercèrent le génie des jurisconsultes italiens & allemands, comme si la justice & non pas la force eut dû juger cette cause. Afin de détruire les argumens que le marquis Corsini avoit habilement exposés dans le mémoire qu'il avoit répandu à Cambray, on vit paroître une dissertation sous le nom de Thomas Fritsh, auquel avoient même travaillé Mascovio & Menkenio ; elle étoit





Jellier sculp

imprimée à Leipfick (a). Il y fut répliqué par un long mémoire écrit en latin, compilé & imprimé à Florence, qui fut depuis augmenté de différentes pièces & réimprimé en France; mais alors il portoit le nom de la ville de Pife (b), afin qu'une univerfité d'Italie, parût avoir répondu aux univerfités d'Allemagne. D'autres differtations, divers écrits femblables, furent inférés dans les papiers de Hollande, & fervirent d'occupation aux spéculateurs oififs des événemens publics.

1722.

Le congrès ne s'ouvroit point, les plénipotentiaires d'Espagne reftoient fans occupation à Cambray. Le traité de Londres annoncé avec tant de

---

(a) Le titre de cette differtation eft : *Exercitatio juris publici de jure imperii in magnum ducatum Etruriæ quam in academia Lipfienfi, præfide D. J. Jacobo Mafcovio, die IX decemb. MDCCXXII. H. L. Q. C. publicæ difquifitioni fubicit auctor & respondens Thomas Fritsch, Lipficæ, litteris Immanuelis Titii, in-8º.*

(b) *De libertate civitatis Florentiæ ejusque dominii. Pifis, MDCCXXI. Tel eft le titre de cet écrit.*

1722.

force & de vigueur demeuroid inutile; aucune des puissances contractantes ne songeoit à le faire exécuter. L'histoire n'offre pas d'exemple d'un traité concerté avec tant de soin, tant de formalités & si négligé dans son exécution. Les secrètes négociations continuoient toujours dans les différentes cours; personne ne pouvoit comprendre quelle étoit la cause d'une conduite si mystérieuse. On voyoit les principales puissances de l'Europe liées entr'elles par des traités publics; on les voyoit en même tems jalouses les unes des autres, tantôt affecter une union étroite & sincère, tantôt se contredire & se menacer; elles cherchoient toutes à éluder ou à transgresser les conditions qu'elles mêmes s'étoient imposées; on auroit cru que chacune s'étoit accordée secrètement avec l'autre pour contredire le traité de Londres. Ces dernières présomptions semblèrent se réaliser, lorsque le comte de Windisgrats, plénipotentiaire de l'empereur, se présenta au congrès, & par acte du 28 février, demanda l'ouverture des conférences; les plénipotentiaires anglois & françois refusèrent de s'y rendre.



Sans doute la succession de l'infant d'Espagne, étoit le point des plus grandes difficultés, puisque les autres débats entre Philippe V & l'empereur avoient été réglés précédemment par les soins des autres puissances ; mais il étoit difficile en effet de convenir de cet article. La cour de Vienne toujours disposée à exclure l'infant, ou résolue à le lier par les nœuds étroits de la féodalité, avoit déjà suffisamment déclaré ses intentions. Les ministres de l'empereur ne dissimuloient pas que ce prince ne souffriroit jamais que l'on discutât au congrès, ni ailleurs, ce qui avoit été réglé à Londres & reconnu à la Haye par Philippe V : ils disoient publiquement qu'on devoit regarder tous les articles, & sur-tout la féodalité des états de Florence & de Parme comme les fondemens de la paix, puisqu'on ne pouvoit porter aucune altération dans un point sans qu'il en résultât la ruine du tout. Attachés rigoureusement à ces principes, ils assuroient que l'empereur prendroit pour une infraction au traité, la moindre proposition contraire. L'Espagne ayant toujours regardé comme plus

1722.

avantageux pour les intérêts de faire agir indirectement les princes d'Italie , les impériaux soutenoient que les réclamations de ces princes sur leurs prétendus dommages , n'étoient point du ressort du congrès, puisque la connoissance primitive de leurs intérêts appartenoit au conseil aulique , & qu'on l'avoit, ainsi reconnu dans le traité de Baden. D'après cette loi expresse , c'étoit enlever toute voie aux représentans à l'égard des contributions, & défendre au duc de Parme de songer à la réintégration du duché de Castro.

Le cardinal Conti occupoit la chaire de Saint-Pierre, sous le nom d'Innocent XIII, dès l'année 1721. Quoiqu'il eût commencé son pontificat par donner le chapeau de cardinal à l'abbé Du Bois, sujet peu digne d'une pareille faveur, il parut doué d'une sagesse & d'une sagacité supérieure à celle de son prédécesseur. Autant celui-ci avoit perdu de son crédit auprès de la maison d'Autriche ; autant Innocent XIII s'en fit respecter ; il obtint d'elle des espérances sur le recouvrement de Commachio , & l'empereur lui promit

de faire abandonner à la maison de Farnèse ses prétentions sur le duché de Castro. Dans le système actuel, la cour de Rome n'avoit plus en Europe d'autre rang que par l'étendue & la situation avantageuse de ses états; elle exigeoit cependant sur les autres souverains, une prépondérance proportionnée aux forces qu'elle possédoit & dont elle pouvoit faire usage selon sa volonté. Elle étoit alors unie aux autres princes dans la réclamation des droits qu'on avoit usurpés sur eux, sur-tout à l'égard de la féodalité imposée par l'Empire au duché de Parme, dont elle avoit joui pendant plusieurs siècles comme d'un fief de l'église. Le pape se trouvant ainsi dans les mêmes circonstances que le grand-duc de Toscane, auroit voulu s'unir à lui & rendre leurs intérêts communs : mais Côme III, quoique bien persuadé que l'empereur auroit rompu le traité de Londres avec plaisir, craignit de mécontenter les alliés par son union avec un autre souverain, & de leur fournir un prétexte à lui nuire; il résolut d'agir seul & indépendamment de tous les autres

1722.

1722.

princes. La situation des affaires d'Italie étoit si délicate que la plus légère innovation pouvoit y allumer la guerre. On armoit une flotte en Espagne, on fournissoit Porto-Longone de munitions de guerre, & l'on croyoit généralement que la reine alloit envoyer l'infant en Toscane, & soutenir par la force le droit qu'elle avoit à la succession. L'empereur faisoit fortifier les ports de Sienne, faisoit marcher des troupes dans le Milanois, & l'Italie sembloit menacée d'un embrasement général. Le congrès ne commençoit point ses opérations, & le plénipotentiaire de l'Empire persuadé qu'il n'obtiendrait rien de cette assemblée, avoit cessé ses instances. Un incident singulier exposa dans ce même moment le grand-duc à voir entrer dans le sein de ses états les armes espagnoles. Le prince Théodore de Bavière, évêque de Ratisbonne, neveu de la princesse Violante, faisoit ses études à Sienne; les deux princes ses frères parurent tout à coup en Toscane, comme de simples voyageurs attirés dans le grand-duché par le désir d'y voir la princesse leur tante; ils furent accueillis à

la cour de Côme III, conformément à leur rang & à l'alliance qu'ils avoient contractée avec les Médicis. Mais leur long séjour en Toscane, la connoissance du dessein où étoit l'empereur d'introduire dans le grand-duché des garnisons bavaroises, fit craindre à la cour d'Espagne & à celle de France que Charles ne voulût aussi changer l'ordre de la succession, & donner cet état à un prince de Bavière. Le mariage d'une archiduchesse avec le prince électoral, vint confirmer ces soupçons, & l'on crut avec une apparence de raison que le grand-duc étoit instruit de ce nouveau plan & qu'il y avoit consenti. On ne doutoit pas non-plus que la cour impériale n'eût résolu de se retirer de la quadruple alliance, puisque les démarches qu'elle faisoit pour marier le prince de Parme étoient publiques & que ce prince lui-même avoit consenti à recevoir une femme de la main de l'empereur : le pape se prêtoit secrètement à cette négociation ; ceux qui l'avoient conduite se flattoient de voir naître un enfant mâle à la maison de Farnèse, & croyoient par conséquent annuler toutes les dispositions du

---

 1722.

1722.

traité de Londres. Les espagnols ayant observé avec soin toutes ces intrigues, hâtoient leurs préparatifs de guerre; & sous prétexte d'attaquer Alger, ils avoient le projet de surprendre Livourne & Porto-Ferraio & d'assurer ainsi la succession à l'infant.

Les soupçons & la défiance s'accroissoient donc entre les cours de Vienne & de Madrid, le grand-duc s'occupoit à justifier sa conduite envers l'une & l'autre, & les puissances médiatrices garantissoient encore la paix & la tranquillité de l'Italie. La cour d'Espagne sollicitée par le duc de Parme, désiroit à la vérité de transférer l'infant en Toscane, mais elle ne voyoit aucun moyen de le faire paisiblement, si le grand-duc n'y consentoit pas & s'il n'accordoit l'entrée de ses états aux garnisons espagnoles. L'empereur regardoit comme une chose importante de ne point les souffrir en Italie, persuadé que c'étoit perdre toutes les possessions de la maison d'Autriche dans cette partie de l'Europe, que d'y laisser les Bourbons maîtres de s'établir en Toscane. Les ministres de ce prince cherchoient

donc tous les moyens possibles d'altérer ou d'éluder le plan établi par le traité de Londres; ils faisoient même revivre entr'eux le premier projet de rendre à Florence son ancienne liberté. Si les florentins eussent eux-mêmes imaginé de soutenir ce droit, la cour de Vienne leur auroit alors servi d'appui, & l'on ne négligea ni d'en donner avis au grand-duc, au prince Jean-Gaston, ni d'inspirer les mêmes desirs à la nation. Mais elle n'avoit plus la force de concevoir ce projet; elle étoit trop abattue par un gouvernement despotique; elle étoit ruinée & dévastée par la misère, & Jean-Gaston n'eût osé conseiller une guerre qui l'auroit anéantie. Cependant le mariage projeté entre l'infant don Charles & une princesse fille du régent de France, augmentoit encore les craintes de l'empereur. Ce fut d'après ces considérations que les ministres anglois regardant comme impossible de parvenir à une paix constante sans varier le plan de la succession, proposèrent à Charles VI d'échanger les royaumes de Naples & de Sicile, contre les duchés de Parme & de Toscane; quel-

1722.

1722.

que disproportion qu'il y eût entre les objets d'un semblable échange , on pouvoit compenser les avantages par différens articles inférés dans le traité : les anglois regardoient ce moyen comme l'unique qui pût assurer à la maison d'Autriche ses états de Lombardie. Mais ces propositions demandoient une mûre délibération , & l'Espagne pressée par une maladie qui venoit d'attaquer le prince Gaston , demandoit une prompte décision. L'union des deux maisons de Bourbon & les instances de la cour d'Angleterre entraînèrent enfin l'empereur à donner quelque satisfaction à l'Espagne ; il déclara qu'il ne mettroit aucune opposition aux droits de l'infant , lorsque la branche masculine des Médicis seroit éteinte, & qu'il pourroit librement alors se mettre en possession de la Toscane. Cette déclaration littéralement conforme aux dispositions du traité de Londres , confirmoit de nouveau l'exclusion de l'électrice palatine & annulloit l'acte du sénat de Florence. Ce coup fut excessivement sensible au grand-duc , qui auroit volontiers sacrifié , pour la satisfaction de sa fille,



tous les intérêts de l'état. Il renouvella ses sollicitations auprès de Charles VI, qui ne promit d'appuyer le prétendu droit de cette princesse, qu'autant que l'Espagne le verroit avec plaisir. Les puissances médiatrices tinrent le même langage; & la cour de Madrid ne promit rien à cet égard; elle ne vouloit désobliger ni le grand-duc ni l'électrice, à qui le sort pouvoit un jour remettre la disposition des biens allodiaux & du riche mobilier de la maison de Médicis; mais elle vouloit d'abord assurer la succession à l'infant, & ensuite elle croyoit être maîtresse des satisfactions qu'elle accorderoit à la princesse. Ce n'étoit pas là ce qu'on vouloit en Toscane, où l'on refusoit absolument d'admettre les troupes étrangères, & d'abandonner les droits & les privilèges de l'électrice à la bonne foi d'un successeur. Ce n'étoit cependant pas cette contradiction, entre les résolutions du grand-duc & de la cour d'Espagne, qui suspendoit celle de la quadruple alliance; les quatre puissances, satisfaites de paroître d'accord entr'elles, considéroient tranquillement les débats des

---

1722.

1722.

Médicis , bien certaines que la force assujettiroit ceux qui voudroient résister à leurs volontés.

Enfin au moyen des préliminaires , les conférences s'ouvrirent à Cambray ; la fermeté de l'empereur , la foiblesse du roi d'Espagne ne faisoient pas concevoir au grand-duc de solides espérances. Les plénipotentiaires de France , suivant la teneur du traité de Londres & de la nouvelle déclaration de la cour de Vienne, demandèrent au grand-duc la minute des lettres d'expectative, afin d'en examiner la cohérence avec les conditions déjà stipulées. Les espagnols croyoient qu'aux termes du traité , aux termes de la déclaration, la reine pouvoit envoyer son fils en Toscane ; mais cette clause étoit regardée comme une infraction au traité même , qui n'assuroit la succession à l'infant qu'après l'extinction de la branche masculine des Médicis. Les espagnols répondirent alors que le passage de ce jeune prince en Toscane, sans troupes , sans aucune suite , sans apparence de cour, ne pouvoit causer d'ombrage à l'Empire : on fit même insinuer à Charles VI qu'il étoit de son intérêt d'ôter

d'ôter aux espagnols le soin de son éducation , & de lui faire plutôt adopter les principes & les maximes des Médicis , constamment attachés & dévoués à la maison d'Autriche. Ce passage du jeune prince en Toscane paroissoit l'objet des soins les plus importants de la cour d'Espagne : il auroit même inopinément eu lieu dès l'année précédente , si le cardinal Dubois n'en eût fait sentir l'indécence. Quoique le grand-duc fût vivement sollicité d'y consentir ou d'y contribuer , il s'en défendit en persuadant au père Ascanio qu'il étoit imprudent à lui de le permettre avant la conclusion de la paix.

Cependant toutes les cours affectoient une rigoureuse & littérale observation des articles du traité de Londres , & le grand-duc étoit désespéré de voir établir à la fois l'exclusion de sa fille & la féodalité de Florence. Il crut utile en de pareils embarras d'adresser aux plénipotentiaires un mémoire qui exposât ses demandes formelles. Persuadé , disoit-il , que le congrès s'étoit assemblé dans la vue de rectifier les conditions du traité , qui pouvoient offenser les droits des

1722.

souverains, il demandoit, 1°. que l'on n'établît rien de contraire à l'acte du sénat de Florence en faveur de l'électrice. 2°. Que l'on ne prît aucune mesure pour empêcher le grand-duc & son fils de régler la succession & le gouvernement dans la forme qu'ils jugeroient la plus favorable au bien de l'état & à la tranquillité de leurs sujets. 3°. Que les puissances médiatrices voulussent bien garantir les dispositions, que le grand-duc & son fils étoient tout prêts à régler selon les intérêts communs. 4°. Qu'enfin l'indépendance de Florence & de son domaine restât intacte dans tous les tems à venir. A ces conditions, la maison de Médicis promettoit de prendre avec les autres puissances les mesures les plus propres à établir la succession de l'état & la tranquillité publique, persuadée que la justice y contribueroit plus efficacement que la violence. L'électrice, de son côté, adressa aux plénipotentiaires de France une lettre dans laquelle elle récapituloit les promesses de l'empereur, la garantie de l'Espagne & de l'Angleterre, les droits du sang, l'acte

du sénat & la volonté des peuples, réclamoit contre l'injustice des alliés, & représentoit enfin qu'il étoit de l'intérêt de la maison de Bourbon, & de l'intérêt du prince d'Espagne, de soutenir ce qui avoit été décidé à Florence.

1722.

1723.

Ces demandes furent reçues par les différentes cours comme une protestation ou au moins, comme une déclaration qui annonçoit provisoirement l'acte formel d'une résistance absolue. Les sentimens qu'elle fit naître, furent relatifs aux intérêts de chacun. L'Espagne, entièrement occupée d'assurer la succession à l'infant, ne fut pas médiocrement alarmée lorsqu'elle vit la cour de Vienne inspirer tacitement au grand-duc le courage de s'opposer aux articles du traité de Londres. On soupçonnoit à Madrid le prince Gaston d'être attaché fortement au parti impérial, & déjà l'on savoit que les ministres toscans prétendoient résister ouvertement à l'exécution du traité. La cour réfléchissoit que les forces ordinaires du grand-duché étoient plus que suffisantes pour fermer l'entrée des places fortes aux garnisons suisses prescrites par l'ar-

G ij

1723.

ticle V ; que l'Espagne ne pouvoit les secourir ni les favoriser , sans contrevenir aux termes du traité , & sans donner lieu à une déclaration de guerre ; que dans ce cas les puissances garantes du traité l'abandonneroient au hasard plutôt que de s'exposer aux frais d'un armement dispendieux. Et enfin , quelque complaisance qu'elle pût témoigner dans la suite pour la maison de Médicis , elle n'en tomboit pas moins dans un piège , dont elle ne pouvoit plus se tirer , si elle s'opposoit à l'exécution du traité ; elle retardoit le moment de la succession , elle devenoit le jouet de la cour de Vienne , dont précisément l'objet principal étoit de retarder l'instant de cette succession ; elle agissoit directement contre les vues des puissances médiatrices , qui ne songeoient qu'à empêcher la guerre. Tandis que le point d'honneur & l'amour-propre rendoient toutes ces nations en apparence fermes & stables à observer le traité , elles employoient chacune l'artifice & l'intrigue à en empêcher l'exécution. D'après ces principes , elles agissoient mystérieusement entre

elles , & retardoient autant qu'il leur étoit possible , la publicité des conférences de Cambray , où leurs ministres demeuroient toujours désœuvrés , & incertains des volontés de leurs maîtres. L'exhibition du projet des investitures devoit cependant développer ce mystère. Dès le 7 décembre de l'année précédente , en vertu du décret de commission , adressé par l'empereur aux états pour l'examen du traité de Londres , la diète de Ratisbonne avoit dressé un acte appelé *Conclusum*. Il portoit en substance que les états rendoient grâces à l'empereur des soins qu'il employoit pour étendre les droits de l'Empire , qu'ils accorderoient l'inféodation stipulée par le traité , & supplioient sa majesté impériale de conclure la paix avec l'Espagne aux termes de l'article V de la quadruple alliance. La chancellerie impériale dressa le projet des lettres expectatives de l'investiture éventuelle ; elles devoient être remises aux médiateurs , afin qu'après les avoir communiquées à la cour d'Espagne , ils pussent les approuver , ou régler quelques chan-

1723.

gemens suivant l'esprit & la lettre du traité. Ce projet étoit fait sur le modèle de l'investiture du Milanois, accordée par Charles V à Philippe II, & par Ferdinand II à Philippe IV. L'empereur vouloit profiter des apparences de protection & de respect insérées dans ces actes, le fils ayant reçu l'investiture du père, & un roi d'Espagne l'ayant ensuite acceptée lui-même. Ainsi ce projet contenoit toutes les clauses onéreuses du serment de fidélité, d'obéissance, d'asservissement & de vasselage, par lesquelles on peut lier un prince qu'on veut soumettre aux rigueurs des loix impériales. On prit de grandes précautions pour le cacher aux ministres du grand-duc & du duc de Parme à Cambray ; & pour leur en dérober entièrement la connoissance, on ne permit aux plénipotentiaires d'Espagne que d'en prendre simplement lecture.

Le grand-duc étoit convaincu que ce moment alloit décider de la liberté de Florence. La cour de Madrid étoit déjà instruite de toutes les raisons par lesquelles il prétendoit secouer ce joug, & des différens projets qui pouvoient



concilier l'indépendance du Florentin avec les dispositions de l'article V. On avoit composé des traités & des dissertations sur les fiefs ; on avoit feuilleté tous les publicistes d'Allemagne ; mais tout cet appareil de loix ne valoit pas les soins que la reine d'Espagne prenoit d'assurer la succession à l'infant. Cependant les plénipotentiaires espagnols représentèrent à l'empereur que les investitures n'étoient pas nécessaires dans ce moment ; que si les droits de l'Empire ne devoient reprendre vigueur que par l'extinction des branches masculines des maisons de Farnèse & de Médicis , ils ne pouvoient permettre l'expédition de ces investitures qui lui donnoient la liberté d'exercer dès ce moment son autorité sur ces états. Ils ne voulurent pas plus admettre cette parité établie entre l'investiture de l'état de Florence , & celle du Milanois ; Charles-Quint ayant séparé ce domaine de l'Empire pour en investir son fils , avoit dû employer les clauses les plus rigoureuses pour le maintenir dans les bornes de la vassalité. Mais lorsque Charles VI vouloit investir d'un fief *offert* au prince qui s'y

1723.

1723.

signant le traité de Londres, les plus grands égards pour un ancien traité qu'elle avoit fait avec le grand-duc, & pour la garantie qu'elle avoit accordée, elle n'auroit eu aucune attention pour une promesse superficielle qui ne pouvoit être d'aucune valeur. Cependant comme Philippe V vouloit donner à la maison de Médicis toutes les satisfactions qu'on pouvoit concilier avec l'exécution littérale du traité, & avec l'intérêt de l'infant, il chargea le marquis de Grimaldi de mettre sous les yeux d'Aldobrandin un plan qui offroit à l'électrice les plus grands avantages qu'elle pût espérer. Il portoit, en substance, que cette princesse feroit nommée tutrice de l'infant, & gouvernante de la Toscane pendant sa minorité; qu'ensuite elle feroit associée au gouvernement durant le cours de sa vie, & qu'elle jouiroit à la cour de l'infant de l'autorité, des égards & des prérogatives convenables à son rang. Philippe exigeoit encore qu'en récompense, le grand-duc à son tour fît participer le sénat à l'élection de l'infant, & déclarât que ce prince succéderoit aussi-tôt après la mort de

Jean-Gaston , & recevroit les investitures de l'empereur dans la forme arrêtée par le traité de Londres. 1723.

Cette proposition fut prise à Florence comme un nouvel outrage, puisqu'il n'étoit pas question de solliciter pour l'électrice ni un appanage , ni le rang de premier ministre auprès de don Charles, mais de faire valoir un droit autorisé par toutes les loix , par la justice & par un acte même du roi d'Espagne. Le grand-duc répondit que l'élection de l'infant aussi-tôt après l'extinction du dernier mâle de la maison de Médicis ne pouvoit avoir lieu ; que le serment prêté à l'électrice veilloit au maintien de ses droits , & qu'on ne pourroit jamais induire les toscans à faire une semblable injure à cette princesse. Il observa ensuite aux espagnols que le parti décidé d'accélérer ainsi l'élection de l'infant, n'étoit pas aussi prudent que de l'établir légitimement , équitablement & avec dignité , la violence n'étant pas toujours favorisée du ciel , & n'étant pas un sûr moyen d'obtenir l'amour & la confiance du peuple. Côme ayant en même-tems communiqué au ministère la résolution

1723.

où il étoit de présenter au congrès contre l'abus de l'autorité impériale, ajouta qu'il laissoit ensuite au roi d'Espagne la liberté de reconnoître les vrais intérêts du prince son fils. Quoiqu'une réponse aussi ferme pût être regardée comme une rupture formelle, Philippe V renouvela les premières offres, alléguant que les entraves où il se trouvoit lui-même ne lui permettoient pas d'oser davantage. A ce déni de justice, le grand-duc répondit par le refus de recevoir le prince d'Espagne ; à cet égard, il n'écouta ni propositions ni instances, & profita de tous les prétextes qu'employoit la cour de Vienne pour différer l'expédition des investitures.

L'examen des médiateurs avoit abouti enfin à la correction des clauses les plus onéreuses ; on prétendoit que les investitures, quoique éventuelles & de simple expectative, donnoient à l'enfant un droit suffisant pour entrer en possession des états qui lui étoient promis, sans qu'il fût obligé de les renouveler en prêtant simplement l'hommage ordinaire. A ces changemens, la cour d'Espagne avoit ajouté cette con-

dition, qu'après la mort du dernier des Médicis, les officiers civils & militaires des états respectifs devoient reconnoître l'infant & lui prêter le serment de fidélité, sans recourir au consentement de l'empereur. Mais ces nouvelles différences parurent contradictoires aux dispositions de l'article V, & à la rigueur des loix féodales ; elles produisirent de nouvelles contestations & de nouveaux prétextes pour différer encore de régler le sort de l'infant.

On opposa les droits qu'avoit l'empereur de nommer les tuteurs du jeune prince, la nécessité des nouvelles investitures, celle de prévenir le cas où les sermens demandés ne seroient pas remplis. Les deux cours discutèrent opiniâtrément ensemble sur les liens indispensables de la féodalité ; enfin, l'empereur voyant changer la situation des différentes puissances, sachant qu'on fortifioit la garnison de Longone, peut-être à dessein de quelque surprise, fit dresser un nouveau projet d'investiture, suivant les propres termes de l'article V du traité de Londres & les clauses particulières qui y étoient insérées. Com-

1723.

me il vouloit cependant satisfaire aux autres prétentions de la cour d'Espagne, il lui fit communiquer un autre projet de lettres ou ordonnance impériale, qui intimoit aux états de Parme & de Toscane, l'ordre de reconnoître le prince don Charles aussitôt que la succession seroit vacante. Côme III convaincu que l'Espagne étoit moins alarmée que lui des liens de la féodalité, convaincu que ces liens étoient désormais inévitables pour la Toscane, ordonna au marquis Corfini de faire au congrès sa protestation solennelle conformément aux demandes qu'il avoit formées; autant pour conserver les droits de ses successeurs, que pour rendre plus odieuse la violence qu'il étoit prêt à éprouver. Mais il ne devoit pas être témoin du développement de ces intrigues politiques. Ce prince étoit âgé de quatre-vingt-un ans; sa docilité aux principes de *Rœdi*, la vie sobre & réglée qu'il avoit adoptée; l'avoient conduit à un âge plus avancé qu'aucun de ses ancêtres; mais il falloit enfin remplir le sort commun à tous les êtres; un érysipele dangereux

accompagné d'une fièvre lente, lui annonça une fin prochaine ; il la prévint, & rappelant son fils, qui depuis long-tems étoit à la campagne, il lui remit les rênes du gouvernement, & lui abandonna la conduite de l'état & celle de sa famille ; la maladie dura 52 jours & l'emporta le 31 octobre. Cet événement n'affligea que les hypocrites & les lâches qui abusoient de sa foiblesse ; il releva au contraire les espérances des hommes de bien, qui attendoient de son successeur un gouvernement plus sage & plus éclairé. Gaston en avoit fait naître l'espoir pendant ces derniers momens où il avoit rempli la place de son père ; il avoit témoigné de la compassion, de la générosité, de l'humanité, vertus ignorées de ce vieillard orgueilleux & inexorable. Mais la situation du grand-duché étoit trop misérable pour ressentir les heureuses impressions d'une main bienfaisante. L'ordre public étoit détruit par les effets d'une mauvaise administration, l'état étoit accablé de dettes, les abus étoient devenus nécessaires, l'industrie étoit étouffée par le monopole.

1723.

& ce qu'il y avoit de plus malheureux enfin , la nation étoit devenue paresseuse & insouciant par caractère & par inclination. Parmi les fausses idées de Côme III , une des plus fortement adoptées par lui , fut celle de tenir les habitans de la capitale dans une dangereuse sécurité, en leur procurant une subsistance qui ne dépendît uniquement que de lui : il multiplia follement les charges & les emplois ; il en fit la dot des jeunes filles protégées & dirigées par les dévots & les religieux , & crut rendre un grand service à l'état en multipliant des familles qui restoit ensuite à sa charge. Ce plan mal entendu accoutuma les florentins à se contenter de la médiocrité ; leur fit trouver le bonheur dans une lâche inaction , & les empêcha de chercher dans les arts & dans l'industrie une vie plus active & une fortune plus aisée. Florence étoit ainsi peuplée ou de ces gens oisifs , ou d'artisans sans subsistance , qu'on voyoit toujours lutter contre la misère , persuadés que le gouvernement devoit s'occuper de leurs besoins. Les agriculteurs étoient



opprimés par les impôts , fréquemment distraits par les exercices de dévotion , au moyen desquels les religieux fascinoient les yeux du prince & se rendoient l'objet unique de sa vénération. Le commerce languissoit , le trésor étoit épuisé par les fréquentes sommes arrachées à titre de contributions ; les richesses étoient concentrées chez les monopoleurs & chez les possesseurs des biens-fonds , qui profitoient également de la misère publique. A tant de maux , il falloit ajouter encore la dureté du gouvernement , le despotisme des moines , les ténèbres de l'ignorance déjà répandue dans tous les ordres de l'état , l'accablement général , le triomphe de l'hypocrisie & de la dissimulation. Un semblable état ayant duré l'espace de 53 années , avoit absolument changé le caractère de la nation ; à peine conservoit-elle encore le souvenir du règne glorieux de Ferdinand II. Aussi le grand-duc regardé comme l'auteur de cette destruction totale , n'emporta au tombeau que l'exécration de ses sujets ; la haine qu'il avoit inspirée au peuple avoit

---

1723.

1723.

même éteint tout sentiment de douleur pour la chute d'une maison dont les rejettons avoient tellement dégénéré de la grandeur de leurs pères. Côme étoit l'objet du mépris de l'Italie entière ; Rome même, en profitant de la bassesse de son caractère, se rioit des infamies par lesquelles il se dégradoit sans cesse. Les maux qu'il avoit répandus sur ses états, n'étoient cependant pas sans remède, si son successeur avoit été puissant & absolu : mais de quelle ambition pouvoit être susceptible un simple usufruitier de la couronne, qui, pour l'intérêt de sa propre conservation, se voyoit asservi à une infinité d'égards & de convenances qu'exigeoit le soin d'éviter à ses peuples les calamités d'une guerre ?

Jean-Gaston prit donc possession du gouvernement à l'âge de 53 ans. Il négligea toutes les cérémonies d'usage exactement pratiquées par ses ancêtres. Le plaisir de régner, qui exalte ordinairement l'ame des princes, ne lui fit aucune impression ; le public fut surpris des marques d'indifférence & peut-être même de dégoût avec lesquelles il se prêta aux pro-

mières cérémonies du rang suprême. Un des premiers actes de sa puissance fut d'éloigner de la cour les moines, les faux dévots, les délateurs qui environnoient la personne de Côme III ; d'abolir toutes les pensions assignées à une multitude de turcs, d'hébreux devenus chrétiens, d'hétérodoxes & d'apostats rappelés au sein de l'église. Ces sommes d'argent, que le peuple appeloit par dérision, *pensions sur le Créda*, ne servoient qu'à nourrir la fainéantise & l'hypocrisie ; elles étoient d'un poids énorme pour le trésor public, & cette réforme fit partie de l'ordre que Jean-Gaston mit d'abord dans l'administration pour l'avantage de ses sujets. Bien persuadé que l'amour des peuples pour leur prince est toujours proportionné au bonheur dont ils jouissent, il donna des soins à la réduction des monts de piété, & à celle des impôts dont les toscans étoient chargés.

Il n'employa point de nouvelles loix à détruire cette inquisition tyrannique sur les mœurs, établie par son père : il protégea mieux la liberté,

1723.

par le profond mépris dont il accabla les délateurs ; en condamnant la cruauté des ministres , il établit un système de gouvernement dont la douceur & l'humanité lui attirèrent l'amour & la vénération du public. A l'exemple de Ferdinand II son ayeul , il déposa la majesté du rang suprême ; & dégagé du faste & de l'orgueil de son père , il vécut familièrement avec la noblesse , ne dédaignant point d'assister à ses fêtes , & de partager ses amusemens. Il lui étoit permis de se distraire par des plaisirs sages , & d'écarter les chagrins que lui inspiroit la position fâcheuse où l'avoit réduit la conduite de son père. Entre les trois princesses qui vivoient à sa cour , il haïssoit l'électrice sa sœur , comme entièrement semblable à Côme III d'humeur , de caractère & d'inclinations ; comme principal auteur des disgrâces de sa maison & des siennes en particulier. Il lui ôta toute espèce de participation aux affaires du gouvernement. Ainsi méprisée de son frère , haïe du public , elle alla renfermer son chagrin dans le couvent

*de la Quiete*, où elle passoit la plus grande partie de l'année. Violante de Bavière, veuve de Ferdinand, généralement estimée des toscans, fut singulièrement favorisée par le nouveau souverain. Une piété solide, mais sans ostentation, lui avoit concilié la vénération publique & l'amitié de son beau-frère ; il trouvoit en elle beaucoup d'enjouement, de douceur, de franchise & de vivacité, agrémens qui seuls pouvoient avoir de l'empire sur lui, & au moyen desquels elle étoit seule capable de le gouverner. Peut-être le seul désir de mortifier sa sœur eut-il part aux faveurs dont il la combla ; peut-être eut-il aussi pour elle des sentimens plus doux ; mais il est certain qu'elle devint son conseil & son amie, qu'elle fut auprès de lui la source des graces, & la seule personne de sa cour en qui il eut une entière confiance. La grande-duchesse, toujours résidente en Bohème, n'avoit aucune correspondance avec lui ; leurs intérêts respectifs en étoient demeurés au même point qu'à l'instant où son mari l'avoit quittée, & sans doute il n'y avoit plus

1723.

aucun espoir de réunir deux esprits si opposés. A la mort du prince Ferdinand, elle avoit eu quelque désir de se transporter en Toscane ; l'impératrice avoit entrepris cette négociation ; mais il n'avoit pas été possible d'engager Jean-Gaston à la recevoir , & l'on avoit abandonné ce projet.

Tel étoit l'état de la cour de Jean-Gaston , où bientôt on vit renaître l'enjouement avec la galanterie ; la liberté, les fêtes & les plaisirs y reprirent la place d'un ennuyeux cérémonial , de la tristesse , de l'orgueil & de l'adulation. Le grand-duc fit abandonner l'usage des vêtemens italiens , & tous les courtisans ainsi que lui, parurent vêtus à la françoise. A la place des religieux , des dévots, des délateurs dont le palais étoit investi, on vit paroître une jeunesse choisie, dont les idées enjouées & les plaisirs brillans firent le plus agréable délassement du souverain. Sous le gouvernement d'un prince qui craignoit la tristesse & l'ennui, tout inspira bientôt la joie & la tranquillité ; l'exemple de la cour gagna la ville ; on vit dans le cours d'une année changer les mœurs

& les usages. Dès le commencement de ce siècle, la guerre de la succession d'Espagne ayant attiré les ultramontains en Italie, les coutumes y avoient éprouvé un changement total : Naples & les villes de Lombardie furent les premières à recevoir les usages & les maximes de leurs nouveaux hôtes ; on vit paroître d'abord de nouveaux habits ; ensuite il s'introduisit des idées de chevalerie, un commerce libre avec les femmes. Les soupçons, les précautions, les sévères maximes de retenue & de modestie prirent bientôt le nom de rusticité, de jalousie ; on les appela défaut d'éducation, & ce qui auparavant avoit mérité l'approbation, excita le mépris & les railleries. Le goût de la nouveauté, l'inclination naturelle entre les deux sexes, l'avantage de voir les femmes, de leur parler librement & sans péril, firent de plus grands progrès chez une nation sensible, portée naturellement au plaisir & à la galanterie. Cette adoption générale des mœurs ultramontaines, conséquence nécessaire du commerce perpétuel avec les allemands & les françois, fut regardée en Toscane par

1723.

1723.

les religieux confidens de Côme III, comme une source de corruption ; ils y virent une cause suffisante pour attirer le courroux du ciel. Côme effrayé, se hâta d'arrêter les progrès de cette contagion, comme autrefois son père avoit arrêté ceux de la peste. Il inonda ce malheureux pays de missionnaires, il occupa le peuple à de continuels exercices de religion, il l'excita aux rigueurs de la pénitence. Les habitans de Florence étoient plus occupés que le reste du pays à ces cérémonies, qui peut-être les rendoient meilleurs en apparence, mais qui les endurcissoient en effet., car les disciplines & les flagellations n'empêchoient pas les crimes les plus atroces ; l'humilité, la modestie extérieure n'étoient pas un frein à l'orgueil & à l'oppression. Les grands, contraints à dissimuler des goûts innocens, cherchoient en secret des plaisirs criminels, & mettoient sans cesse un contraste frappant entre la force immuable de la nature & les chaînes du despotisme. Lorsqu'en 1720, l'électrice facilita au public les amusemens du carnaval, & permit de se livrer un instant à la joie & à la liberté,



liberté, on vit la nation, avec un transport extraordinaire & inconnu, secouer le joug dans lequel la sévérité du prince la tenoit enchaînée. Il est donc aisé de juger avec quelle satisfaction chacun profita de la liberté offerte par les nouvelles maximes de Jean-Gaston. Tous les fugitifs revinrent dans leur patrie, les fautes furent remises aux mécontents de l'ancien gouvernement, & différens actes de clémence consolèrent les misérables & dépeuplèrent les prisons. Les changemens ne s'étendirent cependant pas jusqu'aux ministres.

Jean-Gaston laissa tous les anciens conseillers de son père dans l'exercice de leurs fonctions. Le grand-prieur del Bene & le marquis Rinuccini dirigeoient le gouvernement & le plan de politique des Médicis ; le premier s'étoit élevé plus par la faveur que par son mérite personnel ; le second avoit acquis beaucoup de réputation, & dans la carrière des ambassades, & par les services qu'il avoit rendus au grand-duc à Utrecht & à Francfort. Jean-Gaston leur associa le cavalier Giraldi, longtemps envoyé à Londres & dépouillé

1723.

de cette marque de confiance par l'intrigue & les persécutions. Le cavalier Montemagni de Pistoie étoit secrétaire d'état; ministre selon le génie de Côme, plus capable d'exécuter que d'imaginer & d'approfondir. Le grand-duc leur remit la conduite de toutes les affaires; mais il se réserva la connoissance de celles qui intéressoient sa sûreté, & pour lesquelles il établit une correspondance secrète entre lui & ses envoyés dans les cours étrangères. Les circonstances malheureuses dans lesquelles il se trouvoit ne lui permettant pas de changer le systême établi par Côme III, il s'y conforma, & ordonna aussitôt à Corsini de renouveler en son nom la protestation contre le traité de Londres. Résolu d'être moins foible que son père, & de conserver ses droits à la souveraineté absolue dans ses propres états, il augmenta les garnisons de Livourne, de Porto-Ferraïo, & mit tous ses soins à retarder l'entrée de l'infant en Toscane. Ce cas étoit pressant; déjà les investitures étoient accordées; déjà les plénipotentiaires des puissances médiatrices avoient invité Corsini à se joindre à

la quadruple alliance , au nom du grand-duc, & à *consolider* la succession en faveur de l'infant. Cette invitation avoit été précédée de pressantes insinuations, qui exprimoient la nécessité indispensable de se soumettre aux dispositions générales, & qui indiquoient en même tems qu'on auroit recours à la force en cas de refus. Le conseil de Florence craignit en effet qu'on eût bientôt parlé de l'article des garnisons étrangères. Quoique la cour d'Espagne parût satisfaite de l'acte de garantie des médiateurs, il étoit facile d'imaginer, qu'après le refus de recevoir l'infant en Toscane, elle exigeroit l'entière exécution des dispositions de l'article V. Il falloit donc adopter un système qui ôtât toute défiance à cette dangereuse cour, & qui pût faciliter un traité avec elle dans quelque circonstance que ce fût ; il falloit se prévaloir des dispositions de la cour de Vienne, pour retarder l'arrivée de l'infant, & empêcher l'introduction des garnisons en Toscane. Gaston reconnut qu'il n'étoit plus tems de soutenir la validité de l'acte du sénat de Florence, puisque les investitures étoient accep-

1723.

tées & avec elles les liens de la féodalité. Il n'étoit pas vraisemblable que l'Espagne s'étant soumise au traité, en cet article qui lui étoit onéreux, voulût rejeter la seule clause qui lui fût favorable. Ce prince se désista donc peu-à-peu de cette prétention, mais il s'occupa de procurer à l'électrice, en cas de survivance, des avantages en Toscane, & la libre jouissance des biens allodiaux de la maison de Médicis. Il n'imaginoit pas que la tyrannie fût portée au point de refuser au dernier rejeton de cette famille, ce que les loix accordent aux simples particuliers.

Ces délibérations entraînèrent la nécessité d'un examen des biens qui devoient être le partage du dernier héritier. La renonciation de l'électrice avoit été annullée par le testament de Côme III, & un acte du sénat avoit déclaré cette princesse capable de succéder à tous les fidéicommis & aux biens de sa maison. Outre les biens allodiaux provenans des fidéicommis obtenus par les insinuations de Clément VII, ceux qui avoient été acquittés par le duc Alexandre & par ses

successeurs, avec les fruits de la principauté, par les confiscations & les produits du commerce, il falloit encore considérer les améliorations : comme ces articles étoient en grande partie inséparables de la juridiction, il n'étoit pas douteux qu'ils ne dûssent être compensés par une somme que peut-être la cour d'Espagne n'auroit pu acquitter promptement. On comptoit parmi les améliorations, les forteresses, les ports, les palais, les édifices publics & l'artillerie ; on y ajoutoit encore tous les fiefs achetés par la maison de Médicis & incorporés à la couronne pour passer successivement aux grands-ducs de la même maison. On regardoit comme un principe de droit incontestable, que l'héritier du dernier possesseur d'un état, peut répéter de semblables possessions, & retenir les états & leurs juridictions jusqu'au remboursement des améliorations. Il existoit dans la maison de Médicis même un exemple de cette justice ; la chambre pontificale ayant payé à la grande-duchesse Victoire, comme héritière de la maison d'Urbin, les embellissemens des palais, les travaux des forteresses, les

1723.

améliorations du port de Pesaro & l'augmentation de l'artillerie. Il étoit également connu qu'après la mort de François Sforce, dernier duc de Milan, Charles-Quint avoit payé à ses héritiers les frais du château de Milan, des forteresses de Pavie, de Crémone & d'Alexandrie, & autres améliorations considérables que la maison de Sforce avoit faites dans cet état. L'exemple de Louis XIV étoit encore tout récent; ce prince avoit déclaré la guerre à l'électeur palatin de Neubourg, par rapport aux prétentions de la maison d'Orléans sur les dépenses faites dans le Palatinat par la branche des princes de Simmeren qui venoit de s'éteindre. Ces crédits furent liquidés au moyen de trois cens mille écus que paya Clément XI, qui s'y trouvoit obligé par les conditions du traité de Ryswick. A toutes ces considérations, il faut ajouter le droit non douteux de la juridiction de disposer des biens meubles & même de ceux qui par accident avoient été unis à la principauté, & sur lesquels ni l'Empire ni la quadruple alliance ne pouvoient s'arroger aucun droit, à moins d'un acte de violence

odieux. Ainsi le riche & précieux mobilier des Médicis, les diamans, les pierres précieuses, les antiquités, les tableaux & les statues qui faisoient le plus bel ornement de la ville & de la cour, tomboient en partage à l'héritier de la maison. Le droit de possession immédiate attaché au prince & non à la couronne, avoit été approfondi & développé avec un grand appareil de loix & d'usages par Jacob Gallo, jurisconsulte napolitain, devant Clément VIII, lorsque la même cause se plaidoit entre le grand-duc de Toscane, Ferdinand I, & don Pierre de Médicis. On comprenoit encore dans la même classe quelques fiefs de la Lunigiane, achetés avec le droit de les aliéner librement, & de les faire passer aux héritiers & aux successeurs du même sang. Parmi ceux-ci étoit le fief de Pontremoli, dont l'investiture renfermoit la clause *pro hæredibus & successoribus*. De tels droits accordés à l'électrice, en cas de survivance, étoient, quant aux avantages réels, équivalens à l'acte du sénat; il paroissoit vraisemblable que le successeur ne voudroit pas à main armée s'opposer aux loix

H iv

1723.

1723.

d'une justice évidente, & qu'il seroit forcé de capituler avec cette princesse & de lui accorder quelque satisfaction sur les autres points. Jean - Gaston croyant donc suffisant l'acte de protestation renouvelé à Cambray, abandonna tout autre traité avec la couronne d'Espagne, bornant uniquement ses vues à retarder le passage de l'infant, à empêcher l'entrée des troupes étrangères & à préserver de toute atteinte les droits de la souveraineté. La multiplicité des événemens qui occupèrent alors l'Europe, semblèrent favoriser le plan de politique adopté par ce prince.





CHAPITRE V.

*Le grand-duc demeure fixe à ne point accepter le traité de Londres & à soutenir sa liberté. Le traité de Vienne le garantit de l'entrée des garnisons, il refuse néanmoins de s'accorder avec l'Espagne & de recevoir l'infant en Toscane. L'alliance d'Hanovre embrouillant les intérêts des princes d'Europe, il profite de cette circonstance pour temporiser & se prévaloir du succès.*

**L**ES deux principaux auteurs du traité de Londres, le lord Stanhope & le cardinal Dubois, n'existoient plus ; la mort du régent de France avoit suivi de près leur mort. Louis XV étoit majeur, & le duc de Bourbon, son premier ministre, ne paroissoit pas adopter les sentimens de son prédécesseur. La compagnie de commerçans établie à Ostende (a) par l'em-

1724.

(a). Quelque vastes & nombreux que fussent les états de l'empereur, le défaut d'argent l'exposoit souvent à manquer ou à négliger de grandes entreprises ; persuadé que

H v

1724.

pereur, compagnie nuisible au commerce de la Hollande, & contraire aux intérêts de l'Angleterre, avoit déjà éloigné ces deux puissances de leur union avec la cour de Vienne. Philippe V avoit résigné la couronne à

---

le commerce étoit un moyen sûr d'en acquérir, il résolut d'établir dans les Pays-bas une compagnie des Indes; Ostende lui parut propre à cet établissement: il fit aux souscripteurs des avantages si considérables, que la nouvelle compagnie ne pouvoit manquer d'être florissante. Les anglois, la Hollande & la France en prirent ombrage; les anglois, qui ne doivent leur existence qu'au commerce, s'en plaignirent amèrement. Au droit naturel de toutes les nations, ils opposoient des conventions & des traités, notamment le traité de Munster qui confirme les hollandois dans la possession exclusive du commerce des Indes, par rapport aux sujets de sa majesté catholique dans les Pays-Bas qui sont passés depuis sous la domination de l'empereur. Afin de parer à ces contradictions des puissances maritimes, Charles VI crut devoir s'unir avec le roi d'Espagne. Aussi-tôt, l'Angleterre, les Provinces-Unies, la France, la Suede & la Prusse firent une contre-alliance, & l'on se disposa de toutes parts à la guerre. *Note du traducteur. Extr. de l'histoire de l'emp. d'Allem. liv. XIII.*

don Louis son fils aîné, & l'on croyoit que ce jeune prince n'adopteroit pas comme ses propres intérêts ceux de sa belle-mère. Le prince de Parme, quoiqu'âgé de quarante-cinq ans, songeoit à s'établir, & tout paroissoit se disposer en Europe à une révolution qui devoit nécessairement annuler le traité de Londres; on espéroit alors fonder sur la justice & l'équité naturelle un systême politique plus convenable aux vues de chacun. Ces changemens, secrètement excités par la cour de Vienne, étoient un nouveau fondement aux espérances de Jean-Gaston auquel il ne restoit d'autre parti à prendre que de profiter du tems & des circonstances. Le congrès étoit ouvert à Cambray, & les demandes respectives des différentes puissances se discutoient vivement. Les plénipotentiaires espagnols ayant déterminé l'article des investitures, voulurent aussi régler leurs sûretés, & demandèrent avec instance ou l'introduction des troupes en Toscane, ou le passage de l'infant; mais afin d'obtenir cette seconde demande, ils adoucirent la rigueur de la première, & firent proposer au grand-duc de

H vj

1724

1724.

choisir ses propres sujets pour occuper les garnisons; ils promirent qu'ils seroient payés par eux comme les troupes allemandes, & seulement assujettis à prêter serment de fidélité au prince d'Espagne, & à jurer qu'ils lui conserveroient ces places jusqu'au moment de la succession. Si le grand-duc refusoit absolument de recevoir l'enfant en Toscane, les espagnols proposoient de l'envoyer à Parme avec une garde, & d'y mettre une garnison à ses ordres: mais toutes ces propositions furent rejetées par les ministres de l'empereur & par ceux du grand-duc. Ces nouveaux incidens embrouillèrent les négociations, & l'Espagne profitant de l'éloignement que la conduite de l'empereur avoit inspiré aux puissances médiatrices, prit avec lui un ton plus ferme, & s'opposa plus ouvertement à ses desseins. La dispute relative au droit de conférer l'investiture du fief de Sienne fit connoître combien les deux couronnes étoient éloignées d'une réconciliation sincère. Lorsque le grand-duc Jean-Gaston avoit succédé à Côme III, il avoit, suivant l'usage, demandé à l'empereur l'investiture des

fiefs, & sur-tout du fief de Sienne, puisque l'empereur même l'avoit conférée à son père en 1712. Charles VI suivit alors les coutumes ordinaires, & quant à l'investiture de Sienne, il envoya le maréchal Colmenero, commandant du château de Milan, à Milan même avec ordre de conférer l'investiture dans la même forme employée à l'égard de Côme III. Charles VI l'accordoit comme roi d'Espagne, & l'expédition en étoit faite à la chancellerie appelée d'Espagne. Depuis que le traité de Londres avoit pourvu si précisément à la succession de ce fief, il sembloit que l'investiture accordée à Jean-Gaston, ne pouvant nuire ni tirer à aucune conséquence pour le traité qui devoit suivre, on devoit la regarder comme une simple formalité. Cependant la cour d'Espagne s'en trouva offensée ; elle s'y opposa vivement, suscita des difficultés à la cour de Vienne, exposa de nouvelles prétentions, & demanda que leur examen fût encore remis au congrès.

Le grand-duc justifia sa conduite auprès de l'envoyé d'Espagne, & lui représenta qu'en 1712, lorsque

1724.

Côme III fut contraint à recevoir l'investiture des mains de l'empereur, non-seulement Philippe V ne s'y opposa pas, mais qu'il fut satisfait des raisons que fournissoit au grand-duc la force prépondérante de l'empereur en Italie; que les traités d'Utrecht, de Baden & de Londres avoient depuis réglé cet article; & qu'après les renonciations solennelles de Philippe à tous les états d'Italie, il ne pouvoit retenir l'état de Sienne; ni devenir juge de cette contestation. Les médiateurs espagnols prétendoient que la possession de ce fief n'étoit pas comprise dans la renonciation de Philippe, & que Charles VI ayant renoncé à l'Espagne, ne pouvoit s'approprier les droits appartenans à cette couronne. Ils demandoient donc que le roi d'Espagne fût investi de ce fief, comme Philippe II l'avoit été par Charles-Quint, & qu'ensuite le grand-duc de Toscane en vînt recevoir à Madrid la subinféodation selon l'ancien usage. Cette objection, qui tendoit à faire céder à l'empereur le titre & les prérogatives de roi d'Espagne, réveilla le souvenir d'anciens engage-

mens, & ranima de nouveau les contestations. Le congrès ayant rejeté l'examen de ces nouvelles discussions, les ministres des deux cours examinèrent si les états cédés par Philippe V. formoient une partie essentielle de la monarchie espagnole, & si le duché de Sienne étoit un fief direct de l'Empire ou bien une dépendance du Milanois. La cour d'Espagne prétendoit que l'empereur n'étant pas descendant du premier vassal investi, ne pouvoit exercer les droits de l'investiture donnée à Philippe V : on lui opposoit l'article VIII du traité de Londres, qui ayant défendu à la maison d'Autriche tout acte seigneurial sur la Toscane, le lui interdisoit sans doute indirectement sur les fiefs. Les ministres de France & d'Angleterre menaçoient le grand-duc du ressentiment de leurs princes, s'il consentoit à recevoir à Milan l'investiture de Sienne, & lui indiquèrent de demander à Vienne une suspension. Il leur répondit qu'il leur conseilloit de s'accommoder avec l'empereur, qu'il ne lui convenoit ni d'entrer dans ces démêlés, ni de favoriser une puissance à portée de

1724.

le contraindre. Il leur fit comprendre aussi qu'il ne laisseroit pas écouler le tems fixé par les loix féodales pour la consommation de cet acte, & que c'étoit aux médiateurs & non à lui, d'en demander la prorogation. Cette déclaration parut un aveu de l'attachement du grand-duc à la maison d'Autriche; l'opinion de son inclination pour elle s'étoit déjà répandue en France & en Espagne. Là-dessus les plénipotentiaires espagnols au congrès excitèrent de violens orages contre ce prince; on publia des mémoires, on accusa l'empereur de violer ouvertement le traité de Londres, & la cour de Vienne fut obligée d'envoyer au grand-duc des lettres de prorogation & de suspendre l'acte des investitures jusqu'au moment où l'affaire seroit décidée ou bien terminée à l'amiable. Mais l'Espagne ne manqua pas de se venger, & de causer à Gaston de nouvelles tracasseries par la demande formelle de l'introduction des garnisons. Les refus qu'il avoit faits d'entrer en aucun traité avec la cour, son opposition à tous les projets qu'elle avoit formés pour les avantages de l'électrice, l'accroisse-



ment des fortifications & l'augmentation des troupes dans ses ports, le bruit qu'on faisoit artificieusement répandre du mauvais état de sa santé, servirent de prétexte au ministère espagnol pour ne se pas contenter de la garantie des puissances médiatrices, & pour exiger formellement les sûretés accordées par le traité de Londres. Résolu d'envoyer don Charles en Italie, avec le consentement du grand-duc, le ministère comptoit se prévaloir, en cas de refus, des forces que la quadruple alliance ne pouvoit lui refuser. Les marques d'amitié que la cour recevoit des puissances médiatrices l'engageoient à profiter de leurs secours.

Les plénipotentiaires espagnols exposèrent donc au congrès leurs demandes formelles : ils vouloient qu'aux termes de l'article V du traité de Londres, on envoyât les garnisons allemandes dans les duchés de Toscane, de Parme & de Plaisance, pour la sûreté de l'infant. En conséquence de cette demande, l'empereur ne devoit plus s'opposer à l'entrée de ce jeune prince en Italie, & le grand-duc se voyoit obligé d'entrer en un traité à

1724.

l'amiable avec la cour de Madrid , pour lui assurer la succession ; quand même les circonstances auroient obligé l'Espagne à se servir à la rigueur des droits qui lui étoient accordés par le traité , elle croyoit que les garnisons payées par la France & l'Angleterre , animeroient ces deux puissances à soutenir les conditions établies. Enfin , elle vouloit faire entrer l'infant en Toscane à quelque prix que ce fût ; elle vouloit également avoir le port de Livourne en sa possession , afin d'y introduire des secours en cas de résistance de la part de l'empereur. Mais les plénipotentiaires de Vienne ne l'entendoient pas ainsi ; ils avoient reçu de l'empereur une instruction précise de s'opposer en Italie à toute introduction de troupes étrangères. Ils répliquèrent aux espagnols (a) , que l'empereur ayant con-

---

(a) Dispositions , art. V, &c. Sa majesté impériale ne s'y opposera pas , pourvu que cela puisse être fait suivant la teneur du susdit article , sans inquiéter les possesseurs actuels , & de leur libre consentement , sans troubler le repos public , & sans porter atteinte à la suprême puissance de l'empereur & de l'Empire.

senti à l'établissement des garnisons, ne songeoit pas à s'y opposer, mais qu'il y acquiesceroit, aux seules conditions qu'on rechercheroit d'abord le consentement des possesseurs actuels des états d'Italie ; qu'il exigeoit que ce consentement fût libre, & qu'ils n'eussent à éprouver aucune violence. Les plénipotentiaires allemands représentèrent à ceux des puissances médiatrices, que si le traité de Londres devoit être observé dans son intégrité, sa rigoureuse observation étoit bien plutôt fondée sur les loix de l'équité naturelle & de la modération, que sur la violence & l'injustice ; que le traité conservant sans atteinte le repos & la souveraineté des possesseurs actuels, il seroit en contradiction avec lui-même, s'il permettoit d'introduire par force des garnisons dans leurs états. Ils assuroient qu'il leur étoit impossible de faire de pareilles instances aux souverains de Parme & de Toscane, un prince entouré de garnisons qui ne lui appartiennent pas, perdant toutes ses prérogatives & tous les droits de la souveraineté. Le congrès s'occupa long-tems de cette discussion, & la

1724.

cour de Vienne ne laissa pas d'influencer au grand-duc de soutenir ses droits avec fermeté , sur-tout de ne pas se laisser séduire aux flatteries de la cour d'Espagne. Gaston étoit auparavant disposé à se défendre avec vigueur , mais le duc de Parme l'excitoit à tromper la cour de Vienne ; on s'attendoit que le nouveau pontife, Benoît XIII, autrefois le cardinal Orsini, alloit concourir avec la maison d'Autriche , & qu'il empêcheroit le grand-duc de Toscane de se livrer aux espagnols ; on reconnut bientôt que Benoît étoit peu instruit des affaires politiques, fort éloigné de s'en instruire, même de s'en occuper, & qu'on devoit peu compter sur son activité. Cependant les disputes du congrès s'étendoient aux cours mêmes des princes, & le consentement des possesseurs actuels des états devint un objet de discussion. L'ambassadeur d'Angleterre à Vienne étoit l'avocat de l'Espagne, & soutenoit que, si la quadruple alliance avoit établi la sûreté des garnisons, elle avoit entendu d'en régler l'introduction sous quelque forme que ce fût, par cette raison que celui qui veut une

condition, cherche en même-tems les 1724.  
 moyens de la remplir. Les impériaux  
 se servant des argumens de Jean-  
 Gaston, répondoient que l'introduc-  
 tion des garnisons ne formoit pas  
 une partie intégrante du traité, mais  
 que c'étoit une clause insérée condi-  
 tionnellement, & toujours dans le cas  
 où elle ne seroit pas contradictoire au  
 traité.

On répandit à Vienne & à Cambray,  
 de vive voix & par écrit, que les dispo-  
 sitions de l'article V du traité de  
 Londres consistoient essentiellement  
 dans la féodalité, dans le consentement  
 du successeur aux investitures éven-  
 tuelles, & dans l'assurance de l'entière  
 & paisible possession des souverains  
 actuels (a). Ces trois conditions pa-  
 roissoient si bien liées entr'elles, que la  
 moindre altération dans la teneur d'une  
 des trois, auroit infailliblement détruit  
 les autres, tandis que le reste de l'ar-  
 ticle étoit susceptible de toutes sortes

---

(a) Sans aucun dommage ou préjudice &  
 sauf en tout point la possession des princes,  
 &c. — Dans l'article des garnisons, il est  
 porté qu'elles soient introduites. . . . . sans  
 aucun embarras ou frais des possesseurs.

1724

de changemens, sans qu'ils pussent apporter la moindre atteinte à l'intégrité des dispositions. C'étoit dans cet esprit qu'avoient été conçues les investitures éventuelles accordées avec l'approbation de l'Espagne & de tout le congrès; & ce même esprit avoit aussi dicté les articles où il étoit fait mention des garnisons. On répétoit que l'objet du traité avoit toujours été la tranquillité publique, & comment, disoit-on, accorder cette tranquillité & celle des souverains avec les actes d'hostilité qu'on veut exercer contr'eux? Comment concilier l'engagement de maintenir *sains & saufs* les droits du grand-duc avec l'injustice de lui ôter l'usage de ses places fortes, & de donner des bornes à la puissance offensive & défensive, prérogatives d'un prince libre & absolu? Comment enfin vouloit-on le garantir de toute espèce d'insulte & d'outrage, en l'exposant aux périls du libre arbitre, de l'indépendance & de la mutinerie des troupes étrangères? On ajoutoit à toutes ces raisons l'interprétation littérale de l'article V, les exemples que fournissoit l'histoire dans plusieurs occasions semblables, & enfin

celui du roi George, qui, destiné comme successeur immédiat au trône de l'Angleterre, n'avoit pu exiger aucune sûreté, ni se porter en aucune circonstance comme héritier de la couronne avant la mort de la reine Anne. Ces obstacles, soutenus par le refus constant de recevoir en Toscane & l'infant & les garnisons, firent prévoir une rupture inévitable. Les médiateurs menaçoient de rompre le congrès, & l'empereur toujours ferme à demander la rigoureuse interprétation du traité, rejetoit d'avance toute espece de projet qui n'avoit pas un rapport immédiat avec cette interprétation littérale. On commençoit à espérer en Toscane la ruine de cette odieuse alliance, & l'on voyoit avec satisfaction que les médiateurs, plus pressés à servir leurs propres intérêts qu'à conclure la paix, devenoient également suspects à l'empereur & à l'Espagne. Les hollandois, résolus à l'abolition de la compagnie d'Ostende, ne négligeoient rien pour resserrer leur union avec la France & l'Angleterre, & obtenir par la force le consentement de l'empereur. L'Espagne mécontente des médiateurs,

1724.

faisoit tous les efforts pour traiter avec le grand-duc sans aucun secours ; & déjà le marquis de Montéléone alloit être envoyé à Florence. Mais la mort de Louis I ayant obligé Philippe V à reprendre les rênes du gouvernement, les négociations demeurèrent suspendues pendant quelque tems au congrès & dans les différentes cours. Cet événement imprévu fit naître de sérieuses réflexions ; l'infant s'approchoit de la couronne par degrés, & le moment où il en alloit devenir l'héritier ne paroissoit pas fort éloigné, la foible santé du prince don Ferdinand ne lui promettant pas une longue vie. Les puissances médiatrices en conçurent le dessein de soutenir à toute rigueur les principes du traité, & les espagnols même montrèrent quelque répugnance à éloigner du royaume un prince destiné, selon les apparences, à les gouverner. Cependant Philippe V ne se rendit pas au désir des grands ; il ne songea qu'à presser l'instant d'assurer la succession de son fils aux états d'Italie, & de le faire passer à Florence.

1725.

Un armement naval qu'on vit faire sur les côtes d'Espagne, des renforts de troupes



troupes & d'artillerie qu'on vit introduire dans le port de Lungone, des espions & des ingénieurs envoyés en secret à Livourne pour observer la situation de la place & celle des autres villes maritimes de Toscane, devoient inspirer des craintes au grand-duc, & l'obliger enfin à prêter l'oreille aux propositions des espagnols. L'Italie effrayée du mouvement des troupes impériales, ne pouvoit approuver la fermeté de ce prince, & ne lui pardonnoit pas d'abandonner les principes de son père, & de s'exposer avec indifférence aux dangers d'une guerre sanglante. Mais la situation des deux grandes puissances ne leur permettoit pas de reprendre les armes, dans l'épuisement où les avoit jetées la guerre précédente. Les ministres étoient las de ce genre d'escrime, dans lequel aucun des deux partis ne parvenoit à obtenir ce qu'il désiroit, & qui ne servoit plus qu'à les rendre tous esclaves des médiateurs. Les espagnols désiroient ardemment la paix, & en attribuoient les retards à la reine. Philippe V réfléchit enfin que sans le consentement de l'empereur il n'obtiendrait

1724.

1724.

jamais pour l'infant les successions qui lui étoient destinées par la quadruple alliance, & que sans l'impulsion de la cour de Vienne, il ne pourroit vaincre la répugnance que témoignoit Jean-Gaston à conclure un traité; il se détermina enfin à diriger ses intrigues du côté de l'empereur sans la participation des médiateurs. Il envoya fort secrètement à Vienne le baron de Ripperda, avec ordre de sonder les dispositions de Charles VI, & de lui proposer le mariage de don Charles avec la dernière des archiduchesses. Ripperda étoit un hollandois spirituel & actif, franc dans le maniement des affaires & bien instruit du manège des cours. Il avoit résidé à Madrid en qualité d'ambassadeur des états généraux, mais ayant quitté sa patrie & déposé son caractère, il embrassa le catholicisme, & demeura sous la protection du roi d'Espagne & du cardinal Albéroni qui l'admit au secret des affaires publiques. Philippe l'ayant jugé propre à une commission si importante, l'envoya à Vienne où il arriva les premiers jours de février : il commença si secrètement ses négociations qu'aucun des

ministres des autres cours n'en pénétra le mystère. Le préliminaire de son traité fut d'agir de concert avec l'empereur & séparément de toutes les puissances : la cour de Vienne qui ne souffroit pas moins impatiemment que celle de Madrid la contrainte où la tenoient la France & l'Angleterre, se rendit volontiers aux propositions de Ripperda. La résolution où paroissoit être Louis XV de renvoyer l'infante d'Espagne à Madrid, hâta le succès de l'envoyé en augmentant le chagrin des deux cours. Enfin le 30 avril, le traité de paix tant désiré fut signé à Vienne entre l'empereur & Philippe V. Il étoit disposé comme celui de Londres, excepté qu'à l'égard de la succession aux duchés de Toscane, de Parme & de Plaisance, on convint d'exclure totalement l'introduction des garnisons (a) ; & l'on établit qu'en

---

(a) Art. VI. §. 5. L'empereur & le roi d'Espagne promettent d'observer religieusement & de bonne foi tout ce qui est inséré dans le traité de Londres, à l'objet de n'introduire dans lesdits états, du vivant des possesseurs, aucunes troupes ou de leur nation ou à leur solde ; de façon que lorsque le

1724.

vertu des investitures & de l'acte de garantie, l'infant prendroit possession de ces états dans le tems où la mort de Jean-Gaston lui en laisseroit le droit. L'esprit du traité étoit d'unir les deux puissances comme par une ligue, & de rétablir entre les deux couronnes ces mêmes rapports qui existoient du tems de Charles II. Un traité qui appeloit les autrichiens à jouir de tous les avantages du commerce en Espagne, donnoit un haut degré de consistance à la compagnie d'Ostende, & aliénoit plus que jamais de l'empereur, l'Angleterre & la Hollande. Une union si étroite entre ces deux couronnes ôtant à la France cette prépondérance dont elle avoit joui sur l'une & sur l'autre, fit aussitôt changer ses vues; elle ne tarda point à réunir ses intérêts à ceux de l'Angleterre. Le congrès de Cambray fut rompu par soi-même, & toute l'Europe fut aussi frappée d'un traité si extraordinaire, que de la manière dont il avoit été conclu.

---

moment de la succession desdits états arrivera, le prince infant don Charles en prendra possession en vertu des lettres qui lui accordent la succession éventuelle.

Il y eut à Florence de vives démonstrations de joie à la nouvelle d'une paix si salutaire. Mais le grand-duc en fut moins satisfait que le peuple ; être délivré de la crainte des garnisons, lui paroissoit sans doute un très-grand avantage : mais Gaston ne pouvoit croire que la seule promesse fût un garant des intentions de l'Espagne, & qu'elle servît de frein au désir d'envoyer l'infant en Italie, & de lui assurer la possession des états de Parme & de Toscane. Il connoissoit les intrigues du marquis de Montéléone avec les puissances médiatrices ; il savoit qu'elles avoient pour objet de le presser lui-même à cet égard, & ne prévoyoit que trop que cette alliance seroit de courte durée, & que de nouvelles disputes ne tarderoient pas à la rompre. Déterminé à soutenir son système, il fit renouveler à Cambray son acte de protestation, & fit ordonner à ses ministres de n'accepter aucune proposition, aucun traité, sans la certitude préliminaire que les droits de sa souveraineté, les privilèges & la liberté de l'état demeureroient en leur entier. Ripperda devenu duc, grand d'Es-

1725.

1725.

pagne & ambassadeur de Philippe à la cour de Vienne, regarda cette protestation comme un acte d'hostilité & comme un outrage fait à son roi. Il disoit d'un ton menaçant & sévère au marquis Bartoloméi, envoyé de Toscane, que le grand-duc voulant s'ériger en censeur & en réformateur du traité de Londres, préparoit la ruine de ses états & la désolation des peuples : il lui conseilla de réfléchir à son impuissance avant de s'opposer à la cour d'Espagne & à l'Empire prêts à fondre sur le grand-duché, s'il persistoit à traverser leurs desseins. Enfin, il ajoutoit en maître absolu que le grand-duc ne devoit pas espérer d'obtenir la moindre altération à l'article V du traité de Londres, parce qu'il n'étoit au pouvoir de personne d'y apporter aucun changement. La féodalité exigée, les torts faits à l'électrice palatine, la différence entre la justice & la force, tant de raisons alléguées par le ministre florentin ne purent calmer l'esprit vif & inconsidéré du hollandois, qui même osa demander que le sénat de Florence annullât l'acte de 1713 en faveur de l'électrice, & consentît à en faire un

semblable au nom de l'enfant. On croyoit engager le grand-duc à se prêter aux desirs du roi d'Espagne, par le tableau du degré de prospérité auquel don Charles devoit un jour élever la Toscane. Il est certain qu'en recouvrant les duchés d'Urbain & de Castro, en ajoutant un si beau domaine aux états de Parme & à ceux du grand-duché, le prince d'Espagne auroit formé la principauté d'Italie la plus belle & la plus considérable, sans perdre l'espoir de devenir lui-même électeur de l'Empire. Mais les menaces & les flatteries ne firent aucune impression sur l'ame de Jean-Gaston, qui, dans sa réponse à Bartoloméi, lui parloit en ces termes : « Je ne veux point d'engagement, je veux jouir du tems autant » que je le pourrai, & que cela vous » serve de règle dans toutes vos démarches ». Les circonstances favorisoient sa fermeté, car les menaces du duc se furent à peine répandues à Cambray, que les ministres de France & d'Angleterre assurèrent l'envoyé de Toscane que leurs maîtres ne souffriroient pas que le grand-duc éprouvât la moindre violence, & bientôt il obtint encor

la même promesse de l'empereur.

1725.

Le duc de Ripperda, irrité de son invincible résistance & de ses refus réitérés, fit au congrès la demande formelle de l'obliger enfin par douceur, par menaces ou par violence à déclarer l'infant d'Espagne *grand-prince*, de le faire reconnoître au sénat, & de lui faire prêter serment de fidélité par ce grand corps représentant de la nation. Charles VI répliqua que la cour impériale n'avoit jamais reconnu en Toscane le caractère de *grand-prince* (a) ; que l'usage de cet état n'étoit pas, comme en Espagne, de reconnoître les successeurs & de leur prêter un serment, & qu'il ne pouvoit employer avec le grand-duc que la voie des médiations. L'intention de l'empereur étoit de satisfaire à l'engagement qu'il avoit contracté dans les deux traités de paix, mais il n'avoit pas moins que Jean-Gaston le désir de profiter du tems, & il ne croyoit pas dans ses intérêts

---

(a) Ce titre de *grand-prince* fut attribué en Toscane par l'usage plutôt que par les loix à l'héritier du grand-duché, lorsque le grand-duc Côme III prit possession des honneurs dus à la royauté.



d'accélérer imprudemment la succession de l'infant. Ainsi sans avoir promis positivement de lui accorder en mariage une des archiduchesses, il donnoit à la cour de Madrid de légères espérances, afin de la tenir écartée des autres couronnes. Celles-ci prenoient déjà des mesures pour se garantir de la tyrannie de deux monarques puissans. La prospérité du commerce d'Ostende rendoit les anglois jaloux, & le mariage de l'infant avec une princesse de la maison d'Autriche effrayoit la France. Le roi d'Angleterre se rendit dans l'électorat d'Hanovre; le roi de Prusse l'y joignit, & ces deux monarques, de concert avec Louis XV, signèrent le 3 septembre le traité d'une étroite alliance. Une ligue offensive & défensive, un concours mutuel de forces proportionnées entr'elles devoient lier les intérêts de ces trois princes; ils s'engageoient à soutenir leurs droits respectifs, la jouissance actuelle de leurs privilèges & de leurs prérogatives surtout à l'égard du commerce. Cette ligue qui devoit durer quinze ans, avoit pour objet la paix, l'équilibre des puissances de l'Europe, & la garantie du

1725.

traité de Westphalie. Ils invitèrent les autres souverains à se joindre à cette alliance, sur-tout ceux du corps diplomatique. Cette invitation fit augurer qu'ils avoient principalement en vue d'agir contre l'empereur, & qu'avec l'appui des états-généraux, ils avoient le projet non-seulement de le contraindre à supprimer la compagnie d'Ostende, mais de l'obliger encore à mendier leur autorité pour obtenir d'eux la garantie de l'ordre établi depuis 1713 dans la succession de la maison d'Autriche. Quoique la communication de ce nouveau traité fût accompagnée des plus obligeantes expressions de concorde & d'amitié, la cour de Vienne ne la regarda pas moins comme propre à opérer une révolution dans le plan politique de l'Europe, & capable de jeter les semences d'une nouvelle guerre. L'empereur fit avertir le grand-duc de ne pas se laisser surprendre par les nouveaux alliés, & de demeurer fixe dans le système qu'il avoit adopté. De son côté, Gaston ne négligeoit pas d'exciter le prince de Parme à se marier; une maladie qui vint dans ce moment attaquer en Bohême la grande-duchesse

régnante , lui fit espérer quelque heureux changement dans son sort ; il osa se flatter de faire évanouir des desseins mal conçus & uniquement appuyés sur la force & l'injustice. Loin de remplir ses vœux , l'événement lui fut contraire , & rendit la cour d'Espagne plus vigilante & plus empressée à obtenir par la violence ce qu'elle n'attendoit plus ni des actes ni des promesses.

1725.

Jean - Gaston ne considéroit cependant qu'avec une sorte d'indifférence , les principales puissances de l'Europe occupées des événemens qui devoient suivre sa propre mort ; cherchant à se distraire & à écarter de lui les tristes réflexions que lui inspiroient leurs intrigues , il s'occupoit de ses plaisirs & du bonheur de ses sujets. Après le deuil de Côme III, la cour étoit devenue brillante & polie ; les assemblées & les conversations en faisoient l'amusement journalier. La princesse Violante attira auprès d'elle les plus jeunes & les plus belles femmes de Florence , & le grand-duc se plaisoit à partager la gaieté qu'inspirent naturellement la jeunesse & ses agrémens. On a déjà remarqué que les dispositions du maître

1726.

I vj

1726.

avoient rapidement passé de la cour à la ville ; & qu'on avoit vu changer les mœurs dans tous les ordres de l'état. Le goût & la magnificence des spectacles , la galanterie , le luxe & la sérénité bannirent enfin la méfiance , la grossièreté , la fraude & la dissimulation. Le grand-duc fit renaître la joie parmi le peuple , en abolissant la plus grande partie des taxes qui étouffoient l'industrie. L'aversión qu'il témoigna dès le premier instant de son règne pour les supplices , inspira des sentimens de douceur & d'humanité aux magistrats & aux grands. Il défendit ces affreuses exécutions qui , sous le règne de Côme III , répandoient chaque jour la terreur dans l'ame des toscans ; & rassurant le peuple par sa clémence , il rendit bientôt à la nation son caractère de franchise & d'enjouement. Il ranima les esprits abattus ; le peuple parut prendre de nouveaux sentimens & une nouvelle existence ; les fêtes & les réjouissances publiques montrèrent le transport de joie dont il étoit agité. Bientôt on vit renaître le commerce avec l'industrie , & bientôt la main de la princesse Violante releva les lettres

ensévelies sous les chaînes de l'ancien gouvernement. D'après l'exemple de son époux, elle protégea tous ceux qui, nés avec du génie, se distinguoient dans la carrière des sciences : elle aima les improvisateurs & les admit souvent à sa conversation particulière. Parmi eux on admira Bernardino Perfetti, natif de Sienne, dont les compositions harmonieuses faisoient non-seulement l'admiration de la princesse, mais excitoient la surprise de tous ceux qui l'écoutoient. Lorsqu'en 1724 il suivit Violante à Rome, il obtint d'elle des marques publiques de ses bontés. Quoiqu'elle eût pris le nom de comtesse de Petigliano, Benoît XIII voulut lui rendre les mêmes honneurs que Côme III avoit reçus en 1700. Elle fut visitée par tout le sacré collège, accompagnée par le cardinal Lorenzo Corsini qui depuis fut pape, & reçut les applaudissemens de toute la ville : comme elle admit toute la noblesse à ses entretiens & à ses amusemens, on jugea facilement de ses talens, de son goût & de sa magnificence. Perfetti fit sur-tout le charme des assemblées qui se tinrent chez elle, & mérita l'honneur

1726.

1726.

de recevoir au capitol la couronne de laurier, couronne désirée par beaucoup de poètes depuis Pétrarque, mais que nul n'avoit reçue après lui ; cette cérémonie fut accomplie le 13 mai 1724 avec toute la pompe qui convenoit à la princesse Violante, maitresse du trésor de Jean-Gaston non moins que de son cœur. Le goût de cette princesse se communiqua aux particuliers ; il s'introduisit parmi la noblesse, qui s'occupa bientôt à composer sans étude des pièces de théâtre que les jeunes gens représentoient dans les maisons de campagne. Le grand-duc ne dédaignoit pas d'assister lui-même à ces jeux & d'y réunir les danses, les repas & tous les plaisirs honnêtes. Ainsi Jean-Gaston, négligé d'abord par les toscans, devint l'objet de leur respect & de leur amour, & l'extinction de la maison de Médicis leur parut alors une véritable calamité. Cependant les vieillards accoutumés aux maximes cruelles & austères de l'ancien gouvernement, blâmoient le changement arrivé dans les mœurs ; ils blâmoient encore la complaisance du souverain pour les jeunes gens qui l'entouroient, & que

le peuple appeloit *Ruspanti* (a). Ces Aristarques sévères prétendoient qu'il jetoit des semences de corruption en Toscane , & le regardoient comme le protecteur du libertinage & de l'irréligion.

1726.

Mais quelles que fussent les inclinations de ce prince , il sut distinguer sa faveur , de la justice à laquelle furent soumis sans réserve ceux qui jouissoient de son amitié , comme les derniers de ses sujets : il avoit confié le gouvernement civil aux tribunaux , les loix étoient seules écoutées , le pouvoir arbitraire étoit détruit , le prince ne se réservoir que le droit de faire grace , & son ame portée à la clémence , adoucissoit volontiers la sévérité des jugemens. Il obtint par une conduite si sage , & l'amour de ses sujets & l'admiration des étrangers. L'empereur & ses ministres étoient frappés de la manière dont ils l'avoient vu résister aux insinuations

---

(a) Ce nom vient du *sequin*, monnoie d'or, avec lequel on payoit chaque semaine les jeunes gens attachés à la cour pour les comédies & les plaisirs du prince. Le mot italien est *Ruspo* , dont le peuple avoit fait le nom de *Ruspanti*.

1726.

& aux menaces des espagnols & des médiateurs du congrès, rejeter l'objet de la succession, conserver son autorité & préserver son état d'une guerre qu'on auroit crue inévitable. Cette conduite qu'on avoit attribuée d'abord à son indolence ou à son obstination, & qui venoit d'une sage fermeté, d'une volonté déterminée de n'être point inquiété pendant sa vie, de n'entrer dans aucune contestation, parut enfin aux puissances qui l'observoient le seul parti qu'il avoit à prendre dans les circonstances & le seul au moyen duquel il pouvoit profiter des événemens que préparoit à l'Europe le traité d'Hannovre.

Les liens de la quadruple alliance paroissoient rompus ; l'Europe étoit en fermentation, & cherchoit à former un nouveau plan d'équilibre entre les différentes puissances : la succession de l'infant ne les occupoit plus ; les hollandais alarmés des progrès de la compagnie d'Ostende, les anglois effrayés de la restitution projetée de Mahon & de Gibraltar, cherchoient à prévenir l'union dangereuse de Philippe V & de Charles VI. On attendoit l'accès-



fron des états-généraux au traité d'Hannovre, comme un instant de crise qui alloit décider du sort de l'Europe. Ainsi la Haie devint le centre de toutes les négociations, de toutes les intrigues des princes qui avoient intérêt d'obtenir l'accession ou de l'éviter. La plume & l'intelligence des ministres furent employées par leurs souverains à composer une suite volumineuse de mémoires & d'observations, comme aussi à gagner des créatures & à former un parti. Il n'étoit question que de la ferme résolution qu'avoient prise toutes les cours de conserver la paix, & de toutes parts on se préparoit à la guerre. Ce bouleversement général faisoit espérer au grand-duc un nouveau plan de succession, plus juste & plus convenable que celui du traité de Londres, ou au moins un retard dans son exécution. Le duc de Ripperda toujours animé contre le grand-duc, ne se laissoit cependant pas d'engager l'empereur à contraindre ce prince de recevoir l'infant; & son obstination faisoit craindre quelquefois que la ruine du grand-duché ne fût le prix d'une réconciliation entre Philippe V & les

1726.

autres puissances. Mais la chute de Ripperda & la démission du duc de Bourbon calmèrent les inquiétudes de Gaston & le laissèrent enfin tranquille spectateur des événemens & de leurs causes. Les différens alliés de l'Empire, ceux du traité d'Hanovre grossissoient leurs varris en faisant accéder les cours de l'Allemagne & celles du Nord aux traités respectifs. Les discussions étoient enfin réduites à ces points principaux ; la restitution de Gibraltar, l'anéantissement de la compagnie d'Ostende & les prétentions du duc de Holstein sur le duché de Sleswick. La fermentation la plus vive animoit les esprits, & l'animosité mutuelle produisit enfin entre les anglois & les espagnols les hostilités auxquelles on s'attendoit depuis long-tems.

1727.

Tandis que les espagnols formoient le siège de Gibraltar, & les anglois le blocus de Portobello, les puissances alliées s'occupoient de différens projets de pacification. La France & la Hollande auroient voulu réprimer l'esprit ardent de la nation angloise ; & la cour de Vienne employoit les mêmes soins à inspirer des sentimens de paix aux

espagnols. Au milieu d'un tel concours d'événemens il n'avoit pas encore été question d'apporter le plus léger changement au traité de Londres, & le duc de Bournonville, ambassadeur d'Espagne à Vienne, pressoit vivement le grand-duc de traiter avec Philippe. La mort de François Farnèse, duc de Parme, fit naître quelque espoir de changement dans l'ordre des choses. Antonio son frère, âgé de quarante-huit ans, lui succéda ; sa mauvaise intelligence avec le grand-duc, & les intrigues des ministres d'Espagne avoient jusqu'à ce moment éloigné son mariage ; mais les circonstances actuelles, son éloignement pour les espagnols, & les impressions que lui faisoient suivre les alliés d'Hanovre, le firent penser au choix d'une épouse. Quoique le tempérament de ce prince & son embonpoint ne lui fissent pas espérer une postérité nombreuse, on ne pouvoit pas non plus le regarder comme impossible, & l'on forma des conjectures sur les événemens futurs : on prévoyoit déjà de nouvelles guerres entre l'Espagne & la maison d'Autriche. Les espagnols prétendoient que

1727.

1727.

si don Antonio avoit des fils , ces princes n'auroient aucun droit sur le grand-duché , qui , après la mort de Jean-Gaston , seroit accordé de droit à l'infant , aux termes du traité de Londres ; mais les alliés d'Hanovre n'étoient pas d'accord de ce point ; ils alléguoient que les droits du sang l'emportoient sur tous les traités possibles , & que les princes de la maison de Farnèse devoient exclure l'infant par le droit naturel & par le droit civil. Cette question devoit se décider par la voie des armes & par le succès de la guerre qui sembloit inévitable. On faisoit en Alsace & en Flandres des préparatifs effrayans entre la France & l'Empire ; l'assaut de Luxembourg étoit projeté ; on croyoit la rupture prochaine. Il y eut cependant dans ce moment même des propositions de paix , la cour de Vienne y fit attention : après de longues discussions l'empereur & les alliés d'Hanovre signèrent , à Paris le 31 mai , les préliminaires d'un traité plus solide & mieux proportionné à l'intérêt général. Ces préliminaires portoient en substance , la suspension des opérations de la compa-

gnie d'Ostende pendant l'espace de sept ans ; la confirmation des traités d'Utrecht, de Baden & de Londres ; celle de plusieurs autres conventions faites avant l'année 1725 ; & l'examen des innovations postérieures à tous ces traités, fut remis à un congrès prochain qui devoit s'ouvrir à Aix-la-Chapelle, & dont le terme se trouva fixé à quatre mois. On détermina la cessation des hostilités, le rappel des flottes ; on régla le cérémonial & la décoration des plénipotentiaires des deux couronnes. La cour d'Espagne ne trouvant pas ces préliminaires d'accord à l'intérêt & à la dignité du roi, y opposa des difficultés qui, n'étant pas soutenues par les ministres impériaux, répandirent seulement la défiance entre les deux cours, & les engagèrent enfin à traiter directement la cause avec les alliés d'Hanovre.

L'empereur n'abandonna cependant pas le projet de la paix ; le duc de Bournonville vouloit qu'il engageât le grand-duc à écouter les propositions de Philippe V, & à consentir à un pacte de famille. La signature des préliminaires, l'ouverture prochaine

1727.

1727.

d'un nouveau congrès sembloient une occasion favorable pour déterminer un point tant de fois discuté ; & les intérêts des différentes puissances étant prêts à se régler par un traité, l'obstination de Jean-Gaston pouvoit attirer sur lui toutes les forces des alliés. On faisoit espérer à l'électrice tous les égards , toutes les prérogatives qu'on pouvoit concilier avec les traités ; & l'on faisoit espérer aux peuples de la Toscane tous les avantages que l'Espagne pouvoit accorder à ses plus chers alliés. Charles VI, toujours éloigné d'employer la force, choisit plutôt le parti de la douceur ; il invita Jean-Gaston à profiter des bonnes dispositions de la cour d'Espagne , à régler promptement ce qui regardoit ses droits & la tranquillité de ses sujets. La conduite pacifique des puissances garantes du traité de Londres encourageoit ce prince à la négative : rappelant les anciennes raisons de conscience & d'honneur qui l'obligeoient à maintenir sa liberté, il répondit qu'il ne pouvoit admettre aucun traité sans assurer d'abord l'indépendance de Florence, la validité de l'acte du sénat &

l'exclusion des garnisons étrangères. L'espoir de gagner du tems & d'en attendre quelque changement favorable, lui faisoit négliger les égards qu'il auroit dus à l'Espagne ; il se flattoit d'un heureux changement, lorsqu'il examinoit avec attention l'état politique des différentes cours de l'Europe ; & après avoir vu contredire & annuler plusieurs traités solennels, il jugeoit facilement que celui de Londres s'anéantiroit à son tour. Il se déterminà donc à profiter de l'ouverture du congrès, à y porter de nouveau des représentations sur les articles du traité de Londres, à prouver par des mémoires l'insuffisance des droits de l'Empire sur le domaine de Florence, à démontrer la validité de l'acte du sénat, & les artifices dont se servoit la cour de Vienne pour établir un droit qu'elle n'avoit pas, & qui pouvoit la conduire à se rendre maîtresse de l'Italie. Il ne crut pas déplaire à l'empereur en recherchant la confiance du cardinal de Fleury qui, de gouverneur de Louis XV, étoit devenu son premier ministre, & s'étoit acquis en Europe une haute réputation de probité, de modération & de

1727.

douceur. Le cardinal avoit promis depuis long-tems d'être l'avocat des Médicis, & le médiateur entre Philippe V & Jean-Gaston. En effet, la réconciliation entre la France & l'Espagne faisoit espérer à ce prince un heureux succès; & quand même cet effort du cardinal n'auroit pas produit tout l'effet qu'il en attendoit, il pouvoit empêcher les alliés d'Hanovre de consentir à aucune violence envers lui, & obtenir de l'empereur & du roi d'Espagne des résolutions plus équitables & plus modérées. Les retards sembloient au moins un avantage, & le grand-duc cherchoit toujours à profiter du tems que les autres employoient à réfléchir.

1728.

Dans ce moment même il lui survint une incommodité que le père Ascanio, envoyé d'Espagne, & le comte Caïmo, envoyé de l'empereur, qualifièrent artificieusement de maladie mortelle. Cette circonstance ainsi interprétée fixa l'attention des deux cours, & les engagea l'une & l'autre à se hâter de régler la succession. L'empereur, pressé par l'ambassadeur d'Espagne, envoya au comte Caïmo un décret en vertu  
duquel



duquel les peuples de Toscane devoient reconnoître l'infant don Charles immédiatement après la mort du grand-duc. Le comte eut l'imprudence de répandre l'arrivée de ce décret, & d'en montrer des copies. Jean-Gaston l'apprit, & réclama hautement contre la violation des loix, contre l'audace de troubler son gouvernement & de tenter la fidélité de ses sujets : il montra publiquement que son mal n'étoit pas dangereux, parut en public, se trouva aux spectacles, aux fêtes de la cour & de la ville, & les toscans reconnurent avec joie qu'il avoit encore à espérer plusieurs années de vie. Cependant l'ouverture du congrès approchoit; il étoit désigné à Cambray & non à Aix-la-Chapelle : la cour d'Espagne sentoit combien il étoit important pour elle d'établir le point de la succession avant de l'exposer à l'examen & aux restrictions du parti hanovrien. La menace des garnisons allemandes fut précédée des promesses les plus flatteuses & les plus engageantes, & en même-tems le comte de Zinzendorff déclara au marquis Bartoloméi que l'empereur ne pouvoit se refuser à l'accomplisse-

*Tome IX.*

K

1728.

ment de ses traités avec la cour d'Espagne. Celle-ci prévoyant les difficultés qu'elle éprouveroit de la part du grand-duc, voulut entamer les négociations avec l'électrice palatine. Mais les préliminaires concernant l'indépendance de l'état de Florence & la validité de l'acte du sénat, ne furent pas plutôt arrêtés, que le grand-duc & sa sœur répondirent aux deux cours avec beaucoup de respect apparent, se montrèrent disposés à en venir à un traité, mais en même-tems résolus à ne pas se relâcher des conditions établies par eux-mêmes ; Gaston ajoutoit que, se reposant sur l'équité des princes, il espéroit n'être jamais soumis par la force à des actes contraires à sa gloire & à sa conscience. L'adresse & la lenteur de ce prince confirmèrent le duc de Bournonville dans l'opinion qu'on n'avoit à cette cour d'autres vues que d'éluder & de temporiser. Plein de courroux & d'impatience, il déclara que son maître prendroit désormais des moyens plus puissans d'obtenir l'exécution des traités, & de vaincre une obstination si déraisonnable. Le comte de Zinzendorff voulant bien éviter

l'introduction des garnisons étrangères, offrit à l'électrice le gouvernement absolu de la Toscane, sous la garantie de Philippe V, qui lui promettoit que durant sa vie l'infant ne prendroit pas les rênes du gouvernement ; mais ce projet n'éblouit point la cour de Florence, & le grand-duc répondit au comte de Zinzendorff que l'exemple de la lettre datée de Francfort étoit une preuve du peu de valeur de ces fortes d'écrits. La cour de Vienne ne blâmoit pas les refus du grand-duc, & les marques d'approbation qu'elle lui donnoit secrètement encourageoient ce prince à éluder les propositions. Cependant il fallut absolument satisfaire aux traités, & l'empereur remit à l'ambassadeur d'Espagne les actes nécessaires pour la prise de possession de l'infant. Ils consistoient en un diplôme adressé à ce jeune prince, qui lui donnoit le pouvoir d'exiger le serment de fidélité ; un rescrit adressé à l'électrice, par lequel l'acte du sénat étoit déclaré nul & invalide, & qui l'exhortoit à se désister de ses prétentions ; un *mandatum ad subditos*, ou ordre adressé au sénat, aux magistrats,

1728.

au peuple & au clergé de reconnoître l'infant immédiatement après la mort de Jean-Gaston, avec la cassation de l'acte de 1713 ; & enfin un plein-pouvoir remis au comte Borromée, de mettre l'infant en possession, & de se servir de la voie des armes en cas de résistance. Le ministre du roi d'Espagne & ceux de l'empereur se rendirent donc une seconde fois avec ces dispositions au congrès de Cambray.



## CHAPITRE VII.

1728.

*L'opposition des alliés d'Hanovre accroit le désir qu'avoient témoigné l'empereur & le roi d'Espagne de s'accommoder avec le grand-duc ; les obstacles qui s'y rencontrent font changer l'Espagne de sentiment ; les hanovriens l'autorisent par un traité conclu à Seville à introduire six mille espagnols dans les états destinés à l'infant : le grand-duc en reçoit la signification par les alliés de Seville ; l'empereur s'y oppose : Jean-Gaston use d'adresse & cherche à traiter avec les deux puissances.*

**L**ES violens efforts que faisoit l'Espagne pour engager le grand-duc à un traité ; le bruit qu'on préparoit en Lombardie une armée de dix mille hommes qui devoit s'approcher des frontières de la Toscane ; les menaces hardies & imprudentes que faisoient à Florence le père Ascanio & le comte Caïmo, ne purent ébranler l'ame de

1728.

Jean - Gaston. Le marquis de Monté-  
léone, plénipotentiaire de Philippe V  
auprès des souverains d'Italie, attaché  
depuis long-tems à Côme III, paroîs-  
soit sûr de réussir dans cette entreprise,  
& de l'emporter en adresse sur le duc  
de Bournonville son rival. Mais quoi-  
qu'en arrivant il eût reçu les marques  
d'honneur les plus flatteuses, il ne put  
faire goûter les propositions aux mi-  
nistres de Jean-Gaston, & trouva en  
eux une résistance invincible, à moins  
que d'obtenir préalablement la liberté  
de Florence & la validité de l'acte du  
sénat. Comme le duc de Bournonville  
avoit déclaré en quittant la Toscane,  
qu'il alloit demander au congrès l'in-  
troduction des garnisons étrangères,  
le grand-duc crut devoir profiter des  
bonnes dispositions du cardinal de  
Fleury pour arrêter des résolutions  
aussi précipitées. Il communiqua donc  
à ce ministre le parti qu'il avoit pris,  
& lui démontra que la cour de Vienne  
passoit les bornes de ce qu'exigeoient  
les traités, en voulant acquérir des  
droits prématurés; que la cour d'Es-  
pagne adoptoit elle-même une mau-  
vaise politique en voulant soumet-

tre l'infant & la Toscane à un esclavage dangereux pour l'un & pour l'autre. Il exagéra la dureté des expressions & l'injustice des dispositions contenues dans les actes envoyés à l'ambassadeur d'Espagne ; il prouva que les droits de l'Empire étant éventuels comme les investitures, l'empereur ne pouvoit exercer sur les peuples de la Toscane aucun droit seigneurial avant l'instant de sa mort. Il étoit évident que les vues de Charles VI étoient de dépouiller l'infant des principales prérogatives de la souveraineté, le *mandatum ad subsidios* ne lui laissant, pour ainsi dire, que le premier rang entre ses sujets (a). Ces prin-

1728.

---

(a) Il parut alors un ouvrage mal conçu & mal digéré, en deux volumes *in folio*, intitulé : *Remarques sur la vraie liberté de l'état de Florence*, imprimé à Milan par un nommé Spanaghen : l'auteur mêlant le faux avec le vrai, interprétoit malicieusement les faits historiques & ceux qui regardoient la maison de Médicis ; il jetoit un voile ténébreux sur la liberté du domaine de Florence, & sur toutes ses prérogatives. On sut qu'il étoit richement récompensé par l'empereur ; qu'il devoit composer d'autres ouvrages & sur-tout la vie de ce prince,

K iv

1728.

cipes si éloignés du caractère d'un véritable souverain, étoient, disoit-il, l'unique cause de sa répugnance; il ne pouvoit se résoudre à se rendre, comme les espagnols, esclave de la cour de Vienne, & ne croyoit pas moins servir les intérêts de son successeur, que les siens propres. Dans le cas où la cour de France fût parvenue à éclairer celle de Madrid, à lui inspirer des sentimens plus nobles, plus conformes à l'intérêt général & à sa propre grandeur, il vouloit conserver la gloire d'avoir maintenu ses résolutions & adopté de concert avec la France un plan favorable & à la succession & à la satisfaction commune. Il chargea l'abbé Jules Francini, résident à la cour de France, de conduire cette négociation, d'entamer ce traité & de comparoître au congrès, si les plénipotentiaires le désiroient ainsi.

Ces réflexions communiquées à la

---

& l'on ne douta pas que ce ne fût par une basse flatterie qu'il s'étoit attaché à présenter la Toscane comme un état entièrement assujéti au pouvoir de l'Empire. (*Note de l'Auteur.*)



cour de France par celle de Toscane, convinquirent le ministère françois de la nécessité de mettre un frein à la puissance impériale, & de modérer enfin les dispositions du traité de Londres. L'ambassadeur Walpole déplora l'aveuglement des ministres espagnols qui soumettoient volontairement leur prince au pouvoir de l'empereur. Il fit entendre que, si le grand-duc pouvoit se résoudre à prendre quelque tempérament à l'égard de l'électrice, la cour d'Angleterre appuieroit les droits & la liberté de l'état, & réduiroit l'Espagne à recevoir la succession de la Toscane d'une manière plus équitable. Le cardinal de Fleury ne pouvoit supporter l'idée des garnisons étrangères exigées par les traités & par la volonté expresse de la reine d'Espagne, qui ne se reposoit ni sur la foi, ni sur les promesses. En 1721, la France & l'Angleterre avoient signé à Madrid un traité qui portoit, à l'article IV, une obligation de la cour de France de ne jamais s'opposer à l'introduction des garnisons espagnoles, plutôt qu'à celle des troupes suisses, & d'obtenir des autres

---

1728.

~~1728.~~ 1728. puissances la même condescendance. Un autre traité signé à Madrid également la même année, entre la France & l'Angleterre, portoit un consentement formel des puissances garantes du traité de Londres, d'en modifier les dispositions & d'introduire en Toscane les troupes espagnoles (a). Il

---

(a) *Art. II. séparé.* Quoique l'article qui regarde les inféodations des états de Toscane, de Parme & de Plaisance, ait été réglé par les traités de Londres, en vue d'assurer à un des fils de la reine d'Espagne le droit de succéder à cesdits états, en annullant toutes les prétentions qui pourroient s'opposer à celles de cette princesse; quoique le roi d'Espagne ait accédé sans réserve auxdits traités de Londres, non-seulement sa majesté britannique & sa majesté très-chrétienne ne s'opposent point aux modifications qui pourroient avoir lieu sur cet article au congrès de Cambray d'après les instances du roi d'Espagne; mais elles feront encore agir leurs plénipotentiaires dans les mêmes vues & de concert avec ceux de sa majesté catholique, & promettent de garantir l'exécution de tout ce qui sera stipulé à cet égard.

*Art. III. séparé.* Lesdites majestés britannique & très-chrétienne promettent & s'obligent d'obtenir des puissances qui ont concouru au traité de Londres, qu'il n'y

n'étoit donc pas impossible, en suivant à la lettre les articles de ces deux traités, de modérer à la fin le poids odieux de la féodalité, & d'accorder à l'électrice quelques prérogatives qui pussent concilier ses prétentions avec les droits de l'infant. Le grand-duc satisfait sur ces deux points, l'entrée des garnisons espagnoles lui paroissoit moins fâcheuse, & peut-être même il eût dû la désirer pour garantir l'exécution de ses traités avec Philippe V. En conséquence de ces dispositions, le cardinal de Fleury & M. de Chauvelin s'accordèrent à traiter avec lui d'une manière plus uniforme, & à chercher, d'accord avec ce prince, à sauver la liberté du pays & l'acte du sénat ; mais ils lui conseillèrent secrètement de proposer à l'Espagne un plan qui la flattât davantage que les promesses & les diplômes

---

aura point de garnisons allemandes introduites dans les places des états de Parme & de Toscane, nonobstant la teneur desdits traités, & qu'elles ne s'opposeront point aux démarches que le roi d'Espagne jugera à propos de faire pour engager les autres puissances à consentir à l'introduction des garnisons espagnoles.

K vj

1728.

de l'Empire. Ils lui firent observer que Charles VI s'opposeroit difficilement à une ligue aussi puissante, & dont les forces seroient supérieures aux siennes, si l'Espagne unissoit ses propres intérêts, & si leurs conventions étoient appuyées par la garantie des puissances qui avoient conclu le traité d'Hanovre. Mais il sembloit difficile de réduire l'ambassadeur d'Espagne à de pareils accommodemens ; il étoit fort irrité contre le grand-duc : la fermeté de ce prince avoit blessé son orgueil ; il étoit résolu de faire aux alliés d'Hanovre la demande formelle des garnisons, aux termes du traité de 1721, & refusoit d'écouter la maison de Médicis, si pour préliminaire elle ne recevoit l'infant en Toscane. Il n'admettoit plus de milieu entre ces deux conditions, & condamnant ouvertement la politique des Médicis, il l'appeloit fautive & ruineuse pour la Toscane. Cependant le cardinal de Fleury lui faisoit considérer avec inquiétude, que si le grand-duc & ses sujets s'obstinoient à refuser également l'entrée de la Toscane à l'infant & aux garnisons, s'il étoit par conséquent nécessaire de

les violenter, cette guerre qu'ils appelleroient avec raison injuste & cruelle, irriteroit toute l'Europe & souilleroit la gloire des puissances qui l'auroient soufferte & autorisée ; toute anticipation à l'égard du grand-duc devoit être considérée avec horreur, elle étoit contraire aux traités ; & sans le consentement de ce prince, on ne devoit rien entreprendre sur ses états. Les desseins de l'Espagne étoient connus ; elle devoit envoyer l'infant en Italie, fixer sa résidence dans quelque place si voisine des frontières, qu'il pût inopinément prendre possession du grand-duché ; le duc de Modène s'étoit même offert à le recevoir auprès de sa personne. Des procédés si déraisonnables, fagement blâmés par le cardinal de Fleury, firent faire des réflexions au duc de Bournonville, qui reconnut enfin la nécessité d'attendre de Jean-Gaston même la déclaration précise de ses desseins.

Si l'on avoit voulu accorder à l'électrice palatine le droit à la succession selon la forme de l'acte du sénat, délivrer le domaine de Florence du joug de la féodalité imposé par les investi-

1728.

1728.

tures éventuelles & par tous les diplômes émanés de la cour impériale, le grand-duc assuroit, que son état devenant alors digne d'un infant d'Espagne, il prendroit de concert avec Philippe les mesures nécessaires pour lui en assurer la possession. Selon le plan de Jean-Gaston, le sénat de Florence auroit fait un nouvel acte pour faire succéder le prince d'Espagne à l'électrice, le faire proclamer par le peuple, lui faire prêter par les commandans des milices & des forteresses le serment de le reconnoître après elle, & ces sûretés lui paroissent plus valides & plus légitimes que des garnisons. S'il arrivoit que l'électrice lui survécût & qu'on la laissât jouir paisiblement de ses droits, elle s'engageroit à recevoir l'infant en Toscane, à lui laisser la libre & entière possession de l'état de Sienne avec ses dépendances ; car de lui donner un pareil avantage du vivant du grand-duc, c'étoit une condescendance opposée aux traités & dangereuse à l'état, au sein duquel elle pouvoit allumer une guerre civile. Telles étoient les idées de Gaston ; il est certain qu'un pacte de famille

avec l'électrice auroit pu assurer à l'infant l'entière possession des biens allodiaux, du riche mobilier des Médicis & des autres avantages qui s'y trouvoient attachés. Ces conditions remplies, on auroit pu terminer promptement & à la satisfaction du grand-duc & de ses sujets, sans le consentement unanime desquels le cardinal de Fleury n'en croyoit pas qu'on pût fixer l'espoir d'une jouissance sûre & paisible en faveur de l'infant. Ce projet s'écartant trop des dispositions du traité de Londres, le cardinal ne crut pas qu'on dût en porter l'examen au congrès, mais il pensa qu'il falloit le traiter sans éclat entre les deux cours. Le congrès n'étoit point assemblé à Cambray, mais à Soissons, lieu plus commode au cardinal qui devoit y avoir la principale influence. Après le traité du Pardo, qui contient une accession formelle aux articles préliminaires, les conférences commencèrent à Soissons entre les plénipotentiaires; l'article de la succession n'y fut pas traité d'abord, parce qu'on le crut propre à retarder la paix; parce que tous les ministres étoient d'accord à

1728.

1728.

en désirer la conclusion, & que, prévoyant combien l'interprétation de tant de traités, la conciliation de tant d'intérêts si opposés entr'eux entraîneroit de discussion & d'embarras, ils avoient formé un projet de paix provisionnel, simplement pour suspendre la guerre & donner lieu à toutes les puissances de s'accommoder ensuite les unes avec les autres. Ainsi l'affaire des successions paroissoit absolument rejetée, mais le duc de Bournonville déclara qu'il ne pouvoit conférer des autres objets avant d'avoir reçu à cet égard les satisfactions nécessaires ; il passa sur l'heure à la demande formelle des garnisons espagnoles, selon les termes du traité de 1721 ; il embarrassa fortement le ministre impérial, déplut aux plénipotentiaires d'Angleterre & de France ; mais afin de ne pas fermer la voie aux accommodemens, afin de ne pas perdre un tems précieux en contradictions inutiles & minutieuses, on répondit favorablement au duc de Bournonville. Le cardinal de Fleury employa vis-à-vis de lui les manières les plus douces & les plus flatteuses ; essaya, mais vaine-



ment, de le rendre plus docile. Le duc alléguait pour raison d'en agir ainsi, les engagemens solennels des traités, l'obstination du grand-duc & la condescendance apparente de l'Empire en faveur de ce prince. Il rejeta son nouveau projet, l'appela inconsideré, contraire à la dignité de la couronne d'Espagne & à ses intérêts, contradictoire aux traités. La reine, fatiguée des détours continuels des florentins, n'en vouloit plus être le jouet, & n'admettoit d'autre garant que la force. La France & l'Angleterre liées par les engagemens précédens, ne pouvoient s'opposer ouvertement à l'Espagne, & la cour de Vienne ne vouloit pas se charger à elle seule d'une résistance qui auroit attiré sur elle toutes les forces réunies. Le grand-duc persistoit cependant dans ses maximes, & le duc de Parme rejetoit également l'article des garnisons. On ne pouvoit se persuader en Italie, que la cour de Vienne pût jamais consentir à l'introduction des troupes espagnoles, & Jean-Gaston se flattoit encore de gagner du tems. Mais le duc de Bournon-

1728.

ville étoit résolu de rapporter à Madrid la décision fixe & précise des plénipotentiaires , qui le déterminant enfin d'après la force des traités & des engagemens respectifs des deux couronnes, convinrent d'ajouter au projet deux articles (a), qui por-

---

(a) Art. I. Quoiqu'on ait réglé dans le traité de la quadruple alliance tous les points relatifs à la succession des états de Parme & de Toscane, en faveur du sérénissime infant don Charles, sa majesté impériale, sa majesté très-chrétienne & sa majesté britannique confirment & ratifient tout ce qui est établi dans ledit traité pour ladite succession, & s'obligent de bonne foi de rendre à ce prince les meilleurs offices qui seront en leur pouvoir, & de faire tous leurs efforts auprès du grand-duc de Toscane, afin qu'avec le consentement de l'électrice palatine sa sœur, il déclare l'infant don Charles pour son successeur immédiat en cas qu'il meure sans enfans mâles, & qu'il prenne avec l'Espagne les mesures les plus justes & les plus promptes pour lui assurer la succession; la même négociation aura lieu auprès du duc de Parme dans le cas où il ne laissera point d'enfans mâles.

Art. II. Si dans le cours de six mois le duc de Parme & le grand-duc de Toscane ne sont pas encore convenus d'adop-

toient que lorsque l'Espagne auroit accepté les autres propositions, l'empereur, la France & l'Angleterre s'engageoient à rendre réciproquement les meilleurs offices possibles, afin d'obliger le grand-duc à recevoir l'infant pour son successeur immédiat, & à lui ouvrir l'entrée de ses états, sans autre garant que la foi du traité; ils accorderoient à ce prince le terme de six mois, à la fin desquels la résistance de sa part auroit entraîné l'introduction des garnisons, aux termes exacts du traité de Londres.

1728.

Le plénipotentiaire espagnol étant parti avec l'exposé du projet, on n'attendoit plus que les dernières résolutions de son maître. Lorsque le cardinal de Fleury avoit arrêté ces pro-

1729.

---

ter la succession de l'infant dans la forme actuellement indiquée, sa majesté impériale, sa majesté très-chrétienne & sa majesté britannique s'engagent à y contraindre ces deux princes, à introduire les garnisons suisses dans les places fortes de Parme & de Toscane, ou du moins dans les places de celui des deux souverains qui refusera son consentement à ladite succession, telle qu'elle est réglée & disposée par le traité de la quadruple alliance.

1729.

positions avec les autres ministres ; il avoit eu en vue de préserver le grand-duc d'une violence subite de la part de l'Espagne, & de lui conserver avec elle des voies d'accommodement. Mais la fermeté de la reine , & la vigueur qu'elle employoit à maintenir ses volontés , prolongèrent l'incertitude & les craintes. Les cours de France & de Vienne ne cherchoient pas les occasions de faire la guerre , & le roi d'Angleterre cherchoit déjà auquel, ou de l'empereur ou de l'Espagne, il donneroit la préférence en cas de brouillerie ouverte entre les grandes puissances. Un assemblage de traités mal conçus , plus mal rédigés encore , peu conformes aux intérêts des souverains, les tenoit enchaînés plus par un sentiment d'honneur, que par leur volonté ou pour leur avantage. Chacun d'eux ne désiroit qu'un prétexte pour les annuler & pour en fournir un plus convenable aux circonstances ; mais il manquoit en Europe un génie assez ferme & assez entreprenant pour surmonter les obstacles. Le cardinal de Fleury , despotique en France ,

considéré au congrès , auroit pu se flatter d'y réussir , mais son esprit & ses vues bornées, son caractère foible & superstitieux, le rendoient incapable d'exécuter de grands desseins. La cour d'Espagne, libre de profiter de la situation des différens états, les tenoit tous en suspens par une irrésolution affectée ; la lenteur de ses démarches lui assuroit la possession des trésors de l'Amérique, & cet avantage étoit propre à donner à son alliance un nouveau prix. Immuable dans la résolution d'introduire ses garnisons en Toscane, & de forcer le grand-duc à un traité, elle tâchoit d'attirer secrètement l'Angleterre à son parti, & lui faisoit valoir les grands avantages qu'elle devoit retirer de son commerce & de l'abandon de Gibraltar. Si l'Angleterre avoit été séduite ainsi, Philippe V ne mettoit point en doute l'adhésion de la France, qui peu tentée de prendre les armes, ne cherchoit à faire la paix entre les puissances, que pour en jouir long-tems elle-même. Ce prince espérant donc obtenir l'appui des alliés d'Hanovre, alors la supériorité

---

1729.

1729.

des forces auroit réduit la cour de Vienne à la nécessité de se joindre aux autres puissances, de consentir à l'introduction des garnisons espagnoles, ou de se déclarer positivement sur le projet du mariage de l'infant avec une archiduchesse. Le bruit de ce nouveau plan adopté par la reine & conduit avec sagacité par le ministre Patigno, se répandit lorsqu'on vit languir & se détruire peu à peu l'étroite union qui avoit existé entre l'Espagne & l'Empire. Ces soupçons de brouillerie se fortifièrent, lorsque la cour de Madrid demanda formellement à celles de France & d'Angleterre l'entrée des garnisons espagnoles en Toscane, aux termes du traité de 1721, avec une déclaration précise de ne répondre aux autres articles du projet, qu'après avoir obtenu cet article préliminaire. L'empereur fut surpris de ce procédé. Il insista pour que les négociations fussent portées au congrès afin de demeurer uni avec les autres puissances, & de n'être pas seul exposé à leur ressentiment ; mais la France n'étoit pas encore disposée à rompre avec lui ; elle s'en tint en

faveur de l'Espagne à exiger seulement l'article des garnisons suisses, aux termes du traité de Londres. Les anglois cherchoient à obtenir la déclaration des articles qui intéressoient leur commerce, & toutes les puissances du congrès disoient hautement que l'Europe ne pouvoit rester sur la défensive pour le seul avantage de l'Espagne. Cependant Philippe V sembloit se préparer à une guerre sérieuse, il faisoit des armemens considérables à Cadix, il faisoit artificieusement répandre le bruit qu'étant prêt à acheter le duché de Massa, il avoit formé le projet d'y envoyer l'infant avec six mille hommes de troupes espagnoles.

Tous ces démêlés & ces menaces n'ébranloient point la résolution du grand-duc; assuré que l'empereur ne consentiroit pas aux garnisons espagnoles, il refusoit de se rendre à toutes les propositions qu'on lui faisoit. Il se flatta encore que le tems amèneroit quelque changement favorable, & prit seulement de sages précautions pour éviter les surprises; il accrut le nombre de ses troupes, &

1729.

choisit des chefs capables de les commander. Ce prince vivoit cependant dans une crainte perpétuelle ; il confidéroit avec étonnement que l'Espagne seule tint toute l'Europe en suspens , & n'étoit pas moins surpris de ce qu'elle hésitoit si long-tems pour commettre une violence. La différence d'admettre en Italie les garnisons espagnoles ou neutres n'étoit pas un motif suffisant pour faire une guerre , mais la conservation des états de la maison d'Autriche en Italie dépendoit d'admettre ou de rejeter les espagnols. L'obstination de la reine sur cet article étoit une preuve qu'elle projetoit de rejoindre le royaume de Naples à la monarchie. Les négociations s'achevoient cependant dans l'ombre du mystère , l'Espagne réussit à éloigner de l'empereur la France & l'Angleterre & à les entraîner dans son parti. Ces deux puissances lui firent publiquement l'offre de se prêter à l'entrée des garnisons en Toscane , *soit suisses à la solde de l'Espagne , soit espagnoles* , & promirent de faire exécuter le traité , *soit que l'empereur y consente , ou qu'il*



*qu'il le refuse* : mais aux conditions que l'Espagne s'accorderoit provisionnellement avec l'Angleterre, qu'elle signeroit un projet de paix & qu'elle partageroit le produit de ses galions. Le cardinal de Fleury plaignit sensiblement le grand-duc, attribua le procédé de la France & la dureté de cette résolution à l'exigence du cas, & aux engagements pris antérieurement sans sa participation ; il essaya de faire de nouvelles propositions, mais elles ne furent point écoutées, parce qu'elles ne portoient point pour préliminaires l'entrée des garnisons. Gaston irrité protesta qu'il fermeroit l'entrée de ses états à quiconque y paroîtroit les armes à la main, & s'unissant avec l'empereur, ils convinrent ensemble de ne jamais consentir à un acte si contraire aux intérêts communs. Les françois eux-mêmes furent surpris de la conduite du cardinal de Fleury, qui, affectant des sentimens de paix & de concorde, excitoit une nouvelle guerre. Il falloit pour se rendre maître de Livourne, équiper une flotte, envoyer une armée de débarquement, & autant l'entreprise étoit difficile par

1729.

Tome IX.

L

1729.

mer , autant il étoit aisé à l'empereur de secourir cette ville & de la défendre par terre : de sorte qu'au moment où tous les alliés évitoient l'occasion de faire des frais ruineux , la France se trouvoit engagée à des dépenses aussi vaines que considérables. On croyoit cependant que l'empereur céderoit à une ligue si forte , & que le grand-duc , se trouvant seul & sacrifié aux intérêts de tous , se détermineroit enfin à recevoir l'infant. L'examen d'un nouvel incident politique arrêta encore les résolutions des différentes cours. L'empereur ayant offert l'entrée des garnisons neutres & l'accomplissement des obligations contractées par le traité de Vienne , l'Espagne prit le tems d'examiner s'il lui convenoit davantage de rompre avec ce prince & de s'unir aux alliés d'Hanovre. L'espoir d'une alliance avec une archiduchesse étoit une considération assez forte pour suspendre ses résolutions ; mais abandonner les biens certains qu'offroient les alliés d'Hanovre pour un avantage qu'à peine on pouvoit espérer , lui parut moins raisonnable que celui de faire avec les alliés un traité

favorable à ses desseins. Philippe résidoit alors à Seville , & ce fut dans ce lieu que se réunirent les intrigues des différentes cours. Un secret impénétrable déroboit aux impériaux les desseins des nouveaux alliés; l'Italie considéroit avec inquiétude l'armement de Cadix; les troupes de Lombardie s'avançoient vers les frontières du grand-duché pour être prêtes à la défense de Livourne en cas d'attaque imprévue. Le père Ascanio insistoit auprès de Jean-Gaston & le pressoit d'en venir à un accommodement, lui représentant qu'il n'étoit pas *convenable* d'en venir à une guerre ouverte pour les garnisons ; le grand-duc lui répliquoit qu'il lui étoit moins *convenable* encore de faire la paix pour autoriser une injustice , & que le droit d'une juste défense est commun à tous les êtres.

Tel étoit le bouleversement que produisoit en Europe la ferme résolution de la cour d'Espagne sur l'article des garnisons, lorsqu'un autre incident redoubla la crainte qu'inspiroit depuis long-tems l'expédition de la flotte qu'on préparoit à Cadix. Le

L ij

1729.

grand-duc fit une chute dans ses appartemens , se démit un pied & se blessa même. légèrement à la tête. Aussi-tôt les ministres des cours étrangères & sur-tout celui d'Espagne, envoyèrent des couriers à leurs maîtres, & publièrent que le prince étoit frappé d'une apoplexie qui menaçoit ses jours. L'Italie retentit pour la troisième fois du faux bruit de sa mort prochaine, & il fallut que les mêmes ambassadeurs qui l'avoient répandu, fussent admis en sa présence, & jugeassent par eux-mêmes que si on lui faisoit garder le lit, ce n'étoit pas qu'il eût éprouvé aucune apparence d'apoplexie. Cependant l'Espagne fit passer de nouvelles troupes à Lungone, & renouvela les menaces du départ de la flotte armée à Cadix ; on poursuivit avec plus de chaleur les négociations commencées à Seville, & enfin les alliés du traité d'Hanovre acceptèrent les propositions que leur faisoit la cour : elles contenoient en substance les conditions d'un traité provisionnel, qui devoit servir de base à un accommodement plus solide à l'égard des discussions entre les différentes

cours & l'empereur , & qui devoit être conclu dans l'espace de deux ans. Le seul article des garnisons espagnoles ne fut point suspendu , il ne fut pas remis plus loin que la signature du traité : le nombre des troupes étoit fixé à six mille hommes , & les puissances contractantes s'obligeoient de faire aux ducs de Toscane & de Parme , les significations nécessaires pour que les troupes fussent reçues sans aucune opposition. Le traité contenoit encore les réglemens auxquels devoient être assujettis dans chaque place les soldats des garnisons ; il n'étoit pas question de l'entrée de l'infant , celle des troupes l'établissoit par la force d'une manière incontestable. Quelques articles secrets fixoient cette introduction dans l'espace de deux mois , & si les puissances contractantes ne pouvoient la faire adopter aux deux souverains par la voie de la médiation , ils étoient autorisés à employer les menaces. Aussi-tôt que le traité seroit notifié à l'empereur , il étoit arrêté que s'il refusoit d'y accéder , l'Espagne devoit armer vingt vaisseaux de guerre , la France &

**1729.** l'Angleterre devoient contribuer en même proportion à composer une flotte qui se rendroit aussi-tôt devant le port de Livourne. Les garnisons ainsi introduites dans les états destinés à l'infant, la guerre devoit être immédiatement déclarée à l'empereur, pour avoir refusé son consentement, & les puissances contractantes s'obligeoient à former pour cette guerre une ligue offensive & défensive. Jean-Gaston vit avec effroi de grandes puissances autoriser l'oppression d'un prince, dont on ne devoit, à aucun titre légitime, anéantir la souveraineté ni troubler la paix. On ne pouvoit se persuader à Vienne que les résolutions fussent portées jusqu'à cette extrémité; mais l'Angleterre avide d'assurer ses intérêts, de favoriser l'Espagne, & de seconder l'ardeur de la reine, ne rougit pas de sacrifier le grand-duc & d'offenser l'empereur. Le 6 de novembre, le traité fut signé par le roi d'Espagne, par l'Angleterre & par la France; la Hollande fut invitée à y donner son accession; les articles secrets touchant les formalités arrêtées dans l'introduction des garnisons, ne furent pas pu-

bliés (a), parce que ceux du traité parurent suffisans pour effrayer le grand-duc , & réduire l'empereur à éviter

1729.

(a) *Articles séparés touchant l'introduction des garnisons dans les états de Parme & de Toscane.*

*Art. IX.* L'introduction des garnisons dans les places de Livourne , de Porto-Ferraio , de Parme & de Plaisance aura lieu le plutôt possible ; ces troupes seront au nombre de six mille hommes , sujets de sa majesté catholique & à sa solde , & serviront à la sûreté & à la conservation desdits états , en faveur du sérénissime infant don Charles , & pourront résister à toute entreprise & opposition qui pût avoir lieu au préjudice de tout ce qui est arrêté à l'égard de ladite succession.

*Art. X.* Les puissances contractantes feront promptement toutes les diligences qu'elles croiront convenables à la dignité & à la tranquillité des sérénissimes grand-duc de Toscane & duc de Parme , afin d'obtenir d'eux que les garnisons soient reçues avec la plus grande tranquillité & sans opposition dès qu'elles se présenteront devant les places auxquelles elles seront destinées.

Lesdites garnisons prêteront aux souverains actuels desdits états serment de défendre leurs personnes , leur autorité , leurs biens , leurs états & leurs sujets en tout ce qui ne pourra blesser le droit de succession réservé au sérénissime infant don Charles , & les souverains actuels ne pourront leur demander ni

L iv

1730.

de l'empereur. Les négociations commencées entre les ministres impériaux & les états de Hollande avoient été suspendues. Il y étoit question de traiter d'une réconciliation avec les alliés d'Hanovre ; & la garantie de l'ordre de succession établi en faveur de la maison d'Autriche en 1713 , étoit , ou devoit être l'objet de la réunion entre l'empereur & les alliés. Mais cet article n'étant plus la suite des anciennes négociations , étant proposé seul & de nouveau , Jean - Gaston craignit que ce ne fût enfin le moment de consommer le dernier sacrifice qu'on exigeoit de lui. Cependant comme cet incident pouvoit faire gagner du tems , il crut à propos d'unir ses intérêts à ceux de l'empereur , & de s'opposer en apparence aux alliés de Seville , mais sans se refuser à un accommodement. Il réfléchit sans doute que les discussions entre l'empereur & les alliés de Seville se réduisoient désormais à examiner si la succession de Toscane devoit être réglée aux termes du traité de Londres ou aux termes du traité de Seville , qui tous deux l'opprimoient également ; que n'ayant



plus que le choix de l'espèce de violence , il étoit inévitable de céder ; 1730.  
 mais comme le tems pouvoit lui apporter quelque soulagement , il mit tout en œuvre afin de profiter de la résistance de l'empereur & des négociations du cardinal de Fleury. Dans le traité secret entre les alliés de Seville ils avoient fixé le terme de l'introduction des garnisons ; ils laissoient quatre mois pour les négociations avec les possesseurs actuels , & marquoient irrévocablement l'espace de six mois pour consommer l'exécution. Avec le tems qu'entraînoit la résistance de la cour de Vienne , Jean-Gaston se flatta d'obtenir au moins dix mois , & ce délai lui parut favorable à ses desseins. D'après ces idées , il reçut paisiblement la déclaration qui fut faite le 6 janvier , au nom des alliés de Seville , au secrétaire d'état Montemagni , par le marquis de la Bastie , envoyé de France , & par M. Colman , résident d'Angleterre à Florence. Ces deux ministres convinrent avec Montemagni , qu'aussi-tôt que le grand-duc auroit consenti aux préliminaires des deux articles inva-

1730.

riables de ce traité, l'entrée des garnisons, & la succession immédiate de l'infant, l'électrice & le grand-duc pourroient espérer de la part des alliés & du roi d'Espagne quelque condescendance. Gaston les fit assurer de ses bonnes dispositions à l'égard de l'infant, aux droits duquel il ne prétendoit pas s'opposer; il leur fit savoir qu'il ne refusoit pas d'entrer en traité avec le roi d'Espagne, mais il proposa des accommodemens entre lui & les alliés, relativement aux conditions qui paroïtroient blesser la dignité des Médicis. Il représenta les inconvéniens qu'auroient produits en Toscane les garnisons espagnoles, il offrit de former ces mêmes garnisons de soldats toscans, à la solde & sous l'obéissance du roi d'Espagne: il ajouta que l'entrée des troupes espagnoles attireroit infailliblement en Toscane les forces de la maison d'Autriche, & feroit d'un état déjà chancelant le théâtre d'une guerre dont les ravages anéantiroient les forces. Outre la violence que les alliés de Seville étoient prêts à se permettre sur un état libre & à l'égard d'un prince neutre, on

leur mit sous les yeux le tort qu'ils faisoient même à l'infant d'Espagne, auquel ils ne réservoient que la souveraineté d'un pays dévasté & le gouvernement d'un peuple réduit à la dernière misère. Quant à l'article de la succession immédiate, après avoir exposé le tort que les puissances alliées faisoient à une princesse qui réunissoit des droits évidens & incontestables, Montemagni demanda aux envoyés de France & d'Espagne s'il n'étoit pas juste, avant de la dépouiller absolument, de lui apprendre au moins quelles étoient les conditions que le roi d'Espagne & les alliés lui offroient & lui promettoient. Les deux ministres avouèrent qu'ils n'avoient pas à cet égard d'instructions précises, & déclarèrent une seconde fois que sans une aveugle condescendance aux conditions portées par les articles préliminaires, on ne pouvoit compter sur aucun traité.

Comme le plan adopté par les alliés de Séville étoit de ne faire aucune proposition, & de menacer sans relâche de la prompte & inaltérable exécution des deux articles impor-

1730.

1730.

tans , d'essayer enfin par cette voie d'engager le grand-duc à s'abandonner à leur discrétion , les ministres de ce prince résolurent de s'adresser à la cour de France , qui leur offroit sa médiation ; ils espéroient parvenir , sans irriter les alliés , à maintenir entre le grand-duc & l'empereur cette union qui seule pouvoit servir de frein à la puissance espagnole. Déjà la communication du traité avoit été reçue à Vienne comme une déclaration de guerre ; déjà l'empereur , qui avoit fait marcher des troupes en Italie , avoit déclaré le traité de Seville une infraction manifeste à celui de Vienne , sur-tout à celui de l'Espagne & de l'Empire en 1725. Charles VI voyoit alors l'Espagne lui imposer les loix auxquelles la quadruple alliance l'avoit soumise elle-même en 1718. Il se prépara donc à la guerre , mais sans éloigner toutefois les idées d'accommodement par une conduite trop austère. Jugant que l'Angleterre & la Hollande n'avoient aucun intérêt à lui faire violence , il se flattoit que les seules apparences de son indignation réduiroient l'Espagne à un parti plus rai-

sonnable. La cour impériale communiqua ses intentions au grand-duc, l'exhorta à ne pas se relâcher sur ses refus & à ne pas perdre de vue les négociations déjà commencées pour un accommodement. Il se tenoit alors en France des assemblées dont l'objet étoit de régler le plan de la guerre. L'empereur fit passer les monts aux troupes destinées à défendre les ports de Sienne & les places du royaume. Dans le dessein de rompre en apparence avec l'Espagne, il fit intimier publiquement au grand-duc l'ordre de prendre à Milan des mains du maréchal Visconti, l'investiture de Sienne, différée jusqu'alors par la prorogation qu'il avoit lui-même accordée : & afin de convaincre les alliés de Seville qu'il étoit résolu de ne jamais souffrir les troupes espagnoles en Toscane, il fit remettre aux ministres du grand-duc une déclaration par laquelle « l'empereur paroissant approuver le désir que témoignoit ce prince de tenter avec la cour d'Espagne les voies de conciliation, se flattoit du moins qu'on ne résoudroit rien sans sa participation ; puisque , disoit-il,

1730.

1730.

» tout étoit concerté contre les dis-  
 » positions du traité de Londres, il ne  
 » pouvoit qu'empêcher l'exécution de  
 » ces nouveaux accords, & prévenoit  
 » le grand-duc, que si les troupes es-  
 » pagnoles entroient dans ses états,  
 » il les feroit attaquer & chasser com-  
 » me ennemies déclarées. Il ajoutoit  
 » qu'il comptoit assez sur la pruden-  
 » ce du grand-duc pour croire qu'il  
 » mettroit promptement en état de  
 » défense les ports de Livourne & de  
 » Porto-Ferraio; qu'il y mettroit une  
 » quantité de troupes assez considé-  
 » rable pour s'opposer à un dessein  
 » qui détruiroit les dispositions de la  
 » quadruple alliance & devenoit en  
 » même tems préjudiciable au souve-  
 » rain. L'empereur déclaroit enfin  
 » qu'il étoit résolu d'employer les meil-  
 » leurs moyens & en même-tems les  
 » plus prompts pour favoriser le grand-  
 » duc dans toutes les opérations qui  
 » pouvoient conduire à sa tranquillité, à  
 » la défense de ses états & de ses sujets,  
 » & au repos de l'Italie». Quoique cette  
 déclaration liât en quelque sorte le  
 grand-duc, puisqu'elle l'empêchoit de  
 contracter librement avec les espa-

gnols sans le consentement de l'empereur , tandis que l'empereur lui-même ne s'imposoit aucune obligation envers le grand-duc dans les traités qu'il pouvoit conclure à l'égard de la succession de Toscane, elle fut regardée comme un acte favorable, propre à faire gagner du tems & à dégager le prince des entraves où le tenoient les ministres de France & d'Angleterre , qui vouloient à l'instant même le soumettre aux deux articles importants qu'ils adoptoient invariablement comme préliminaires de tout traité.

---

1730.

Cependant on formoit à la cour de Florence des projets de pacification : déjà les conférences entre les ministres des puissances alliées & ceux du grand-duc avoient commencé ; on s'étudioit à concilier ensemble la circonspection , les réserves , les incertitudes , en un mot, les ruses italiennes avec l'impétuosité françoise & l'orgueil anglois. Cette idée générale de supériorité qui soumet toujours le plus foible au plus fort, sembloit anéantir les raisonnemens & les réflexions favorables au grand-duc : les conférences finissoient souvent par des menaces réciproques ;

1730.

ensuite de nouvelles propositions & l'espoir du succès amenoient les membres à de nouvelles assemblées. Dans cet embarras extrême, les ministres toscans ne voulant pas interrompre le fil des négociations, furent obligés de former eux-mêmes les projets d'accommodement & de les soumettre à l'examen des cours alliées. Ils insistèrent sur le point déjà proposé de n'admettre que des garnisons nationales aux dépens de l'Espagne, & représentoient le danger & l'inutilité d'introduire rigoureusement les troupes espagnoles, puisque Porto-Ferraio étoit si voisin de Lungone, qu'il n'y avoit à cet égard aucun sujet de crainte pour les espagnols, & qu'il y avoit tout lieu de penser au contraire que le séjour des troupes étrangères anéantiroit le commerce de Livourne. Ils ajoutèrent que si même l'entrée de quelques milices espagnoles étoit inévitable en Toscane, il sembloit du moins que sans offenser la liberté du port de Livourne, on pouvoit donner à l'infant toutes les sûretés qu'il exigeoit, en les introduisant dans Pontremoli, dans Pietra-Santa, dans la



forteresse du Salto de la Cervia & dans Grossetto. Quant à la succession immédiate, ils renouvelèrent au nom de leur maître les premiers projets de faire succéder l'électrice au gouvernement du Florentin, & de recevoir l'infant en Toscane en lui abandonnant la souveraineté de Sienne, mais ils ne rejetèrent point dans ce moment les propositions d'association au gouvernement & à la souveraineté, afin de pouvoir au moins sauver en faveur de l'électrice quelques avantages convenables à son rang. Ces projets furent examinés dans les conférences qui se tenoient en France, la réponse fut courte & précise. On signifia que l'Espagne ne pouvoit entrer dans aucune négociation qui pût différer d'un seul jour l'exécution du traité de Seville. Mais la déclaration de l'empereur ayant été communiquée aux médiateurs, la France changea de langage, & le grand-duc fit protester hautement que, puisqu'on lui ôtoit la liberté de se déterminer par lui-même, il ne pouvoit exposer ses sujets aux calamités de la guerre, & qu'il ne prendroit aucun parti, si les

1730.

intérêts des alliés n'étoient auparavant conciliés avec ceux de la cour de Vienne. On fut assez heureux pour faire entendre aux médiateurs que Jean-Gaston ne pouvoit dans cette incertitude recevoir les troupes espagnoles , & que la suspension de toute démarche propre à attirer la guerre en Toscane tourneroit à l'avantage même de l'infant. Le grand-duc soutint par sa conduite ce que contenoit cette nouvelle protestation. Il accrut encore les garnisons de Livourne & de Porto-Ferraio , il changea les commandans , rappela les autres officiers , rassembla des troupes & les dispersa dans le grand-duché comme pour se disposer à une ferme résistance. Les troupes allemandes , prêtes à passer dans la Lunigiane , secondèrent au-dehors les opérations intérieures. Ces mouvemens firent impression sur les ministres des puissances , qui s'étoient persuadées que l'empereur ne s'exposeroit point à la guerre : Gaston profita des préparatifs de ce prince pour exagérer à Philippe V les périls où la Toscane se trouvoit exposée , & le peu d'avantages qu'il y

avoit à détruire un état dont il réservoir la souveraineté à son fils. Il fit savoir en même tems au cardinal de Fleury qu'il étoit de sa prudence d'entrer promptement dans le traité, afin que les conditions ne compromissent point la France avec l'empereur. Comme Charles II ne refusoit pas de prêter l'oreille à un accommodement, il falloit de toute nécessité que les négociations eussent lieu à sa cour. Malgré tout cela, le résident anglois à Florence tenta d'arracher une réponse décisive ; il demanda si la flotte qui amèneroit à Livourne les garnisons espagnoles seroit reçue ou non ; il déclara en même-tems que dans le premier cas il n'aborderoit en Toscane que six mille hommes, & en cas de refus, qu'il y en avoit quarante mille prêts à s'embarquer. Sans vouloir s'engager à une réplique absolue, Jean-Gaston répondit qu'il avoit confié ses intentions au cardinal de Fleury, & que d'après les lumières & l'intégrité de ce ministre, la cour d'Espagne devoit attendre un heureux succès de toutes ces discussions.

L'animosité se répandoit cependant avec rapidité dans toutes les cours ;

---

1730.

1730.

chacun se dispoſoit à prendre les armes ; tout le corps diplomatique s'intéreffoit dans cette querelle , & l'on murmuroit à Vienne de faire déclarer l'infant déchu du droit de ſucceſſion. L'empereur , voulant irriter de plus en plus la cour d'Eſpagne , fit ordonner au grand-duc de prendre enfin à Milan l'investiture du fief de Sienne. La cour de Madrid fut vivement alarmée de ce coup d'autorité ; le père Afcanio s'irrita , menaça , mais inutilement ; le grand-duc , refusant de s'arroger dans cette affaire la qualité de juge , déclara de nouveau que les circonſtances l'obligeoient à ſe ſoumettre à la volonté du plus fort. Les miniſtres publièrent de nouveaux mémoires & produiſirent les mêmes raiſons déjà fournies à Cambray. Philippe V irrité , lui fit ſavoir que s'il recevoit l'investiture de l'empereur , il le déclareroit déchu du fief , & la France ajouta au nom des alliés , qu'ils regarderoient tous cet acte comme un acte d'hoſtilité de ſa part. Les préparatifs continuèrent à Cadix , on y vit ſe réunir les troupes & les vaiſſeaux promis par les alliés de l'Eſpa-

gne, mais en même-tems, trente mille hommes aux ordres de l'empereur, descendirent en Lombardie pour s'opposer aux ennemis du grand-duc. Le maréchal Daun, gouverneur de Milan, encourageoit ce prince & lui offroit toutes les forces de l'Empire, tandis que le père Ascanio le menaçoit de la ruine de ses états, & faisoit retentir l'Italie de ses plaintes, exagérant l'injustice prétendue qu'on faisoit à son maître en refusant l'entrée de la Toscane à ses troupes. Cependant le feu d'une violente discorde s'allumant de plus en plus, le grand-duc craignit d'en avoir trop fait en faveur de Charles VI, & voulant offrir quelque satisfaction à l'Espagne, il déclara qu'il acceptoit l'article des préliminaires qui regardoit la succession immédiate, en ajoutant qu'il ne pouvoit jamais adhérer à celui des garnisons, parce que jamais il ne pouvoit consentir à sa propre ruine. Ce premier degré de condescendance fit changer de langage aux ministres des alliés espagnols qui convertirent aussi-tôt les menaces en caresses, & tentèrent de nouveau les moyens de lui faire accepter

---

1730.

1730.

le traité de Seville , & de l'engager même à leur parti. Mais il n'étoit pas facile de le détourner, ni de son système de neutralité, ni des maximes qu'il avoit adoptées de temporiser & de se tenir écarté des orages , afin d'en éviter la plus grande violence ; il se flattoit que des alliés si nombreux seroient bientôt divisés , & que cette association d'intérêts contradictoires entr'eux s'anéantiroit avec le tems , ou du moins ne permettroit pas à chaque puissance de fixer long-tems ses vues sur le même objet. Une grande quantité de mémoires , de raisonnemens & de réflexions sur la bonne ou la mauvaise foi des princes occupoit les écrivains du tems ; écrits plus propres à enseigner les moyens d'éviter la guerre que ceux d'en tirer avantage. La diète de Ratisbonne retentissoit des reproches & des justifications mutuels des puissances. Un décret de l'empereur y avoit mis en fermentation tout le corps diplomatique ; ce prince soumettoit à l'examen de cette assemblée tous les chefs d'accusation contre l'Espagne , l'infraction des traités par lesquels elle s'étoit liée solennellement à

à l'Empire, & toute l'Allemagne y étoit invitée à prendre des résolutions fermes & vigoureuses. Elle regardoit en effet le dessein d'installer dans un fief impérial un vassal de l'Empire sans le consentement de l'Empire même, comme la plus grande insulte pour un corps aussi respectable, & comme un avilissement pour toute la nation. L'avis unanime fut, que, par justice & par honneur, l'empereur devoit déclarer l'infant déchu du droit de succession, & confisquer le fief après la mort des possesseurs actuels, afin d'employer ses revenus à la défense des droits & des biens de l'Empire.

Cette fermentation inspiroit au grand-duc le courage de s'opposer plus fortement à l'introduction des garnisons. Après un mûr & long examen des conditions proposées par Jean-Gaston & soutenues par le cardinal de Fleury, la cour d'Espagne rendit une dernière réponse d'après laquelle on pouvoit asseoir un traité. Elle étoit conçue en ces termes : « Que » sa majesté catholique ne pouvant » s'éloigner en aucun point des dispositions établies par le traité de Se-

*Tome IX.*

**M**

1730.

1730.

» ville , elle ne pouvoit rien céder  
» de l'article concernant l'introduc-  
» tion des garnisons dans les places  
» indiquées par ce traité. Mais afin  
» d'obvier au malheur d'une guerre  
» en Toscane , elle prendra avec les  
» princes ses alliés & avec tous ceux  
» qu'elle jugera à propos , toutes les  
» précautions propres à éviter une in-  
» vasion , & fera en sorte si la guerre  
» est inévitable , qu'elle se fasse au de-  
» hors & qu'elle porte ailleurs les ca-  
» lamités qu'on redoute en Toscane :  
» elle se propose aussi de prendre tou-  
» tes les précautions nécessaires pour  
» assurer la conservation & l'indem-  
» nité des susdits états. Afin de con-  
» server & d'accroître le commerce  
» du port de Livourne , le roi catho-  
» lique prendra toutes les mesures né-  
» cessaires pour que son cours actuel  
» ne soit point interrompu par l'in-  
» troduction des garnisons , mais dans  
» l'intention de le faire fleurir plus  
» qu'en aucun autre tems , il lui accor-  
» dera tous les avantages possibles  
» dans le commerce même de l'Espa-  
» gne. Sa majesté catholique est por-  
» tée à condescendre à tout ce qui



» peut être à l'avantage, à la satis-  
 » faction, gloire & autorité du sérénis-  
 » sime grand-duc & de la sérénissime  
 » électrice palatine, pourvu que rien  
 » ne soit contraire au traité de Seville  
 » ou aux droits du sérénissime infant  
 » don Charles. Pour en venir à des  
 » promesses plus particulières, comme  
 » l'infant se trouve âgé de quinze ans,  
 » majeur selon les loix d'Espagne &  
 » hors de tutelle, si le cas arrivoit,  
 » (& dieu veuille l'éloigner pour  
 » long-tems que le sérénissime infant  
 » vînt à succéder au prince régnant)  
 » sa majesté catholique promet que  
 » dans le ministère formé par l'infant  
 » pour le gouvernement desdits états,  
 » l'électrice palatine y tiendra le pre-  
 » mier rang comme l'infant même,  
 » duquel elle recevra toutes les mar-  
 » ques de vénération, tous les égards  
 » possibles, jusques à suivre ses avis  
 » auxquels il soumettra sa conduite.  
 » Qu'à la mort du sérénissime grand-  
 » duc, (que dieu conserve long-tems)  
 » l'électrice palatine pourra prendre  
 » le titre de grande-duchesse, jouir des  
 » honneurs ordinaires & de toutes les  
 » prérogatives accordées aux veuves

1739.

» des souverains de Toscane sous le  
» règne de leurs successeurs. Que si  
» l'électrice veut s'expliquer sur les  
» articles particuliers qu'elle désire  
» dans l'exécution de ces articles gé-  
» néraux , le roi fera dans le cas de  
» déployer sa générosité envers elle ;  
» ce prince désirant de satisfaire leurs  
» altesse dans tout ce qui sera possi-  
» ble de leur accorder , pourvu que  
» ce ne soit en aucune chose contrai-  
» re au traité de Seville , duquel sa  
» majesté ne peut s'éloigner , comme  
» elle l'a dit ci-dessus. Que dans tout  
» ce qui sera conforme à ce qui est  
» proposé par cet écrit , sa majesté  
» veut bien former entr'elle & leurs  
» altesse une convention particulière  
» comme de famille à famille , aux  
» termes de l'article XIII du traité  
» sus-dit , convention qui , arrêtée  
» par les ministres de leurs altesse ,  
» sera promptement envoyée à sa  
» majesté très-chrétienne pour en ob-  
» tenir la ratification ».

Une si ferme résolution sur l'arti-  
cle des garnisons effraya le grand-duc ,  
il regarda comme inutile d'attendre dé-  
ormais des circonstances favorables ;

il reconnut le péril où le mettoient chaque jour les divisions entre l'Espagne & l'Empire, & prit le parti d'établir enfin des conditions qui pussent satisfaire les deux puissances. Il représenta cependant encore, que les circonstances actuelles lui ôtoient désormais le pouvoir d'admettre dans le grand-duché les garnisons espagnoles; il fit entendre que cette condition ne faisoit pas la base du traité de Seville, & qu'elle n'y étoit admise que comme un moyen d'assurer la succession à l'infant; que si les alliés l'obtenoient avec une égale sûreté, en changeant de moyens sans changer les dispositions du traité, il recevrait par-là son entier accomplissement. Ce prince offrit donc les moyens les plus sûrs, les actes les plus solennels suivant la constitution du grand-duché, pour reconnoître l'infant, lui prêter serment & l'assurer entièrement de ses droits à la succession. Il promettoit encore de se prêter à des satisfactions que sa majesté catholique paroissoit désirer & que le traité de Seville ne prescrivoit pas. Il renouvela ses anciennes propositions, & il ajouta « que pour

M iij

---

**1730.**

» donner à sa majesté catholique une  
» plus grande sûreté qu'il vouloit non-  
» seulement accorder la succession à  
» l'enfant dans la forme la plus solide,  
» mais encore l'établir & l'assurer au-  
» delà des termes du traité de Seville ,  
» il étoit prêt à recevoir ce jeune prin-  
» ce en Toscane pendant sa vie, à lui  
» former une garde particulière pour  
» la sûreté de sa personne , & qu'il con-  
» sentoît à régler les garnisons & à les  
» accroître selon les forces & celles  
» de ses états ».



## CHAPITRE VII.

*Le grand-duc contribue à élever au pontificat le cardinal Corsini : les espagnols & les allemands cherchent à s'introduire dans ses places ; il se défend des uns & des autres ; il consent au traité de Vienne ; il accepte les garnisons espagnoles & s'accorde avec Philippe V pour ses avantages & ceux de l'électrice. La flotte anglo-espagnole amène paisiblement les troupes à Livourne , & l'on établit un réglemeut pour le maintien de la discipline.*

**J**EAN-GASTON , ayant perdu tout espoir de liberté pendant le reste de sa vie , ne se flattant plus d'écarter les peines & les inquiétudes , contre lesquelles il se défendoit depuis si long-tems , las de lutter infructueusement contre les grandes puissances de l'Europe , s'abandonna au sort , & laissa à ses propres ministres l'administration de l'état & les soins

M iv

1730.

qu'exigeoient les circonstances. Le long traitement qu'avoit exigé sa chute l'avoit déjà dérobé aux yeux du public, & l'affoiblissement de sa santé qui en étoit la suite, l'obligeoit encore au même genre de vie. Forcé de garder le lit & la chambre, il n'admettoit en sa présence que le petit nombre de ses conseillers qui jouissoient de sa confiance, & ces jeunes gens, dont l'emploi étoit de le distraire & de seconder son goût pour les amusemens. Dans cet état, il n'étoit pas possible à la princesse Violante de lui dicter des occupations plus nobles, ni de lui inspirer l'idée d'actions plus glorieuses ; elle essuya même de sa part des mortifications, & ce prince, abattu sous le poids des désagréments & des chagrins, s'abandonnoit aux personnages les plus obscurs de sa maison ; il honoroit sur-tout de sa faveur un certain Jules Dami, qui, de paysan des environs de Florence, étoit devenu son valet de pied & l'avoit suivi en Bohême. La souplesse & la flatterie qu'il avoit su mettre en usage auprès de son maître, lui avoient acquis sa

confiance ; il fut le principal instrument du libertinage auquel ce prince fut livré pendant son séjour à Prague. A son retour en Toscane, l'emploi particulier de Jules fut de continuer ce vil métier, & cette longue habitude de la part de son maître lui acquit insensiblement sur lui un degré d'autorité dont il abusa (a). Il devint

1730.

(a) C'est ainsi que parmi les différentes classes des hommes, l'esclave confient & témoin de nos faiblesses devient notre maître à son tour ; c'est ainsi que privé par le défaut d'éducation, de lumières, de sentiment, de connoissances, il dispose à son gré de nos goûts, de nos inclinations, de nos biens & souvent de notre vie par les suites des égaremens où il nous plonge. Triste effet de nos passions qui nous rend le jouet des êtres que nous méprisons le plus, & dont la profession, soit libre ou forcée, est en effet vile par elle-même. Ces désordres secrets & presque généralement répandus dans la société, ont sans doute des conséquences funestes dans l'intérieur des familles. Mais que devient un état dont le chef se permet des plaisirs qui l'assujettissent aux hommes assez bas pour y prêter leur appui ? L'aliment du misérable, l'honneur du citoyen, la gloire de la nation dépendent donc enfin du caprice, de la fantaisie, de la haine d'un homme qui ne con-

M v

**1730.** valet de chambre de Jean-Gaston, il fut décoré du titre de citoyen de Florence, il entra dans la magistrature, & devint enfin le canal & l'arbitre des faveurs; on n'approchoit le grand-duc que par sa protection; tout ce qui se faisoit à la cour passoit par ses mains. Cependant de quelque excès de bonté dont il plut au prince de l'honorer auprès de sa personne,

---

noit ni les règles de la raison ni le frein de l'honneur ! Dans les pays où la couronne est ou fut élective, le peuple a-t-il jamais choisi un esclave ou un valet ? quoiqu'ignorant & incapable de se conduire, le sentiment de sa propre conservation lui indique que celui qui le gouverne doit être infiniment supérieur à lui. Que ceux qui écrivent de l'éducation des princes, ceux qui en sont chargés, s'attachent donc à réprimer leurs passions, & sur-tout celle qui poursuit les hommes depuis leur maturité jusqu'à leur extrême vieillesse, la seule peut-être qui ait cet empire de toute la vie & que l'âge même ne puisse modérer. Si le penchant à l'amour est dangereux dans un particulier, il entraîne dans un souverain des maux inouis ; lui apprendre à le vaincre, c'est préserver sa nation de ces désordre dont la première source est souvent le libertinage, & l'instrument est le vil flatteur qui l'a servi. (*Note du traducteur.*)



il ne lui permit jamais de s'immiscer dans les affaires du gouvernement , ni dans l'administration de la justice ; & s'il lui laissa le pouvoir de répandre ces graces qui peuvent indifféremment tomber sur tous les courtisans , les règles de l'équité furent toujours respectées , & les citoyens ne furent jamais opprimés par ce favori. On croyoit même que le grand-duc se servoit de Dami comme d'un instrument propre à humilier l'orgueil des grands , qui , attachés au système de Côme III , & totalement exclus du gouvernement actuel , ne pouvoient se résoudre à obtenir les faveurs du prince par le canal d'un de ses valets. Quoique le règne de Jean - Gaston parût être favorisé du ciel , quoiqu'il eût fait renaître en Toscane cette prospérité que le despotisme odieux de son père en avoit écartée , il y avoit à Florence un parti opposé à la forme de son gouvernement & à sa propre personne. Les moines & tous ceux qui avoient joui de quelque autorité sous le règne précédent , censuroient avec aigreur la conduite & les

M vj

1730.

mœurs du souverain actuel ; ils exagéroient les conséquences dangereuses qu'ils attribuoient au rétablissement de la liberté ; ils prétendoient qu'elle alloit frayer la route à tous les vices, & ne blâmoient pas moins l'exclusion totale que Jean-Gaston avoit donnée aux religieux dans les affaires publiques. La douceur que ce prince avoit introduite dans les mœurs, la liberté de se voir & de se parler accordée aux deux sexes, inspiroient à la jeunesse plus de gaieté, donnoient à son esprit plus d'effort, & répandoient un charme plus piquant sur tous ses plaisirs ; les dévots alarmés regardoient ce changement comme la source du libertinage & d'une totale dépravation. Les mœurs & les usages françois s'étoient déjà établis en Italie, la beauté du climat de cette partie de l'Europe y attiroit des voyageurs de toutes les nations, & depuis que le système d'un parfait équilibre entre les puissances les eût réunies entre elles comme par une seule & même alliance, leurs sujets ne firent en apparence qu'une seule nation. Le port de Livourne attiroit indistinctement

en Toscane pour les affaires du commerce , les anglois , les espagnols , les françois & les hollandois , tandis que Florence les retenoit par les jeux & les spectacles. L'esprit d'intolérance , établi par Côme III , n'existoit plus ; les étrangers de toute secte vivoient librement avec les citoyens de Florence ; ils leur faisoient insensiblement adopter leurs manières , leurs goûts & leurs usages ; bientôt ils les dépouillèrent de cette réserve fâcheuse , de cette rusticité de mœurs , suite ordinaire de la méfiance & de l'esclavage. Bientôt enfin l'hypocrisie abhorrée disparut entièrement des états du grand-duc.

Un changement aussi subit ne pouvoit que produire quelques interprétations dangereuses , & les ennemis du prince s'en servirent habilement pour le représenter comme le soutien du vice & l'ennemi de la vertu : ils lui supposoient à lui-même des faiblesses honteuses ; mais s'il en avoit encore , il savoit du moins les cacher aux yeux du public , & ses accusateurs furent obligés d'inventer des fables , & de corrompre des hommes qui par de

1730.

faux témoignages appuyoient leurs calomnies. Ils répandoient des libelles & des satyres dans lesquels le caractère de leur souverain étoit peint avec les couleurs les plus odieuses & les plus éloignées de la vérité. Ces excès furent cause que la majeure partie des grands essuya de la part de Jean Gaston des mortifications qui leur firent regretter le gouvernement de Côme III. Ceux-là désiroient en secret d'obéir un jour à l'électrice, dont les maximes & le caractère étoient conformes au caractère & aux principes de son père. Mais le plus grand nombre ne pensoit pas ainsi ; le peuple avoit brisé les chaînes d'un gouvernement dur & impérieux ; il goûtoit avec joie les douceurs de la liberté, la félicité dont elle est la source, & n'auroit pu, sans une extrême violence, reprendre le joug dont il étoit délivré ; dans la crainte même d'en être opprimé de nouveau, il se permettoit souvent des expressions injurieuses & mordantes contre l'électrice & ses partisans. Personne ne fut donc surpris que la féodalité, imposée par le traité de Londres, trouvât des

approbateurs en Toscane, & de ce que l'anéantissement de l'acte du sénat en eût peut-être davantage à Florence qu'à Vienne. Cette même division de sentimens qui régnoit parmi le peuple, partageoit aussi le conseil du grand-duc. Mais le nombre de ceux qui désiroient dans le successeur de Jean-Gaston un prince semblable à lui, l'emportoit beaucoup sur ceux qui soutenoient le parti de l'électrice. Une telle opposition dans les avis causa quelques alarmes aux cours de Vienne & d'Espagne ; elles imaginèrent que sous les apparences de deux partis différens, il pouvoit s'en former un favorable à l'ancienne république, & qui mûrissant en silence, anéantiroit un jour le traité de Londres. Le grand-duc laissoit à chacun la liberté d'opiner, & ne désiroit lui même qu'un seul point, la tranquillité publique. Ne pouvant sauver sa propre liberté, il vouloit au moins défendre ses états d'une guerre ou d'une invasion.

La situation de l'Europe étoit toujours la même par rapport à la paix : le terme prescrit par les alliés de Se-

---

---

1730.

1739.

ville pour l'exécution du traité tou-  
choit à son terme ; chaque puissance  
répandoit à son tour mémoires sur  
mémoires , & chacune se préparoit  
à la guerre sans avoir dessein de la  
faire. Un prince d'un grand génie &  
d'un caractère paisible , qui auroit  
voulu concilier avec dignité les inté-  
rêts communs , auroit aisément opéré  
le grand ouvrage de la paix univer-  
selle. La mort de Benoît XIII fit  
espérer qu'on placeroit sur le trône  
pontifical un sujet propre à entre-  
prendre & à consommer cette gran-  
de affaire. Le sacré collège avoit  
senti le danger où l'exposoit l'incapacité d'un pape , & son intention  
étoit d'en élire un qui pût réparer  
les désordres occasionnés par l'indolence de Benoît. Le conclave dura  
plusieurs mois , les factions ordinaires  
en prolongèrent ainsi la durée. On  
proposa inutilement plusieurs sujets  
agréables au public & d'un mérite  
reconnu. Les françois & les espa-  
gnols réunirent enfin leur vues sur  
le cardinal Lorenzo Corsini , florén-  
tin. Il étoit âgé de soixante & dix-  
neuf ans ; il étoit disgracié de la na-

ture , mais son esprit étoit actif , prompt & capable de faire renaître le gouvernement de l'église & de l'état ecclésiastique. Dans le cours de sa longue carrière , il avoit dignement rempli des commissions importantes , & ses talens naturels joints à l'expérience , l'avoient mis à portée de connaître les intérêts du pape & ceux de l'Italie. Mais toutes ces raisons ne suffisoient pas ; Corsini avoit été favori de Clément IX , & la cour de Vienne l'avoit déjà fait exclure deux fois du pontificat. Quoiqu'il ne fût pas nommé dans ce conclave parmi les sujets exclus par cette cour , le cardinal Cienfuegos , auquel elle avoit confié son secret , refusa de faire concourir les impériaux lorsqu'on nomma le cardinal Corsini au nombre des prétendans , & qu'il le vit soutenu par la maison de Bourbon. Corsini étoit dévoué de tous les tems aux Médicis , il jouissoit absolument de leur confiance ; protégé , distingué de la princesse Violante , il se flatta de l'appui du grand-duc auprès de la cour de Vienne ; il avoit eu le courage d'exhorter ses protecteurs à renoncer à

1730.

1730.

leurs soins en sa faveur , mais la princesse ne crut pas les refus sincères & redoubla ses efforts. Jean-Gaston fit valoir ses qualités personnelles & représenta ensuite que la maison de Corsini , étant en possession de plusieurs fiefs impériaux , ne pouvoit se détacher des intérêts de la maison d'Autriche ; que les événemens qui tenoient alors l'Italie en suspens , demandoient l'élection d'un pontife attaché à l'empereur & au grand duché ; qu'enfin si ce prince lui accordoit son suffrage , il se regarderoit comme élu pour lui , puisque lui seul mettoit obstacle à son exaltation. L'empereur se laissa persuader ; Cienfuegos reçut ordre de ne plus s'opposer à l'élection & même d'y concourir. Corsini fut élu le 12 juillet (a). Ses premiers soins

---

(a) Le cardinal de Bissy eut une grande part à l'élection de Lorenzo Corsini ; on avoit cru long-tems que les voix se réuniroient en faveur du cardinal Davia ; mais lorsque celui ci vit que par les intrigues du conclave , il lui manquoit toujours une voix , il donna généreusement la sienne à son compétiteur , en lui disant : « Vous avez donné » un mémoire pour m'exclure de la papau-



eurent la paix pour objet, mais les engagemens des puissances étoient déjà trop bien cimentés, & désormais il étoit trop difficile de trouver un juste milieu qui pût concilier l'intérêt & la dignité de chacun.

1730.

Le grand-duché de Toscane étoit environné des armes impériales : la flotte de Cadix étoit prête à faire voile ; plusieurs corps de cavalerie se préparoient à s'embarquer à Barcelone : on répandoit que cette flotte

---

« té, voilà comme je me venge ». *Eccomia vendette.* ( *Vie de Benoît XIV.* page 14. ) Il est douteux que Lorenzo, qui faisoit des mémoires contre ses concurrens, ait jamais refusé les bontés des princes qui désiroient son élévation : Corsini n'étoit pas exempt d'ambition ; mais ce qui est rare, il méritoit de voir cette ambition satisfaite. Il avoit d'excellentes qualités, beaucoup de droiture, de justice & de piété. Il fit revivre à Rome le véritable esprit ecclésiastique par l'exemple qu'il y donna & par le soin qu'il prit de nommer aux évéchés vacans, des sujets dignes des premiers siècles de l'église. De ce nombre fut l'illustre Prosper Lambertini qui lui succéda sous le nom de Benoît XIV, & qui fut le plus grand des souverains de l'état ecclésiastique. ( *Note du traducteur.* )

1730.

alloit se réunir à Marseille , avec le contingent des autres alliés , & la France ne paroissoit plus disposée à la paix. Un nouvel ordre venoit d'être donné à Jean - Gaston de recevoir à Milan l'investiture du fief de Sienne , & cet acte de l'Empire & des alliés de Seville sembloit un acte d'hostilité. Le père Ascanio redoubla ses cris au nom de Philippe V , les envoyés de France & d'Angleterre s'unirent à lui , & le grand-duc leur représentant à tous qu'il étoit contraint d'obéir à la force , les assuroit en même-tems , qu'il se prêteroît à tous les arrangemens qui leur conviendroient , lorsqu'ils feroient d'accord. Cependant le 3 d'août le marquis de Marignano son procureur , prit à Milan l'investiture de Sienne & de Porto - Ferrajo des mains du maréchal Visconti , qui reçut au nom de Charles VI le serment qui lui fut prêté , comme au seigneur direct. En même-tems , l'empereur ayant réfléchi que les alliés de Seville prendroient cette investiture pour une déclaration de guerre , & prévoyant qu'ils saisissoient ce prétexte de s'ap-

procher de Livourne , il communiqua ses craintes au maréchal Daun , qui envoya le colonel Molck à Florence , afin de faire recevoir à Livourne & à Porto-Ferraio les troupes impériales, déjà campées dans la Lunigiane. Le grand-duc trouva fort étrange, qu'après avoir refusé même avec obstination les garnisons espagnoles dans la crainte d'attirer la guerre en Toscane , on vînt sérieusement lui proposer d'y introduire des troupes impériales, qui auroient sans doute hâté le fléau qu'il redoutoit. Il rejeta ces propositions singulières , & fit entendre au baron de Molck , qu'il n'étoit pas de l'intérêt de son prince de jouer le rôle d'agresseur , & qu'il valoit mieux pour lui-même attendre l'effet des vues pacifiques du nouveau pontife. L'exaltation de Clément XII avoit été agréable à toutes les puissances , & l'empereur fit valoir au grand-duc les marques d'affection qu'il lui avoit données , en se prêtant à l'élection d'un sujet qu'il lui avoit recommandé. Tous les nonces apostoliques résidens dans les différentes cours , reçurent ordre du

---

1730.

1730.

pontife de hâter de tout leur pouvoir les moyens d'accommodement, & en même-tems la cour d'Espagne conçut le dessein de dérober le grand-duc aux calamités de la guerre, si la rupture générale ne pouvoit s'éviter. Philippe V sentoit enfin la justice de secourir un prince innocent, un prince qui n'avoit jamais mérité le ressentiment des espagnols, & qui se prétoit à tout ce qui leur étoit avantageux : il ne sentit pas moins le malheur de ne conserver à l'infant que la possession d'un état dévasté. D'après ces réflexions, les alliés de Seville se déterminèrent entr'eux à proposer au grand-duc de recevoir paisiblement à Livourne les six mille hommes désignés par le traité, lorsqu'ils se présenteroient devant le port ; ils résolurent en cas de refus, d'attaquer les états de l'empereur, puisqu'on ne devoit attribuer qu'à lui seul la conduite du grand-duc. L'intérêt même des alliés avoit contribué à l'idée de ce nouveau plan. Le port de Livourne étoit rempli de françois, d'anglois, de hollandois attirés & fixés dans cette ville par les affaires de leur com-

merce ; quelle apparence que la France , l'Angleterre & la Hollande vinssent assiéger & bombarder une place où résidoient leurs sujets & leurs alliés. Cependant comme l'Espagne jugeoit à-propos d'insister encore sur l'exécution littérale du traité , le bruit de l'arrivée des flottes ennemies se répandoit par ses soins , dans l'espoir que l'empereur & le grand-duc intimidés consentiroient à l'entrée des garnisons espagnoles. Mais la cour de Vienne résolue de soutenir à la fois sa dignité & la validité des anciens traités , craignant qu'il n'y eût entre les alliés un plan formé d'attaquer & de diviser ses états en Italie , se préparoit vigoureusement à la guerre.

Le conseil de Florence pour qui tous ces desseins étoient encore un mystère , ne pouvoit concevoir comment parmi les puissances alliées à Seville , il ne s'en trouvoit pas une qui modérât l'impétuosité de l'Espagne & qui facilitât un heureux accommodement. On employoit du tems en France à rédiger des plans de campagne ; l'Angleterre & la Hollande

1730.

1730.

retardoient encore la réunion de leurs troupes ; mais il suffisoit des espagnols & des françois pour assaillir l'Italie. Jean-Gaston crut trouver un moyen de conciliation agréable à l'empereur & au roi d'Espagne ; d'accord avec les ministres impériaux , il proposa de recevoir l'infant en Toscane avec une simple garde espagnole. S'il eut été possible de faire accepter cette offre , ce prince espéroit écarter pour jamais l'idée des garnisons. Mais au lieu de réduire la cour de Madrid , cette proposition lui persuada que l'empereur & le grand-duc , effrayés de ses menaces , en seroient plus disposés à céder. Elle hâta ses préparatifs de guerre ; les payes furent avancées d'un mois , & Philippe fit répandre en Italie le bruit d'un embarquement prochain. Les généraux de l'Empire persuadés qu'en effet la flotte espagnole alloit mettre à la voile , ne doutant pas qu'elle ne vînt former le siège de Livourne & de Porto-Ferraio , envoyèrent le colonel Molck à Florence. Il représenta au grand-duc , que l'empereur ayant désormais assuré dans toute l'Italie les moyens d'une forte

forte résistance aux efforts des alliés, N ne lui restoit plus pour sa tranquillité qu'à les établir également en Toscane; que son altesse royale n'avoit point de troupes aguerries & disciplinées; capables des dispositions nécessaires dans une place assiégée; que l'entrée des milices impériales étoit indispensable, & que d'ailleurs elles prêteroient le serment d'obéissance & de fidélité à ses officiers. Le colonel trouvoit également nécessaire de ranger sur les côtes, un nombre de troupes assez considérable pour empêcher le débarquement; il donnoit pour raison de cette demande, qu'il étoit facile de mettre obstacle à ce débarquement, & qu'il ne l'étoit pas de chasser par terre des troupes qui auroient eu par mer une communication facile. Jean-Gaston rejeta toutes les instances, il déclara qu'il ne consentiroit jamais à recevoir dans ses états les milices impériales, tant que les côtes & les places ne seroient point investies. Cependant, pour tranquilliser l'empereur sur ce point, & afin de lui ôter la crainte de toute surprise, il proposa de compléter dans la Luni-

Tome IX.

N

1730.

giane , le nombre de troupes qu'il croyoit suffisant pour s'opposer aux ennemis ; il lui permit de visiter le port de Livourne & de pourvoir aux réparations nécessaires , selon ses lumières ; il ordonna enfin de rassembler dans le Pisan , un corps de milices toscanes capable d'arrêter l'ennemi & de donner le tems aux troupes placées dans la Lunigiane de leur porter du secours. Afin de concilier ce plan de défense avec la résolution de l'empereur , il fallut es- suyer & soutenir de longues contesta- tions , des remontrances & des pro- testations qui ne fatiguèrent pas moins le grand - duc , que la crainte de la flotte espagnole. Ces apprêts trouble- rent la tranquillité de l'Espagne ; elle craignit d'être prévenue par l'empereur dans la possession de ces places (a);

---

(a) *Lettre du père Ascanio au secrétaire d'état de Florence, 11 Août. 1729.*

Le bruit répandu publiquement dans cette ville que la cour impériale a fait faire au sérénissime grand-duc les plus vives instan- ces , pour lui faire recevoir dans ses états des troupes impériales , sous prétexte de les défendre des hostilités qu'on suppose avoir à



elle fit promettre au grand-duc une exacte neutralité par rapport à son état , pourvû qu'il ne consentît pas à

1730.

craindre de la part des alliés de Seville , m'oblige à vous prier de faire observer à son altesse royale l'insuffisance d'un pareil prétexte ; le traité de Seville étant un traité d'alliance purement défensive dans lequel il ne se trouve aucune autre disposition concernant l'entrée des garnisons espagnoles , que celle d'obtenir cette entrée par les voies de la concorde , afin qu'elle s'exécute paisiblement , & que les troupes qui se présenteront devant les places dans lesquelles elles doivent être introduites , ne trouvent aucun obstacle à leur débarquement.

Dans le tems où les puissances alliées faisoient , de concert avec sa majesté impériale , les efforts nécessaires pour engager sa majesté catholique à consentir à cet article de leur traité ; dans le tems que sa majesté impériale assuroit ces mêmes puissances que ses vues étoient de contribuer à la tranquillité publique , elle ordonna le passage d'un corps de troupes considérable en Italie , elle accrut les garnisons de ses places , les fournit de munitions , & les ministres impériaux , peu satisfaits de ces préparatifs de guerre dans les états de sa majesté catholique , & sur les frontières de la Toscane , envoyèrent différens officiers visiter les places les plus importantes de cet état , lever les plans des villes & des fortifications , reconnoître

N ij

1730.

l'entrée des troupes impériales. Les ministres de France & d'Angleterre ratifièrent cette déclaration comme

---

les lieux , en mesurer les distances , & tous ces actes se faisoient dans le tems même où les alliés continuoient leurs bons offices , où leur objet étoit la paix de cet état & celle de l'Italie entière ; où il n'étoit question que de l'entrée de six mille espagnols , qui dans ce petit nombre étoient incapables d'attenter contre les états du seigneur empereur. Sa majesté impériale s'est ainsi déclarée volontairement comme agresseur , ( car celui qui offense le premier n'est pas seul déclaré tel , mais aussi celui qui prépare les offenses ) , elle a détrompé les alliés sur ses véritables intentions ; ils sont contraints à se préparer réciproquement à la guerre qu'ils vouloient éviter. Mais comme le sérénissime grand-duc n'a eu aucune part à tous ces actes hostiles , il est inutile & incroyable de supposer que les alliés songent à faire aucune hostilité contre son altesse royale , contre ses états & contre ses sujets , innocens comme lui.

Si les troupes de sa majesté impériale , sous ce prétexte ou tel autre semblable , venoient à s'introduire par force dans cet état ou dans quelque partie de cet état , ou si elles y étoient reçues du consentement de son altesse royale , comme il semble qu'on doive l'appréhender , puisqu'on lui voit prendre de tous côtés des précautions

entièrement conforme aux intentions de leurs cours ; mais l'empereur regarda cet acte comme un artifice , tendant à détourner le grand-duc de ses projets de résistance. Quoique ce prince n'en fût pas plus disposé à changer son plan de défense , la cour de Vienne crut devoir se prêter avec les alliés à quelques tentatives pour un accommodement. Une déclaration définitive lui avoit ôté tout espoir de traiter avec la France. Les ministres impériaux ayant protesté à cette cour , contre l'introduction des gar-

1730.

---

contre l'introduction des troupes espagnoles , & qu'il n'en prend aucune pour s'opposer à celle des troupes allemandes ( observation qui fait craindre au roi mon maître & aux princes ses alliés , qu'il n'y ait entre cette cour & celle de Vienne une intelligence secrète ) ; si donc ces suppositions se trouvoient justifiées par l'événement , je ne puis me dispenser de vous prévenir que dans l'un & l'autre cas les puissances alliées employeront toutes leurs forces à repousser les troupes impériales de la même manière que sa majesté impériale s'est promis de repousser les troupes espagnoles , c'est-à-dire , qu'elles s'opposeront à leur entrée , & tâcheront de les chasser de toutes les parties de cet état où elles pourront s'être établies , &c.

N iij

1730.

nisons espagnoles en Toscane, & offert de concourir à tout autre accommodement, aux conditions que les alliés garantiroient la pragmatique sanction de 1713, par rapport à la succession de la maison d'Autriche, elle leur répondit qu'elle ne pouvoit admettre aucune négociation qui n'eût pour base l'entrée des espagnols en Italie. Cependant après la déclaration de l'Espagne, les alliés suspendirent l'expédition de leur contingent de troupes, les bons offices du pape calmèrent l'avidité de la reine d'Espagne, la flotte de Cadix désarma paisiblement; les troupes impériales qui s'étoient avancées jusqu'aux frontières de Toscane, se retirèrent en Lombardie, & l'hiver rendant alors la guerre impraticable, donna lieu à de nouveaux projets de pacification.

1731.

Cet instant de calme fit naître dans l'ame des alliés un grand nombre de sages réflexions, lorsqu'ils examinèrent mûrement les circonstances. La fermentation des esprits, les préparatifs des différentes puissances, les secrètes intrigues, les négociations sembloient préparer aux spéculateurs une vaste carrière d'observations; mais ces mêmes

objets qui excitoient leur curiosité ,  
 inspiroient un refroidissement général  
 parmi les souverains & leurs conseils ,  
 en leur faisant envisager comme pro-  
 chaines les suites d'une guerre sanglan-  
 te. Ils furent promptement convain-  
 cus que l'Espagne n'avoit pas le droit  
 d'exiger qu'ils s'exposassent pour elle  
 seule à des frais exorbitans , ni qu'ils  
 vinsent pour elle seule inonder de maux  
 l'Europe entière. La cour de France  
 auroit voulu du moins mettre à prix  
 la garantie de la pragmatique sanction  
 & s'agrandir sans courir aucun risque :  
 l'Angleterre jugea que la rupture  
 avec la maison d'Autriche n'étoit  
 pas conforme à ses vrais intérêts , &  
 chercha les moyens de conserver à la  
 fois les avantages du commerce avec  
 l'Espagne & l'alliance de l'empereur.  
 Quoique la Hollande se vît délivrée  
 de la compagnie d'Ostende , elle étoit  
 convaincue qu'elle ne pouvoit former  
 d'union plus favorable pour elle ,  
 qu'avec l'Empire. Ainsi l'examen des  
 engagemens contractés à Seville avec  
 tant de précision & de fermeté ,  
 aboutit à les faire paroître serviles ,  
 opposés à la liberté générale , & pro-

1731.

pres à détruire l'équilibre nécessaire pour le bien public. Les alliés réfléchirent que l'empereur pressé par la réunion de tant de forces , pouvoit s'en délivrer en un moment s'il accordoit sa fille aînée à l'infant ; la couronne d'Espagne pouvoit échoir un jour à ce prince & former une seconde fois une puissance semblable à celle de Charles-Quint. Puissance formidable, dont l'existence entraînoit nécessairement l'esclavage des états inférieurs. Convaincu de ces vérités , les alliés se déterminèrent bientôt à traiter avec la cour de Vienne , & leur prudence suspendit la guerre au moment où des accidens imprévus sembloient devoir l'allumer.

Antoine duc de Parme, termina sa vie le 20 janvier ; on sait qu'il étoit le dernier héritier de la maison de Farnèse ; la duchesse sa femme prétendit être enceinte ; on laissa la succession à l'enfant qu'elle portoit , en lui substituant seulement l'infant don Carlos. Le général Stampa entra dans le duché de Parme , à la tête de six mille impériaux , & en prit possession au nom de l'empereur , déclarant que

son maître étoit dans la résolution de le restituer à l'infant , si la grossesse de la duchesse ne se confirmoit point , ou si elle mettoit au monde une princesse. Jean-Gaston regarda cet événement comme le présage de sa propre fin. Les toscans prévoyant que le même sort les attendoit à la mort de leur souverain, s'alarmèrent lorsque les soldats impériaux se répandirent dans les états du duc de Parme. Le courage de leur prince ne l'abandonnoit cependant pas ; d'après les insinuations du colonel Molck & les instances du général Daun , il faisoit continuer les réparations & les fortifications de Livourne, il en faisoit rétablir & remplir les magasins ; il faisoit choisir des troupes aguerries pour en accroître les garnisons : tous les esprits étoient suspendus par cet état de doute & d'incertitude , & nul ne pouvoit prononcer sur l'événement qui devoit suivre tant de négociations , dont les objets & les principes étoient si variés entr'eux. La saison étoit favorable pour différer la guerre ; le voyage du duc de Liria, ambassadeur d'Espagne à Vienne , fit espérer

1738.

que la reine mécontente de la lenteur des alliés , vouloit traiter directement avec l'empereur : on le crut plus fortement encore lorsque le marquis de Castellar , ambassadeur d'Espagne en France , signifia au nom de son maître à tous les ambassadeurs des puissances alliées , une déclaration par laquelle le roi d'Espagne leur reprochoit leur manque de foi , l'inobservation du traité de Seville , le mépris des vives instances qu'il leur avoit faites , le mépris du rang & de la dignité d'un souverain compromis par de semblables offenses : le roi finissoit par protester que les alliés ayant ainsi violé leurs propres sermens , il se regardoit comme parfaitement libre de tous les engagements qu'il avoit contractés en leur faveur aux termes de ce même traité.

Lorsqu'on vit rompre enfin ces engagements si absolus , si précis & si solennellement conclus , on reprit courage en Toscane ; on cessa d'y craindre comme auparavant une guerre prochaine , on prévint que la nécessité absolue d'un nouveau traité , demandoit un long espace de tems ; qu'il en falloit



concerter avec sagesse tous les articles , & qu'avant leur exécution , on prendroit à loisir le parti le plus avantageux. Cependant les cours de la maison de Bourbon voyoient tranquillement résider à Parme & à Plaisance les garnisons impériales ; les conférences , les intrigues particulières se renouveloient dans chaque cour ; les envoyés y faisoient sans cesse de nouveaux voyages : enfin l'Angleterre parvint à signer le 16 mars un traité avec l'empereur , qui par les soins & l'habileté de Thomas Robinson , envoyé du roi Georges , réunissoit ce prince à la Hollande & paroïssoit être le préliminaire de celui qu'on vouloit conclure entre lui & l'Espagne. La garantie de la pragmatique sanction de 1713 , & l'introduction des garnisons espagnoles dans les places fortes de Parme & de Toscane , firent la base de ce traité. (a) L'article III. regar-

---

(a) *Art. III.* Comme il a été plusieurs fois représenté à leurs majestés impériale & catholique , avec les expressions les plus flatteuses de la part de sa majesté britannique & de leurs hautes puissances les états généraux des provinces-unies , que le plus

N vj

1731.

doit uniquement la succession de ces états, conformément aux obligations contractées à Séville par les alliés.

---

sûr moyen d'établir la paix générale désirée depuis si long-tems, & de l'obtenir le plus promptement qu'il seroit possible, seroit d'assurer au sérénissime infant don Charles la succession des duchés de Toscane, de Parme & de Plaisance, en introduisant immédiatement dans les places fortes desdits duchés, six mille hommes de garnisons espagnoles, sa majesté impériale & sa majesté catholique désirant d'entrer dans les vues pacifiques de sa majesté britannique & de leurs hautes puissances les états généraux des provinces-unies, ne s'opposera nullement pour sa part à l'entrée des six mille hommes de troupes espagnoles dans les places fortes des duchés de Toscane, de Parme & de Plaisance, en conséquence des promesses qu'il a faites au roi d'Angleterre & aux états généraux. Leurs majestés impériale & catholique jugeant nécessaire que l'Empire y donne son consentement, promettent en même-tems qu'elles ne négligeront rien pour obtenir ce consentement dans l'espace de deux mois ou plutôt, s'il est possible; pour obvier promptement aux troubles qui menacent la tranquillité publique, sa majesté impériale promet qu'aussi-tôt après l'échange des ratifications, en qualité de chef de l'Empire, elle notifiera le consentement donné pour ladite introduction des garnisons aux ambassadeurs

Mais comme l'empereur ne reconnoissoit pas ce traité, comme il n'entendoit agir que d'après ceux de Londres & de Vienne de 1725, on inséra dans celui-ci, comme partie intégrante du traité même, une déclaration par laquelle l'Angleterre & les états généraux ne prétendoient pas, disoient-ils, s'éloigner de l'esprit littéral du traité de Londres, au maintien duquel ils s'engageoient à veiller de nouveau. Cette déclaration servoit encore à régler la manière dont on introduiroit

1731.

---

du grand-duc de Toscane & du duc de Parme résidens à sa cour, & par-tout où elle le jugera nécessaire. Sa majesté impériale promet & assure encore qu'elle est si loin d'apporter directement ou indirectement aucun obstacle à l'entrée des troupes espagnoles dans lesdites places, qu'elle emploiera tous ses soins & se servira même de son autorité, pour prévenir, pour écarter toutes les difficultés, & pour détruire enfin tout ce qui pourroit s'opposer à cette introduction, & qu'elle fera également ses efforts pour que les six mille hommes soient introduits tranquillement & sans aucun délai, dans les places fortes du grand-duché de Toscane & dans celles des duchés de Parme & de Plaisance dans la forme expresse fixée ci-dessus.

**1731.** les troupes espagnoles dans le duché de Parme , si la grossesse de la duchesse demeuroid sans effet. De concert avec les états généraux , le roi d'Angleterre promettoit de rappeler les troupes espagnoles aussi-tôt que la succession des états de Parme & de Toscane seroit assurée à l'infant. Le comte de Zinzendorff dont l'adresse avoit rédigé ce traité , en notifia le contenu à Bartoloméi , envoyé du grand-duc ; mais en lui apprenant que l'empereur avoit consenti à l'entrée des troupes dans ses états , il lui fit espérer que le roi d'Espagne se relâcheroit de cette condition , s'il consentoit lui-même à recevoir promptement l'infant avec une garde proportionnée à son rang. Les négociations du duc de Liria tendoient à rétablir entre sa cour & celle de Vienne l'ancienne harmonie qui avoit subsisté si long-tems entr'elles , parce que l'objet important étoit d'assurer à l'infant la succession du duché de Parme , la grossesse de la duchesse devenant tous les jours de plus en plus douteuse. Ainsi le grand-duc se vit pour la troisième fois sacrifié par la cour de Vienne : après avoir donné à

l'empereur les plus fortes preuves d'attachement & de cordialité, il vit conclure sans sa participation un traité, par lequel on dispoſoit de ſon ſort. Dans la triſte néceſſité d'obéir à la force, il voulut au moins profiter du changement, que la mort du duc de Parme avoit fait ſubir aux événemens : il penſa qu'en appelant lui-même l'infant à Florence, il pourroit au moins conſerver ſon repos & ſurtout ſon pouvoir qui ne ſeroit cependant que trop ſoumis à celui d'un ſucceſſeur armé & plus puiffant que lui. Il fit repréſenter aux cours nouvellement alliées, qu'avant de conclure & de ſigner un traité avec l'Eſpagne, il falloit établir une convention particulière entre le roi & la maiſon de Médicis ; qu'autrement, la ſucceſſion ne ſeroit jamais paſſible, & que le ſucceſſeur ne pourroit jamais obtenir l'amour de ſes ſujets. Cette demande étoit conforme aux diſpoſitions du traité de Seville : l'ambaſſadeur Robinson ſe hâta de la faire valoir ; il offrit même à Bartolomé toute l'autorité de ſon roi en faveur du grand-duc & de l'électrice, tandis

1731.

que le comte de Zinzendorff cherchoit à leur persuader que leur véritable intérêt étoit de se mettre entièrement sous la protection de l'empereur. Le grand-duc ne se pressa d'accepter les soins d'aucun parti, avant d'avoir vu le succès de cette grosse prétendue de la duchesse de Parme.

L'état incertain de cette princesse fournissoit aux personnages neutres, un champ fertile d'observations & de railleries ; il étoit impossible qu'en le voyant nier ouvertement par la cour d'Espagne , & fortement assurer par la cour de Vienne , on ne jetât un ridicule sur cette allégation. La reine d'Espagne qui n'en admettoit pas seulement la possibilité, se permettoit des expressions outrageantes contre la duchesse , & l'accusoit d'avoir inventé cette fourberie , pour retarder la succession de l'infant. Mais quelle que fût à cet égard l'opinion particulière de l'empereur , il se voyoit obligé aux plus grandes précautions , parce que la situation de la duchesse étoit confirmée par le testament du duc de Parme. Le général Stampa reçut de Vienne l'ordre exprès de faire as-

sister à l'accouchement deux femmes, dont l'âge & le caractère pussent constater la vérité du fait, & en attendant cette vérification qui intéressoit toute l'Europe, les droits de l'enfant demeuroient incertains, & l'Espagne doutoit encore si elle accéderoit au traité conclu entre l'Empire & l'Angleterre. Philippe V calculoit s'il n'étoit pas désavantageux pour lui de se séparer de la cour de France, & s'il ne s'exposoit pas à la guerre avec cette couronne : la cour de Vienne prétendoit que le roi d'Espagne s'étant formellement déclaré libre de tous les anciens engagements, on ne pouvoit écouter de sa part aucune proposition, qu'il n'eût rappelé ces anciennes obligations. Ces contrariétés & ces irrésolutions précipitoient le grand-duc dans les mêmes incertitudes : il ne pouvoit se décider à conclure une alliance avec Philippe, persuadé qu'après la dissolution du traité de Seville, ce prince étoit obligé à se déclarer en faveur de la France ou de l'Empire ; & convaincu qu'un accord particulier consommé avant cette déclaration, l'eût exposé à recevoir la loi du plus fort ou

1731.

du plus habile , il trouvoit dangereux de choisir un des deux partis , & sans doute il l'étoit encore de conclure un traité avec l'Espagne sans la médiation de personne. Mais dans la crainte de s'exposer à de nouveaux périls , il prit le parti d'envoyer à Bartoloméi ses instructions & de lui donner un plein pouvoir de traiter avec le duc de Liria , dans le cas où il verroit l'accession de l'Espagne fort prochaine. Bientôt cette cour lui témoigna clairement ses intentions ; le père Ascanio chargé de lui notifier le consentement que l'empereur accordoit aux garnisons espagnoles , lui demanda une déclaration positive de ses dernières volontés. Il fallut répondre enfin sans ambiguïté , montrer des intentions favorables , & loin d'opposer une résistance inutile , implorer une juste modération dans le nombre des troupes. Cette fatalité par laquelle il se voyoit toujours sacrifié à toutes les puissances ; le désir de n'attirer aucune calamité sur des sujets qu'il aimoit & dont il étoit tendrement chéri , l'avoient contraint à plier malgré sa fierté naturelle ; tou-



jours occupé à prévenir les desseins précipités des différentes puissances , il avoit sans cesse devant les yeux le lugubre appareil de sa mort , sur laquelle il voyoit attachés les regards de toute l'Europe. La perte de la princesse Violante vint accroître ses afflictions , & l'abandonna tout-à-fait à lui-même. Toute la Toscane pleura la mort d'une princesse qui avoit été le modèle de toute les vertus de son sexe & le soutien des malheureux. Son amour pour les lettres , la protection qu'elle accordoit aux sciences & aux arts qui la rendirent célèbre dans toute l'Italie , engagèrent le pape Benoît XIII à lui envoyer la *rose d'or* , honneur dont il voulut distinguer une femme , qui étoit en effet l'honneur de son siècle & de son pays. Elle n'eut d'autre défaut que de vouloir disputer avec l'électrice de rang & d'autorité , encore ces marques d'orgueil lui furent-elles inspirées par le grand-duc.

Ce dernier coup qui vint frapper ce malheureux prince , le déterminâ à mettre la dernière main aux traités qui devoient assurer le repos de ses sujets , par le généreux sacrifice de sa

1731.

propre indépendance. Il n'y avoit que l'incertitude des vrais sentimens de l'Espagne, qui pût rendre dangereuse une résolution précipitée. L'empereur avoit déclaré qu'il ne s'opposeroit point à l'entrée de l'infant en Toscane, si le grand-duc l'approuvoit; & qu'il falloit en traiter directement avec lui : malgré ce consentement apparent, ce prince paroissoit peu content de voir consommer cet acte, avant que l'Espagne se fût soumise aux anciennes obligations imposées par les traités. Il insistoit donc sur la promesse que le grand-duc avoit faite de ne jamais former d'engagement sans elle, tandis que le père Alcanio pressoit les ministres toscans & leur répétoit que les momens étoient chers. Le résident anglois, M. de Colman, notifia enfin au grand-duc une convention signée à Seville le 16 juin, entre la cour d'Espagne & celle d'Angleterre. Elle portoit en substance, que le roi ayant satisfait pour la part qu'il avoit au traité de Seville à l'article des garnisons espagnoles, dans le duché de Parme, & dans celui de Toscane, ayant levé tous les obsta-

cles qui s'opposoient à son exécution , le roi catholique s'engageoit aussi-tôt après cettedite exécution , à reconnoître toutes les anciennes obligations , malgré la déclaration faite à Paris par le marquis de Castellar. Le roi fixoit un terme de cinq mois pour introduire les garnisons , & mettre l'infant en possession du duché de Parme , aux termes du traité de Londres & des traités subséquens. Cet article qui n'imposoit au grand-duc qu'une seule & unique loi , celle d'obéir , lui laissoit au moins la liberté d'établir avec l'Espagne , ses propres avantages & ceux de ses sujets , ce prince jugea la médiation de l'empereur dangereuse , sujette à de gênantes restrictions : il crut que la confiance de traiter directement avec le père Ascanio , pourroit lui attirer plus de ménagemens & de considérations , & qu'il en auroit plus de mérite auprès de la cour d'Espagne. Ces réflexions paroissoient d'autant plus justes & plus sages , que l'empereur ne lui faisoit que des promesses vagues. Jean-Gaston crut donc devoir abandonner tous les retardemens , & donna

~~1731.~~ au marquis Rinuccini & au cavalier  
1731. Giraldi les conseillers d'état, le pouvoir de traiter avec le père Ascanio. Les conférences s'ouvrirent le 12 juillet, & les propositions déjà faites & débattues avec le duc de Bournonville, servirent de base à l'objet important qu'on alloit y discuter. Le traité (a) fut signé par les plénipotentiaires

---

(a) *Au nom du père, du fils & du saint-esprit.*

La divine providence, qui daigne inspirer au sérénissime Jean-Gaston I, grand duc de Toscane, & à la sérénissime Anne-Marie-Louise, électrice palatine sa sœur, les sincères desirs qu'eut toujours le sérénissime grand-duc Côme III leur père de glorieuse mémoire, de concourir aux mesures qu'avoient prises les grandes puissances pour assurer la succession de leur maison dans la forme la plus propre à conserver & à assurer à tout événement la tranquillité publique, & la tranquillité particulière de leurs états, à procurer & à maintenir le bonheur & les avantages de leur peuple; cette divine providence enfin a daigné couronner des intentions si pures, en dirigeant la volonté des principales puissances vers l'accomplissement d'une œuvre si grande, moyennant le paisible établissement de la succession dans les états de Toscane. en faveur d'un prince, si étroitement uni à la maison de Médicis,

le 25 du même mois ; la cour consentit à tous les avantages du grand-duc & de l'électrice ; elle assura la tranquillité.

1731.

que l'est le sérénissime infant d'Espagne , fils aîné de sa majesté catholique & de la présente reine d'Espagne ; & par cette raison toujours désiré par leurs altesses , toujours l'objet des vœux du peuple , à cause de l'élévation de sa naissance , à cause de tant d'avantages héréditaires & personnels , qui font espérer à la Toscane , sous le gouvernement d'un si grand prince , le repos & la tranquillité dont elle a joui sous la domination des sérénissimes grands-ducs de la maison régnante. Et pour mettre la dernière main à une entreprise si importante , différée jusqu'à ce moment par l'incertitude de la pleine volonté & de l'entière satisfaction de sa majesté impériale & des autres puissances de l'Europe , également désirée de sa majesté catholique , du sérénissime grand-duc & de la sérénissime veuve l'électrice palatine , assurée enfin , depuis qu'on a dissipé heureusement les obstacles qui s'y opposoient , il a été jugé nécessaire de négocier & de conclure directement entre sa majesté catholique & son altesse royale un traité & une convention de famille à famille , par laquelle seront réglés divers intérêts relatifs non-seulement à l'heureux établissement de la succession du sérénissime infant dans lesdits états , pendant la vie du grand-duc régnant , ( que dieu fasse prospérer pendant

1731.

lité & les prérogatives du grand-duché. Le même jour , le grand-duc signa une convention pour l'entrée du prince

longues années), en qualité de son successeur immédiat , mais encore la conservation de la souveraineté , du repos & de l'autorité , la dignité & les avantages de la sérénissime veuve l'électrice palatine & ceux de l'état & des peuples : sa majesté catholique a muni de ses pleins pouvoirs le père Ascanio , son ambassadeur en cette cour de Toscane ; son altesse royale a jugé à propos de nommer également pour ses plénipotentiaires le cavalier Charles Rinuccini , conseiller d'état , ministre de la guerre , & le cavalier Jacob Giraldi , conseiller d'état. Lesdits ministres plénipotentiaires s'étant communiqués & délivrés réciproquement leurs pouvoirs , ayant tenu diverses conférences ensemble , sont convenus , comme il est dit ci-dessus , de conclure un pacte de famille qui sera un traité d'alliance & d'amitié perpétuelle entre sa majesté catholique , ses héritiers & ses successeurs , d'une part ; le sérénissime grand-duc & ses successeurs , de l'autre , dans la forme & aux conditions exposées par les articles suivans.

*Art. I.* Pour établir sur une base ferme & inaltérable une alliance perpétuelle , & une sincère amitié entre la maison royale d'Espagne & la maison régnante en Toscane , les sujets de sa majesté catholique & ceux de son altesse royale le sérénissime  
à

à Livourne & à Florence ; il convint de lui envoyer les équipages de sa maison , de le faire accompagner par

---

1731.

grand-duc & la sérénissime électrice sa sœur, conviennent, s'engagent & consentent pleinement, malgré tout autre accord contraire, réglé anciennement dans des circonstances différentes, qu'à la mort de son altesse royale, que dieu conserve, s'il ne laisse point d'enfans mâles, son successeur immédiat dans la souveraineté de tous les états qui composent à présent le grand-duché, sera, & doit être, le sérénissime infant don Charles, & successivement, le premier né de ses enfans mâles, au défaut desquels le droit de succession passera au premier né des princes ses frères, fils de sa majesté catholique & de la présente reine d'Espagne.

*Art. II.* Son altesse royale & son altesse électrale voulant que ce règlement de succession dans la souveraineté de leurs états, ait un effet sûr & paisible, s'engagent immédiatement après l'échange des ratifications, de le communiquer au sénat, de le faire enregistrer dans les actes publics & d'en faire jurer la scrupuleuse observation, afin de satisfaire les demandes du roi catholique & leurs propres desirs.

*Art. III.* Leurs majestés catholiques promettent au nom du sérénissime infant don Charles & de ceux qui succéderont à ses droits, que les fonds publics seront maintenus dans l'ordre établi, aussi-bien que

*Tome IX.*

O

1731.

les gardes , de lui assigner dans le palais Pitti un quartier convenable , & promet de le faire traiter & respec-

les rentes assignées sur eux ; que l'ordre militaire de Saint-Etienne sera maintenu dans le même degré d'honneur & de considération dont il jouit.

*Art. IV.* Leurs majestés catholiques promettent également le maintien de la constitution du gouvernement de Toscane dans l'ordre civil , politique , économique & dans celui de la justice : ils s'engagent à conserver les droits , les privilèges & les prérogatives de la ville de Florence , qui sera la principale résidence du sérénissime infant , de les conserver également dans tous les lieux , de protéger principalement tous les ordres de magistrature , de procurer aux toscans toutes les facilités , les avantages & les exemptions dont ils jouissent sous le gouvernement de la sérénissime maison régnante ; elles promettent enfin que les emplois , les charges , les dignités ecclésiastiques ne seront conférés qu'aux nationaux.

*Art. V.* Que toutes les personnes , les marchandises , les bâtimens & le commerce de la nation jouiront en Espagne des mêmes franchises , des exemptions & des avantages accordés aux alliés les plus chers de cette couronne.

*Art. VI.* Quoique la sûreté de la succession en faveur de l'infant exige les précautions actuelles , il ne sera pas donné au



ter précisément comme avoit autrefois été traité, servi & respecté le grand-prince Ferdinand.

1731.

serénissime grand-duc le moindre lien qui empêche le libre exercice de son pouvoir ; mais il continuera au contraire à régir & gouverner son peuple & ses états avec la même puissance & indépendance que jusqu'à ce moment. Et le roi catholique voulant donner à son altesse royale les marques de son estime singulière, s'engage de traiter la personne & les ministres du grand-duc & de ses successeurs de la même manière & sous les mêmes titres que la cour catholique & ses ministres traitoient la personne & les ministres du duc de Savoie avant qu'il fût reconnu roi de Sardaigne & traité comme tel.

*Art. VII.* Leurs altesse royales promettent que tous les biens stables, fertiles ou infertiles, féodaux ou allodiaux de leurs appartenances, existans dans le continent & sur les frontières de leurs états, qu'elles auront & posséderont à l'instant de leur mort, passeront au serénissime infant comme grand-duc de Toscane, & aux autres grands-ducs ses successeurs ; elles promettent de même d'abandonner à l'infant & aux autres grands-ducs ses successeurs, toutes les maîtrises des ordres religieux de leurs maisons & de l'état desquels ils pourroient disposer par quelque cause que ce soit.

*Art. VIII.* Tous les meubles & effets mobiliers, de quelque nature, prix & va-

1731.

En même-tems , les négociations des différentes puissances avec le duc de Liria , s'avançoient à la cour de

leur qu'ils soient , dans quelque lieu qu'ils soient tenus , conservés & renfermés , demeurent & doivent demeurer dans la libre & absolue dépendance de leurs alteffes. Elles en peuvent librement disposer après leur mort ; comme aussi tous les biens & effets qu'elles possèdent ou qu'elles peuvent posséder hors des états de Toscane , demeurent à leur disposition , tels que ceux qui proviennent de l'hérédité de la sérénissime grande-duchesse Victoire d'Urbain & de Marguerite de France , leur ayeule & leur mère , toutes les créances à elles appartenantes en quelque lieu que ce soit , à la réserve de l'artillerie , des armes , des munitions & de tout ce qui concerne la guerre ou la marine.

*Art. IX.* Leurs alteffes s'obligent de céder , & dès maintenant , cèdent au prince infant lorsqu'il sera grand-duc de Toscane , & aux grands-ducs ses successeurs toutes les autres créances non spécifiées ci-dessus , que les ancêtres de leurs maisons ont contractées avec les puissances étrangères quelconques , même avec l'Espagne ; elles cèdent encore la faculté , le droit qu'elles auront de faire valoir leurs prétentions sur les états , les effets ou les biens qu'elle ne possèdent pas , pour l'agrandissement de leur maison , l'extension de l'état & celle du domaine de Toscane.

*Art. X.* Pour répondre à toutes ces con-

Vienne. La négative absolue de la cour de France à l'égard de la pragmatique sanction , engageoit l'empe-  
= I

ditions , leurs majestés catholiques , au nom du sérénissime prince infant , & de ceux qui seront substitués à ses droits , promettent que si l'électrice palatine survit au grand-duc son frère , elle peut s'attribuer & conserver toute sa vie le titre de grande-duchesse , jouir des honneurs & des prérogatives dont les autres grandes-duchesses de Toscane ont toujours joui , & sur-tout du droit d'avoir une cour entretenue aux dépens du grand-duc.

*Art. XI.* Si au tems de la mort du grand-duc , le sérénissime prince infant ne se trouvoit point dans les états de Toscane , & que la sérénissime électrice palatine survécût à son frère , elle peut & doit prendre & s'attribuer avec le titre de régent , & au nom du sérénissime infant , alors grand-duc , l'administration absolue du gouvernement & la conserver jusqu'à son arrivée : comme aussi son altesse électorale doit avoir avec le titre de régente & de tutrice , l'administration du gouvernement jusqu'à ce que le prince infant , absent comme présent , ait atteint l'âge de dix-huit ans , & dans toutes les occasions où , après le tems de la majorité , le prince sera absent du grand-duché.

*Art. XII.* Après sa majorité le prince infant , alors grand-duc , admettra la sérénissime électrice à tous les conseils d'état , & lui conférera la nomination aux charges &

O iij

1731.

reur à faire tous les efforts pour détacher d'elle les autres états alliés ; il falloit absolument rappeler l'Espagne

emplois civils & d'administration , aux bénéfices & aux dignités ecclésiastiques ; il lui abandonnera également la surintendance des maisons religieuses & des écoles publiques.

*Art. XIII.* Sa majesté impériale , sa majesté très-chrétienne , sa majesté britannique & leurs hautes-puissances les états généraux des provinces-unies des pays-bas seront invitées au nom de sa majesté catholique & de leurs altesses royale & électorale , & aussi au nom du prince infant , de garantir la présente déclaration , que son altesse royale & sa majesté catholique promettent de ratifier ; & s'engagent à faire échanger les ratifications à Florence dans l'espace de trois mois , à compter du jour de la signature , & plutôt même , s'il est possible.

En foi de quoi , nous soussignés ministres plénipotentiaires de sa majesté catholique & de son altesse royale le grand-duc de Toscane , en vertu de nos pleins pouvoirs à nous communiqués de part & d'autre , & qui seront inscrits ci-dessus , avons signé le présent traité ou pacte de famille auquel nous avons fait apposer le sceau de nos armes. Fait à Florence , le 25 Juillet 1731.  
*Signé*, frère Sauveur Ascanio, L. S. Charles Rinuccini , L. S. Jacob Giraldi, L. S.

*Art. séparé.* On convient par cet article séparé , qui aura la même force & vi-

à l'ancienne alliance de 1725, à quel-  
que prix que ce fût ; Charles VI sacri-  
fia donc enfin toutes les raisons ,

1731.

gueur que s'il étoit inféré dans la conven-  
tion signée de ce jour , que son altesse  
royale , pour donner la preuve la plus au-  
thentique de ses cordiales & affectueuses in-  
tentions envers sa majesté catholique , con-  
sent que le sérénissime prince infant don  
Charles , durant la vie & le gouvernement du  
sérénissime grand-duc , puisse venir & rési-  
der en Toscane dans la forme qui sera ré-  
glée pour ne porter aucun préjudice au tré-  
sor de son altesse royale & au pays , & sans  
aucun préjudice à la souveraineté & pleine  
autorité de son altesse royale , qui se flatte  
qu'en récompense de ce consentement ac-  
cordé, & des fortes & graves raisons qui ont  
été représentées & dont on rappelle le sou-  
venir , sa majesté catholique daignera , par  
un acte de sa clémence royale , libérer tout  
à fait les places de la Toscane du poids  
incommode & onéreux des troupes espagno-  
les ou des troupes des autres nations. En ce cas  
son altesse royale permettra que les troupes  
qui doivent se rendre dans les états de Par-  
me , passent par le grand-duché , (aux con-  
ditions toutefois qui seront réglées pour la  
marche , les vivres & la discipline).

Sa majesté impériale , sa majesté très-chré-  
tienne , sa majesté britannique & leurs hautes  
puissances les états-généraux des provinces-  
unies des pays-bas seront priés & invités au nom

O iv

1731.

d'après lesquelles il avoit apporté des obstacles à l'introduction des troupes espagnoles & au passage de l'infant en Toscane : il consentit de plus à toutes les conditions secrètement établies par les alliés de Seville, sans exiger de la cour d'Espagne un nouvel acte de garantie pour la succession de la maison d'Autriche. Le traité fut signé à Vienne le 22 de juillet. Les anciens traités furent remis en vigueur, & surtout celui du 16 mars avec l'Angleterre ; celui-ci eut pour objet de régler la forme & la validité de la succession du prince don Charles. Les conditions du traité de Seville en devinrent partie intégrante, & l'on convint qu'elles seroient réglées suivant la plus stricte interprétation de l'article

---

de sa majesté catholique & de son altesse royale de garantir encore cet article séparé, qui sera cependant ratifié tant par sa majesté catholique que par son altesse royale, & l'échange des ratifications sera faite à Florence dans l'espace de trois mois, à compter de la date de cet article, ou plutôt, s'il est possible.

Cet article est souscrit & signé comme les précédens, qui composent le corps entier du traité.

V du traité de Londres. Le seul égard qu'on eut pour le grand-duc en cette occasion, fut de témoigner dans les articles V & VI une attention apparente pour son repos & sa tranquillité, & de l'inviter à y accéder; mais dans un article secret & séparé, il fut convenu que si dans le terme de deux mois, ce prince ne consentoit point à ce qu'il contenoit, l'empereur n'empêcheroit nullement l'Espagne & ses alliés d'agir à force ouverte, & de l'obliger à remplir les engagemens qu'il avoit pris. La teneur du traité fut communiquée par le comte de Zinzendorff à Bartoloméi; il lui demanda formellement l'accession de son maître, en laissant à ce prince la liberté d'arrêter ensuite à Vienne ou à Florence, ses conditions avec la cour d'Espagne, sans s'éloigner toutefois de celles du traité. Ce fut alors un sujet d'étonnement frappant pour les ministres impériaux, de voir paroître la convention signée à Florence sans leur participation, & de la voir dictée avec tant d'avantage & de respect pour le grand-duc. Tous les ministres des souverains de l'Europe applaudirent à la

1731.

O v

1731.

conduite de Jean-Gaston, qui pressé de toutes parts avec violence, avoit su agir cependant en prince & en homme libre. Le comte de Zinzendorff irrité s'oublia jusqu'à dire à l'envoyé florentin qu'aux termes de cette convention, le grand-duc jouoit le rôle de l'empereur & l'empereur celui du grand-duc. Il prétendit qu'il étoit clair qu'on avoit usé d'artifice, qu'on avoit évité les clauses qui pouvoient indiquer la féodalité, & qu'à leur place, on s'étoit efforcé d'établir tacitement l'indépendance & la liberté : le grand-duc de son propre mouvement déclaroit la succession immédiate, l'Espagne accordoit à l'électrice le titre de grande-duchesse, toutes choses qui portoient aux traités précédens une atteinte dangereuse, une lésion manifeste aux droits de l'Empire, & qui empêchoient absolument l'empereur d'en garantir les conditions. Il voulut démontrer aux yeux du public l'incompatibilité de la convention de Florence avec le dernier traité de Vienne, & fit publier un mémoire qui contenoit un long détail d'observations sur le point



de la succession , sur le pouvoir arbitraire en vertu duquel le grand-duc & le roi d'Espagne prétendoient disposer des droits les plus incontestables de l'Empire. Enfin , la transmission des titres & des prérogatives, qu'on ne pouvoit tenir uniquement que des concessions impériales , l'élection des tuteurs , l'attribution de la souveraine puissance , la confusion des droits appartenans au grand-duc actuel , & ceux qui pouvoient appartenir à l'infant après sa mort, obligeoient l'empereur à désapprouver la convention de Florence comme absolument contradictoire aux traités.

Dans l'état actuel des choses , il n'étoit pas vraisemblable que le grand-duc & l'Espagne voulussent détruire un acte aussi solennel ; mais il paroissoit aussi qu'on ne pourroit éviter une rupture qui entraîneroit la guerre , si l'on refusoit absolument de le concilier avec le traité. Le duc de Liria irrité contre le père Ascanio qui lui avoit arraché cette négociation , désapprouva sa précipitation & se rangea du parti des autres ministres de l'Empire. L'ambassadeur Robinson

O vj

1731.

1731.

s'emporta plus vivement encore contre le grand-duc & contre le père Afcanio. Son maître s'étoit engagé à obtenir un consentement implicite pour l'introduction des garnisons, & loin d'être spécifiées dans le traité, l'article séparé qui seul rappeloit cette condition, contenoit des clauses capiteuses & des expressions contraires à un consentement que le roi d'Angleterre s'étoit promis d'arracher. Robinson commença par exiger du grand-duc une simple & littérale obéissance au traité de Vienne : le roi d'Angleterre menaça de violence dans le cas d'une négative. Cette forme de procéder surprit étrangement Gaston : après avoir tout sacrifié aux volontés des autres, il lui parut injuste qu'on osât encore exiger de lui une approbation formelle à des conditions qui lui étoient si onéreuses. Après les protestations formelles & réitérées que lui & Côme son père avoient faites au congrès de Cambray contre la féodalité, il déclara que la conscience & l'honneur ne lui permettoient pas d'y adhérer. Il ajouta que si ce honteux article des traités devoit s'effectuer

après la mort , il ne pouvoit inter-  
 prêter l'obstination qu'on mettoit à lui  
 arracher un consentement inutile , que  
 comme un désir barbare de lui ren-  
 dre plus amère & plus sensible la  
 violence qu'on faisoit éprouver à ses  
 sujets ; qu'ayant sacrifié son repos, sa  
 dignité , sa propre puissance & celle  
 de sa sœur pour satisfaire les desseins  
 des grandes puissances , il lui paroîs-  
 soit enfin déraisonnable d'être persé-  
 cuté pour une simple formalité , &  
 de ne pouvoir se garantir de l'importu-  
 nité des étrangers. La cour de  
 Vienne fut obligée d'écouter les plain-  
 tes par la bouche de l'envoyé Bar-  
 tolo méi , jusqu'au moment où l'Es-  
 pagne eut ratifié la convention. Ce-  
 pendant cet acte n'avoit pas l'entière  
 approbation de cette cour ; il ne don-  
 noit pas, comme on l'avoit désiré, le  
 consentement explicite à l'égard de  
 l'entrée des garnisons ; il lui parut au  
 contraire rempli d'expressions & de  
 dispositions contraires aux traités.  
 Ainsi Philippe V ratifia les treize arti-  
 cles ; mais en déclarant qu'il n'enten-  
 doit pas déroger aux dispositions an-  
 térieures ni leur donner des limites ,

1731.

& qu'il n'inviteroit pas les puissances à en signer la garantie. Il ne ratifia pas non plus l'article secret , parce qu'il lui étoit indispensable d'exiger l'entrée des garnisons. Le grand-duc suivit le modèle de cette ratification & la crut suffisante pour l'exempter de l'accession au traité de Vienne. Mais les ministres des puissances contractantes ne s'en contentèrent pas & lui représentèrent que d'après le refus qu'il faisoit , la convention privée de la garantie de ces mêmes puissances ne seroit jamais un lien pour son successeur. Ils lui proposèrent une forme d'acte qui pouvoit sauver sa dignité , & ne pas l'astreindre au consentement explicite de la féodalité ; on lui promit que l'empereur accorderoit à l'électrice les titres & les prérogatives désirées , lorsqu'elles lui seroient demandées dans la forme qui lui étoit due. Après de longs débats , le terme des deux mois étant près d'expirer , l'acte d'accession fut signé le 31 septembre par les plénipotentiaires des différentes cours. Jean-Gaston s'y détermina par des raisons qui concernoient l'avantage & la sûreté de ses

sujets ; la convention de Florence fut regardée comme un pacte de famille par lequel on ne prétendoit pas contredire aux traités , & les puissances en garantirent le contenu autant qu'il ne seroit pas contraire à ces mêmes traités : les puissances contractantes s'engageoient d'assurer au grand-duc , à son état & à ses successeurs tout ce qui regardoit leur dignité , leur tranquillité , leurs avantages & leurs revenus.

Aussi-tôt après la signature & la ratification de cet acte , le grand-duc & la duchesse Dorothee de Parme , mère de la reine d'Espagne furent nommés tuteurs de l'infant don Charles. La grossesse de la duchesse , veuve du duc Antonio , étoit déclarée fausse , & le général Stampa venoit de prendre possession de l'état de Parme au nom du prince infant. L'escadre espagnole sous les ordres du général Mari s'étoit réunie à l'escadre angloise , commandée par l'amiral Wager. Les troupes destinées pour les garnisons étoient prêtes à s'embarquer à Barcelone. Mais comme les traités laissoient à Philippe V la pleine liberté de répar-

---

1731.

tir les garnisons à sa volonté, & que la possession du duché de Parme ne demandoit pas des sûretés ultérieures, la cour de Vienne prétendit qu'elle ne permettoit pas aux garnisons espagnoles d'entrer dans le Parmésan, puisqu'il n'y avoit plus de raison de les y introduire ; le grand-duc alors représenta de son côté que la nécessité de ces mêmes garnisons en Toscane ayant également cessé, il n'étoit pas juste d'accabler cet état par un nombre de troupes inutile. Cette difficulté n'ayant pas été prévue par les traités, portant avec elle la nécessité de s'en reposer sur la bonne foi des espagnols, quant à l'observation des conditions récentes, & au désir sincère d'éviter une nouvelle guerre au moment où la paix étoit conclue, la cour de Vienne s'adoucit, se départit de ses nouvelles prétentions, & facilita par ce moyen l'accomplissement de tous les actes juridiques qu'exigeoient la tutelle de l'infant, & la prise de possession de l'état de Parme. Jean-Gaston forcé de se soumettre aux loix qu'on lui imposoit, se prêtoit à tout ce que lui dictoient les es-

pagnols & les allemands ; mais comme il vouloit au moins laisser à la postérité un témoignage irrévocable qui justifiât sa conduite , qui en dévoilât les motifs , qui le représentât soumis à la force des puissances supérieures à la sienne , & non pas guidé par les propres réflexions & par sa volonté , il déposa entre les mains de l'archevêque de Pise une protestation secrète. Cet acte en date du 11 septembre 1731 , revêtu des formalités les plus authentiques , portoit en substance , que Jean-Gaston déclaroit être pleinement convaincu de la lésion qu'éprouvoient en ce moment les droits & la liberté de Florence , par la loi de la féodalité , des maux qui devoient s'ensuivre relativement au peuple , & des refus qu'ils auroient fait d'y consentir , s'ils l'avoient pu. Il protestoit qu'il n'accédoit au traité de Vienne que par violence , & que le consentement des peuples n'ayant été ni requis , ni accordé , ils n'étoient nullement liés par cet acte , & qu'il entendoit les laisser dans cette même indépendance & cette même liberté dont ils jouissoient lorsqu'ils confiè-

1731.

rent à la maison le poids de leur gouvernement. Cette inutile réserve qui ne servoit qu'à mettre en repos la conscience de Jean-Gaston, ne pouvoit rien opérer en faveur des toscans, ni les dérober au joug des étrangers. Dès le mois d'octobre, on vit paroître les commissaires espagnols qui venoient préparer la réception de la flotte & marquer les quartiers d'hiver. Le grand-duc envoya Rinuccini à Vienne avec la liberté de déterminer les règles de la discipline à laquelle les troupes devoient être assujetties. Toute l'Italie considéroit avec curiosité l'entrée d'un nouveau souverain dans les états du grand-duc, & les toscans s'y soumirent avec d'autant moins de peine qu'il les délivroit du joug des allemands que les contributions leur avoient rendu odieux. Les autres états de l'Europe étoient dans la même disposition, l'Espagne étoit sûre d'éprouver un accueil favorable & de trouver un parti puissant & propre à seconder ses vues. Il sembloit que toute la nation italienne se fût rassemblée à Livourne, pour y voir le spectacle du débarquement de



la flotte & la magnifique réception que le grand-duc préparoit à l'infant. La flotte étoit composée de vingt-cinq vaisseaux de guerre espagnols & de sept galères : seize vaisseaux anglois l'accompagnoient ; elle arriva à la vue de Livourne le 16 octobre , & le comte de Charny, commandant des troupes de terre , descendit aussi-tôt. Les envoyés de Jean-Gaston firent à ces nouveaux hôtes le meilleur accueil qui leur fût possible , & procédèrent aussi-tôt à prévenir par un règlement de discipline les inconvéniens qui résultent d'ordinaire dans un état , de l'introduction d'une troupe étrangère ; le règlement fut signé le 31 octobre par le père Ascanio , le comte de Charny , les amiraux espagnols & anglois & le marquis Rinuccini. Il fut convenu qu'après avoir prêté le serment de fidélité au grand-duc , les six mille hommes de garnison descendroient à terre sans éprouver aucun désagrément ni de la part du prince , ni de la part des sujets , & le grand-duc assigna leur distribution jusqu'au moment où les quartiers d'hiver seroient établis. Leur nombre dans les places

---

---

1731.

---

173 I.

fortes devoient être dans la proportion de deux tiers au-dessus des troupes nationales. Le comte de Charny fut nommé commandant de Livourne sans être autorisé par ce titre, à s'ingérer d'aucune affaire politique ni civile ; il fut obligé même à se soumettre au gouverneur toscan dans tout ce qui concernoit ces deux objets. Le même ordre fut établi à Porto-Ferraio, & l'on régla en même-tems tout ce qui regardoit l'artillerie & les magasins. Le premier de novembre, le comte de Charny prêta le serment, aux termes de l'article X du traité de Seville, dans le palais ducal, entre les mains du gouverneur, avec beaucoup de pompe & de cérémonial, & aussi-tôt après le débarquement eut lieu. Le peuple de Livourne & les étrangers rassemblés dans cette ville applaudirent à l'arrivée des espagnols, à la dépense desquels la reine avoit contribué, de manière à augmenter leur éclat & leur fierté.



## CHAPITRE VIII.

*L'infant arrive à Livourne ; il passe au printems à Florence après avoir eü la petite vérole ; il y reçoit les honneurs à la fête de S. Jean-Baptiste , & cette circonstance occasionne des contestations avec la cour impériale. Sous le prétexte des troubles de la Pologne , la France déclare la guerre à l'empereur en Lombardie, & sur le Rhin. L'infant passe dans le duché de Parme & prend librement le gouvernement de l'état ; l'Espagne envoie en Italie une nombreuse armée qui prend ses quartiers d'hiver en Toscane.*

**L**ES fortifications, les postes les plus importants du port & de la ville de Livourne étant désormais gardés par les troupes espagnoles, le reste de l'infanterie fut envoyé à Porto-Ferraio, & la cavalerie marcha vers Pise, non pas comme garnison, mais comme un dépôt. Les espagnols s'occupèrent du soin de gagner la confiance & l'ami-

1731.

1731.

tié des habitans de Livourne, & de tous les toscans en général. L'intérêt de la couronne d'Espagne, & les instructions particulières de la reine leur inspiroient le désir de se faire aimer & considérer. Philippe en leur faisant avancer leur paye au moment de leur embarquement à Cadix & à Barcelone, leur avoit fourni les moyens de paroître magnifiques & bienfaisans. Les vaisseaux des deux flottes quittèrent la rade de Livourne, & les galères se retirèrent à Antibes pour y attendre l'infant qui devoit partir de Seville le 20 octobre. A celles d'Espagne, se réunirent trois galères du grand-duc commandées par le cavalier Marescotti. Jean-Gaston regarda comme indispensable de sa part une telle marque d'honneur, malgré les murmures de Vienne. Cette cour ne pouvoit supporter que les troupes espagnoles fussent plus nombreuses que ne l'exigeoient les traités, & le titre de dépôt donné au surplus de ces troupes ne la satisfaisoit nullement. Comme elle soutenoit toujours que les garnisons étoient désormais inutiles dans le duché de Parme, elle ajoutoit avec

une apparence d'équité qu'il n'étoit pas juste que le grand-duc portât le poids d'une double garnison , & qu'il falloit renvoyer en Espagne les troupes excédant le nombre de trois mille hommes. Le comte Caïmo promit au grand-duc au nom de son maître de le délivrer de ce joug , s'il vouloit recourir ouvertement aux bontés de S. M. I. qui sauroit même l'exempter de la résidence de l'infant s'il ne la voyoit pas avec plaisir. Jean-Gaston répondit à ces offres , qu'après douze années de résistance il se voyoit abandonné de tous , mis dans les fers par l'empereur lui-même , & qu'il n'y avoit rien de plus inutile qu'une semblable proposition , lorsqu'il devoit craindre même de déplaire à ceux qui pouvoient lui imposer des loix. Cependant , la prise de possession de l'état de Parme étoit suspendue , quoique toutes les formalités en usage envers l'Empire fussent observées ou prêtes à l'être. Mais le plénipotentiaire général Stampa , & le marquis de Montéléone consumoient inutilement leur tems en contestations sur l'infraction des traités , sur le nombre & la dis-

1731.

tribution des troupes espagnoles, & lorsqu'on voulut que les impériaux abandonnassent le duché de Parme, il fallut que le marquis de Montéléone signât une déclaration par laquelle il promettoit au nom du roi d'Espagne, que les troupes excédant le nombre de trois mille hommes se retireroient de la Toscane, puisqu'elles étoient d'un poids trop considérable à l'état. Ce fut sous de tels auspices de méfiance & d'incertitude que l'infant aborda le 27 décembre à Livourne. Cette ville étoit déjà inquiète du sort de ce jeune prince; la galère du grand-duc étant arrivée le soir du 26, avoit annoncé que navigeant avec les galères d'Espagne, elle en avoit été séparée par une bourasque vers Saint-Remo; sur les côtes de Gènes, & qu'elle les avoit toutes perdues de vue. Autant cet avis avoit répandu d'abord de consternation, autant l'arrivée de la flotte causa de joie & de satisfaction. Le grand-duc avoit fait préparer au prince une brillante réception & lui avoit envoyé toute sa cour: le marquis Riuicini & le gouverneur de Livourne allèrent à sa rencontre dans

dans des chaloupes ; ils montèrent sur la galère royale, & reçurent de l'infant & de ses courtisans les marques de respect & de considération les plus flatteuses pour leur souverain & pour eux-mêmes. Le comte de Saint-Etienne, gouverneur de don Charles, leur dit au nom de ce prince, qu'il abordoit à Florence avec le seul caractère de fils du grand-duc & de l'électrice palatine. Après leur avoir exprimé lui-même des sentimens aussi satisfaisans, il descendit à terre au milieu des applaudissemens du peuple qui couvroit le môle, le rivage & les vaisseaux qui étoient dans le port : il passa au milieu des files de soldats & fut salué par l'artillerie de la place ; suivi de la cour du grand-duc, il alla d'abord à l'église cathédrale, y rendit grâces de son salut & de son heureuse arrivée, & se rendit ensuite au palais du grand-duc, accompagné des cris & des acclamations du peuple. Il reçut avec la même complaisance les témoignages empressés de l'attachement des principaux personages du grand-duché, & même des autres états d'Italie ; beaucoup

*Tome IX.*

P.

1731.

1731.

étoient venus à Livourne dans l'intention d'être les premiers à mériter les graces & à flatter une puissance naissante, dont l'autorité pouvoit un jour satisfaire ou tromper leur ambition.

1732.

Don Charles étoit âgé de seize ans; il étoit d'une belle figure, il avoit l'air sain & vigoureux, les manières nobles & gracieuses; sa cour étoit magnifique & nombreuse; elle étoit formée par les courtisans de Philippe V, & l'autorité principale résidoit dans la personne du comte de Saint-Etienne, qui, malgré son caractère impérieux & altier, témoignoit pour les toscans la complaisance la plus recherchée. La cour de ce prince devoit être formée sur un autre plan, dès que la possession des successions de Parme & de Toscane lui seroit assurée; alors, sa suite devoit être composée d'un tiers d'espagnols & de deux tiers de toscans & de parmésans. Telles étoient les instructions de Philippe V, qui exigea d'ailleurs que son fils se conformât d'abord aux mœurs & aux usages de l'Italie; politique qui servit à fortifier pour lui l'affection du peuple. Toutes les nations étrangères dont le



commerce ne fait qu'un seul corps à Livourne, se réunirent pour lui donner des fêtes & lui procurer des plaisirs; mais celui qui sembla lui plaire davantage fut l'exercice de la chasse, & le grand-duc n'épargna rien pour le lui rendre agréable. Tant de marques réciproques d'attachement & de cordialité, inspirèrent au grand-duc & à sa cour le désir de se lier de bonne foi avec l'Espagne, & de jouir enfin d'une paix qui leur étoit refusée depuis si long-tems. Ils virent donc avec plaisir la succession assurée à l'enfant; ce prince demouroit à Livourne pour s'y reposer des fatigues de son voyage, & attendre le retour de trois galères que la tempête avoit écartées de la flotte sur les côtes de la Corse : il comptoit ensuite se rendre à Pise où il vouloit éviter les rigueurs de l'hiver, que le voisinage de la mer rendoit cruelles à Livourne; il devoit enfin passer à Florence au commencement du printems, & y attendre paisiblement l'heure où devoient cesser les contestations de la cour impériale, & où il devoit entrer en possession du duché de Parme. Au moment où

1732.

il alloit quitter Livourne, il fut attaqué de la petite vérole, maladie dangereuse par elle-même, & souvent fatale aux princes de la maison de Bourbon. Cet accident affligea non-seulement les espagnols, mais aussi les toscans, qui se croyant au comble de leurs désirs, craignirent d'être encore le jouet de nouveaux malheurs. Leur trouble s'exprima par des vœux ardens pour une santé qui leur étoit devenue précieuse, il y eut des prières publiques dans toute l'étendue du grand-duché. L'inquiétude du grand-duc & de l'électrice fut si vraie, les témoignages en furent si affectueux, que la cour d'Espagne y fut sensible, & parut dans la suite reconnoissante de ces preuves de tendresse. Philippe fut l'exprimer par une marque de confiance flatteuse pour les italiens, en n'appelant auprès du jeune prince que les médecins de Toscane les plus éclairés, preuve d'estime qui contribua encore plus à faire aimer le prince & le gouvernement. Les vœux publics furent exaucés: la maladie eut son cours ordinaire, mais les accidens durèrent peu, & le rétablissement s'an-

monça bientôt. Les démonstrations de joie furent aussi vives à Livourne, que l'avoient été celles de la douleur, & dès la convalescence du prince, les habitans lui offrirent de nouvelles fêtes & de nouveaux plaisirs. Vers le 15 de février, il se rendit à Pise où il ne fut pas reçu avec moins de joie; il y rétablit entièrement ses forces, & fut bientôt en état d'y satisfaire sa passion pour la chasse, & de jouir du séjour délicieux de cette ville dont le climat est plus doux & plus agréable en hiver que celui des autres provinces de la Toscane. Au printems, il fut enfin résolu qu'il passeroit à Florence où le grand-duc & l'électrice l'attendoient avec impatience. Le voyage de Pise en cette ville se fit lentement, & Rinuccini se réserva le loisir de faire goûter à l'infant les divers agrémens des lieux où il passa, & de déployer sa propre magnificence par la manière brillante dont il fit traiter sa cour. Enfin don Charles arriva le 9 mars. Une foule de peuple vint à sa rencontre sur la route de Florence; il trouva aux portes de la ville, toute la noblesse qui l'y attendoit; il entra au milieu de deux files de soldats,

1732.

au bruit de l'artillerie & des acclamations du peuple; il se rendit à la cathédrale où le sénat & l'archevêque le reçurent; delà, il fut conduit au palais Pitti où l'électrice le joignit dans l'appartement qui lui étoit destiné; cette princesse lui prodigua les marques d'amour qu'on peut donner à un fils tendrement chéri, & l'enfant ne la traita pas avec moins de respect que s'il eût embrassé sa propre mère. Après un entretien aussi court qu'obligeant, elle le conduisit à l'appartement du grand-duc, qui attendoit dans son lit le moment d'embrasser un prince qu'il regardoit comme son fils & son héritier.

Il y avoit alors trois ans que l'accident arrivé à Jean-Gaston le retenoit dans son lit par une foiblesse extrême dans les genoux, qui en étoit la suite; il ne se montroit plus que rarement en public, & ne cherchant qu'à éviter les cérémonies & les formalités, il profitoit de cette infirmité pour recevoir dans son appartement, & même dans son lit, les ministres étrangers & toutes les personnes dont la présence exigeoit du cérémonial. Quoiqu'il té-

moignât à l'infant une affection vraiment paternelle, quoiqu'il parût tranquille & flatté de lui avoir assuré ses états, il se dispensa sans regret de paroître avec lui en public. Aux marques d'alégresse de la cour, se joignirent encore celles de la capitale qui fut illuminée pendant trois soirées, & où chaque citoyen s'empressa d'unir les marques de sa joie particulière aux transports de la joie générale. Ces mêmes transports, ces témoignages d'attachement pour un prince de la maison de Bourbon allumèrent la fureur & la jalousie de la cour impériale, & la firent repentir, mais trop tard, d'avoir consenti à l'entrée des garnisons espagnoles. Tout présageoit en Italie quelque grande révolution, & tout sembloit en être l'augure aux yeux des observateurs. Lorsque l'infant prit possession du duché de Parme, on fit frapper dans cet état une médaille représentant d'un côté le nouveau souverain, & au revers, une femme tenant à la main une branche de lys avec ces mots : *spes publica*. Il fut distribué plusieurs de ces médailles dans les cours étrangères, & sur-tout à Vienne où elle

1732.

inspira des soupçons & des craintes. On crut que cette femme & la branche de lys avec l'exergue signifioient que le repos de l'Italie résidoit désormais tout entier dans la maison de Bourbon. L'empereur étoit d'autant plus mécontent du jeune prince, qu'aussi-tôt après son arrivée en Toscane, il avoit envoyé complimenter le roi de France, avant d'avoir rempli ce devoir envers l'empereur de qui il tenoit ou devoit tenir le fief de Florence. Charles fut plus piqué encore lorsque dans une lettre de l'infant adressée à lui-même, ce prince, fils cadet & feudataire de l'Empire, s'attribuoit le même titre & les mêmes honneurs que son père. Cette lettre même fut rejetée & rendue à l'envoyé de Parme comme une marque de mépris & une preuve de mésintelligence entre lui & le prince. Charles VI trouvoit également étrange que le comte de Saint-Etienne, le comte de Charny & le père Ascanio eussent tenu à Livourne des conférences, où l'on avoit blâmé la convention signée entre le plénipotentiaire Stampa & le marquis de Montéléone, à l'égard de la prise de possession du duché de Parme, afin

de la décréditer en Espagne & d'empêcher cette cour de l'approuver & de la ratifier. Un armement formidable qu'on voyoit faire sur les côtes d'Espagne, & dont l'objet étoit couvert d'un secret impénétrable, redoubloit les craintes de la cour de Vienne, qui prévoyant une rupture inévitable, s'étudioit au moins à défendre la pragmatique sanction. La diète de l'Empire ayant garanti cet acte malgré la protestation de trois électeurs, l'Empire se crut plus libre avec l'Espagne, & prit la résolution de ne rien céder à l'infant. Le grand-duc qui prévoyoit les conséquences de cette brouillerie, chercha les moyens de l'appaiser, en proposant de nouveau le mariage de l'infant avec la seconde des archiduchesses; mais la voie étoit fermée à tout accommodement. Cependant Charles parvint à inspirer à toutes les cours des sentimens de paix; tous les soupçons que l'armement d'Espagne avoit fait naître, se dissipèrent lorsqu'on sut que sa destination étoit pour l'Afrique, & que l'effet démontra que cet objet étoit réel. Mais comme il ne put consentir cependant à ratifier la conven-

1732.

P v

tion de Florence, il se vit obligé à souffrir la totalité des garnisons espagnoles, & ne fit qu'amortir pour un moment les étincelles d'une guerre que les seules circonstances tenoient encore suspendue.

La cour d'Espagne, maîtresse de Liyourne & de Porto-Ferraio, regardoit désormais comme vains & inutiles les éclats & le ressentiment de l'empereur, & ne s'occupoit qu'à établir solidement l'infant en Italie. Le grand-duc avoit formé le dessein de réunir le commerce de Florence à celui de l'Espagne, préférablement à toute autre nation : il projetoit d'ouvrir des routes de communication vers le duché de Parme, & l'infant prenoit déjà le titre de duc de Castro, dans la ferme persuasion qu'il recouvreroit un jour ce duché. Les toscans qui ne voyoient dans l'avenir, que bonheur & agrandissement pour l'état sous la domination des espagnols, se lioient chaque jour plus étroitement avec eux. Cette amitié fut troublée un instant par un accident (a) qui n'eut au-

---

(a) L'infant avoit fait mettre des poissons dans un bassin d'eau, situé dans la parue supé



cune suite ; & ce premier trouble appaisé , le grand-duc impatient de mettre le jeune prince absolument en possession de son héritage , pressé de remplir la convention en le faisant reconnoître par ses sujets , en imagina un moyen qui ne pouvoit en apparence offenser la cour de Vienne. Il étoit d'usage que toutes les juridictions de Toscane rendissent des hommages publics au grand-duc le jour de la fête de saint Jean-Baptiste , & lorsque le souverain ne pouvoit assister en personne aux cérémonies ordinaires , il se faisoit représenter par son succes-

---

rieur des jardins du palais ; ce bassin étoit exposé aux rayons du soleil les plus ardens du mois de juin ; les poissons n'avoient nulle cavité où ils pussent chercher un abri ; un jour on les trouva tous morts : on crut d'abord que les eaux avoient été empoisonnées ; on s'écria contre cet attentat , on mit à prix la découverte des coupables ; bientôt on se calma , on fit l'épreuve des eaux & l'on fut ainsi convaincu que l'excessive chaleur avoit causé la mort de ces animaux. Mais l'exagération prompte à se répandre eut dans un moment porté de fausses idées dans les cours étrangères ; idées que les espagnols furent obligés de détruire , afin d'en arrêter les propos indiscrets.

1732. leur. Plusieurs fois Ferdinand, frère de Gaston, & Gaston lui-même avoient dans cette occasion rempli la place de leur père, & l'on crut que l'infant pouvoit aussi jouir du droit & des honneurs réservés aux fils des souverains. Comme le grand-duc voulut en même-tems remplir les termes de la convention, il fit insérer dans la proclamation (a) que le crieur public lit publiquement avant la convocation, une clause, par

---

(a) *Proclamation.* Conformément aux anciennes ordonnances & aux anciennes coutumes, les villes, terres, châteaux, îles & lieux de l'obéissance du sérénissime grand-duc de Toscane, aussi-bien que de l'état de Florence & de celui de Sienne; les marquis, comtes & seigneurs alliés ou feudataires de ce prince, rendront le présent ordinaire au sérénissime grand-duc, & conformément à ce qui a été dit, à l'altesse royale du sérénissime infant don Charles, grand-prince de Toscane, le tribut & l'hommage dus à ce prince & par lui-même & comme successeur immédiat du grand-duc, ce 24 juin, jour célèbre & solennel de la fête du glorieux S. Jean-Baptiste; ils rendront ces tributs d'hommages selon qu'ils y seront appelés ou nommés, sans aucune remise ou préjudice des droits acquis à son altesse royale dans lesdits lieux & fiefs, &c.

laquelle l'infant étoit nommé grand-prince de Toscane , & successeur immédiat du grand-duché, Toute la cérémonie se fit avec tranquillité , & dans cette occasion l'Espagne déploya tout le faste & toute la magnificence de la nation. Les deux cours se réunirent pour donner un nouveau lustre aux spectacles ordinaires , & jamais Florence n'avoit vu tant de richesse & d'élégance dans ses fêtes : grand nombre de personnes qualifiées étoient venues les embellir , & cette foule de spectateurs jugea facilement que le peuple accordoit en entier ses suffrages à l'infant. Mais cette joie répandue à Florence , fut ensuite troublée par les reproches & le ressentiment de la cour de Vienne. Cette cour irritée considéra l'hommage rendu au jeune prince comme une infraction formelle aux traités conclus ; elle regarda le grand-duc & l'infant même comme deux rebelles , qui avoient attenté aux droits de l'Empire , & qui devoient être déchus des fiefs. Le comte Caïmo accusa hautement le prince de mauvaise foi , & toutes les cours intéressées à la tranquillité publique, fu-

1732.

rent bientôt remplies des clameurs de l'Empire & des justifications du grand-duc.

De quelle inconséquence parut être alors la cour de Vienne, elle qui dans le commencement de l'année avoit montré tant d'ardeur pour l'établissement des espagnols en Toscane, & qui actuellement mettoit une pareille obstination à soutenir ses prétentions ! Personne ne pouvoit l'approuver au moment où les espagnols possédoient Livourne & où ils étoient les maîtres du grand-duché. Mais le nom que l'infant avoit reçu publiquement de *grand-prince de Toscane*, titre qui suivant les idées de l'empereur, ne pouvoit émaner que des concessions impériales, paroissoit un coup porté aux droits de l'Empire ; la succession immédiate de ce prince étant conditionnelle, n'exigeoit le serment des sujets que dans le cas de vacance ; le grand-duc qui l'avoit reconnu de sa propre autorité, & contre la foi de tous les traités, avoit fait un acte impardonnable. Les ministres du grand-duc furent accusés d'une secrète intelligence avec ceux d'Espagne, dont l'avis étoit d'éluder

la féodalité. L'empereur demanda enfin au grand-duc une rétractation formelle, il suspendit l'acte de dispense d'âge en faveur de l'infant, & l'investiture royale de l'état de Parme. Le duc de Liria & Bartoloméi répondirent que le titre de *grand-prince* n'émanoit d'aucune concession impériale, qu'il étoit d'usage en Toscane d'appeler ainsi l'héritier du souverain; que tous les traités, toutes les investitures éventuelles qualifioient l'infant de successeur immédiat; qu'en supposant cette qualité conditionnelle, les peuples n'avoient aussi reconnu le prince que relativement aux conditions établies; qu'il y avoit bien peu de tems que la cour impériale avoit été la première à exiger que le sénat prêtât serment de fidélité à l'infant, & qu'enfin toutes les démarches du grand-duc étant conformes aux traités, la rétractation qu'exigeoit l'empereur, en étoit bien plutôt une infraction. Cependant la cour d'Angleterre jusqu'alors disposée en faveur du roi d'Espagne, prit tout-à-coup le parti de l'empereur, & l'envoyé Robinson ayant pressé le grand-duc de donner

1732.

la rétractation , menaca d'employer la force & déclara que son maître ne pouvoit supporter le désagrément que la présence du jeune prince caufoit au grand-duc , ni le tort que faisoit au pays même le séjour d'une si grande quantité de troupes. Le grand-duc surpris qu'une puissance étrangère parût veiller si cordialement aux secrets déplaisirs qu'il pouvoit concevoir , répondit d'abord , qu'il aimoit & considéroit la personne de l'infant , dont la présence n'avoit encore eu que des avantages pour le pays & pour lui-même ; que les troupes espagnoles avoient pour lui tout le respect & les égards qui lui étoient dus ; & qu'enfin ayant agi conformément aux traités , il ne prétendoit pas se rétracter honteusement , & qu'il abandonnoit cette affaire à la cour d'Espagne. Keene , ambassadeur d'Angleterre à cette cour , y redoubla les instances que Robinson avoit faites à Florence ; mais il ne trouva pas dans l'ame de Philippe moins de résistance & de fermeté , que Jean-Gaston en avoit montré. Une conduite aussi imprévue de la part de la cour impériale , surprit

étrangement tout l'Europe. Quelques-uns crurent que l'empereur avoit grossi son parti de quelques nouveaux garans de la pragmatique sanction , & qu'il se voyoit en état d'user de violence. D'autres imaginèrent qu'il vouloit augmenter le ressentiment de la cour d'Espagne & la réduire par la crainte à rappeler les traités de 1725. Mais quelles que fussent les vues , il est certain que la célébration de la fête de Saint-Jean fut interprétée dans toutes les cours comme une infraction aux traités , & qu'on regarda Philippe V & Jean-Gaston , comme engagés mutuellement l'un & l'autre à en éluder les conditions. Philippe ne persista pas moins à maintenir les intérêts de sa couronne en Toscane dans l'état où ils étoient , & malgré la prompte & heureuse conquête d'Oran (a) en Afrique , l'Espagne ne posa point les armes , &

---

(a) Oran , forte & importante ville d'Afrique dans la Barbarie , royaume de Tremecen , avec plusieurs forts & un excellent port. Le cardinal Ximenès la prit en 1509 ; les algériens la reprirent en 1708 , & le comte de Mortemar en 1732 pour l'Espagne. (*Note du traducteur.*)

1732

sembla même se préparer à une nouvelle expédition. Le grand-duc persuadé que ces préparatifs avoient pour objet d'appesantir encore ses chaînes, refusa d'entrer dans aucunes des déclarations qui lui furent proposées de part ou d'autre.

L'empereur jugeant de l'impossibilité où il étoit d'obtenir par la douceur des actes contraires à ce que l'Espagne & le grand-duc avoient jugé convenable à leur dignité comme aux droits de l'infant, se détermina enfin à employer l'autorité impériale, & à faire l'essai de son pouvoir. Le conseil aulique crut pouvoir suivre la formule des actes de 1728, & pensa que de semblables démarches ménageroient les droits de l'Empire, & resserreroient les nœuds avec lesquels il prétendoit s'affujettir l'infant. On dicta une lettre adressée au grand-duc sous le nom de rescrit, (a), par laquelle l'empereur

---

(a) Nous n'avons point appris sans chagrin, que ce qui s'est passé le jour de la S. Jean dernière à Florence, lieu convenu pour cet effet, à l'occasion de l'hommage qui, suivant l'usage, est renouvelé tous les



ayant cassé & annullé tout ce qui a été fait à la fête de Saint-Jean-Baptiste, déclare illégitime le titre de grand-

1732.

ans , a été conforme en tout à ce qu'il étoit reconnu par toutes les parties dans la convention de Florence , devoir être rectifié. Le droit de succession immédiate qui dans le grand-duché de Toscane appartient au sérénissime duc de Parme & de Plaisance, Charles, infant d'Espagne, ne dépend ni de la disposition de *votre dilection*, ni de l'aveu de ses sujets & vassaux : il est tellement astreint à la forme des traités & lettres d'investiture éventuelle, qu'il ne peut subsister en aucune manière sans l'accomplissement de ces traités & lettres d'investiture. Et il n'est point au pouvoir de votre dignité de conférer de nouveau à qui que ce soit le titre de grand-prince, parce qu'il est reconnu que ce titre, ainsi que la dignité de grand-duc, ne peut émaner que de notre concession impériale.

A ces causes, pour ne manquer ni à nous, ni au S. Empire romain en chose concernant nos droits suprêmes impériaux & ceux de l'Empire, nous déclarons nul, vain & sans effet, comme il l'est intrinsèquement, abrogeons & cassons par la seule plénitude de notre puissance impériale, tout ce qui s'est fait en général & en particulier le jour de la S. Jean dernière, à l'occasion de l'hommage renouvelé tous les ans suivant l'usage, & qui, ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, a été fait d'une manière irrégulière : man-

1732.

*prince de Toscane*, & prescrit sur-tout à Jean-Gaston l'observation des traités. Il adresse en même-tems au sénat de Florence un décret qui, d'après ladite cassation, d'après le serment prêté le 24 juin, imposoit à ce corps respectable la loi de ne reconnoître l'infant qu'après la mort du grand-duc, sous peine d'encourir l'indignation impériale & de payer une amende de cent marcs d'or. A cet acte en succéda un autre nommé *mandatum ad subditos*, qui répétoit les mêmes clauses de cassation & de nullité, ordonnoit aux peuples de Toscane de ne rendre hommage à l'infant qu'à la mort du grand-

---

dant & enjoignant sérieusement à votre dignité, tant comme grand-duc de Toscane, que comme tuteur du susdit sérénissime duc de Parme & de Plaisance, Charles, infant d'Espagne, qu'à l'avenir elle ne tente ou ne permette à ceux qui lui sont soumis de tenter rien de contraire à nos droits & à ceux du S. Empire romain, ainsi qu'aux dispositions des traités passés entre les principaux princes de l'Europe; afin qu'en notre qualité d'empereur nous ne soyons pas contraints d'employer contre des témérités de cette espèce, les remèdes convenables aux loix de l'Empire.

duc , & même alors , à la duchesse Dorothee de Parme , s'il arrivoit que ce prince fût mineur. Cette clause particulière étoit injurieuse pour le grand-duc & pour l'infant ; elle excluait le droit de tutelle accordé à l'électrice & promis à cette princesse par l'empereur même ; elle marquoit une volonté absolue de refuser la dispense d'âge au prince d'Espagne. Charles VI joignit à tous ces actes despotiques un pouvoir impérial , accordé à un de ses ministres ou envoyés à son choix , & qui dans le cas de la mort du grand-duc , mettoit le plénipotentiaire dans le droit de prendre aussi-tôt possession du grand-duché , & d'en investir l'infant avec les mêmes formalités qu'on avoit employées pour celui de Parme. Avec tous ces papiers , on confia au duc de Liria une interprétation un peu plus douce ; & ce seigneur fut chargé de remettre , au grand-duc le rescrit , au sénat le décret , & de faire afficher dans toute la ville de Florence le *mandatum ad subditos*.

Lorsque Jean-Gaston reçut la lettre qui lui étoit adressée ; il se contenta dans les bornes d'une sage modéra-

1732.

tion , malgré le courroux , dont il se sentit animé ; il répliqua que sa réponse demandoit un mûr & long examen , & il ajouta qu'après avoir agi dans tous les tems avec une aveugle déférence pour les volontés de l'empereur , il ne se feroit jamais attendu de la part de ce prince à un pareil outrage , relativement à la dignité de son rang , ni à si peu d'égards pour sa personne. Le sénat rejeta le décret lorsqu'il lui fut présenté , en prononçant qu'il ne connoissoit d'autres souverains que le grand-duc. Cette réponse à la fois ferme & modérée fit imaginer au comte Caïmo un artifice bas & indigne de son caractère d'ambassadeur. Il fit travestir un de ses valets en voyageur , lui fit demander la permission de paroître à l'audience du suprême magistrat , représentant le corps entier du sénat , & sous prétexte de lui présenter une requête , le faux étranger lui remit le décret & prit la fuite. Le suprême magistrat n'ouvrit point le paquet , le fit passer au grand-duc , & dans l'instant même le sénat protesta qu'il n'avoit reçu ni accepté ce décret remis en fraude à son représentant.

Jean-Gaston fit secrètement conseiller au comte Caïmo de se garder de faire afficher le dernier acte qu'il avoit entre les mains , l'avertissant avec bonté , que , d'après le nombre d'espagnols introduit dans sa maison , le nombre de ses propres sujets , tous affectionnés à leurs princes & en bonne intelligence avec les espagnols , il ne s'engageoit point à garantir sa personne de quelque insulte qui pourroit compromettre son caractère , & attirer la guerre en Toscane. La crainte peut-être jointe à d'autres réflexions , empêcha en effet le comte de consumer ce dernier acte de témérité ; il se contenta seulement de distribuer à Florence des copies de ce qui devoit y être affiché. Cet écrit y servit de risée au peuple , loin d'y répandre l'épouvante ; les florentins soutenus par les garnisons espagnoles & par les armemens de Cadix & de Barcelone , redoutoient peu les menaces de l'Empire. L'absence prochaine de l'infant avoit seule le droit de les inquiéter & de leur déplaire.

Quoique l'aigreur de la cour de Vienne dût rendre le séjour de Parme

1732.

1732.

plus dangereux à cause du voisinage des troupes autrichiennes, la cour d'Espagne jugea nécessaire d'y envoyer l'infant, & de montrer la confiance qu'elle avoit encore dans la foi des traités qui lui assuroient la possession de cet état. Don Charles quitta Florence les premiers jours d'octobre, & tout le peuple lui fit connoître que dans ce moment même il désiroit déjà son retour. Jean-Gaston voulut lui donner aussi un témoignage sensible de son affection, & malgré les alarmes de toute sa cour, il sortit de son appartement & se fit porter dans celui du jeune prince auquel il donna toutes les marques de tendresse d'un père. Les principaux ministres d'Espagne s'éloignèrent avec l'infant qui fut suivi de sa garde. Mais les garnisons de Livourne & de Porto-Ferraio demeurèrent dans ces deux places, & plutôt que de songer à les diminuer, les fréquentes levées de soldats en augmentoient le nombre. La cour d'Espagne songeoit à terminer toutes ces discussions avec l'empereur, par la médiation du roi d'Angleterre qui l'avoit offerte, lorsque la nouvelle des actes d'autorité

l'autorité qu'on avoit employés à Florence, l' alarma plus vivement & lui fit comprendre à combien de périls se trouvoit exposée la tranquillité de l'infant en Italie : prévoyant que la guerre seroit inévitable , elle désira de se lier plus étroitement avec la France , & d'obtenir enfin par la force ce que les négociations n'avoient pu opérer. Le système politique de l'Europe paroissoit menacé d'une crise violente ; les engagemens qui lioient toutes les grandes puissances étant presque tous contradictoires entr'eux , il y avoit peu de différence entre de semblables nœuds , & la dissolution entière de tous les traités. La succession de la maison d'Autriche étoit le principal objet dont s'occupoient les différentes cours ; la maison de Bourbon désiroit le démembrement de cette puissance , qui étoit son unique rivale ; mais elle eût voulu que l'infant en eût profité , & que son mariage avec l'archiduchesse lui eût fait tomber en partage les états d'Italie. Les traités de Louis XIV, concernant le partage de la monarchie espagnole , avoient produit le testament de Charles II en faveur de Phi-

1732.

*Tome IX,*

Q

1732.

lippe V , & peut-être la France espérait que des circonstances semblables opéreroient de semblables effets. Charles VI au contraire s'appliquoit à conserver l'union & l'intégrité de ses états , & vouloit assurer la pragmatique sanction. Il avoit déjà projeté le mariage de l'ainée des archiduchesses avec François-Etienne , duc de Lorraine , qui joignoit à des qualités aimables , l'avantage d'être d'une maison alliée à celle d'Autriche. Le désir d'élever sur le trône impérial un prince de la maison de Lorraine , qui devoit encore conserver le souvenir des injustices que sa famille venoit d'éprouver en France , de le rendre maître d'un état dont la position même l'invitoit à la vengeance , c'étoit de la part de l'empereur un projet qui méritoit toute l'attention du gouvernement françois. Cette réflexion étoit peut-être la seule qui pût émouvoir le génie pacifique du cardinal de Fleury. Ainsi les deux maisons de Bourbon intéressées , l'une à l'agrandissement de l'infant , l'autre à l'affoiblissement de la puissance impériale , s'accordèrent à prendre la voie des armes puis-



qu'il ne restoit plus que ce moyen.

D'après ces résolutions , la cour d'Espagne s'opposa vigoureusement elle-même aux prétentions des impériaux , déclara les traités violés par elle , puisque la souveraineté du grand-duc étoit offensée , réclama contre la forme de la prise de possession , contradictoire à l'investiture éventuelle & à l'esprit des parties contractantes lors du traité de Londres : elle se plaignit du refus qu'essuyoit l'infant , lorsque la dispense de l'âge n'en étoit pas moins nécessaire , pour n'être pas prescrite par les loix & par les coutumes de l'Empire. Elle remit le jugement de toutes ces infractions aux premières puissances contractantes , & demanda leur garantie pour assurer ses possessions. On commença bientôt à Londres une longue & savante discussion sur les droits de l'Empire , sur l'esprit des traités , sur les compensations nécessaires pour accorder & terminer une dispute qui devenoit fastidieuse pour toute l'Europe : on imprima des mémoires raisonnés sur la nature du titre de *grand prince* , sur les formalités relatives à la prise de possession :

Q ij

1733.

1733.

plus la dispute s'échauffoit, & moins on imaginoit par quelles secrètes voies on pourroit la terminer. En analysant tous les actes qui avoient suivi le traité de la quadruple alliance, il paroissoit que le simple droit de l'infant aux successions de ces états fût actif & indépendant de l'Empire, qui ne pouvoit acquérir la haute puissance sur ces mêmes états qu'après la mort du grand-duc. Car, si la quadruple alliance avoit établi les garnisons neutres dans les places fortes, sous la condition expresse de ne les remettre qu'à l'infant même; si la réunion de ces états avec les états héréditaires de la maison d'Autriche étoit démontrée incompatible, si tous les actes des différentes puissances garantissoient tous la liberté, l'autorité des souverains actuels, il étoit évident que le rescrit adressé au grand-duc, le décret envoyé au sénat, le *mandatum ad subditos* & la députation du commissaire impérial étoient autant de démarches prématurées & tendantes à usurper des droits, avant même de pouvoir en faire usage. L'empereur alléguoit de son côté l'ancienne prépondérance de l'Empire sur Florence, le titre de

grand-duc refusé à Côme, & accordé à François, l'ancienne coutume de l'investiture des fiefs impériaux. Il prétendoit que l'esprit des parties contractantes dans le traité, n'étoit pas de limiter, mais d'étendre les droits de l'Empire. Il ne refusoit pas d'accorder ce qu'on paroissoit désirer, mais à titre de concession impériale, & non pas comme une justice due. Les titres de grand-duc & de *grand-prince* de Toscane étant, à ce que prétendoit la cour de Vienne, attachés à la maison de Médicis, & non pas à l'état, l'héritier de cette maison devoit sans doute les obtenir par une nouvelle concession. Les loix observées dans tous les états de l'Empire, ayant fixé la majorité des princes à vingt-cinq ans, il sembloit que l'infant ne pût exercer la souveraineté sans une dispense de l'empereur; ce prince ne la refusoit pas, mais il n'en pouvoit accorder les pouvoirs avec ce titre de *grand-prince*. Les espagnols rejetoient toutes ces allégations comme insuffisantes, puisque le titre de grand-prince dériroit du diplôme de Maximilien II, qui étendoit tous les honneurs attachés à la personne du souverain à

1733.

Q iij

1733.

son successeur immédiat ; & quand même cela n'eût pas été, puisqu'il étoit de droit civil de prendre le titre & les armes de l'état à la possession duquel on étoit appelé , ce droit étoit assurément accordé à l'infant par le droit du sang, indépendamment de tous les traités & de toutes les loix impériales. L'Espagne n'admettoit pas non plus la puissance de ces mêmes loix quant aux fiefs d'Italie, puisque le code lombard veilloit encore en faveur des princes italiens, & que différens exemples autorisoient la validité relativement à l'âge de la majorité. Enfin, à moins d'une révocation formelle des actes imprudemment adressés au grand-duc, au sénat & aux peuples de Toscane, elle refusoit d'entrer en aucun traité, & se déclaroit absolument relevée de toute espèce d'engagement. Mais si l'obstination des espagnols étoit excessive, la fermeté de la cour de Vienne étoit constante & difficile à vaincre, & c'étoit en vain que la cour d'Angleterre cherchoit des compensations & des voies d'accommodement à proposer à ces deux rivales.

Pendant toutes ces contestations,

le grand-duc demeuroid en silence, suggérant aux espagnols toutes les raisons au moyen desquelles ils pouvoient se défendre, & lui-même avec eux, sans agir ouvertement contre les impériaux. L'empereur parut désapprouver la conduite du comte Caïmo, mais il affecta aux yeux de Bartoloméi de croire que le grand-duc suivoit dans sa conduite les impulsions d'une force supérieure à la sienne, plutôt que les loix de la raison. Cependant l'inaction de la France faisoit croire que l'Espagne n'oseroit seule lutter contre l'Empire, lorsqu'un accident imprévu mit en mouvement toutes les cours de l'Europe, & vint allumer rapidement le feu d'une nouvelle guerre. Frédéric-Auguste II, roi de Pologne, électeur de Saxe, étoit mort le premier de février; cet événement étoit propre à ranimer l'ambition de plusieurs princes, & en même-tems à inspirer aux plus voisins quelques craintes pour leurs frontières. Suivant le naturel turbulent de leur constitution, les polonois se divisèrent d'abord en différens partis qui ensuite se réunirent presque en totalité en faveur de Stanislas Leczinski,

1733.

qui étoit de leur nation (a). En 1704, Charles XII l'avoit fait élire malgré l'élection antérieure d'Auguste II,

(a) Ce prince, fils du grand-trésorier de la couronne de Pologne, avoit été mis sur le trône en 1706 par Charles XII qui en avoit dépouillé le prince Frédéric-Auguste élu en 1697. Après la bataille de Pultawa, cette même fatalité qui disposa du sort de Charles XII, rendit à Auguste les états dont ce prince l'avoit dépouillé. La grandeur d'ame que montra Stanislas dans ce prodigieux revers de fortune, procura à sa fille Marie Leczinski un degré de gloire, auquel ne s'attendoit pas Stanislas, gentilhomme polonois, fugitif & détrôné. Louis XV, touché de ses malheurs & de sa vertu, épousa Marie, qui a long-tems régné en France & n'a pas montré dans le cours de sa vie, moins de vertu, de constance & de piété que son père. A la mort d'Auguste, les polonois rappelèrent ce prince, tandis que les russes, étant entrés en Pologne, firent proclamer Frédéric-Auguste III, fils d'Auguste II. Ce nouveau concurrent de Stanislas étoit d'autant plus redoutable, que pour se rendre l'empereur favorable, il lui avoit accordé la garantie de la pragmatique sanction, que son père avoit refusée comme électeur de Saxe. Charles VI fit entrer des troupes en Pologne à dessein d'appuyer son élection. Louis XV, intéressé à soutenir celle de son beau-père, déclara la guerre à l'empereur. Personne n'ignore sans doute en France

électeur de Saxe, soutenu par les forces du czar Pierre ; mais à la bataille de Pultawa, le sort des armes décida du trône de Pologne en faveur d'Auguste, & força Stanislas de se réfugier en Allemagne. Il étoit beau-père du roi de France, & entièrement dévoué à cette couronne. L'ancienne inimitié qui régnoit entre lui & la cour de Russie, étoit encore pour l'impératrice régnante un puissant motif de s'opposer à son élection : de plus, il étoit en correspondance avec Ragotski, le chef des rebelles de Hongrie ; & cette liaison attiroit sur lui le courroux & la haine de l'empereur. Ce prince, obéissant à de tels motifs de ressentiment, fit défilér des troupes par la Silésie vers les frontières de Pologne, tandis que l'impératrice de Russie y entra avec des forces plus considérables. La cour de France, intéressée à soutenir les droits de Stanislas, se disposa aussitôt à la guerre, répandit des manifestes piquans, & fit un violent incendie du

---

des faits aussi récents, mais l'auteur ne les présente pas avec assez de clarté, pour qu'on ne puisse les rappeler à la mémoire du lecteur. (*Note du traducteur.*)

Q v

1733.

feu qui déjà s'étoit répandu dans toute l'Europe. L'Espagne fit éclater à son tour les mêmes dispositions ; la cour quitta brusquement le séjour de Seville, & vint à Madrid où l'on vit succéder à sa lenteur ordinaire une excessive activité à préparer des troupes & des vaisseaux. L'Alsace, la Provence & le Dauphiné se remplissoient de soldats ; le bruit d'une ligue entre Louis XV & le roi de Sardaigne se répandoit en Europe, tandis que la cour de Vienne, tranquille sur ces grands préparatifs, ne les regardoit que comme de simples menaces dont l'objet étoit uniquement d'intimider l'empereur. En Pologne, il se formoit des confédérations ; on y publioit des discours & des mémoires ; le roi Stanislas étoit à la tête de ses partisans. Mais l'électeur de Saxe, fils d'Auguste II, ayant prudemment souscrit à la pragmatique sanction, s'acquiesça tout-à-coup l'amitié de l'empereur & de l'impératrice de Russie, qui enfin le firent élire le 5 octobre par les lithuaniens & par ceux de leur parti. L'entrée de l'armée russe dans les états de la république, pour garantir l'élection d'Auguste III, donna lieu aux pré-



nières hostilités en Italie : bientôt les françois ayant inondé la Lorraine, passèrent le Rhin, & le maréchal de Villars, marchant du Dauphiné vers le Piémont avec ses troupes, annonça qu'il prétendoit célébrer la fête de S. Charles à Milan. Le roi de Sardaigne fut nommé généralissime des troupes françoises en Italie, & leur armée trouva peu d'obstacles à s'emparer du Milanois que les impériaux avoient laissé presque sans défense. La marche foudaine de tant de forces déployées contre la maison d'Autriche, surprit toute l'Europe qui ne s'attendoit ni à la vigueur des alliés, ni à l'extrême lenteur des impériaux. Cette activité frappa vivement la cour de Vienne qui n'étoit point préparée à se défendre, & qui eut alors de fortes raisons d'imaginer que l'Espagne ne tarderoit pas à envahir le royaume de Naples.

L'Angleterre n'avoit pas encore perdu l'espoir de terminer les différens entre Philippe V. & l'empereur ; elle n'avoit que suspendu son projet de médiation. Comme on voyoit encore l'infant résider à Parme sans redouter les impériaux, on croyoit qu'il n'exis-

Q vj

1733.

1733.

toit point encore de traité entre les deux maisons de Bourbon. Il étoit également facile de présumer que celui de la division des états d'Italie, conclu entre les cours de France & de Savoie, ne pourroit se concilier avec les intérêts de l'infant d'Espagne. Par ce traité le roi de Sardaigne se réservoit le duché de Milan, & le royaume de Naples devoit retourner sous la puissance de Philippe V. Quelle apparence que l'ambitieuse reine d'Espagne pût jamais consentir à des accords dont son fils aîné ne tireroit aucun avantage ? Dans cette incertitude, le roi d'Angleterre & l'empereur cherchoient encore des moyens d'aliéner l'Espagne des deux cours de France & de Savoie, lorsqu'on reçut avis que le roi s'étoit déclaré libre de tout engagement avec l'empereur, & que ses troupes s'embarquoient à Barcelone pour passer à Livourne sur des vaisseaux de transport. L'empereur se repentit alors d'avoir mis les espagnols en possession de Livourne ; & d'avoir contraint le grand-duc à servir leurs intérêts même contre les siens. Jean-Gaston se trouvoit aussi dans une position embarrassante ; ne pouvant

empêcher le débarquement des troupes espagnoles, il croyoit leur voir apporter la guerre dans ses états, & prévoyoit que si la neutralité du port de Livourne étoit violée, le commerce de cette place étoit détruit. Le parti que devoient prendre les puissances maritimes, étoit encore incertain ; & quoique la Hollande eût paru disposée à conserver la neutralité, les résolutions de l'Angleterre dont les intérêts paroissoient étroitement liés avec ceux de l'empereur, étoient à craindre. Jean-Gaston se plaignit au cardinal de Fleury qu'après avoir sacrifié son repos, sa puissance & sa liberté à l'ambition des grandes puissances & à la tranquillité publique, ces mêmes puissances n'eussent pas la discrétion de ménager les derniers momens de sa carrière, & l'exposassent au déplaisir de voir détruire son état sous ses yeux, & accabler ses sujets. Le cardinal fut touché des tristes & profonds sentimens qui agitoient l'ame de ce prince : il employa tout son crédit à lui procurer le repos qu'il demandoit. Le maréchal de Villars reçut ordre du roi non-seulement de respecter les états du grand-duc dans

1733.

toutes les marches & les campemens de l'armée françoise, mais d'empêcher les autrichiens d'y porter le moindre dommage. Bientôt Gaston éprouva de la part de l'empereur les mêmes égards, & le roi d'Espagne ordonna également qu'on eût à respecter la neutralité de la Toscane, à la conserver avec exactitude & vigilance ; il voulut en même-tems que la garnison de Livourne veillât à maintenir la sûreté du commerce, de sorte que les ennemis ne pussent l'offenser. Le grand-duc avoit désiré que les nouvelles troupes débarquassent dans le golphe della Specia, parce qu'elles auroient eu à faire un trajet plus court & plus commode pour passer à Parme, & qu'elles n'auroient pas exposé son duché aux armes allemandes ; mais il ne put obtenir cette demande, parce que toutes les dispositions étoient déjà faites pour se rendre à Livourne. Les espagnols cherchèrent à le dédommager en quelque sorte, en lui promettant l'abolition de la féodalité & l'agrandissement de ses états, objets flatteurs pour son amour-propre. Les divisions de l'armée espagnole parurent donc à Livourne au nombre

de trente mille hommes, destinés à combattre en Italie. Les opérations n'étoient pas encore décidées ; l'Espagne n'avoit résolu ni de se réunir avec les françois, ni d'agir conjointement avec eux. Jean-Gaston s'attendoit à leur fournir simplement le passage pour se rendre devant Parme, mais il ne fut pas peu surpris lorsque le comte de Montemar lui demanda les quartiers en Toscane. La pauvreté des récoltes avoit fait croître le prix des vivres, & ce n'étoit pas un moment favorable pour recevoir des hôtes nouveaux & si nombreux. Cependant le grand-duc fut obligé de les endurer ; les bataillons furent répartis dans les campagnes & dans les villes de la Toscane méridionale, à proportion de la population & de la commodité des lieux. Un seul détachement de trois mille hommes, commandé par le duc de Castro-Pignano, se rendit de Pise dans la Lunigiane, prit ses quartiers à Massa & à Lavenza, & chassa du fort de l'Aulla la garnison impériale. Ce furent les premiers actes d'hostilité commis en Italie par les espagnols. Aussitôt l'infant, soutenu par les troupes & les

1733. officiers de son père, publia qu'il étoit libre, dégagé de toutes les conventions & de tous les traités; & par une lettre circulaire adressée à ses ministres, il se déclara parvenu à la majorité & capable de gouverner lui-même (a). De telles

---

(a) Charles, par la grace de dieu, infant d'Espagne, duc de Parme, de Plaisance & de Castro, grand-prince de Toscane, &c.

La volonté divine nous ayant déjà depuis plusieurs années accordé la succession de ces heureux états de Parme & de Plaisance, & leurs majestés catholiques le roi & la reine d'Espagne, nos très-vénérables père & mère, nous ayant permis de nous transporter en Italie, & d'y prendre le gouvernement de nos très-chers sujets, nous avons bien voulu jusqu'à présent, selon la volonté de sa majesté catholique, jusqu'à ce que nous fussions informés de la situation des affaires, en laisser l'administration entre les mains de la sérénissime princesse Dorothée de Newbourg, duchesse veuve de Parme & de Plaisance, notre ayeule; nous avons pour cela regardé dans ce tems & à cette occasion ladite duchesse veuve comme notre curatrice, quoique nous fussions certain de l'ancienne coutume établie dans la plus grande partie de l'Europe & de l'Italie, de fixer la majorité des princes à l'âge de quatorze ans, laquelle coutume nous voulons qui soit observée per-

dispositions faisoient bien juger que Philippe V étoit résolu à la guerre, mais elles n'éclaircissent pas sur le plan de ses opérations ; la division qui régnoit entre les comtes de Saint-Etienne

1733.

pétuellement dans la succession de nos états ; encore que nous reconnoissions dans cette occasion l'insuffisance de quelques délibérations particulières comme contraires à ce droit inébranlable , quoique nous ayons jugé à propos de dissimuler jusqu'à cette heure, vu les circonstances. Présentement donc que nous pouvons faire valoir les droits que nous tenons de la grace divine , nous sommes résolu à régir & gouverner nos états d'une manière indépendante & sans aucune subordination ; nous faisons donc savoir notre royale disposition , en vertu de laquelle nous approuvons seulement tout ce qui jusqu'à ce présent jour a été fait & confirmé sous le nom de la sérénissime duchesse Dorothee , nous commandons qu'à l'avenir vous exerciez votre charge jusqu'à notre nouvel ordre , prenant uniquement dans tous les événemens nos ordres ou ceux de nos ministres qui vous seront députés , & qu'à nous ou à eux , vous rendiez successivement compte de vos opérations ; nous vous commandons que vous fassiez connoître ce commandement à tous ceux qui vous sont subordonnés , & que vous le gardiez entre vos mains afin que la mémoire en soit conservée. Parme , 24 décembre 1733.

CHARLES.

1733:

& de Montemar étoit connue ; on n'ignoroit pas non plus l'éloignement de la reine d'Espagne pour la maison de Savoie , & les divisions qui existoient entr'elle & Philippe V sur le caractère que devoit avoir l'infant , & sur la marche de ses troupes en Italie. Les peuples toscans éprouvoient cependant de violentes agitations ; ils ne pouvoient supporter le fardeau de tant d'étrangers , & ces préparatifs de guerre qui n'avoient point encore d'objet fixe , leur faisoient craindre la réunion de tant de forces. Quel soulagement pouvoient-ils attendre d'un souverain invisible , observé jusques dans ses moindres actions , & cela , par le plus abject des hommes attachés à son service ? Qu'espérer encore de ministres qui avoient sans doute beaucoup d'expérience , qui avoient montré une fidélité à l'épreuve , mais qui n'avoient pu obtenir la confiance publique ? Le peuple étoit accablé sous des fardeaux de toute espèce ; enfin l'esprit de parti qui divisoit déjà les esprits , commençoit à partager la capitale , & déjà le public se livroit aux ressentimens , à l'animosité ordinaire entre différentes



fectes. Quoique la rigueur de la discipline & la vigilance des commandans continssent les troupes dans leur devoir, il étoit difficile qu'une armée si nombreuse dans un pays resserré, chez un peuple qui n'étoit pas accoutumé aux étrangers, ne se portât point à quelques violences qui exciteroient le ressentiment du prince & des sujets. Le père Ascanio se croyant obligé de justifier auprès du grand-duc les sentimens du roi d'Espagne, de rassurer ce prince, & de tenir en respect les plus opposés au parti espagnol, fit répandre dans la ville un mémoire en forme de manifeste, conçu en ces termes: « Sa  
 » majesté catholique ayant dessein d'ap-  
 » porter un soin particulier à la paix,  
 » au repos & à la tranquillité du sérénissime grand-duc, voulant ainsi être  
 » informée de la conduite de ses milices  
 » en Toscane, il est arrivé dans le mois  
 » de novembre 1733, que don Sébastien d'Eslava, brigadier & inspecteur  
 » des troupes espagnoles, dans une  
 » audience du sérénissime grand-duc,  
 » trouva son altesse royale fort irritée  
 » de ce que les dépenses occasionnées  
 » par le séjour des troupes espagnoles

1733.

1733.

» avoient, disoit-elle, épuisé son trésor;  
 » don Sébastien d'Esclava ayant cherché  
 » par de bonnes raisons à rassurer l'es-  
 » prit de son altesse royale, le père  
 » Ascanio a dû non-seulement repré-  
 » senter cette circonstance au roi son  
 » maître, mais lui nommer encore  
 » ceux, qui, par de secrètes voies, cher-  
 » choient à porter dans l'esprit de son  
 » altesse royale de semblables impres-  
 » sions, afin de lui rendre odieuses les  
 » milices espagnoles; en conséquence  
 » sa majesté catholique lui ordonne de  
 » faire entendre à quelque personne  
 » que ce soit, qu'elle a disposé les choses  
 » de manière que les états & la personne  
 » de son altesse royale demeurent pré-  
 » servés des calamités de la guerre,  
 » ( ce qui peut-être n'arrivera à aucun  
 » autre prince d'Italie ), sa majesté  
 » catholique ne permettra en aucune  
 » sorte qu'aucune personne, abusant de  
 » cette sécurité, s'avise jamais d'inf-  
 » pirer au sérénissime grand-duc des  
 » sentimens contraires à ses intentions  
 » & aux mesures qu'elle a prises pour  
 » la tranquillité & l'indépendance de  
 » ce prince; toute personne qui pren-  
 » dra la résolution d'empêcher les excès

» par de semblables moyens, & même  
 » à dessein de conserver la tranquillité  
 » du sérénissime grand-duc, déplaira  
 » souverainement à sa majesté, qui se  
 » propose de conserver elle-même  
 » cette tranquillité par tous les moyens  
 » possibles ».

1733.

## CH A P I T R E I X.

*Tandis que les françois & les savoyards occupent la Lombardie, l'infant don Charles s'empare du royaume de Naples. Le grand-duc se maintient neutre avec toutes les puissances, & délivre la Toscane des calamités de la guerre ; les médiateurs & les puissances belligérantes forment divers plans de pacification ; les préliminaires s'établissent à Vienne ; & la Toscane est accordée au duc de Lorraine en indemnisation de ses états qu'il abandonne à la France.*

**L**ES opérations des puissances belligérantes accéléroient cependant le renversement total de l'Europe. Les mos-

1734.

1734.

covites & les partisans du roi de Pologne, Auguste III, s'avançoient à grands pas vers Varsovie, & sembloient prêts à renfermer le roi Stanislas à Dantzic. Les françois, maîtres du fort de Kell sur le Rhin, se dispoient à étendre leurs conquêtes en Allemagne, & projetoient déjà le siège des autres places. Depuis la prise du château de Milan, tout sembloit conspirer en faveur des françois & des savoyards, auxquels il ne restoit plus qu'à former le siège de Mantoue. Ainsi se développoit la mystérieuse conduite des espagnols, qui parurent unis avec les françois, lorsqu'on vit leurs troupes entrer dans la rivière de Gênes, se réunir à la grande armée, & entrer dans le duché de Parme avec elles. La cour de Vienne se répandoit en invectives ; elle réclamoit les secours que lui avoient autrefois promis les puissances maritimes ; qui toutes alors persistoient dans leur système de neutralité. L'empereur prétendoit citer au ban de l'Empire l'infant d'Espagne & le duc de Savoie, tandis que malgré l'opposition de trois électeurs, la diète de Ratisbonne avoit fait adopter cette

guerre, comme une guerre d'état, à tout le corps diplomatique. L'Allemagne entière concourut à la défense de l'empereur. Une armée dont la totalité devoit être portée à cinquante mille hommes, passa en Italie, sous les ordres du maréchal comte de Mercy. Le caractère impétueux & violent de ce général, fit envisager au grand-duc de nouveaux périls. Lorsqu'en 1730 les allemands étoient entrés dans le duché de Massa pour être plus libres de passer en Toscane, le comte de Mercy avoit vivement insisté auprès de l'empereur, pour que les troupes occupassent le port de Livourne, & qu'elles formassent un camp dans les plaines de Pise. Dans ce moment même, il avoit renouvelé ce projet & représenté à Charles VI, que dans la situation actuelle des affaires, il n'étoit pas possible de sauver le royaume de Naples, sans attaquer les espagnols en Toscane. Il avoit donc formé le dessein de surmonter tous les obstacles qui s'opposeroient au passage du Pô, de dérober sa marche aux ennemis, d'envahir le Parmesan & d'entrer en Toscane par le Modénois ou par les en-

1734.

virons de Pontremoli. Dans ce projet, les espagnols, attaqués & défaits dans le grand-duché, n'auroient pu s'emparer du royaume de Naples ; ils auroient difficilement joint en Lombardie l'armée françoise, & si l'on eût pu soumettre le port de Livourne au pouvoir de l'empereur, les secours de l'Espagne étoient désormais inutiles à cette armée. Ce plan de guerre, parfaitement conforme aux intérêts de Charles VI, étoit capable de réduire le grand-duc au désespoir. La Toscane alloit devenir le théâtre de la guerre ; amis, ennemis, alliés de part & d'autre, toutes les forces réunies alloient accabler ces malheureuses provinces. Gaston fut instruit de ces desseins assez à propos pour les prévenir. Il eut encore recours au cardinal de Fleury, & Louis XV donna de nouveaux ordres au maréchal de Villars & aux généraux françois ; leur recommanda d'empêcher le passage du Pô, & de fermer aux impériaux l'entrée du grand-duché. Le comte de Montemar fit avancer son armée devant Parme, mais ce qui contribua le plus à suspendre l'exécution du projet, fut

fut le petit nombre des troupes allemandes, & la forte résistance qu'elles trouvèrent au passage du Pô. Le duché de Parme étant menacé de tous côtés, Philippe jugea à propos d'écarter l'infant des périls, & de le faire repasser à Florence; c'étoit à la cour du grand-duc qu'on devoit décider de l'expédition contre le royaume de Naples, avant que les allemands eussent passé le Pô, & avant que les puissances maritimes se fussent déclarées en faveur de l'empereur.

L'infant partit donc de Parme les premiers jours de février, il fut reçu à Florence avec des transports de joie & de respect par le peuple & la noblesse; le grand-duc & l'électrice palatine lui prodiguèrent toutes les marques possibles de tendresse & d'amour. Le public voyoit avec une joie sensible ces princes se donner réciproquement & comme à l'envi des preuves d'affection, de confiance & de satisfaction. Mais aussi le subit éloignement du jeune prince lui causa de vifs déplaisirs. La réunion de l'armée espagnole dans le territoire d'Arrezzo fut ordonnée, & le départ de Charles, fixé au 24 février.

1734.

Il prit congé du grand-duc & de l'électrice, leur témoigna une vive reconnaissance de leurs bontés, leur promit une éternelle amitié, leur jura qu'il employeroit tous ses soins à leur procurer les plus grands avantages, à eux & aux toscans. Les qualités aimables de ce jeune prince avoient inspiré à la nation des sentimens réels de respect & d'attachement pour lui, & la manière flatteuse dont il se louoit d'elle, porta même jusqu'au transport les marques qu'elle lui en donna. Après avoir joui des regrets, & reçu les vœux du peuple, il suivit la marche tracée à son armée par l'état ecclésiastique vers le royaume de Naples. Il ne resta de troupes en Toscane que pour défendre Livourne & Porto-Ferraïo. Déjà l'on avoit retiré de Parme les effets les plus précieux de la maison de Farnèse : l'armée du comte de Mercy s'avançoit, la sûreté des toscans étoit uniquement fondée sur la valeur des françois & des savoyards. Quelles étoient les alarmes de Jean-Gaston & de ses sujets ? Ils jugeoient de leur situation par rapport à l'empereur. Si les armes de ce prince



avoient eu du succès, si l'invasion du grand-duché eût eu lieu, le prince & les peuples devoient s'attendre à être traités en ennemis. Dans l'effroi général, le grand-duc imagina de faire proposer aux puissances belligérantes une déclaration de neutralité pour le grand-duché. Mais il étoit difficile que les espagnols, en possession de la Toscane, voulussent renoncer aux avantages du pays, & agir avec cette modération qu'exige une exacte neutralité. Comme en général toutes les puissances étoient dans le dessein de conserver un état qui devoit être le prix du vainqueur ; comme toutes avoient également promis de le respecter, le grand-duc crut enfin qu'il falloit s'abandonner à la providence, puisque les promesses & les traités ne pouvoient assurer le repos & la tranquillité qu'il cherchoit. Les puissances maritimes ne négligeoient pas encore de concilier les esprits. L'empereur offroit la succession de Toscane à la maison de Bavière : Philippe V proposoit aux hollandois de traiter du mariage de la seconde archiduchesse avec l'infant don Charles, pourvu qu'on

1734.

abandonnât à titre de dot la possession des états d'Italie. La cour d'Angleterre proposoit l'échange du royaume de Naples avec les duchés de Parme & de Toscane , pourvu qu'on séparât de ceux - ci le territoire & le port de Livourne dont on feroit une ville libre & ouverte au commerce de toutes les nations. Mais ces projets , ces insinuations n'eurent que peu d'effet , parce qu'elles étoient trop peu conciliables avec les intérêts de chacune des puissances , & que l'empereur étoit trop irrité contre l'Angleterre & la Hollande , qui laissoient usurper à ses yeux des possessions qu'elles-mêmes lui avoient garanties. Ainsi la cour de Florence ne savoit à quel parti s'arrêter ; soit que les places fussent au pouvoir des espagnols , soit qu'elles eussent à redouter une invasion de la part des impériaux , les dangers étoient les mêmes. Dès que l'armée espagnole s'éloigna du grand-duché , que les forces de cette nation n'eurent plus la prépondérance , les partisans de l'empereur reprirent courage ; la tranquillité publique s'altéra , il régna bientôt une fermentation extrême dans

lès esprits, il y eut des querelles & des insultes fréquentes. Le comte Caïmo-  
 avoit à son service des gens hardis  
 qui fomentoient les désordres ; les  
 querelles dégénérèrent en combats, il  
 se commit des crimes qui compro-  
 mirent le caractère & la dignité de ce  
 ministre. Le grand-duc fut obligé de  
 lui donner dans sa maison sa propre  
 garde, & se vit engagé par des pro-  
 cédés si imprudens à de nouvelles dis-  
 cussions, qui ne purent se terminer que  
 par le rappel du comte. La conquête  
 du royaume de Naples & les événe-  
 mens de cette guerre ne préparoient  
 pas de moindres inquiétudes à ce mal-  
 heureux prince.

Lorsque l'armée espagnole se fut  
 réunie avec toutes ses divisions dans  
 le territoire d'Arezzo, elle marcha  
 vers le royaume de Naples par l'état  
 ecclésiastique, & l'infant en prit le  
 commandement général à Pérouse.  
 Arrivé à Civita- Castellana, il publia  
 une lettre du roi d'Espagne, par la-  
 quelle il offroit aux habitans du royau-  
 me l'oubli du passé, le maintien &  
 l'accroissement de leurs privilèges, &  
 un soulagement proportionné aux cala-

R iij

1734.

mités qu'ils avoient effuyées. Après cette lettre, l'armée entra le 25 mars dans le royaume ; il n'y avoit pour en défendre l'approche qu'un corps de quatre mille fantassins & six cens cavaliers, commandés par le général Traun, qui se retira. L'infant s'avança sans obstacle vers la capitale ; tous les habitans, toutes les villes se soumirent unanimement à lui. Le comte Visconti, viceroy nommé par l'empereur, se retira de Naples avec quelques-uns des principaux ministres, emportant avec eux tout l'argent qu'ils purent saisir dans la caisse publique, & prirent le chemin de Bari, où ils attendoient un secours allemand qui devoit les conduire à Trieste par la mer Adriatique. L'armée espagnole s'arrêta le 12 avril à Aversa ; Charles y reçut les clefs de la capitale & les hommages de tous les ordres de l'état. Ce prince forma plusieurs divisions de son armée, en destina une partie à la garnison de Naples, & quelques autres furent chargées du siège des forteresses qui tenoient encore pour l'empereur. Cela ne souffrit pas le délai d'un mois ; l'infant, maître absolu de tout le

royaume, fit son entrée dans Naples, forma son conseil, nomma ses ministres, & prit les rênes du gouvernement. Ce succès fut consolant pour les espagnols, & déplut aux toscans : ils perdirent l'espoir de conserver leur unique soulagement dans la personne du prince Charles ; ils prévirent que la Toscane ne seroit plus à l'avenir qu'une province du royaume de Naples, soumise au pouvoir & aux caprices d'un gouverneur. La consternation fut répandue dans l'état ; chacun déplorait la destinée de ce malheureux pays qui, après avoir été tant d'années le jouet des puissances supérieures, se voyoit enfin abandonné par le prince qu'on lui avoit donné, malheur d'autant plus grand que l'expérience avoit démontré plus d'une fois que la présence d'un souverain foible & inappliqué, est encore préférable pour un peuple à l'habileté d'un roi absent. Jean-Gaston, eut encore recours au cardinal de Fleury, quelque foible que fût cette ressource. Il desiroit au moins que, si l'infant don Charles étoit forcé de demeurer à Naples comme souverain de cet état, on lui substituât dans le

1734.

grand-duché l'infant don Philippe avec les mêmes droits, puisque la convention de Florence engageoit Philippe V à faire résider dans cette ville le souverain des états de Parme & de Toscane. L'intérêt particulier de la couronne de France étoit cependant de tirer parti de cette vacance dans la succession du grand-duché ; les prétentions de l'infant & de ses ministres s'étendoient à la conquête de toute l'Italie. Ainsi les desirs du grand-duc ne pouvoient avoir aucun succès. Les toscans redoutoient toujours l'échange qu'avoient projeté les puissances maritimes, n'ignorant pas que ce projet n'étoit point encore abandonné. Mais les affaires de Pologne y apportèrent de grandes difficultés. Les armes des russes & l'habileté d'Auguste l'emportoient sur le parti du roi Stanislas qui étoit assiégé à Dantzick ; ainsi la France ne pouvoit espérer aucune satisfaction de ce côté, & les allemands attendoient avec impatience le succès de la campagne d'Italie, où une armée de quarante mille hommes faisoit espérer d'heureux changemens à la situation malheureuse où se trouvoient

réduites les affaires de l'empereur.

1734.

Le comte de Mercy ayant heureusement passé le Pô, avoit occupé Colornio; cet avantage auroit pu changer les circonstances & le sort de l'armée françoise, si le maréchal n'eût perdu la bataille de Parme & n'y eût laissé la vie. Cet évènement ranima le courage du grand-duc de Toscane, qui croyoit toujours voir les allemands sur ses frontières. Toutes les raisons que l'on pouvoit justement faire valoir en faveur de ce prince, étoient constamment rejetées par le comte de Zinzendorff, qui répondoit que le duché de Parme n'étoit pas moins respectable que le grand-duché; que cela n'avoit pas empêché l'empereur d'y entrer & d'y repousser la force par la force; qu'ainsi le projet de camper l'hiver dans le territoire de Pise, auroit sans doute son exécution. Il est donc facile de penser que les toscans ne virent pas sans plaisir la déroute des impériaux; mais le soupçon qu'on eut à Vienne de l'amitié du grand-duc pour la cour d'Espagne, la nouvelle que ce prince avoit demandé l'infant don Philippe pour suc-

R v

1734

cesseur , à la place du roi de Naples ; le firent regarder comme ennemi , & son envoyé comme un homme malveillant & dangereux. Cependant les affaires de cette cour sembloient désespérées ; elle n'avoit plus aucun espoir de recouvrer la Lombardie ; la conquête du royaume de Naples étoit achevée , don Charles étoit proclamé roi des deux Siciles , & Philippe V. son père lui avoit fait une entière cession des droits que pouvoit avoir l'Espagne sur ces deux royaumes. Le petit nombre des impériaux qui restoit les armes à la main , furent défaits à Bitonto , qui demeura inféodé au comte de Montemar , avec le titre de duché. Il ne restoit à l'empereur que Capoue , conservé par une foible garnison , & tout le salut de la Sicile étoit attaché à la citadelle de Messine. Les plus grandes forces du nouveau roi étoient désormais dirigées contre cette île , & lui-même étoit résolu de s'y transporter afin de hâter cette conquête. Les impériaux possédoient encore les ports de Sienne , & le grand-duc n'étoit pas médiocrement embarrassé de cette



possession. Les garnisons allemandes ayant perdu toute communication avec le royaume de Naples, duquel elles tiroient leur unique subsistance, les bornes étroites du territoire ne pouvant la leur fournir, ayant moins de ressources encore à Vienne, où l'on ne pouvoit subvenir aux frais de la guerre, elles se trouvèrent affamées, & en même tems privées d'argent pour acheter des vivres. Le baron de Braitwitz, commandant d'Orbitello, se trouvant réduit à une extrême nécessité, envoya un détachement dans le grand-duché; les soldats affamés ne consultant que le besoin, agirent avec violence, & ne respectèrent ni le souverain ni ses sujets. La *Marigliana*, terre comprise dans les biens allodiaux des Médicis, fut ravagée; ils se saisirent de tous les grains & d'une partie des bestiaux; le château de Magliana ne fut pas mieux traité; ils emmenèrent même les canons, ravirent le peu d'armes qu'ils y trouvèrent. Le comte Caïmo fut prié par le colonel Braitwitz d'implorer la clémence du grand-duc pour de si malheureux excès : mais ce prince,

1734.

R vj

1734.

qui ne défendoit point à ses sujets de vendre les vivres au prix courant , ne pouvoit supporter qu'on s'en procurât par des rapines odieuses. Il fit porter ses plaintes à Vienne , & n'y reçut pour réponse que des reproches d'avoir refusé les secours dûs aux termes du traité de 1557. Les impériaux appelèrent les violences commises par leurs soldats , de simples représailles de ce que les espagnols avoient enlevé lorsqu'ils étoient en quartiers à Grossetto. Le grand-duc se voyant regardé comme ennemi , & ne pouvant faire cesser les courses & les vols de toute espèce , prit le parti de fortifier ses frontières , afin de prévenir de nouvelles incursions , jusqu'à ce qu'un corps de troupes espagnoles venu de Barcelone , en imposât aux impériaux , & leur fit éprouver des craintes plus vives que les menaces du grand-duc.

Telle étoit la situation politique de la Toscane , situation que les évènements de la guerre & le peu d'espoir d'obtenir la paix , rendoient plus affligeante & plus incertaine. La bataille de Parme avoit ruiné les espérances

des allemands , & malgré le foible avantage qu'ils avoient remporté à la Secchia sous les ordres du comte de Kœnigseg, l'affaire de Guastalla leur fit perdre tout ce qu'ils avoient gagné, & les réduisit, pour finir la campagne, à la seule défense de Mantoue. Les françois ayant pris Philisbourg sur le Rhin, harceloient l'armée impériale sans en venir jamais à une action définitive. Capoue s'étoit rendue à l'infant d'Espagne, de légers obstacles s'opposoient à la conquête de la Sicile. L'empereur dénué de forces, abattu par ses disgraces, se plaignoit de la conduite de ses ministres & de la dureté des puissances maritimes, qui, contre tous les traités, l'avoient abandonné dans le plus pressant besoin ; il avoit refusé de les recevoir pour médiatrices, sous prétexte qu'elles étoient elles-mêmes parties intéressées, & obligées à le secourir. Ce prince publia des déclarations plus amères qu'adroites & sages, & protestant de ne renoncer à rien de ce qui avoit été stipulé précédemment, il faisoit entendre qu'il ne céderoit aucun des états conquis ; d'après cette volonté.

---

1734.

la paix sembloit impossible. Le cardinal de Fleury écoutoit toutes les propositions qui lui étoient faites ; mais comment auroit-il concilié tant de souverains ambitieux , dont les vues étoient fixées sur les mêmes objets ? L'Espagne ne vouloit rien adopter qui n'eût pour préliminaire la cession de tous les états d'Italie : le roi de Sardaigne aspirait à la possession du duché de Milan , dont la France lui refusoit la garantie , & que l'Espagne vouloit donner à l'infant. Le plan de la monarchie italienne étoit dressé à Madrid , & plus d'une fois , lorsque le grand-duc se plaignoit de ce que ses états perdroient la présence de leur souverain , les ministres espagnols répondirent que le roi des deux Siciles devant aussi posséder le royaume de Naples & la Lombardie , résideroit à Florence afin d'habiter au centre de ses états ; mais en abandonnant ainsi tous les ports d'Italie à la maison de Bourbon , c'étoit la rendre l'arbitre de la Méditerranée , & ce plan ne pouvoit guère s'accorder avec celui des puissances maritimes , encore moins ces puissances

pouvoient-elles souffrir que l'empereur devînt maître des côtes occidentales d'Italie ; Livourne étoit bien plus favorable au commerce qu'Ostende & Trieste, & ce prince avoit trop montré le désir d'établir une puissance maritime & commerçante dans ses états. Tant de réflexions tenoient en suspens l'esprit des ministres ; l'intérêt général sembloit exiger l'échange des états de Parme & de Toscane, avec le royaume de Naples & l'indépendance de Livourne. D'après ces principes, l'Angleterre & la Hollande formèrent un plan d'articles préliminaires dans lesquels on se proposoit l'abdication formelle du roi Stanislas, à qui l'on vouloit bien conserver ses titres, ses prérogatives & ses propres biens. Le royaume des deux Siciles étoit destiné à l'infant don Charles, & l'on abandonnoit à l'empereur le grand-duché de Toscane & celui de Parme, hors le port de Livourne, qui devoit être déclaré indépendant, & garanti comme tel par les deux puissances ; le roi de Sardaigne devoit restituer toutes les villes qu'il avoit conquises en Lombardie, excepté Tor-

1734.

rone & Novarre, qu'il étoit possible d'incorporer dans le Piémont, & même de fortifier; enfin, la France auroit restitué tout ce qu'elle avoit pris sur le Rhin, & l'on devoit arrêter un armistice entre toutes les puissances belligérantes. Ce projet concerté entre les deux puissances, la cour d'Angleterre voulut lui donner quelque poids avant de le faire connoître; elle ordonna un armement naval fort considérable: ces préparatifs étoient propres à faire craindre aux Bourbons qu'elle ne se tournât du côté de l'empereur, s'ils ne se prêtoient à la pacification générale.

1735.

Lorsque le projet fut communiqué aux puissances belligérantes, l'empereur parut disposé à ne pas refuser l'armistice, avec de certaines restrictions: quant aux conditions qui devoient faire la base & le fondement de la paix, il demanda d'abord de connoître les véritables intentions de ses ennemis, ensuite de communiquer à l'impératrice de Russie & au roi de Pologne Auguste III, tout ce qui regardoit les affaires de ce royaume. Les alliés, ennemis de l'empereur;

répondirent qu'ils auroient sans doute embrassé avec plaisir les moyens de faire la paix, si les médiateurs leur eussent présenté des conditions moins déraisonnables. Il étoit démontré qu'on n'avoit pas songé à offrir à la France un dédommagement convenable au tort qu'on lui faisoit en exigeant l'abdication du roi Stanislas, ni une compensation des avantages que l'empereur alloit acquérir par cette même abdication. Ainsi les alliés crurent ne pouvoir accepter une paix dont les conditions paroissent plus onéreuses que la guerre; ils ajoutèrent qu'un armistice, fondé sur des conditions plus justes & mieux proportionnées aux circonstances, étoit l'unique moyen d'opérer une paix générale; ils protestèrent en même tems qu'ils étoient aussi éloignés d'abuser de leur prospérité, que de se laisser surprendre par des propositions contraires à leur dignité. La cour de Russie & l'électeur de Saxe ne trouvoient pas ce plan éloigné de leurs intérêts & de leurs desirs, mais le roi Stanislas ne pouvoit consentir à un traité qui, pour la seconde fois, l'excluoit du

1735.

1735.

trône. Malgré toutes ces difficultés ; les puissances maritimes ne perdirent pas l'espérance de persuader les parties belligérantes & de conclure l'armistice : elles conservèrent d'autant plus le désir d'y parvenir , qu'elles jugeoient sainement de l'état des choses , qu'elles voyoient l'impossibilité où se trouvoit l'empereur de continuer la guerre , & qu'elles n'ignoroient pas que le cardinal de Fleury penchoit fortement vers la paix. L'ambition de ce ministre étoit d'éterniser la mémoire de son ministère par l'acquisition avantageuse de quelque province , & cet espoir l'engageoit plutôt à se prévaloir de la supériorité des françois , par de prudentes négociations , que de les exposer aux événemens incertains d'une nouvelle guerre. L'alliance de Louis XV avec les rois d'Espagne & de Sardaigne , les soumettoit tous deux aux loix de la France : cette cour étoit devenue le centre & l'arbitre des intérêts de l'Europe. Le cardinal avoit déjà expliqué ses intentions aux médiateurs , & leur avoit promis de ne pas étendre les conquêtes de la France sur le Rhin



au-delà de Philisbourg. L'empereur manquant à la fois de forces & d'argent, laissoit son armée de Lombardie dans un tel état de misère & d'épuisement, que personne n'en vouloit accepter le commandement. Les espagnols, maîtres du royaume de Sicile, destinoient encore vingt mille hommes à combattre les allemands & à faire le siège de Mantoue ; déjà même le duc de Montemar, orgueilleux de tant de conquêtes faites en si peu de tems, menaçoit de conduire ses drapeaux jusque sous les murs de Vienne. L'administration de Patigno avoit relevé les forces de la monarchie espagnole, & Philippe V étoit résolu de chasser l'empereur de l'Italie. Secrètement excités par Louis XV, les turcs faisoient vers la Bosnie des préparatifs de guerre considérables. C'étoit-un de ces momens de puissance & de gloire où la monarchie françoise a donné des loix à toute l'Europe, & si la paix générale n'avoit pu lui procurer quelque grand avantage, elle eût été maîtresse de l'accorder ou de la refuser à tous les états. L'ancien projet formé sous Louis XIV d'échanger le grand-duché de Toscane

---

1735.

1735.

avec le duché de Lorraine, parut au cardinal une compensation convenable aux circonstances. Mais l'irrésolution de l'empereur retardoit les négociations, & les espagnols triomphans se réunirent en Toscane pour marcher au siège de Mantoue. Ce ne fut pas sans apporter de grands dommages à ce malheureux pays, que cette armée vint s'y rassembler au nombre de dix-huit mille hommes. Le duc de Montemar établit son quartier général à Prato ; il destina une partie de ses troupes à entreprendre le siège & le blocus des ports de l'état de Sienne & en même-tems il se préparoit à son expédition de Lombardie ; on voyoit arriver à Livourne des renforts de troupes d'artillerie, de vivres, de machines & d'argent. Tout y annonçoit la ferme résolution où étoit la cour d'Espagne de se rendre maîtresse de l'Italie.

Au milieu de ces préparatifs, le général espagnol ne négligea pas les divertissemens & les plaisirs du carnaval. Le grand-duc reçut cette foule de nouveaux hôtes avec sa douceur ordinaire ; & secondés par le ministère qui leur étoit tout acquis & tout dé-

voué, ils dispoſoient arbitrairement du grand-duché. Il eſt facile à tout homme qui penſe, de ſentir quelle étoit la poſition du grand-duc; il étoit prêt à voir changer les conditions auxquelles il s'étoit ſoumis de ſon plein gré; il voyoit les puiffances maritimes diſpoſer de ſes états, de ſon repos, de ſa liberté, mettre l'un & l'autre à prix comme un bien qui leur appartenoit, pour ſatisfaire l'ambition des puiffances belligérantes, ſans avoir même le léger ſoin de l'en inſtruire, & ſans le préſerver des ſuites fâcheuſes de la guerre. Il lui étoit aisé de prévoir que la Toſcane deviendroit une province appartenante à quelque prince étranger, & quoique le cardinal de Fleury lui eût promis de la garantir de cette infortune, il ſavoit bien que les puiffances maritimes ne ſouffriroient jamais dans la ſeule maiſon de Bourbon un tel agrandiffement & une telle puiffance. Cependant la ſituation déplorable dans laquelle ſe trouvoit l'empereur, l'obſtination de ces puiffances à lui refuſer des ſecours, rendoient toujours les ſuites de la guerre actuelle plus difficiles à prévoir. Charles

1735.

VI n'étoit pas éloigné d'admettre le plan de l'échange du royaume de Naples avec les duchés de Parme & de Toscane , mais il ne vouloit pas consentir à l'indépendance du port de Livourne. La cour d'Espagne refusoit de céder aucune de ses possessions & demandoit encore le mariage du nouveau roi Charles avec la seconde archiduchesse : le tems se consumoit en débats inutiles , & l'armée impériale ne recevoit aucun secours ni d'hommes ni d'argent. Le comte de Kœnigseg qui en avoit pris le commandement, ne pouvoit donner des preuves de capacité que dans les retraites. Toutes les opérations de la campagne devoient se réduire uniquement au siège de Mantoue , & les alliés n'attendoient que l'arrivée des espagnols pour y marcher. Ceux-ci partirent de Toscane le 1 de mai , & les opérations commencèrent. Mantoue étoit dénué de tout ce qui peut faire soutenir un siège ; les eaux du lac qui l'environne étoient sa principale défense ; l'armée impériale ayant passé l'Adige , s'étoit déjà retirée vers le Tirol , & toute l'Italie demouroit aux

**B**ourbons sans aucune contestation. Le duc de Montemar vouloit joindre à ses triomphes l'honneur de prendre Mantoue, & les alliés avoient résolu d'en partager la gloire avec lui ; cette ville fut donc environnée par les espagnols vers la moitié de juillet, mais il y eut bientôt des contestations entre les collègues, qui refusoient de former un siège en règle, & d'exposer leurs troupes à l'insalubrité du lac, au défaut de vivres, aux inconvénients des opérations. Sans doute le roi de Sardaigne, jaloux que cette place tombât au pouvoir des espagnols désormais souverains de l'Italie, usa de ce prétexte pour leur arracher cette dernière conquête. Montemar avoit eu dessein de démolir l'enceinte du lac & d'en faire écouler les eaux, mais la crainte d'exposer ses soldats à des exhalaisons malsaines l'empêcha d'exécuter ce projet. Les alliés ne s'accordèrent point avec lui, & cette disparité de sentimens ranima les espérances de la triste Italie.

Charles VI paroissoit enfin désirer ardemment la paix ; sacrifié par les puissances maritimes, sans espoir de

1735.

secours , prêt à perdre Mantoue , il prêta secrètement l'oreille aux propositions que la cour de France lui fit faire par des émissaires inconnus qui s'adressèrent au comte de Zinzendorff. Le cardinal , bien instruit des malheurs qui affligeoient l'Empire , crut devoir en profiter : il craignoit que les alliés de la France ne le prévinsent , & il ne vouloit pas recevoir l'affront d'être prévenu par eux & de se conformer à leurs vues , au lieu de leur faire adopter les siennes ; si l'empereur eût consenti au mariage du roi de Naples avec sa seconde fille , l'Angleterre & la Hollande intéressées à la pacification de l'Espagne , auroient laissé la France exposée au ressentiment de tous les états de l'Europe. Il étoit tems de prendre des mesures qui assurassent la tranquillité de Louis XV, qui pussent dégager les puissances maritimes , satisfaire l'empereur , & enfin réduire les alliés à la nécessité de se soumettre aveuglément aux projets que la France auroit adoptés. Les politiques s'étoient occupés à développer ces divers intérêts pour tenter de les concilier entr'eux , & l'on avoit vu

se

se répandre en Europe beaucoup de projets de pacification tendans à rétablir l'équilibre que la quadruple alliance avoit eu pour objet , & que les différens traités auroient dû confirmer ensuite , s'ils eussent été observés. Un de ces projets , quoique sans aucune forme authentique , sembloit balancer avec exactitude les égards dûs à chaque puissance & les intérêts qu'elle avoit à défendre. Selon les termes de l'auteur , on devoit accorder au roi Stanislas après l'abdication de sa couronne , les duchés de Lorraine & de Bar qui devoient ensuite demeurer incorporés au royaume de France. L'entière succession du grand-duché de Toscane étoit attribuée au duc de Lorraine avec les ports de l'état de Sienne & toute l'île d'Elba. Les intérêts respectifs étoient réglés jusqu'à la mort du grand-duc , & alors , le roi d'Angleterre étoit maître de mettre dans le port de Livourne une garnison angloise , afin de s'assurer du commerce de cette ville & de ses avantages. Le roi de Sardaigne auroit obtenu cette partie du Milanois qui est située entre le Tésin & le Pié-

1735.

mont : la Sicile & la Sardaigne étoient le partage du roi de Naples , & ce royaume , le duché de Parme & le reste de la Lombardie étoient celui de l'empereur. Quelle que fût la source de ce plan , il est certain que la cour de France le trouva en grande partie favorable à ses intérêts , & que les principales conditions qui servirent de base à la paix en furent extraites. Si la France & ses émissaires secrets cherchoient à prévenir les efforts des alliés , l'empereur ne désiroit pas moins d'exclure des négociations , non-seulement les puissances maritimes mais encore l'Espagne , afin de s'éloigner sans rupture ouverte du mariage de l'archiduchesse qu'elle avoit autrefois proposé avec tant d'ardeur. Afin de servir les désirs de son maître & d'accélérer ce traité , le comte de Zinzen-dorff négligea volontairement toutes les confrontations & les vérifications que demande d'ordinaire l'égalité exigée dans toute compensation ; il apprécia le grand-duché de Toscane suivant l'idée qu'en avoit fait concevoir la prodigalité du dernier souverain , suivant la promptitude & la quantité des



contributions , & crut rendre au duc de Lorraine un grand service en lui procurant cet échange. Le comte regardoit le royaume de Sicile comme un état exténué, plus incommode qu'utile à un prince qui n'y résidoit pas, les revenus de cette couronne étoient presque tous aliénés, & la défense de l'état exigeoit l'entretien d'une marine fort dispendieuse. La maison de Lorraine établie dans le grand-duché, se trouvoit naturellement garantie dans cette possession par l'intérêt qu'y prenoit la France, & cette maison remplaçant celle de Médicis, soutenoit l'Italie dans le même degré d'équilibre où elle étoit avant le traité de Londres.

Tandis qu'à la Haie les puissances maritimes cherchoient lentement & en vain à procurer un armistice aux puissances belligérantes, à fixer un lieu où l'on pût assembler un congrès, l'empereur & le roi de France conclurent secrètement à Vienne un traité de paix. Les préliminaires furent signés le 3 d'octobre (a); ils étoient divisés en sept arti-

---

(a) *Articles préliminaires.* Sa majesté impériale & sa majesté très-chrétienne vou-

1735.

cles ; ils comprenoient toutes les vues qu'on pouvoit regarder comme dépendantes de l'intérêt des deux monarques,

lant contribuer de tout leur pouvoir au rétablissement de la paix , sont convenues des articles suivans.

*Art. I.* Le roi , beau-père de sa majesté très-chrétienne , qui abdiquera la couronne , sera reconnu & conservera les titres & les honneurs de roi de Pologne & de grand-duc de Lithuanie.

Ses biens lui seront restitués ; ensemble , ceux de la reine son épouse , dont il pourra jouir & disposer librement.

Il sera publié un armistice en vertu duquel tous les biens seront restitués de part & d'autre.

Les provinces & les villes de Pologne seront rétablies dans leurs droits , libertés , privilèges , honneurs & dignités ; leur liberté leur sera garantie pour toujours , sur-tout la constitution des Polonois & la libre élection des rois.

L'empereur consent que le roi , beau-père de sa majesté très-chrétienne soit mis pacifiquement en possession du duché de Bar & de ses dépendances , dans la même étendue que la maison de Lorraine le possède aujourd'hui. De plus , il consent que dès que le grand-duché de Toscane sera dévolu à la maison de Lorraine dans la forme réglée par l'article suivant , le roi , beau-père de sa majesté très-chrétienne , soit encore mis paisiblement

& leur objet étoit de réparer les atteintes que l'équilibre général avoit souffertes depuis le traité de la quadruple

1735.

en possession du duché de Lorraine & de ses dépendances dans cette même étendue dont jouit actuellement la maison de Lorraine ; le dit sérénissime beau-père jouira de l'un & de l'autre duché sa vie durant ; mais immédiatement après sa mort , ils seront réunis en pleine souveraineté & pour toujours à la couronne de France : bien entendu cependant , que quant à ce qui relève de l'Empire , l'empereur , comme chef , consent à ladite réunion , & de plus , promet d'employer tous ses soins à obtenir de l'Empire le consentement formel. Le roi très-chrétien renoncera tant pour lui que pour le roi son beau-père à l'usage de sa voix & séance dans la diète de l'Empire.

Le roi Auguste sera nommé roi de Pologne & grand-duc de Lithuanie par toutes les puissances qui prendront part à cette pacification.

*Art. II.* Après la mort du possesseur actuel , le grand-duché de Toscane appartiendra au duc de Lorraine actuel pour l'indemniser des deux duchés qu'il possède à présent.

Toutes les puissances qui prendront part à ce traité lui en garantiront la succession éventuelle ; les troupes espagnoles seront retirées des places fortes du grand-duché , & à leur place s'introduiront en nombre égal des troupes impériales , uniquement pour la

S iij

~~1735.~~ alliance. Ainsi donc, on accordoit à François III, duc de Lorraine, la succession éventuelle du grand-duché de Toscane : au moyen de cette assurance il devoit céder dès l'instant présent le duché de Bar au roi Stanislas, & l'empereur devoit l'indemniser annuellement du revenu de cet état, jusqu'à son entrée en Toscane. Moyennant l'abdication du roi Stanislas, Auguste III

---

sûreté de ladite succession éventuelle & dans la même forme qui a été réglée pour les garnisons neutres de la quadruple alliance. Jusqu'à ce que le duc de Lorraine se trouve en possession du grand-duché de Toscane, il retiendra celle du duché de Lorraine & de ses dépendances, conformément au traité de Riswick ; & pour accélérer une œuvre aussi salutaire que la paix générale, & en considération des obligations contractées par la France pour rendre plus stable la tranquillité publique, sa majesté impériale s'engage pendant cet intervalle à tenir compte à la maison de Lorraine des rentes du duché de Bar & de ses dépendances, selon l'estimation qui en sera faite dans le terme le plus court qu'il sera possible, en mettant à part toutefois les charges attachées à l'administration des revenus de cet état.

Le port de Livourne demeurera libre & neutre comme il l'est actuellement.

reſtoit paiſiblement maître du royaume de Pologne. Afin d'aſſurer au duc de Lorraine la poſſeſſion de la Toſcane, la France & l'Empire prenoient les mêmes précautions qu'avoit établies le traité de Londres en faveur de l'Eſpagne. Six mille hommes de troupes impériales devoient encore entrer dans le grand-duché dès que les eſpagnols en ſeroient ſortis ; le port de Livourne devoit reſter ; comme il l'étoit alors, neutre & libre , afin de ſatisfaire les puiffances maritimes. Don Charles demeurait roi des deux Siciles, maître des ports de Sienne & de Porto-Lungone ; on laiſſoit au roi de Sardaigne le libre choix des deux diſtricts entre le Milanois & le Téſin , & le domaine territorial des fiefs des Langues, deſquels on donneroit une évaluation. L'empereur devoit reprendre toutes les autres conquêtes , & de plus l'état de Parme ſans prétendre déſormais à demander au pape le recouvrement de Caſtro. Ces nouveaux alliés s'obligeoient à garantir la pragmatique ſanction ; & l'examen des commiſſaires élus par les différentes parties devoit régler les limites entre les états

1735.

S iv

1735.

respectifs. Enfin on demandoit un congrès pour en venir à un traité définitif, & en attendant, les hostilités demeuroient suspendues.

Cette convention devant être d'abord communiquée à la cour d'Espagne, fut tenue secrète pendant quelque tems ; & les armées françoises demeurèrent dans l'inaction sur le Rhin & en Lombardie. Quoique le roi de Sardaigne eût espéré des avantages capables de flatter un souverain ambitieux, il fut obligé de se conformer aux volontés des plus puissans ; mais ce fut à Madrid que ces préliminaires souffrirent des difficultés presque insurmontables. La reine d'Espagne ayant assuré à son fils aîné le grand-duché de Toscane & celui de Parme, ces états lui étant assignés & garantis par tant de traités & par toutes les puissances de l'Europe, elle ne put supporter de voir rompre par la seule volonté de la France, des engagemens solennels. La cour de France lui alléguait les efforts qu'elle avoit faits sur le Rhin, pour empêcher les forces impériales de porter dans le royaume de Naples les secours nécessaires. Cependant le 16

novembre l'armistice fut publié ; le maréchal de Noailles, commandant des troupes françoises, déclara au duc de Montemar, qu'il ne lui donneroît plus de secours contre les impériaux : ceux-ci au nombre de trente mille hommes, sous les ordres du maréchal de Kevenuller, marchèrent au secours de Mantoue. Il ne restoit plus aux espagnols que le parti de la retraite : ils le prirent, & se replièrent vers la Toscane ; ils furent poursuivis par les allemands jusqu'à Bologne. La nouvelle des préliminaires répandit à Florence la douleur & la consternation. Les soins que le grand-duc & son ministère avoient pris pour se concilier l'attachement & l'amitié de l'infant & de la nation espagnole, devenoient non-seulement inutiles, mais ils pouvoient être dangereux relativement à un nouveau souverain, si l'Espagne refusoit d'adhérer au traité. La guerre paroissoit inévitable, & quand même ce fléau n'eût pas affligé ce misérable état, les garnisons allemandes ne lui étoient-elles pas devenues odieuses ? la mémoire des contributions & des maux dont elles avoient été l'occasion, n'étoit-elle pas

~~1735.~~  
1735.

toute récente ? Les peuples effrayés se voyoient dans l'impuissance de résister à tant de désastres. Le grand-duc porta des plaintes amères aux deux cours de Vienne & de France : il leur reprocha vivement de le soumettre contre toute justice & toute humanité à une oppression que ni lui ni ses sujets n'avoient méritée. Les impériaux qui commençoient à entrer dans le grand-duché par Bologne, eurent ordre de s'arrêter. Mais en même-tems les espagnols changèrent de conduite en Toscane ; ils y firent des campemens, & accrurent le dommage que la présence continuelle des troupes apportoit au pays.

Les nouveaux préliminaires ayant annullé le règlement de la succession établie par la quadruple alliance & la convention de Florence faite en conséquence de ce traité, Jean-Gaston imagina de faire revivre ses anciennes idées de liberté, afin de délivrer le domaine de Florence du joug de la féodalité, de soutenir l'acte du sénat en faveur de l'électrice, & d'exiger de son nouveau successeur des conditions plus avantageuses. Dans ces idées, il



tourna ses soins vers le cardinal de Fleury , le suppliant de délivrer la Toscane de ce joug odieux , de laisser l'électrice en liberté de succéder , & après sa mort d'établir à Florence la résidence du prince Charles de Lorraine , puisqu'il paroissoit que le duc François ne pourroit s'éloigner de la cour de Vienne. Il fit rappeler à l'empereur les anciennes promesses qu'il avoit faites à la maison de Médicis , les services que cette maison avoit rendus à l'Empire ; & enfin , il implora ses bontés en faveur de la Toscane , le suppliant de la délivrer des dangers auxquels elle étoit exposée. L'exécution des préliminaires resta cependant suspendue par la répugnance que témoignoit l'Espagne à en agréer les conditions. L'armistice étoit exécuté par les François comme suspension d'hostilités ; mais ils n'avoient encore rendu aucun des postes qu'ils occupoient avec leurs troupes. L'armée impériale , dont le nombre s'accroissoit tous les jours , ne pouvant s'étendre en Lombardie parce que les François l'occupoient , se répandit dans l'état ecclésiastique , & du côté

S vj

1735.

de Bologne : il étoit bien difficile de contenir les hougards qui entroient dans le grand-duché pour harceler les espagnols : mais l'intérêt de ne pas désoler un état qui devoit appartenir à un prince du sang de l'empereur, obligea les généraux de l'Empire à éviter avec vigilance les ravages & les dévastations. Cependant il falloit bannir les espagnols de Toscane & les forcer à l'exécution des préliminaires. Ils avoient déjà formé un camp vers Ripoli dans le voisinage de Florence, non sans incommoder beaucoup les habitans de la ville & ceux de la campagne. Il arrivoit tous les jours à Livourne de nouveaux secours d'Espagne, & tous les jours le port se trouvoit mieux préparé à la défense. Cette résistance obligea l'empereur à faire marcher son armée contre le royaume de Naples pour que cette diversion fût évacuer enfin la Toscane ; mais le maréchal de Noailles interposa sa médiation & parvint à conclure un armistice. Le duc de Montemar ne l'accepta que comme une suspension d'hostilités, car ce général protesta qu'il attendroit les ordres de son maître pour

l'évacuation de la Toscane. Rien n'étoit plus surprenant que de voir après la conclusion d'un armistice, la France augmenter le nombre de ses troupes en Lombardie & sur le Rhin, & fortifier ses postes comme si la guerre eût dû continuer. On ne pouvoit prendre aucune mesure relative aux conditions stipulées sans une résolution précise de l'Espagne ; mais Philippe étoit toujours irrésolu, & les françois constans à n'évacuer aucun des postes dont ils s'étoient emparés. Le grand-duc ne pouvoit plus supporter les violences qu'il essuyoit de part & d'autre ; les princes neutres frémissaient des maux que leur préparoient le séjour des impériaux & celui des françois. Enfin le maréchal de Noailles passa lui-même en Toscane pour engager le duc de Montemar à faire usage de tout son crédit auprès de son maître & à obtenir de lui une résolution quelconque. Ce n'étoit pas que ce prince refusât d'écouter les négociations qui pouvoient conduire à un traité de paix, mais son ame ne pouvoit supporter l'idée de ces préliminaires arrêtés seulement par la Fran-

1735.

**1735.** ————— ce & l'Empire , ni la perte du grand-duché de Toscane. De son côté , le duc de Lorraine montrait une extrême répugnance à céder ses états avant de jouir de l'indemnisation qui lui étoit promise. En effet le passage du rang suprême à l'état d'un simple particulier semble dur & humiliant à un prince.

**1736.** La situation du grand-duc devenoit plus affreuse au milieu de tant d'incertitudes. Cependant , pour ne pas attirer sur ses états de nouveaux malheurs , il prit le parti de ne déplaire à aucune des puissances , & d'attendre le sort que lui préparoient les événemens avant de faire des démarches que ces mêmes événemens pouvoient rendre nuisibles. Malgré cette résolution , il ne négligea pas de représenter à la cour de Vienne qu'elle commettoit une erreur en cédant au roi de Naples les ports de l'état de Siennè ; que la possession du grand-duché ne seroit point assurée au duc de Lorraine tant que les espagnols en occuperoient les places les plus avantageuses : il fit même entendre à l'empereur qu'es'il eût voulu racheter ces places fortes , il eût accordé à la Toscane un bienfait inesti-

mable en la délivrant du fardeau des garnisons impériales fixées par les préliminaires, & qui seroient alors devenues absolument inutiles. Charles VI étoit convenu avec la France que si le roi d'Espagne refusoit d'accéder aux préliminaires, il seroit en droit de l'y forcer sans qu'elle pût le secourir; en conséquence de cette convention, ce prince fit tout disposer pour l'invasion du royaume de Naples que le cardinal de Fleury seul avoit pu retarder jusqu'alors. Les puissances maritimes acceptèrent les préliminaires avec empressement; elles ne mirent pas moins de zèle à persuader Philippe V de se rendre à la nécessité. L'uniformité de sentimens entre tant de couronnes & d'états devint enfin une loi pour ce prince; il exigea encore des assurances plus particulières de l'exécution des préliminaires, & déclara qu'il les acceptoit. Le 30 janvier l'empereur signa une déclaration par laquelle regardant la paix comme conclue avec la cour d'Espagne aux conditions insérées dans les préliminaires, il promettoit d'observer fidèlement ladite paix, & sur-tout les articles qui regardoient

1736.

personnellement le roi des deux Siciles. La France reconnoissant également la paix comme conclue entre l'Empire & l'Espagne, se reconnut garante avec l'empereur des conditions qui regardoient cette couronne, par une déclaration signée du même jour. Ces nouvelles résolutions imposèrent aux généraux des armées respectives la nécessité de concerter entr'eux des moyens d'exécution prompts & faciles. Les différentes parties n'étoient cependant pas d'accord. Les difficultés du duc de Lorraine obligeoient la France à des précautions qui retardoient l'entière conclusion. Mais le mariage du duc François avec l'archiduchesse Marie-Thérèse, fille aînée de Charles VI, qui fut célébré le 12 février, hâta le moment de cette paix tant désirée. Le 5 de mars, l'empereur & la France signèrent une convention pour retirer les troupes qui étoient encore sur le Rhin, & pour évacuer les places conquises : enfin le 11 d'avril, ils signèrent une autre convention qui répétoit les conditions déjà stipulées, qui en étendoit l'esprit, & qui établissoit pour leur exécution des

moyens faciles. On y règloit l'évacuation du Milanois & des autres états occupés par les collègues. Le soulagement qu'il falloit accorder aux pays neutres accablés par les quartiers des troupes belligérantes, la restitution de l'artillerie & des chartres publiques, enfin l'exécution des actes de cession & l'échange des ratifications. Mais ce qui contribua le plus à accélérer la conclusion de la paix fut la promesse de la prompte cession de la Lorraine stipulée en deux articles séparés (a). La répu-

---

(a) *Art. I. séparé.* Sa majesté très-chrétienne ayant démontré que, nonobstant ce qui est stipulé dans le premier & second article des préliminaires sur le tems auquel le duché de Lorraine suivra le destin du duché de Bar, elle auroit désiré qu'au lieu de prendre l'époque de la mort du grand-duc de Toscane, cet échange fût fixé aux termes de la prise de possession que fera le roi, beau-père de sa majesté très-chrétienne, du duché de Bar, sa majesté impériale déclare, que malgré les clauses particulières du premier & second article des préliminaires, le duché de Lorraine sera cédé au roi, beau-père de sa majesté très-chrétienne, aussi-tôt après l'échange des ratifications, par une convention qui sera établie à cet effet, ou entre sa majesté impériale & sa majesté très-chré-

1736.

gnance du duc François à renoncer au patrimoine héréditaire de ses ancêtres, possédé par eux depuis tant de siècles céda à la réflexion que le duché de Lorraine étoit exposé à l'empire despotique de la France, qui d'après les

---

tienne, ou entre sa majesté très-chrétienne & son altesse royale le duc de Lorraine, & de laquelle on s'occupera incessamment. Bien entendu cependant que si l'on ne parvient à conclure cet acte qu'après le terme où le roi, beau-père de sa majesté très-chrétienne, doit être mis en possession du duché de Bar suivant la teneur des préliminaires & de la convention signée ce jour même dont cet article fait partie, la remise du duché de Bar à ce prince ne pourra être différée pour cette cause, ni sous le prétexte d'aucune des discussions qui pourroient s'élever par rapport à l'étendue & aux limites du duché de Lorraine qui se régleront à l'amiable avec le tems.

*Art. II. séparé.* Le roi Stanislas, en prenant possession des duchés de Lorraine & de Bar, jouira en même-tems de tout ce que possède le duc actuel dans la Lorraine & dans le Barrois, de ses appartenances & dépendances, tant du patrimoine de la maison que des biens acquis, allodiaux ou de quelque nature qu'ils soient, excepté cependant de la comté de Falckenstein & de ses dépendances, &c.



tiens qui l'uniffoient à la maison d'Autriche , l'auroit tenu dans une dépendance si absolue , que le souverain n'en pourroit avoir la jouissance. Comme par la suite des préliminaires , la convention de Florence entre le grand-duc & le roi d'Espagne n'étoit point annullée ; que l'indemnisation des biens allodiaux de la maison de Lorraine avec ceux de Toscane étoit encore incertaine , la cour de France déclara le même jour qu'elle étoit garante avec l'empereur en faveur du duc de Lorraine de tous les biens allodiaux des Médicis existans en Toscane ( a ).

---

(a) Le ministre soussigné du roi très-chrétien près l'empereur , muni des pouvoirs plénipotentiaires , déclare qu'en conséquence & en considération des deux articles séparés de la convention signée ce même jour , sa majesté très-chrétienne se donnera les mêmes soins que sa majesté impériale & agira de concert avec elle , pour procurer à la maison de Lorraine tous les biens allodiaux de quelque nature qu'ils puissent être , existans dans le grand-duché de Toscane ; que ni le roi Stanislas , ni le roi de France ne prétendront jamais aucun hommage de ceux qui n'en rendoient point au duc de Lorraine , & qu'ils donneront toutes les sûretés possibles contre toute idée de réunion , &c.

1736.

## CHAPITRE X.

*Les préliminaires s'exécutent avec lenteur ; les espagnols ayant évacué la Toscane , les troupes allemandes y sont substituées à des conditions égales. Il s'élève des contestations entre le grand-duc & son successeur à l'égard des biens allodiaux ; la conclusion d'un pacte de famille projeté demeure suspendue : mort du grand-duc. Le duc de Lorraine lui succède , il s'accorde avec l'électrice.*

**A**UTREFOIS le traité de Londres avoit donné au grand-duc de Toscane un successeur qui lui appartenoit par les liens du sang , & qui avoit reçu d'elle-même des droits à la succession ; si ce règlement n'eût pas été accompagné des liens odieux de la féodalité & des garnisons étrangères , la maison de Médicis satisfaite de ce choix , auroit semblé prévenue dans ses desirs par les autres puissances ; mais dans ce moment , les préliminaires de Vienne,

loin d'alléger le poids des malheurs attachés au grand-duché, faisoient de cet état une espèce de vente humiliante, & donnoient aux Médicis un successeur, qui, fondant tous ses droits sur le seul titre d'indemnisation, n'étoit obligé à aucun égard pour cette maison, & pouvoit agir avec la même autorité qu'un créancier acquiert sur son débiteur. D'un autre côté, le duc de Lorraine étoit aussi accablé que le grand-duc de Toscane. Si l'on se représente la position d'un souverain réduit à se dépouiller d'un état possédé pendant six siècles par ses ancêtres, sans avoir d'autre dédommagement, que la simple espérance d'un équivalent, il est facile d'imaginer de quelles inquiétudes il étoit agité, & combien le grand-duc & lui avoient à se plaindre de la cour de Vienne. Ce traité n'avoit fait qu'accroître le nombre des mécontents, & Jean-Gaston persuadé qu'il ne pouvoit exiger du duc de Lorraine, ces égards & ces marques de respect qu'il avoit droit d'attendre du prince d'Espagne, s'abandonna bientôt à une mélancolie extrême, & cessa de s'occuper des affaires pu-

1736.

1736.

bliques. Il étoit devenu d'une mauvaise santé, il étoit affoibli par de petites & fréquentes maladies, par une longue résidence, par une vie totalement inactive, & déjà les forces de son esprit sembloient lui manquer comme celles du corps. Gouverné despotiquement par ceux qui prenoient soin de sa personne, il leur laissoit la disposition des graces ; & comme auprès de ces vils personnages, tout devint vénal, la cour & les tribunaux se remplirent d'hommes méprisables ; l'état fut plus obéré que jamais, l'administration renversée ; la survivance même des charges fut bientôt vendue au préjudice des droits du successeur. L'abus devint coutume, & la coutume acquérant bientôt force de loi, les défordres augmentèrent au point, que déjà l'esprit d'anarchie sembloit s'être emparé de tout l'état. Si quelque personne que ce fût eût fait quelque tentative auprès du grand-duc, pour réparer ou prévenir ces défordres, cet essai eût été pris par ce prince pour un acte d'indépendance de l'électrice palatine, & il n'y avoit plus aucun remède à des maux qui faisoient la for-

tune de quelques-uns aux dépens du plus grand nombre. L'effroi du peuple augmentoit encore à la vue du sort qui les attendoit; on prévoyoit que la Toscane seroit réduite en province & en province soumise aux allemands, que leurs violences précédentes avoient rendu si redoutables, tandis qu'elle perdoit l'appui des espagnols, dont elle avoit espéré de si grands avantages pour son commerce. Les espagnols affligés de quitter un pays auquel ils étoient attachés & où ils étoient aimés, répandoient des semences de discorde & cherchoient à rendre le nouveau prince odieux au peuple. Ainsi, le mécontentement du public, la situation pénible du duc de Lorraine, & le mélange confus de ces divers intérêts, ne laissoient pas un instant de repos à l'infortuné Gaston.

Le consentement à la cession de la Lorraine intéressoit vivement la cour de France; car de lui seul dépendoit l'exécution des articles qui regardoient l'Espagne; ainsi, les précautions qu'elle exigeoit ne pouvoient que retarder les préliminaires : on vouloit obtenir de Charles, roi de Naples, une cession

1736.

1736.

entière des biens allodiaux de la maison de Médicis , mais cette loi n'étant pas prescrite par les préliminaires , & ce jeune prince regardant ces biens comme dus à sa personne par les droits du sang , refusoit formellement d'y renoncer. Le grand-duc alors eût bien voulu dissoudre la convention de 1731 , & se retrouver en liberté de traiter avec son nouveau successeur , mais il ne pouvoit trouver le moyen d'y réussir. La cour de Vienne lui proposoit de donner , par une déclaration , un consentement absolu aux préliminaires ; mais avec tant de forces espagnoles répandues dans ses états , ce malheureux prince ne pouvoit & n'osoit déplaire aux espagnols. L'empereur ne vouloit recevoir l'ambassadeur d'Espagne à Vienne , qu'après l'entière évacuation de la Toscane , & le duc de Montemar refusoit de s'y prêter avant que les droits patrimoniaux de don Charles fussent assurés , & que tous les autres points de contestation fussent réglés. Les ministres toscans supplioient les ministres impériaux d'épargner à leur maître les garnisons allemandes , & leur représentoient , que si le grand-duc

duc n'étoit pas en liberté, il ne pouvoit faire avec son successeur, de conventions solides. Les princes & les sujets demeuroient ainsi dans une triste incertitude & ne pouvoient jouir d'une paix qu'ils avoient si long-tems désirée. On s'occupoit dans les cabinets des ministres à concilier tous ces intérêts, & tous les politiques abondoient en raisonnemens sur un traité dont les suites étoient d'embrouiller plus que jamais les affaires de toute l'Europe. La réunion de la Lorraine à la France répandoit l'alarme parmi les princes de l'Empire; la situation de cet état trop favorable à la France, lui donnoit le pouvoir dangereux de pénétrer dans les terres de l'Empire, plus de quarante lieues au-delà des anciennes frontières, & d'entrer dans le Palatinat & dans les électors de Trêves & de Mayence. Un plus grand inconvénient encore, c'est que les princes de l'Empire subordonnés désormais à la puissance françoise, ne pouvoient plus concourir à la guerre de l'Empire, & ne lui étoient même plus soumis en tems de paix. Malgré ces réflexions tardives, il n'étoit plus moyen de

1736.

rompre des nœuds si bien tissus , sans donner quelque satisfaction à Louis XV. Le duc de Lorraine fut obligé de céder ; le 28 août , la France & l'Empire signèrent une convention qui régloit immuablement la cession actuelle du duché de Lorraine au roi Stanislas. La cession de cet état devoit avoir lieu lorsque les troupes espagnoles auroient évacué la Toscane , & que l'empereur auroit entre les mains les actes de cession & de renonciation du roi d'Espagne & du roi des deux Siciles : en ce cas , le roi Stanislas devoit entrer en possession de toute la Lorraine & des biens allodiaux de cette famille ; il devoit y avoir des commissaires nommés pour la liquidation & l'accommodement de toutes les affaires juridiques. La promesse d'obtenir en faveur de la maison de Lorraine les biens allodiaux des Médicis , toutes les promesses possibles de garantie à l'égard de la succession du grand-duché , faisoient partie intégrante de ce traité. On laissoit à la maison de Lorraine la jouissance de tous les titres , de tous les honneurs , de toutes les prérogatives qu'elle avoit possédées jusqu'à ce



moment , & l'empereur promettoit d'indemniser le duc de la somme de quatre millions cinq cens mille livres , qui devoient être payées avec exactitude , jusqu'au moment de la mort du grand-duc de Toscane. Le roi de France se chargeoit de toutes les dettes de la Lorraine ; il promettoit d'assurer les avantages de la duchesse , veuve du prince Charles , & des autres branches de la maison. La continuation des privilèges de cet état , la validité des actes émanés des anciens souverains fut aussi réglée par ces mêmes articles , & l'on n'oublia rien de ce qui pouvoit éviter à l'avenir des contestations fatales au repos public.

Cette convention donnoit un entier accomplissement à l'effectuation de la paix par rapport à la France , tandis qu'une déclaration du 4 août donnoit à la cour d'Espagne l'espoir d'une satisfaction ; l'empereur se réservoit de régler à l'amiable par un traité particulier , la liquidation des droits sur les biens allodiaux de Parme & de Toscane , & promettoit d'admettre à sa cour le comte de Fuenclara , en qualité d'ambassadeur , dès

1736.

que les troupes espagnoles auroient évacué le grand - duché, & que l'échange des cessions seroit consommé. On jugeoit par ces démarches que les négociations du cardinal de Fleury avoient du crédit sur les puissances, que ce ministre cherchoit à faciliter un accord entre le duc de Lorraine & la maison de Médicis, & qu'il vouloit obtenir pour le grand-duc ces avantages, que la quadruple alliance & les traités postérieurs n'avoient pu lui accorder. Jean-Gaston offrit au duc de Lorraine les conditions stipulées en faveur de l'infant d'Espagne, pourvu que la convention de 1731 fût entièrement annullée; & afin de conserver les prérogatives de l'état, les deux cours imaginèrent un règlement conforme à l'intérêt des puissances & à la dignité du grand-duc & de la Toscane. Le grand-duché devoit être l'équivalent de la Lorraine; il devoit servir au duc de Lorraine d'indemnisation; il pouvoit en servir aussi par rapport aux prérogatives, en établissant entre les deux états une parité, au moyen de laquelle le duc François posséderoit la Toscane dans

la même forme sous laquelle il avoit possédé la Lorraine. Pour consommer ce nouveau plan, on pouvoit accorder aux différens domaines qui composoient le grand-duché, les mêmes droits que chacun des domaines de Lorraine avoit conservés. Ainsi, le duché de Sienne pouvoit correspondre dans les traités au duché de Bar; les autres fiefs, aux fiefs que le duc de Franconie possédoit dans le territoire de la Lorraine, & le domaine de la république de Florence pouvoit demeurer libre & indépendant comme celui de la Lorraine proprement dite, dont les prérogatives avoient été fixées par le traité de Nuremberg, en 1542. On forma encore le projet d'un autre règlement plus simple, celui qui avoit été mis en usage en 1537, lorsque le pouvoir souverain fut transféré à la seconde branche de la maison de Médicis. L'élection du sénat, fortifiée d'un diplôme impérial, tel que celui dont Charles V confirma la puissance de Côme I, auroit en effet prévenu toute discussion & sauvé la liberté d'un pays auquel on ne pouvoit l'ôter sans injustice. On démontra que ce règle-

1736.

1736.

ment équitable , dicté par les égards dus à des souverains , n'étoit nullement contraire aux dispositions du traité de Londres ; qu'il n'étoit qu'un expédient arbitraire , pris pour concilier les prétentions de l'Empire & celles de la reine d'Espagne ; que les conditions du traité étant à moitié accomplies , celles qu'avoit exigées l'Empire , par rapport à l'infant , venoient à perdre toute leur valeur. On fit insinuer au duc de Lorraine , qu'un fief ne peut jamais être l'équivalent d'un état libre : on représenta à la cour de Vienne que tous les liens imaginés pour mettre un frein à la puissance de la maison de Bourbon , devenoient inutiles & préjudiciables à un prince qui étoit gendre de l'empereur. Gaston demandoit à ce prince de ne pas expédier les investitures éventuelles , d'épargner au grand-duché le poids inutile des garnisons étrangères , & proposoit de faire reconnoître le duc de Lorraine pour grand-prince de Toscane , & de lui faire prêter le serment par les garnisons des différentes places qu'on augmenteroit avec des troupes nationales : que s'il pouvoit s'élever

quelque crainte par rapport aux troupes que le roi de Naples avoit mises dans les ports de Sienne, on devoit réfléchir que les garnisons de Parme & de Plaisance étoient assez fortes pour s'opposer aux efforts des espagnols. Cette grace demandée à l'empereur avec tant d'instance, auroit, disoient les ministres florentins, engagé le grand-duc & l'électrice à faire, pour le duc de Lorraine, tout ce qu'ils auroient pu faire pour leur propre fils.

Mais les rigoureuses maximes établies à Vienne, ne permettoient pas de satisfaire ces vains desirs de la maison de Médicis. Le cardinal de Fleury, affectant toujours envers tous les partis la même modération, les mêmes complaisances, paroissoit approuver le plan du grand-duc & en reconnoître la justice; mais il se défendoit d'en autoriser l'exécution, ne pouvant le faire, disoit-il, sans le consentement de l'empereur; la plus grande faveur que Jean-Gaston put obtenir de lui, ce fut de proposer ses conditions & d'en faire valoir la justice. La cour de Vienne soutint que le traité de Londres étoit

T iv

1736.

demeuré dans toute sa vigueur ; & que les préliminaires n'avoient fait que changer le nom du successeur aux états de Parme & de Toscane. Le comte de Zinzendorff renouvela les propositions les plus odieuses pour la maison de Médicis ; il rejeta la forme de la convention de 1731 , & déclara qu'on ne pouvoit ni accorder à l'électrice palatine le titre de grande-duchesse & les honneurs qui y étoient attachés , ni exempter la Toscane du joug de la féodalité & des garnisons impériales. Le duc de Lorraine ne trouvoit rien dans cette même convention de Florence qui pût flatter ses intérêts ; il ne considéroit le grand-duché que comme un simple équivalent de ce qu'il avoit perdu ; cette affaire se traitoit avec rigueur , quant à l'exacte valeur des compensations nécessaires , & sembloit plutôt un contrat de vente & d'achat entre de simples particuliers , qu'un traité fait entre de grands souverains. D'après cette considération , le duc de Lorraine ne se croyoit pas obligé de détacher une portion de ses nouveaux états en faveur de l'électrice , ni de traiter avec

le grand-duc , par rapport à la forme du gouvernement qu'il vouloit maintenir après lui , encore moins de s'engager à payer les dettes de l'état au-delà des sommes que la France avoit promises pour la Lorraine ; il croyoit accorder une grace , en projetant simplement de se charger des dettes en proportion de la valeur des biens allodiaux qu'on lui offroit. Dans la convention de Florence , le grand-duc avoit abandonné seulement les biens allodiaux existans en Toscane , & ces biens ne sembloient pas suffisans pour compenser l'article des dettes ; la maison de Bourbon , qui traitoit alors de cette succession , pouvoit user de complaisance envers le grand-duc qui lui en accordoit l'agrément , mais le duc de Lorraine appelé à cette succession à titre d'indemnité , ne pouvoit aller au-delà des bornes d'une juste compensation. Si cette rigueur de sa part affligoit les Médicis , il appartenoit aux puissances qui avoient dressé les articles préliminaires , de les adoucir suivant les différens intérêts de chacun. Il étoit reconnu que François de Lorraine , sacrifié comme Jean-Gaston

1736.

1736.

à la puissance d'autrui, ne se soumettoit jamais aux conditions qu'avoit accordées l'Espagne ; aussi le grand-duc cherchoit à augmenter les équivalens qu'il pouvoit accorder à ce prince, afin de le soumettre aux désirs de la maison de Médicis. Il fit représenter à l'empereur qu'aucun traité n'avoit jusqu'alors disposé du fief de Piombino, fief relevant directement de l'Empire, & qui restoit au pouvoir des espagnols sans qu'ils y eussent aucun droit : que cet état réuni à la Toscane, lui procureroit des avantages pour le commerce des côtes & pour la communication avec Porto-Ferraio, & l'auroit délivré de la crainte des forces de l'Espagne, qui résidoient dans ce port. Le duché de Massa qui étoit vacant, les autres fiefs de la Lunigiane, offroient encore les moyens d'accroître la puissance du duc de Lorraine & ceux d'établir paisiblement cette même puissance. Le baron de Richecourt envoyé de Lorraine, goûtoit ces propositions & sur-tout celle qui regardoit le fief de Piombino, qui n'étant pas compris dans les préliminaires au nombre des places cédées au roi des deux



Sicules , pouvoit s'obtenir facilement de l'empereur. François de Lorraine voulut en traiter avec Charles VI, mais il eut à combattre une vive répugnance pour de semblables arrangements , fondée sur la crainte d'inspirer aux espagnols de nouveaux sujets de ressentiment. Philippe V avoit montré trop de déférence envers l'empereur , lui avoit fait un trop grand sacrifice pour n'être pas en droit d'en exiger les mêmes égards , & l'entier accomplissement des préliminaires tels qu'il les avoit acceptés. Il ne songeoit donc qu'à hâter la signature de la cession sans laquelle on ne pouvoit faire évacuer la Toscane à ses troupes , ni entreprendre de traiter avec lui sur les biens allodiaux de Parme & de Toscane.

Ces actes ne tardèrent pas à être disposés , & bientôt après échangés réciproquement ; Philippe fut obligé de retirer ses troupes. Jusqu'alors le tumulte qui s'étoit élevé à Rome contre elles , les mouvemens des corses soulevés par la république de Venise , l'élection du foible roi Théodore , leur avoient servi de prétexte pour retarder leur départ ; mais ces troubles étant

T vj

1736.

1737.

1737.

appaisés, le général duc de Montemar annonça au grand-duc, par une lettre très-respectueuse, qu'il alloit quitter ses états (a). Cette lettre qui fut communiquée aux principaux de

---

(a) Le tems est arrivé de donner une prompte exécution aux ordres du roi mon maître, qui ont été présentés à votre altesse royale, dans le courant du mois de mars passé; je vais partir avec le peu de bataillons desquels je me trouve accompagné dans ce séjour. Il a été pour moi très-agréable, par le seul intérêt d'habiter auprès de l'aimable, non moins que respectable personne d'un souverain qui rend la résidence dans ses états si désirable, ajoutant à la douceur du climat, l'influence de ses heureuses qualités. Ce que j'ai reconnu, non-seulement par les grands honneurs dont je confesse avoir l'obligation à votre altesse royale, mais encore pour les bons & favorables traitemens de ses bons & fortunés vassaux, puisqu'en eux se reconnoissent la bienfaisance & la générosité de leur prince. Pour ce qui me regarde, ma reconnoissance sera éternelle, & j'espère laisser gravée dans ma famille la mémoire des bienfaits de votre altesse royale, à laquelle je n'ai pu faire passer ces respectueux devoirs, avant ce moment où le roi mon maître me l'impose, ayant été accordés enfin les différens entre les cours, (suivant au moins ce que promet le nouveau système); on n'auroit pas vu la fin de ces troubles, si l'ardent désir de donner la paix à l'Europe, n'eût obligé sa ma-

l'état, ranima l'estime & l'attachement qu'on avoit voués aux espagnols, & redoubla le chagrin qu'on ressentoit de les voir bannis & remplacés par les allemands. Tandis que leur embarquement se faisoit à Livourne, il se tenoit un congrès à Pontremoli entre eux & les impériaux pour régler l'échange des actes, & les moyens d'introduire à leur place les garnisons allemandes. Ce congrès finit le 5 janvier

1737

jesté à substituer, aux intérêts qui l'occupent, les justes considérations d'une amie vraiment royale, & à sacrifier ses intérêts à la tranquillité publique. Sa majesté m'ordonne de réitérer à votre altesse royale les plus sincères expressions de son inaltérable amitié, & les plus vifs témoignages de sa reconnoissance pour les attentions qu'elle a eues, & pour les faveurs qu'elle a accordées aux troupes soumises à mes ordres. Quoiqu'il m'eût été doux & flatteur de satisfaire personnellement à cette agréable commission, je doute cependant que les circonstances où je me trouve, & le terme borné qu'on m'accorde, puissent me le permettre. Rien ne pourra jamais dérober à mon esprit la présence de votre altesse royale, & dans tous les tems, désirant le bonheur de la servir, je prierai l'être suprême, qu'il conserve sa personne pour la félicité de ceux qui l'aiment, & pour la prospérité de ses états, pendant un très-grand nombre d'années.

1737.

à la satisfaction des parties, & le baron de Wachtendonck, général commandant de la nouvelle garnison impériale, concerta, avec le général espagnol, comte de Mariani, & avec le baron Velluti, mestre de camp, député du grand-duc, le tems de l'introduction & l'ordre de la distribution des troupes dans le grand-duché. Il fut convenu qu'on mettroit deux mille hommes à Livourne, deux mille autres avec la cavalerie dans Pise & son territoire, quatre cens à Porto-Ferraio & trois cens dans les châteaux de Lavenza & de l'Aulla. Après quatre jours Livourne fut absolument évacuée par les espagnols, qui jugèrent à leur départ, du regret & de l'affliction des habitans. Aussi-tôt le comte de Kevenuller, commandant général de l'empereur en Italie, envoya à Florence le général Braitwits, pour prévenir le grand-duc de l'introduction prochaine des garnisons impériales. Ce prince avoit toujours paru peu disposé à recevoir ces garnisons, si auparavant il n'étoit parfaitement d'accord avec son successeur; son conseil auroit voulu qu'elles eussent été précédées d'une

déclaration qui garantît le grand-duc & ses sujets de tous les désagrémens qu'ils avoient à en craindre, mais les préliminaires n'admettoient aucun retard ; les difficultés qui s'étoient rencontrées dans la cession & la consignation de la Lorraine, n'avoient encore permis au duc François d'entrer dans aucun traité avec les Médicis ; & les sûretés qu'ils désiroient, les égards qu'exigeoient le peuple & le souverain, n'avoient pu être décidés avant le départ des espagnols. Le général Kevenuller agit envers le grand-duc avec tout le respect & toutes les marques de soumission possible. Il employa toute la douceur & les précautions qu'il crut propres à modérer l'aversion du peuple pour les allemands. Il s'exprima de la manière la plus flatteuse, dans une lettre adressée au grand-duc le 6 janvier. « Les négociations de paix avec l'Espagne étant désormais mises à exécution, dit-il, & par conséquent celles de l'évacuation des places gardées par les troupes espagnoles dans les états de votre altesse royale pour y substituer les troupes impériales, selon le contenu des articles préliminaires

1737.

1737.

res; le général maréchal commandant, baron de Wachtendonck, & le général comte de Mariani, respectivement députés par le général duc de Montemar & par moi, pour faire l'échange de l'acte de cession de sa majesté impériale, pour les duchés de Parme & de Plaisance, & pour la succession éventuelle du grand-duché de Toscane, conformément aux préliminaires & aux conventions faites entre les cours intéressées, le succès de ces négociations & le terme de leur conclusion, ont été référés à votre altesse royale par le ministre d'état Lisoni, qui en a reçu des ordres précis de sa majesté impériale, & par moi, qui suis chargé de faire agréer à votre altesse royale, qu'au tems de l'effectuation, je puisse accomplir les objets qui sont de mon devoir. Et quoique je ne puisse en personne saluer votre altesse royale, comme je l'avois espéré, j'envoie également pour obéir aux intentions de sa majesté impériale, le général baron de Braitwitz, rendre en mon nom, le tribut de vénération, de devoir & d'attachement que je professe hautement devoir

à la personne de votre altesse royale, & pour lui représenter qu'après l'évacuation des troupes espagnoles, après l'établissement des préliminaires, & d'après la bonne intelligence qui règne entre sa majesté impériale & votre altesse royale, les troupes impériales doivent occuper sur le champ les places évacuées sous les ordres du maréchal Wachtendonck, dans l'absence du seigneur prince de Saxe-Hildbourghausen, qui doit en être général commandant; il soumettra ses troupes au pouvoir de votre altesse royale, & l'assurera qu'elles seront tenues dans la meilleure discipline qu'elle le désirera, & que le général qui les commande ne leur fera pas faire un mouvement qui ne lui soit agréable: que son principal soin sera de dépendre de la volonté de votre altesse royale, sans que de notre côté, nous négligions rien de ce qui peut aussi regarder le service de votre altesse royale que je supplie d'accueillir le général Braitwits avec les marques de sa bonté naturelle; de prêter une foi entière à tout ce qu'il pourra lui représenter, & de m'accor-

1737.

der l'honneur d'obéir à ses gracieux commandemens ».

L'évacuation de la Toscane par les espagnols & l'introduction des allemands dans le grand-duché étant ainsi achevées, on en vint à l'acte du serment prêté à Jean - Gaston dans la même forme qui avoit été pratiquée par les espagnols, selon les termes du traité de Seville. Cet acte fut rempli à Livourne, le 5 février, par le général Wachtendonck, & le marquis Jules Capponi, gouverneur de Milan, le reçut au nom du grand-duc, comme on l'avoit déjà fait envers le comte de Charny. Les officiers allemands employèrent toute l'honnêteté, toute la souplesse capables de captiver le grand-duc & la nation. Ils se montrèrent moins orgueilleux & moins défiants que les espagnols; laissèrent au gouverneur toscan un plus libre exercice de son autorité, & renoncèrent à beaucoup d'égards & de formalités que les premiers avoient exigés avec rigueur. Le grand-duc & ses ministres n'oublièrent aucun des soins nécessaires pour obliger ces nouveaux hôtes, qui



pour la plupart , se rendirent à Florence au milieu des plaisirs du carnaval.

---

1737.

Ce qui occupoit le plus dans ce moment le conseil du grand-duc , c'étoit l'ouverture des négociations avec le duc de Lorraine & le pacte de famille , puisqu'en ce moment où les préliminaires étoient remplis à la satisfaction des puissances , on discutoit à Vienne la forme de la succession éventuelle. Les envoyés de Lorraine agissoient de concert avec ceux du grand-duc , & sur ce point , il étoit facile d'imaginer que François & Gaston n'auroient pas moins d'empressement l'un que l'autre à diminuer le poids de la féodalité. Ils représentèrent tous deux quelles étoient les prérogatives du duché de Lorraine , afin d'établir la parité promise par les préliminaires , avec les avantages qu'on accorderoit au grand-duché. Les lorrains rappelèrent le sacrifice volontaire que leur maître avoit fait de ses propres états pour le bien de la paix ; & en conséquence des avantages qu'il méritoit , ils demandèrent , pour le successeur de Toscane , le *vicariat impérial* , non-seulement dans le grand - duché , mais encore

1737.

dans tous les fiefs circonvoisins, tel que les anciens empereurs l'avoient accordé aux ducs de Savoie. Ce titre emportoit avec soi l'expectative de tous les fiefs, en cas de vacance; il facilitoit l'incorporation de Piombino que les espagnols fortifioient déjà, & dont le voisinage faisoit craindre pour la tranquillité de la Toscane. Mais comme ces demandes n'étoient pas cohérentes aux réserves insérées dans la capitulation impériale, comme l'empereur craignit que l'incorporation du fief de Piombino ne produisît entre l'Empire & l'Espagne des contestations fâcheuses, & qui troubleroient toujours une paix acquise par tant de sacrifices, le ministre impérial se contenta d'adoucir, par des paroles flatteuses, le refus qu'il se vit obligé de faire, & se contenta d'insérer dans le diplôme les clauses les plus amples qui pussent émaner de l'autorité impériale. Ce diplôme d'investiture éventuelle fut signé le 24 janvier; la succession éventuelle du grand-duché de Toscane y fut assignée (a) au duc François & à ses des-

---

(a) Nous, Charles, par la grace de dieu, em-

cendans mâles , selon l'ordre de la nation , à toute perpétuité ; à faute

1737.

pereur toujours auguste , roi des romains , de Castille , d'Arragon , de Léon , des deux Siciles , de Jérusalem , de Hongrie , de Bohême , de Dalmatie , de Croatie , & d'Esclavonie , de Navarre , de Grenade , de Tolède , de Valence , de Galice , de Majorque , de Séville , de Sardaigne , de Cordoue , de Corse , de Murcie , de Jaen , des Algarves , d'Algéfiras , de Gibraltar , des îles Canaries , des Indes orientales & occidentales , des îles & des côtes de l'Océan ; archiduc d'Autriche ; duc de Bourgogne , de Brabant , de Milan , de Mantoue , de Styrie , de Carinthie , de la Carniole , de Limbourg , de Luxembourg , de Gueldres , de Wirtemberg , de la haute & basse Silésie , de Calabre , d'Athènes , de Lépante ; prince de Souabe , de Catalogne & d'Autriche ; marquis du saint-empire romain , de Burgaw , de Moravie , de la haute & basse Luface ; comte d'Ausbourg , de Flandres , du Tirol , de Ferreto , de Kibourg , de Gorice , de l'Artois ; landgrave d'Alsace ; marquis d'Oristagné , comte de Goziano , de Namur , de Roussillon & de la Cerdagne ; seigneur de la Marche , d'Esclavonie , de Port-Mahon , de Biscaye , de Molina , de Salim , de Tripoli & de Malines ; &c.

En vertu des présentes , faisons connoître & attestons ce qui suit : Pour finir la guerre déplorable à tout le monde chrétien , entre nous & le souverain très-puissant prince Louis XV,

1737.

d'eux, au prince Charles de Lorraine & à ses descendans mâles, à toute per-

roi de France, il a été convenu, le troisième jour d'octobre 1735, de quelques articles préliminaires qui contenoient les conditions de la paix, desquels les deux parties contractantes se déclarent satisfaites; entr'autres choses, il a été disposé que les duchés de Bar & de Lorraine, quoiqu'ils soient actuellement possédés par la sérénissime maison de ce nom, appartiendront partie sur le champ, & partie après l'extinction de la branche mâle de la maison de Médicis, au sérénissime roi de Pologne & grand duc de Lithuanie, Stanislas I, pour être incorporés à la couronne de France, en toute perpétuité, après la mort du roi Stanislas. Et réciproquement, qu'afin d'indemniser ladite maison de Lorraine des duchés autrefois possédés par elle, le grand-duché de Toscane lui appartiendra aussi-tôt après la mort du présent possesseur. Qu'en outre, toutes les puissances qui auront part à la paix, seront tenues de maintenir & de garantir cette succession éventuelle, en faveur de ladite maison: que les troupes espagnoles seront retirées des places & forteresses du grand-duché de Toscane, & qu'à leur place, nos troupes impériales y seront introduites, pour la plus grande sûreté de ladite succession éventuelle, dans la même forme stipulée à l'égard des garnisons neutres dans le traité de la quadruple alliance. Que Livourne demeure port franc & neutre comme par le passé.

pétuité, & après la mort de tous les mâles, elle pouvoit retourner aux

1737.

Depuis, par la singulière faveur du ciel, qui bénit nos intentions pacifiques, les états du saint-empire romain, légitimement assemblés dans la diète de Ratisbonne, non-seulement ont consenti aux articles préliminaires, & à tout ce qu'ils contiennent, mais nous ont remis aussi la pleine puissance & faculté de traiter, de conclure & de faire, aux termes de ces articles, non-seulement en notre propre nom, mais encore au nom de l'Empire, toutes ces choses qui restent à traiter & à conclure pour mettre fin au grand ouvrage de la paix. Et quoique par la tendre affection que portoit & que porte encore à ses sujets le sérénissime duc de Lorraine & de Bar, François III, notre très-cher gendre, il hésitât au commencement à envoyer, en son propre nom & en celui de ses successeurs, la nouvelle à ses états patrimoniaux, à lui laissés par ses pères & par ses ancêtres; néanmoins son respect pour nous & pour le roi très-chrétien l'ont emporté sur lui, ainsi qu'un ardent désir de rendre la paix à la chrétienté & le repos aux peuples; si bien qu'il a prêté son consentement, non-seulement aux choses renfermées dans les articles préliminaires & dans la convention signée le 11 avril; mais encore à celles qui ont été établies à l'égard d'une autre époque de la cession du duché de Lorraine, différente de celle qui fut déterminée au commencement,

femmes. Enfin l'ordre de la succession étant ainsi réglé en Lorraine, il

---

sous quelles clauses & conditions qu'on a jugé à propos d'y insérer.

Ces choses étant ainsi, non-seulement la justice & l'équité, mais aussi la bonne - foi requièrent évidemment, que le sérénissime duc de Lorraine & de Bar soit indemnisé, non-seulement lui & ses descendans, mais encore tous ses héritiers, auxquels, sans ladite cession, appartenait le droit de succéder aux états jusqu'ici possédés par la maison de Lorraine.

C'est pour toutes ces causes, que de notre certaine science, mûr conseil & pleine puissance impériale, en vertu du consentement donné par les états du saint empire romain, en notre nom, & au nom de nos légitimes successeurs à la couronne impériale, empereur & roi des romains, nous permettons au susdit sérénissime duc de Lorraine & de Bar, François III, notre très-cher gendre, & à ses descendans mâles à toute perpétuité, (& ceux-ci, ce que dieu veuille empêcher, venant à manquer, au prince Charles, frère du susdit duc, & à ses descendans mâles, pareillement à toute perpétuité, observant toujours l'ordre du droit d'ainesse, qui a toujours été observé dans le grand-duché de Toscane; ou si encore tous les descendans mâles, desquels nous avons parlé en dernier lieu, venoient tous à manquer, aux autres princes mâles, descendans en ligne masculine de  
falloit

fallut l'observer en Toscane aux termes des préliminaires & des conven-

1737.

ladite maison de Lorraine, pareillement selon l'ordre du droit d'aînesse : enfin, si la ligne masculine de la maison de Lorraine étoit éteinte, & qu'il ne restât plus aucun prince de la ligne directe ou d'aucune ligne collatérale, aux femmes nées princesses de Lorraine, en observant le même droit d'aînesse, qui, comme il a été dit, se doit observer dans le droit éventuel de succéder au grand-duché de Toscane, c'est-à-dire, en tous & chacun des états & des fiefs possédés par le grand-duc de Toscane, actuel, avec leurs appartenances & dépendances, & avec le titre de supériorité territoriale, quoique toutes ces choses unies ensemble, comme nous les unissons en vigueur de ces présentes, doivent s'entendre sous le nom de grand-duché de Toscane, & comme elles s'entendront toujours ainsi, aussi-tôt que le présent possesseur manquera sans légitime lignée masculine, (aux termes des traités), nous promettons de concéder, & en vertu des présentes, d'accorder jusqu'alors l'investiture éventuelle, dans la forme la plus stable & la meilleure que peuvent indiquer le droit, la loi & la coutume impériale. En vertu de cette investiture éventuelle, le duc de Ba: & de Lorraine, François III, notre cher gendre, ou bien s'il venoit à manquer avant le possesseur actuel du grand-duché de Toscane, sans héritier légitime, celui ou celle, qui, selon l'ordre ci-dessus indiqué, se verra appelé ou ap-

*Tome IX.*

V.

tions. Cette forme devoit alléger le poids de la féodalité; elle déroboit l'é-

pelée à la succession du grand-duché, pourra s'attribuer & obtenir la possession entière du grand-duché de Toscane & du gouvernement de cet état, & en exiger par les chefs de quelque rang ou dignité qu'ils soient, le serment de fidélité, ou bien l'hommage, & faire enfin, sans retard, tout ce que peut & doit faire le légitime possesseur & seigneur du grand-duché, comme devant être regardé sous ce titre, & considéré tel dès le moment de la mort du présent grand-duc sans légitime héritier, Sauf cependant nos propres droits, ceux du saint-empire romain, & ceux encore de la maison d'Autriche sur l'état de Sienne, au moyen de plusieurs pactes solennels, conventions, lettres d'investitures & autres droits solidement établis.

En outre, nous ayant été représenté au nom du duc de Bar & de Lorraine, notre très-cher gendre, que lui & ses ancêtres ont joui, en vertu de la transaction de Nuremberg, de beaucoup d'exemptions considérables, de droits & d'immunités, & que par conséquent, il est convenable que nous, autant que nous le pouvons, sauf nos droits, ceux du saint-empire romain & de notre maison d'Autriche, nous montrions indulgente envers lui & envers ses successeurs; Nous, pour satisfaire à de si justes prières, & conformément à ce qui est établi dans les préliminaires touchant l'indemnité de la mai-



lectrice palatine au chagrin de voir en elle, la dernière héritière de sa maison

1737.

son de Lorraine, non-seulement avons résolu d'accorder tous & chacun des droits, immunités, exemptions, honneurs, dignités, prérogatives, prééminences & droits régaliens, dont, selon le droit & la coutume, jouissent & ont joui les possesseurs des plus grands fiefs de l'Italie, à lui & à ses héritiers & successeurs, & d'étendre les mêmes droits, immunités, exemptions à toutes les juridictions, seigneuries & terres possédées par le grand-duc de Toscane actuel : de plus, nous confirmons le droit de *sans appel*, dans la forme la plus étendue & la plus juridique qu'il soit possible, & selon qu'il est accordé aux plus grands feudataires. Enfin, en raison de l'investiture actuelle, il est libre de prendre tel droit qu'on pourra lui accorder sur toutes choses, que nous avons souvent accordées à la cour de Savoie : comme en vigueur des présentes lettres, de notre certaine science, pleine puissance, avec maturité de conseil, & avec la plénitude de notre puissance impériale, dans la forme la plus solide & la plus valide, à lui & à ses héritiers & successeurs, donnons, confirmons, étendons & concédons.

A ces causes, nous commandons & ordonnons à tous & à chacun de nos électeurs, & des électeurs du saint empire romain, princes ecclésiastiques ou séculiers, archevêques, évêques, abbés, ducs, marquis, comtes,

V ij

**1737.** dépouillée de ses droits. Tous les différens domaines qui composoient la sou-

barons, officiers, nobles, vassaux, capitaines, vicaires, lieutenans, gouverneurs, présidens, préfets, seigneurs de châteaux, recteurs, magistrats, sénateurs, gonfaloniers, baillis, chefs des communautés, consuls, juges, & enfin à tous les sujets, tant nos fidèles & bien-aimés, que ceux du saint-empire romain, de nos royaumes & provinces héréditaires, de quelqu'état, de quelqu'ordre, rang ou dignité qu'ils puissent être, de ne contrevenir en aucune chose à la teneur de ce diplôme impérial, qui, avec lui, contient l'ordre de l'investiture éventuelle, en faveur du sérénissime duc de Lorraine & de Bar, François III, notre très-cher gendre, & ses héritiers & successeurs dans l'ordre ci-dessus mentionné. Nous leur ordonnons de n'apporter aucun empêchement dans le plein & entier usage de tout ce que nous leur donnons & accordons; mais plutôt qu'ils les maintiennent, qu'ils les défendent, & fassent en sorte que tous les autres agissent pour leur défense & empêchent qu'ils soient troublés dans aucun exercice de leur pouvoir.

Mais plus spécialement encore, nous commandons & enjoignons à tous & à chacun des lieutenans, conseillers, préteurs du grand-duché de Toscane, & de toutes les villes, terres, châteaux, forteresses à lui appartenantes, aux gonfaloniers de justice, au sé-

veraineté entière, devoient passer au ~~nouveau~~ **1737.**  
nouveau successeur sous un seul & même

nat & au peuple florentin, aux commandans des milices, aux capitaines, sergens, caporaux, à tous les soldats & à tous autres de quelque rang, qualité, condition & dignité qu'ils soient, nos présens & futurs vassaux ou vassaux de l'empire romain, qu'aussi-tôt après la mort du présent duc de Toscane sans lignée masculine, ils reconnoissent pour leur propre, vrai, légitime seigneur & prince, le susdit duc de Lorraine & de Bar, François III, notre très-cher gendre, ou s'il n'étoit plus au monde, son légitime héritier & successeur, dans la forme & dans l'ordre susdit; qu'ils lui prêtent l'hommage ordinaire, le serment de fidélité, de respect & d'obéissance; & qu'ils fassent toutes ces choses qu'il faut & qu'il convient que fassent les fidelles & obéissans serviteurs, vassaux & sujets envers leurs vrais & légitimes seigneurs & princes, sans avoir égard à aucune disposition contraire, qui ait été faite, exposée, projetée, ou qui, à l'avenir, se fera, se tentera ou se projettera, & ce non-obstant sur-tout & sans aucun égard à l'investiture éventuelle accordée autrefois au successeur que la quadruple alliance avoit nommé au grand-duc de Toscane. Car, de notre pleine puissance, nous dérogeons à toutes & à chacune de ces choses, lorsqu'elles ne seront pas spécialement réglées, comme à des actes nuls & vains, ou qui ont été re-

~~1737.~~ titre; cette manière de procéder détrui-  
 1737. soit tous les embarras qu'entraînoient

jetés, moyennant des conditions & des accords meilleurs, faits avec le consentement du saint-empire romain & fortifiés par de solennelles renonciations ou cessions au nom de tous ceux, qui, par le traité de la quadruple alliance, seroient appelés à la succession éventuelle du grand-duché de Toscane.

Si quelqu'un est assez téméraire pour transgresser les loix établies par notre présent édit ou diplôme impérial, il saura qu'outre qu'il encourra notre grave indignation & celle du saint-empire romain, il payera chaque fois qu'il fera ou tentera de faire quelque chose de contraire, la somme de quatre cens marcs d'or pur, moitié au fisc, ou à notre trésor impérial, & l'autre moitié à celui à qui il aura fait ou voulu faire tort & dommage.

Ainsi est notre esprit & notre volonté, manifestés par ces lettres signées de notre propre main, & confirmées avec notre sceau que nous y avons apposé. Donné en notre ville capitale de Vienne, le 24 janvier 1737, de notre règne le 26 comme empereur, le 24 comme roi d'Espagne, & le 26, comme roi d'Hongrie & de Bohême.

CHARLES.

Loc. sig.

V. JEAN ADOLPHE, comte de Metfch.

Par ordre de sa majesté impériale.

M. H. DE LEX.

avec eux l'état de Sienne. & les autres fiefs impériaux, quoiqu'ils parussent alors réservés à l'empereur par son titre de roi d'Espagne. En compensation des droits & des prérogatives de la Lorraine déterminés par le traité de Nuremberg, l'empereur accorda tout ce qu'il étoit en son pouvoir de faire obtenir à ses vassaux les plus privilégiés d'Italie, sur-tout le droit de juger sans appel, & de jouir des mêmes graces & de tous les avantages accordés en différens tems à la maison de Savoie.

1737.

Il ne restoit donc plus qu'à établir le pacte de famille entre la maison de Médicis & la maison de Lorraine. La manière dont le duc François avoit été traité par les impériaux, à l'égard de l'indemnisation qu'il désiroit, la perte des espérances dont il s'étoit flatté, avoient aigri l'ame de ce prince. Pressé par la France & par l'empereur de commencer le traité, il crut avoir à la fois à se défier des deux partis. Il n'ignoroit pas que le roi d'Espagne étoit résolu de n'accorder les biens allodiaux de la maison de Médicis qu'au prix du mariage de la seconde

V iv

1737.

archiduchesse avec le roi de Sicile; il craignoit avec raison que le traité qu'on lui demandoit ne fût un artifice de la France & un nouvel acte de la foiblesse de l'empereur, qui l'abandonneroit ensuite & le laisseroit trompé dans toutes ses espérances. Les fortifications que les espagnols faisoient faire à Piombino, les forces qu'ils y rassembloient, ne laissoient point au grand-duc son entière liberté: ce prince malheureux étoit encore combattu par la crainte d'attirer contre lui les armes de Philippe, & par la nécessité de faire avec son successeur un traité définitif. Dans cette incertitude, il prit le parti de regarder le pacte de 1731 comme annullé par les préliminaires, puisqu'il est de droit civil qu'un acte passé en faveur d'un héritier, devient nul dès que la succession n'a plus lieu. D'après cette résolution, le duc de Lorraine fit communiquer au ministre du grand-duc une déclaration par laquelle, après avoir témoigné les sentimens les plus obligeans envers Jean-Gaston & l'électrice sa sœur, il paroissoit disposé à convenir avec eux sur tous les objets qui les regardoient particulièrement. Le

grand-duc répondit à cette déclaration en offrant les mêmes conditions qu'il avoit accordées à don Charles, pourvu toutefois que ce prince lui donnât une renonciation formelle. Cependant la cour impériale ayant assuré que cet article n'étoit pas de nécessité absolue, & la France promettant sa garantie pour la nouvelle convention, on en vint à l'examen des conditions. Les ministres du duc de Lorraine soutenoient que les circonstances relatives à la succession étoient changées comme la personne du successeur, & qu'ils ne pouvoient mettre d'égalité entre leur maître & le roi de Sicile, par rapport aux conventions. Sans l'entier & libre héritage de la maison de Médicis, le duc ne pouvoit se charger des dettes de l'état, au moins des sommes qui passeroient celles que le roi de France avoit promis de payer pour la Lorraine. Tous les biens patrimoniaux & domaniaux de la maison de Médicis étant hypothéqués pour ces mêmes dettes, cette demande sembloit être de pure justice & tendoit uniquement à assurer l'intérêt des peuples, puisque la valeur des biens allodiaux n'approchoit

1737.

pas de la somme des dettes. Le duc offroit à l'électrice l'autorité dans le gouvernement, dans la même forme que la duchesse veuve l'exerçoit en Lorraine dans l'absence du duc. Il protestoit, quant au reste, d'accepter les conditions arrêtées par la France, pour ses sujets de Lorraine, puisque tel étoit l'esprit des préliminaires & l'ordre de parité prescrit par eux. Le grand-duc exigeoit encore qu'on lui promît formellement que la Toscane ne deviendrait jamais province d'un souverain absent; qu'au contraire, on assignât à Florence la résidence du prince Charles, ou la renonciation de l'état à ce même prince, si jamais François de Lorraine obtenoit la couronne impériale; les ministres impériaux & ceux de Lorraine assurèrent Bartoloméi que la Toscane n'étant pas comprise dans la pragmatique sanction, ne pouvant, aux termes du traité de Londres, être incorporée aux états héréditaires de la maison d'Autriche, dès que la succession impériale seroit assurée au premier né des enfans de François, le grand-duché seroit aussitôt transféré au second, ou à son dé-



fait, au prince Charles & à ses enfans, qui assurément se rendroient par leur présence, favorables aux desirs des peuples toscans. Il parut bien dur au grand-duc & à l'électrice que l'on prétendît la priver de la faculté accordée aux plus simples particuliers, de disposer de leurs biens, & qu'on voulût foumettre une maison régnante, à une reddition de comptes; mais enfin, s'il ne paroïssoit pas juste que la liberté & le patrimoine de deux princes qui n'avoient nulle part aux troubles de l'Europe, fût le prix de l'indemnité due aux ducs de Lorraine, ces princes, forcés eux-mêmes d'abandonner leurs états pour acheter à l'empereur une paix qui ne regardoit que lui, se croyoient lésés aussi injustement que les grands-ducs de Toscane. Les deux puissances auxquelles appartenoit le droit de déterminer un accommodement plus facile, ne promettoient que de garantir la convention que les deux souverains feroient ensemble, quelle qu'elle fût. Dans ce moment, le grand-duc crut enfin qu'il étoit de la plus grande prudence de s'abandonner entièrement aux conseils & aux volontés de

1737.

la cour de France qui s'étoit déjà employée à lui faire obtenir du duc de Lorraine les mêmes conditions accordées par Philippe V.

Un prétexte appuyé sur quelques raisons apparentes , & suffisant pour troubler le repos de l'Europe & celui de la Toscane en particulier , étoit le droit que les espagnols s'attribuoient sur les biens allodiaux de la maison de Médicis. La cour de France à laquelle il ne convenoit pas de déso bliger celle de Madrid en lui arrachant l'objet de ses prétentions , proposa des moyens d'accommodement. Charles VI , effrayé des mouvemens des turcs en Hongrie , prêtoit déjà l'oreille aux propositions , malgré l'intérêt de son gendre , qui se voyoit au moment d'être , comme le grand-duc , sacrifié aux intérêts communs & particuliers. Le projet étoit enfin de satisfaire les espagnols par l'abandon des biens allodiaux existans hors du grand-duché ; le danger n'en étoit pas moins grand pour le nouveau successeur , & ne promettoit pas moins aux toscans une ruine totale par le manquement des fonds publics ; François protesta :

contre un projet aussi dangereux, & lorsqu'il prit le commandement de l'armée impériale contre les turcs, il laissa à ses ministres l'ordre de ne s'accorder qu'à de meilleures conditions. Cependant, pour satisfaire aux devoirs nécessaires envers le grand-duc & l'électrice, & pour se préparer aussi aux événemens que l'âge & la mauvaise santé de Jean-Gaston faisoient regarder comme prochains, il envoya à Florence, en qualité de plénipotentiaire, le prince Marc de Craon, homme d'une haute naissance & doué de ces qualités heureuses qui attirent le respect & la bienveillance. Il étoit chargé de ménager l'esprit du grand-duc, d'en obtenir des dispositions favorables, & d'empêcher les espagnols de lui arracher quelque disposition, qui compromît la paix & l'intérêt des peuples de Toscane. Le prince reçut à son arrivée des marques de considération & de bonne-foi; mais les négociations ne purent réussir; le grand-duc redoutoit les espagnols, & ses infirmités le tenoient loin de toutes les affaires. Au commencement de l'hiver, il avoit été attaqué de la pierre & de la

1737.

goutte, & le colonel Braitwits l'avoit trouvé dans un état dangereux, lorsqu'il étoit venu à Florence. Il eut depuis quelques intervalles, mais dans le milieu de l'été, son estomac perdit tout à coup ses facultés ; la fièvre survint, & bientôt tous les remèdes inventés par l'art, devenant inutiles, on eut recours aux prières publiques, & dans toute l'étendue du grand duché, les peuples demandèrent au ciel la conservation de leur maître. L'électrice voulant flatter les citoyens, n'oublia, dans cette occasion, aucun des devoirs fraternels qui pouvoient satisfaire l'amour du public pour son souverain ; mais tous les remèdes étant sans effet, le grand-duc expira le 9 juillet, âgé de soixante-six ans.

Ce malheur accabla à la fois tous les ordres de l'état, les toscans regretèrent amèrement un prince libéral, bienfaisant & rempli d'humanité. Né avec du génie, Gaston avoit su l'éclairer des lumières de la raison & de la saine philosophie ; ses grandes connoissances ne faisoient pas moins l'admiration des gens simples, que des

savans & des philosophes. On ne peut désirer dans un prince , de plus belles qualités morales , & tant qu'il lui fut permis de jouir des facultés de son esprit & des forces de son corps, il s'appliqua sans relâche au bonheur de ses peuples , de sorte que les sept premières années de son règne peuvent se compter parmi les plus brillantes dont ait joui la Toscane, même dans ses plus glorieuses époques. Ses défauts furent exagérés par la haine des dévots ; ils lui en prêtèrent encore, traitant de vices les manières ouvertes, l'affabilité, la modération de ce prince dont le gouvernement ne flattoit pas leur intérêt & leur orgueil. Mais sa gloire ne put être obscurcie , & les larmes des peuples à sa mort , furent un témoignage assuré de sa vertu. Lorsque la foiblesse de sa santé le retint dans son appartement , & qu'éloigné des affaires , il n'en pouvoit plus supporter le poids , il arriva des désordres communs dans une espèce d'anarchie , & dont il ne mérita point le blâme. Si l'électrice sa sœur eût mérité sa confiance , elle auroit pu succéder à la faveur de la princesse Vio-

1737.

lante, & soutenir comme elle la sagesse de l'administration ; mais depuis longtemps, l'opposition totale de leur caractère les avoit éloignés, & Jean-Gaston ne pouvoit se rapprocher d'une sœur à laquelle il attribuoit l'extinction totale de sa maison.

Après sa mort, le prince de Craon prit possession du grand-duché ; tous les ordres de l'état prêtèrent au nouveau duc François le serment de fidélité : on décerna au dernier souverain tous les honneurs funèbres mis en usage par ses ancêtres, & le plénipotentiaire du grand-duc actuel, conjointement avec le général Wachstendonck, rendirent les mêmes honneurs à sa mémoire. Le prince employa, vis-à-vis de l'électrice, une conduite respectueuse ; il ne porta aucune atteinte aux biens allodiaux, ni au superbe mobilier de la maison. Cette modération toucha l'électrice & les toscans, qui s'attendirent à voir dans la personne de ce ministre un gouverneur prudent, & qui contribueroit à leur prospérité. Les treize années du règne de Gaston n'avoient pas réparé les anciennes erreurs du

gouvernement, il s'en étoit encore introduit de nouvelles ; il falloit une réforme dans les loix & dans l'administration. Jean-Gaston n'avoit pas changé le système de la législation ; suivant simplement d'autres maximes que son père , il avoit dissipé son trésor pour délivrer ses peuples du poids des impôts ; mais il avoit négligé les moyens de le remplir ensuite , parce qu'il eût fallu le faire aux dépens de ce même peuple qu'il venoit de soulager. Il avoit créé des charges en faveur de beaucoup de personnes, il avoit accordé des remises considérables ; ses fréquentes largesses, quelquefois distribuées sans une nécessité absolue , & seulement d'après le mouvement d'un cœur généreux ; son indolence sur tous les points d'intérêt personnel , le réduisirent souvent à manquer des deniers nécessaires pour sa propre dépense. Lui-même sacrifia fréquemment toutes les commodités de sa personne pour adoucir le sort de ses sujets ; mais comme beaucoup profitèrent d'abord de cette espèce de désordre dans l'administration, le remède en étoit devenu plus difficile

1737.

1737

dans le moment où ce prince accablé d'infirmités, avoit perdu la vigueur nécessaire. Les sujets s'enrichissoient aux dépens du prince, & plutôt que d'ajouter à leurs maux, comme il étoit arrivé sous Côme III, les malheurs publics leur procurèrent des avantages considérables. L'or répandu par les espagnols releva le commerce que favorisoient la paix & la cessation des impôts. L'industrie ranimée par la liberté des mœurs & des usages, par la douceur du prince & la modération du gouvernement, reprit une nouvelle vigueur. Les arts, les lettres, la philosophie sortirent de leurs ruines; plusieurs hommes de génie durent leur gloire au règne sous lequel ils avoient cultivé leurs talens. Sans les exalter avec un enthousiasme qui détruit l'émulation, Jean-Gaston savoit les encourager par une juste estime, des louanges modérées, une noble considération, une protection constante : destitués de toute autorité, les moines & l'inquisition ne purent jamais les opprimer : une seule fois les inquisiteurs, sous prétexte de censurer les ouvrages de Muratori,



voulurent étendre leur pouvoir au-delà des bornes ; mais ils trouvèrent le principe inébranlable ; ils n'en purent obtenir de lui la permission , & cessèrent de compter sur leur ancien crédit , à la cour de leur souverain. Quoique la juridiction de cet état eût été plus attaquée que celle de tout autre , il n'est point de règne sous lequel elle ait été soutenue avec plus de vigueur. Lorsque toutes les puissances cherchoient à se partager entr'elles les dépouilles de la maison de Médicis , la cour de Rome ne négligea pas cette occasion de s'approprier des droits qu'elle n'avoit pas & qui appartenoient incontestablement aux grand - ducs. Jules Rucellai , chargé de la défense de son souverain , eut le courage de s'opposer à ces usurpations , & le pape , quoique florentin , quoiqu'élevé au pontificat par les Médicis , ne rougit pas de demander au grand-duc la déposition de ce ministre. Les attaques du pontife , les prétentions de la cour de Rome croissant à mesure que l'état sembloit plus foible , ils en vinrent à contester au grand-duc la nomination aux évêchés , prérogative possé-

1737.

1737.

dée depuis deux siècles par ses ancêtres. Jean - Gaston fut obligé d'implorer le secours de son successeur & d'engager la cour de Vienne dans cette dispute. L'indépendance où vivoient alors les religieux en Italie, l'étendue de leurs immunités, les secrètes intrigues de leurs chefs rendoient leurs ordres fort dangereux pour le gouvernement & pour la société : l'hypocrisie & les maximes autorisées sous le gouvernement de Côme III, étant tombées dans le plus grand mépris, ils avoient été forcés de changer leur conduite ; le peuple discerna facilement alors ceux qui avoient réellement aimé la vertu, ou ceux qui n'avoient agi que par artifice. Leurs vices furent connus, ils perdirent cette opinion & ces égards dont ils avoient joui. Enfin le règne de Jean-Gaston avoit fait naître la Toscane ; elle étoit dans un état de vigueur & de prospérité qui ne se ressentoit plus des calamités arrivées au gouvernement. Celles qu'on avoit souffertes sous le règne de Côme III, rendoient ce changement plus sensible au peuple, qui se trouvant heureux & ménagé,

redoutoit l'instant, où l'état devenu province étrangère, ne jouiroit plus de la présence de son souverain.

---

1737.

Tel étoit l'état de la Toscane par rapport au gouvernement, aux mœurs & à l'économie civile, lorsque la mort de Jean-Gaston la laissa paisiblement passer aux mains des ducs de Lorraine; il ne restoit du sang des Médicis que cette électrice tant de fois destituée de tous les droits à la souveraineté. La veuve de Jean-Gaston vivoit toujours en Bohême; elle avoit à Prague un palais meublé & servi par les officiers de ce prince, comme il le lui avoit laissé en la quittant. Aussi-tôt après la mort de son mari, elle renouvela ses prétentions & ses clameurs, & demanda son douaire en vertu des accords matrimoniaux. La princesse Eléonore de Guastalla, veuve du prince François-Marie, n'avoit rien à prétendre & n'étoit même que foiblement alliée à cette maison, n'ayant jamais eu d'enfans. Ce qui intéressoit le plus la tranquillité du nouveau souverain, celle de ses sujets, étoit la discussion des biens allodiaux & les accords qu'il falloit faire avec l'électrice. Les différentes prétentions

1737.

sur ce seul article, en rendoient la décision embarrassante & dangereuse; le nouveau grand-duc prétendoit à tous les biens allodiaux assignés pour le paiement des dettes de l'état, & l'Espagne obstinée à y prétendre aussi par le droit du sang, ne vouloit pas s'en défaire; la France alléguoit que dans la cession de la Lorraine, on avoit abandonné au duc la jouissance des biens existans hors des états échangés, & qu'il falloit en conséquence céder au roi de Sicile les biens allodiaux existans hors du grand-duché de Toscane. L'électrice n'étoit pas disposée en faveur des espagnols, parce qu'elle leur attribuoit principalement l'exclusion que toutes les puissances lui avoient donnée; elle se croyoit encore obligée à défendre une nation qui depuis deux siècles obéissoit à sa maison, & sur-tout à montrer quelque attachement pour un prince qui lui avoit témoigné des égards. A peine le grand-duc son frère avoit-il perdu la vie, que le prince de Craon vint l'assurer des respects & des déférences du nouveau souverain, & lui assura la même garde qui servoit à la per-

sonne du grand-duc. Il ordonna au commandant des troupes toscanes de prendre l'ordre de cette princesse : la pompe funèbre fut réglée selon sa volonté. On lui offrit ensuite la régence du grand-duché avec de nouveaux droits & de nouvelles prérogatives ; flattée de tant d'avantages, elle fut bientôt disposée à faire une convention qui assurât la tranquillité des peuples & la sienne. Le prince de Craon lui représenta que le nouveau grand-duc ne pouvoit se charger en Toscane que d'une somme égale à celle dont le roi de France s'étoit chargé en Lorraine ; qu'il offroit cependant de payer encore les dettes de l'état, à proportion des biens existans dans le grand-duché, qu'il ne doutoit pas qui ne lui fussent adjugés par tous les traités ; enfin, que ce prince ne pouvoit se charger de la totalité des dettes de l'état, s'il n'obtenoit l'entière hérédité du grand-duc Jean-Gaston, & qu'il falloit alors séparer les dettes de la maison de Médicis, de celles du grand-duché. Tout cela devoit amener de longues discussions ; l'électrice fit réflexion aux peines &

1737.

aux inquiétudes que sa qualité d'héritière entraînoit avec elle ; elle se rendit aux raisons du duc de Lorraine & envoya ses pouvoirs à Vienne entre les mains de Bartoloméi. Cependant le père Ascanio signifia au prince de Craon que la cour d'Espagne prendroit pour un acte d'hostilité toute convention par rapport à ces biens (a). Si la cour de France parut indifférente, ce ne fut qu'après avoir fait insinuer secrètement à l'électrice qu'elle seroit appuyée dans tous les points sur lesquels elle voudroit résister au grand-duc. Mais cette princesse fut prudente ; le désir d'assurer l'intérêt & la tranquillité des peuples , l'emporta sur des promesses peut-être trompeuses , & le 31 octobre la convention fut signée à Vienne , au grand contentement de toutes les parties (b).

---

(a) Dans un tems plus heureux , la cour d'Espagne a fait une cession entière de tous ces biens.

(b) Au nom de la très-sainte Trinité. Ainsi soit-il.

La divine providence ayant daigné terminer la guerre qui s'étoit allumée entre les principales puissances de l'Europe , qui,  
Après

Après cet acte, l'électrice vécut 1737.  
tranquillement, jouissant des honneurs

d'un concours unanime, tant par les articles préliminaires, signés à Vienne le 3 d'octobre 1735, que par d'autres traités, conventions & autres actes subléquens, ont cru nécessaire, pour le changement des affaires publiques, de changer encore tous les réglemens faits à l'égard de la succession de Toscane, & stipulé que les duchés de Lorraine & de Bar, biens allodiaux, appartenances & dépendances, seront cédés au sérénissime roi de Pologne, Stanislas I, & après lui à la couronne de France, & qu'en échange & indemnité, la sérénissime maison de Lorraine entrera immédiatement après la mort du sérénissime grand-duc Jean-Gaston, à des conditions égales, en possession du grand-duché de Toscane.

Son altesse royale le duc de Lorraine, grand-duc maintenant régnant, & son éminence la princesse veuve de l'électeur palatin, concourent à toutes les mesures prises par les grandes puissances, pour la tranquillité de l'Europe, celle de l'Italie & en particulier pour la tranquillité de la Toscane; & son altesse royale, en vertu des susdits traités, conventions & actes, ayant pris possession du grand-duché de Toscane, il ne reste plus que des réglemens à faire entre le sérénissime grand-duc & la sérénissime électrice, pour la satisfaction & les convenances réciproques, sur-tout pour l'avantage princier

1737. qu'on lui rendoit & de la considération qu'on lui témoignoit ; elle parut

pal de la Toscane, leurs altesses royale & électorale ont cru qu'il étoit plus convenable de régler le tout par un traité ou pacte de famille ; ils y ont autorisé leurs ministres respectifs, qui, en vertu de leurs pleins pouvoirs, communiqués de part & d'autre, sont convenus de ce qui suit :

*Art. I.* Qu'avec tout ce qui est accordé par les traités, les biens allodiaux existans dans le grand - duché de Toscane soient assurés à son altesse royale, à titre d'indemnité des biens allodiaux qui existent dans les duchés de Lorraine & de Bar ; son altesse électorale voulant concourir à toutes les mesures prises pour la plus grande tranquillité publique, & lever enfin le moindre obstacle qui pût s'opposer un jour au préjudice de cette même tranquillité, remet, cède & transfère à son altesse royale tous les droits & toutes les prétentions quelconques & à quelque titre qu'il puisse y avoir.

*Art. II.* La sérénissime électrice assure pour le présent, à son altesse royale & à ses successeurs, comme grands-ducs de Toscane, tous les biens allodiaux situés hors de l'étendue du grand-duché, tant ceux qui peuvent lui appartenir de la succession du sérénissime grand-duc son frère, que ceux qui proviennent & qui lui appartiennent de la succession de la sérénissime grande-duchesse sa mère & ayeule, pour en avoir la



toujours satisfaite de ces égards, & sur-tout lorsqu'en 1739, le grand-duc 1737.

propriété & la jouissance à la mort de son altesse électorale.

*Art. III.* Son altesse électorale cède, donne, transfère au présent à son altesse royale, pour lui & ses successeurs grands-ducs de Toscane, tous les meubles, effets & raretés de la succession du sérénissime grand-duc son frère, comme galleries, tableaux, statues, bibliothèques, pierreries & autres choses précieuses, comme les saintes reliques, les reliquaires & les ornemens de la sainte chapelle du palais Pitti, que son altesse royale s'engage de conserver, à condition expresse que pour la grandeur de l'état, pour l'utilité du public & pour attirer la curiosité des étrangers, il n'en sera rien enlevé, distrait, ni transporté hors de la capitale, ni de l'étendue du grand-duché. Les effets, meubles, argenteries, vêtemens précieux, qui sont pour l'usage, resteront à la libre disposition du grand-duc.

*Art. IV.* Son altesse royale se chargera de toutes les dettes de la sérénissime maison de Médicis, faites jusqu'au jour de la présente convention; & quoiqu'elles puissent passer ce qui est transféré, cédé & donné à son altesse royale, la sérénissime électrice ne pourra jamais être inquiétée pour le paiement.

*Art. V.* Son altesse royale s'engage à maintenir le crédit dans les fonds publics.

*Art. VI.* Son altesse électorale recevra

1737. arriva à Florence, & rendit, par sa présence, la joie aux toscans. Le grand

tous les ans quarante mille écus, monnoie de Florence, pour son traitement & pour celui de sa cour, dans lesquels seront compris les revenus des biens allodiaux hors du grand-duché de Toscane, qui seront taxés & fixés pour toujours à la somme de vingt-cinq mille écus par an, le surplus jusqu'à la concurrence des quarante mille écus par an sera assigné par son altesse royale, sur des fonds assurés, clairs, & ils seront payés à son altesse électorale régulièrement tous les mois.

*Art. VII.* Son altesse électorale sera logée dans un palais de son altesse royale à Florence, ou bien elle aura un appartement convenable dans celui appelé Pitti à son choix, tout orné & meublé comme il convient à une princesse de son rang.

*Art. VIII.* La sérénissime électrice choisira encore, dans les maisons de campagne du grand-duc, celle qui lui plaira le plus, & qui sera pareillement meublée pour son usage pendant toute sa vie.

*Art. IX.* Son altesse royale fera fournir à son altesse électorale, pour une fois seulement, les équipages, carrosses, litières, chevaux, &c. les ustensiles de cuisine, le linge nécessaire, l'argenterie pour la table & l'appartement de ce qui appartient à la succession du sérénissime grand-duc Jean-Gaston, & son altesse électorale, à cet effet, fera dresser un mémoire de tout ce qu'elle désire, dont

âge & les infirmités de la princesse l'éloignoient des affaires; elle ne s'en

1737.

il sera fait un inventaire, tous ces effets n'étant que pour l'usage de son altesse électorale, & la propriété demeurant à son altesse royale.

*Art. X.* La sérénissime électrice sera servie par les gardes à pied & à cheval de son altesse royale, comme il convient à son rang & à sa naissance.

*Art. XI.* Dans l'absence de son altesse royale la sérénissime électrice aura la régence de la Toscane, de la manière la plus conforme à la gloire & à l'autorité de son altesse royale.

*Art. XII.* La sérénissime électrice sera certaine que lorsque son altesse royale sera présente, elle aura, dans toutes les affaires & dans les nominations d'emplois, tous les égards possibles à ses recommandations, & que dans tous les cas, elle lui fera rendre dans ses états, tous les honneurs dus à une princesse de son rang, de sa naissance & qui lui est alliée.

*Art. XIII.* Afin que ces articles & ce qui vient d'y être stipulé de part & d'autre, soient plus stables & plus sûrs, leurs altesse royale & électorale feront la réquisition qui est due, & prieront leurs majestés impériale & très-chrétienne, de vouloir bien garantir la présente convention. Leurs altesse royale & électorale s'obligent de la ratifier & de faire échanger les ratifications à Vienne, dans

X ii j

occupa jamais, & mourut le 18 février  
1737. 1743, âgée de soixante-seize ans.

l'espace d'un mois, à compter du jour de la signature, & plutôt s'il se peut. En foi de quoi, nous, ministres plénipotentiaires de leurs altesses royale & électorale, avons signé cette présente convention, & y avons fait apposer le sceau de nos armes. Fait à Vienne, ce 31 octobre 1737.

L. S. CHARLES, Baron DE PFUTSCHNER.  
à Pallude.

L. S. FERDINAND, Marquis DE BARTOLOMEI.

*Art. secret.* Outre que son altesse électorale, dans l'article second de la convention, assure à son altesse royale & à ses successeurs, comme grands-ducs de Toscane, sous les biens allodiaux situés hors de la Toscane, tant ceux qui peuvent lui appartenir & qui proviennent de la succession du sérénissime grand-duc son frère, que de la succession des sérénissimes grandes-duchesses sa mère & ayeule, pour en avoir la propriété & la jouissance après sa mort, elle les lui donne, cède & transfère par cet acte, qui n'aura cependant son effet qu'après sa mort; pendant sa vie, son altesse électorale pourra vendre les biens allodiaux de Naples & de France, pour plus grande sûreté de son altesse royale & électorale, & lui en approprier le capital, dans lequel cas son altesse royale assurera & remplacera à la sérénissime élec-

Elle nomma le grand-duc son légataire universel, & favorisa de beaucoup de legs une des branches de la maison de Médicis. Sa mort ne causa de regrets à personne. Toujours vaine, orgueilleuse, elle ne fut jamais se faire aimer, quoique l'Italie fût sensible à l'extinction d'une famille qui l'avoit

1737.

trice les revenus des dettes allodiales, sur les autres biens situés en Toscane. Son altesse royale s'engagera encore de garantir & d'améliorer à son altesse électoral les mêmes revenus en cas que par une force majeure elle se trouvât empêchée de les recevoir, de sorte qu'elle ne puisse souffrir aucune diminution dans la somme de quarante mille écus, monnoie de Florence, qui lui a été assurée pour ses dépenses & celles de sa cour. Il est convenu que cet article secret aura la même force que s'il eût été inséré dans la convention signée le même jour. En foi de quoi, nous, ministres plénipotentiaires, en vertu de nos pleins pouvoirs communiqués de part & d'autre, avons signé le présent article, & y avons fait apposer le sceau de nos armes. Fait à Vienne, ce 31 octobre 1737.

L. S. CHARLES, Baron DE PFUTSCHNER.  
à Pallude.

L. S. FERDINAND, Marquis DE  
BARTOLOMEI.

Xiv

1737.

illustrée pendant trois siècles. On remarque qu'une même fatalité enveloppa dans le même tems les deux maisons de Médicis & de Farnèse : des causes semblables avoient produit leur élévation ; des maximes & des sentimens égaux les rendirent à jamais célèbres & glorieuses. Toutes deux finirent par deux femmes ; mais le sort de ces femmes ne fut pas égal. Après avoir éprouvé des contrariétés infinies dans toutes les alliances projetées pour elle, n'ayant point eu d'enfans de l'électeur , devenue le jouet de toutes les puissances, l'électrice palatine mourut privée de l'héritage de ses pères. La princesse Farnèse , au contraire , élevée sur le trône d'Espagne , favorisée du ciel par une postérité nombreuse, admise au gouvernement de l'état , se fit admirer & craindre de tous les souverains , fut réparer les pertes que la couronne avoit souffertes par le traité d'Utrecht , & changea enfin le système de l'Europe.

FIN.



# T A B L E

## D E S M A T I È R E S.

---

*Les chiffres romains indiquent le tome ,  
les arabes la page.*

### A

**A**BBIOSO ( Octave ) de Ravenne , favori du grand-duc François I , & de Blanche Capello , est résident à Venise , ses services , tome IV , page 211. Il devient coadjuteur de l'évêque de Pistoie , *ibid.* 279. Il retourne à Venise , *ibid.*

**A**BEILLE ( Joseph ) , ingénieur françois , auteur du magnifique projet d'un canal en Bourgogne , qui doit joindre la Saône à la Seine , & faciliter la communication des deux mers par le centre du royaume de France , t. VII , 373 , note. Son génie surmonte toutes les difficultés qui avoient rebuté les plus grands ingénieurs , même Vauban , *ibid.* 374. Il remet le projet du canal aux états de Bourgogne , *ibid.* Motifs de cette note , *ibid.* 375.

*Académie de Florence* ; son érection , t. I , 326.

*Académie della Crusca* érigée à Florence , t. IV , 450.

*Académie de peinture* érigée à Florence , t. III , 437.

*Académie platonique* rétablie à Florence par le grand-duc Ferdinand II , t. VII , 238.

X v.

- cane, t. IV, 2 & *suiv.* Sa mort, t. V, 285.
- ALPHONSE D'ESTRÉ**, fils d'Alphonse I : son caractère & sa conduite avec les princes italiens, surtout avec les Médicis, t. IV, 192, 193.
- ALIDOSI**, (Mariano) seigneur de Castel-Rio, est arrêté à Florence par ordre d'Urbain VIII, qui sous prétexte d'hérésie, le dépouille de son fief, t. V, 328.
- Allemands** (les) descendent en Italie, t. VIII, 176. Leurs progrès, *ibid* 190. Leur conduite vis-à-vis du grand-duc Jean-Gaston, t. IX, 450.
- ALLIOT**, (le sieur) médecin françois, est envoyé à Florence; ses commissions, t. VIII, 12.
- ALLORI**, (Alexandre) peintre célèbre sous le grand-duc François I, t. IV, 447.
- ALMENI SFORCE**, révèle au prince François de Médicis les amours de Côme son père, t. III, 163. Il est blessé par ce prince, *ibid*.
- Altopascio**, sa situation, t. I, 26. Disputes à l'égard de ce lieu, *ibid* Fin de ces contestations, *ibid*. 66.
- AMÉLIE**, (l'impératrice) veuve de Joseph I, fait tous ses efforts pour faire tomber la succession de la Toscane au prince héréditaire de Modène, t. IX, 76.
- AMELOT**, ambassadeur de Louis XIV à Lisbonne; ses commissions, t. VIII, 125.
- AMURAT RAIZ**, corsaire turc, est invité par les marseillois à conduire dans leur port quatre galères pour y attaquer les vaisseaux toscans, t. V, 280.
- ANDRÉ**, de la maison d'Autriche, est élu cardinal, & en cette qualité envoyé à Rome pour y disputer de crédit avec Ferdinand de Médicis, t. IV, 71.
- ANGELI**, (Pierre) instituteur du grand-duc Ferdinand I, devient son favori; il est auteur du poëme de la Syriade, t. IV, 364.
- ANNE DE MÉDICIS**, sœur de Ferdinand II, épouse,



par les soins de Philippe IV, roi d'Espagne, l'archiduc Léopold, fils de l'archiduc Léopold d'Innsbruck & de Claude de Médicis, t. VII, 149.

**ANNE DE MÉDICIS**, fille du grand-duc Côme III : sa naissance, t. VII, 307. Louis XIV & Jacques II, roi d'Angleterre, veulent la marier avec le duc de Modène, t. VIII, 133. Elle épouse Jean-Guillaume, électeur palatin, après avoir été proposée inutilement à la France, à l'Espagne, au Portugal, à la maison de Savoie & à celle de Modène, *ibid.* 166. Elle part de Florence pour Newbourg, *ibid.* 168. Du fond de l'Allemagne, elle dirige les opérations de son père, t. IX, 5. Tentatives du grand-duc pour la rendre habile à succéder au grand-duché, *ibid.* 17 & *suiv.* Son retour à Florence après la mort de son mari, *ibid.* 78. Elle se rend maîtresse du gouvernement, *ibid.* 129. Elle ménage la noblesse & le peuple, *ibid.* Après la mort de Côme III, elle se retire dans le monastère *della Quiete*, *ibid.* 165. Conduite des allemands envers elle, *ibid.* 472. Sa haine pour les espagnols, *ibid.* 478. Infimations de la cour de France auprès d'elle, *ibid.* 480. Ses conventions avec la cour de Vienne sur les biens allodiaux de sa maison, *ibid.* Sa mort, son caractère & son testament, *ibid.* 486 & 487.

**ANNE-MARIE-FRANÇOISE DE SAXE**, veuve du prince Philippe de Newbourg, épouse en secondes nocces le prince Jean-Gaston de Médicis. t. VIII, 213. Dissentions entr'elle & son mari peu de jours après son mariage, *ibid.* 221. Un frère capucin, son directeur, lui inspire de la haine pour les Médicis, & l'engage à ne pas quitter la Bohême, *ibid.* 258. Elle s'obstine à ne pas vouloir venir à Florence, *ibid.* 293.

**ANNE**, reine d'Angleterre, se brouille avec Côme

- III, & lui fait des menaces, t. VIII, 288. Son amour pour les vins de Toscane, *ibid.* 351. Ses ministres sacrifient l'Italie aux allemands, à la paix d'Utrecht, t. IX, 57.
- ANTONIO DE MÉDICIS**, fils supposé de Blanche Capello, est reconnue par le grand-duc François, qui lui donne le nom de Médicis, t. IV, 64. Sa mort, t. VI, 204.
- ANTONIO**, prince de Parme, séduit par un moine allemand, promet de prendre une épouse selon les vues de Charles VI, t. IX, 139. Il se prépare à ce mariage, *ibid.* 179. Il succède à François son frère, *ibid.* 211. Il refuse de recevoir les garnisons françoises dans ses états, *ibid.* 233. Sa mort, *ibid.* 296.
- APPIANO**, (Jacques V) seigneur de Piombino, se rencontre à Volterra avec le grand-duc Côme I, & don Jean de Luna, t. I, 73. Son caractère, *ibid.* 99. Sa mort, *ibid.* 131.
- APPIANO**, (Jacques VI) succède au fief de Piombino encore mineur : tuteurs que lui a nommés son père, t. I. 131. Son attachement pour la maison de Médicis, & sa mort, t. IV, 324.
- APPIANO**, (Alexandre) fils naturel de Jacques VI, est tué par différentes personnes conjurées contre lui ; dona Isabelle de Mendoce, sa femme, est soupçonnée d'être complice de sa mort, t. V. 58.
- APPIANO**, (don Ferrante) possède à bail les mines d'alun de *Valle* & de *Montione*, t. I, 82. Contestations de ce prince avec la chambre apostolique au sujet de ces mines, *ibid.* 83.
- Aretins** ; (les) outrages qu'en reçoit Ferdinand I, t. V, 508.
- ARMI**, (Louis dell') gentilhomme bolonois, banni de sa patrie, se réfugie en France auprès de François I, t. I, 70. Il est arrêté à Montevarchi par ordre de Côme I, *ibid.* 73.

## DES MATIERES. 245

**ARNAUD** d'Haarlem vient à Florence, après avoir dédié un dictionnaire au duc Côme I, t. I, 327.

**ARRAS**, (Granvelle, évêque d') succède à son père dans tous ses emplois, t. I, 23. Sa manière différente d'agir, *ibid.* 23 & 24.

*Article* secret du traité d'Utrecht concernant le fief de Sienne, & contenu dans ce même traité, t. IX, 32.

*Article* V du traité de la quadruple alliance concernant la succession de Parme & de Toscane, t. IX, 92.

**ASCANIO**, (le frère Sauveur) dominiquain, est revêtu du caractère d'envoyé de Philippe V en Toscane, t. IX, 109. Il fait des menaces au grand-duc Jean-Gaston, pour l'engager à faire un traité avec l'Espagne, *ibid.* 143, 221. Représentations qu'il fait à ce prince au nom de son maître, *ibid.* 263. Billet écrit par lui aux secrétaires d'état, *ibid.* 290, *note.* Mémoire répandu par lui dans la ville de Florence, *ibid.* 379. Protestation faite par lui au prince de Craon & à l'électrice, *ibid.* 480.

**ASTALLI**, (le cardinal) adopté par Innocent XII, comme descendant de la maison Panfili, est privé de son nom & de ses revenus, pour s'être secrètement attaché au parti du roi d'Espagne, t. VII, 216.

*Asi*, (traité d') entre la France & l'Espagne, dans lequel est compris le duc de Savoie, t. VI, 121.

**AUBEVILLE**, (le comte d') envoyé par Louis XIV à Ferdinand II, pour lui demander le passage en Toscane, & l'usage de ses ports pour une armée qu'il vouloit faire marcher dans l'état ecclésiastique, t. VII, 290.

**AUGUSTE III**, électeur de Saxe, est proclamé roi de Pologne, t. IX, 415.

## B

**BABBI**, (François Volterra) envoyé du grand-duc Côme I à Rome, y est mis en prison, t. I, 140. Il est remis en liberté après cent trois jours de prison, *ibid.* 146.

**BAGLIONI**, (Rodolphe) son extraction; services qu'il rend au grand-duc Côme I, t. I, 55 & *suiv.* Sa mort, t. II, 114.

**BAGNO**, (le comte de) est dépouillé de ses fiefs par les Caraffa, & récompensé par Côme I des services qu'il lui a rendus dans la guerre de Sienne, t. III, 4.

**BANCHI**, (le frère Séraphin) florentin, révèle à Henri IV, roi de France, la conjuration du fleur de la Barrière, & l'inquisition de Rome le menace de ses censures pour avoir sauvé la vie à un roi hérétique, t. V, 205, 206.

**BANDINELLI**, (Volumnio) est nommé gouverneur du prince Côme, fils de Ferdinand II. Il obtient le chapeau de cardinal, t. VII, 259.

**BANDINELLI**, (Baccio Coro) construit la nef de l'église de *Sainte Marie del Fiore*, t. II, 436.

**BARBA**, (conduite de) gouverneur de Pérouse, avec les habitans de cette ville; ses conventions avec le marquis de Sorbello, t. I, 65.

**BARBEROUSSE**, (expédition de) roi d'Alger, contre Charles V, t. I, 85. Il arrive avec la flotte allemande à l'embouchure du canal de Piombino, *ibid.* 100. Il s'empare de Telamone & de Porto-Hercole, & brûle ces deux forteresses, *ibid.* 113. Il dévaste les côtes de Naples, *ibid.* 114.

**BARBERINI**; (les) richesses que leur procure la faveur d'Urbain VIII; leur puissance, leur ambition, leur haine contre le grand-duc Ferdinand II, t. VII, 4. Leurs exactions, *ibid.* 12.

Leurs artifices contre le grand-duc , *ibid.* 14, 15 & 17. Le pape étant revenu de sa maladie , ils refusent d'adhérer aux préliminaires du traité de paix proposé par eux-mêmes , *ibid.* 113. Leurs intrigues pour engager Innocent X à marier don Camillo , son neveu , avec une fille de don Taddée , *ibid.* 136. Ils fuyent de Rome , & viennent en France , *ibid.* 152. Ils recouvrent les bonnes grâces de Philippe IV , roi d'Espagne , & du grand-duc Ferdinand II , *ibid.* 233 & *suiv.*

**BARBERINI** , ( don Taddée ) préfet de Rome , neveu d'Urbain VIII , prétend obtenir la préférence sur les ambassadeurs de toutes les puissances , t. VI , 334. Nommé général de l'état ecclésiastique , il le parcourt tout entier afin de composer une armée contre le duc de Parme , t. VII , 43. Il introduit des troupes à Rome , après la mort de son oncle , pour forcer l'élection d'un pape à son gré , *ibid.* 130.

**BARBERINI** , ( Antonio ) part de Rome pour commander une partie des troupes contre le duc de Parme , t. VII , 67. Il parcourt le Modenois , & occupe différens châteaux , *ibid.* 94. Son armée est défaite par le duc de Modène , sous Nomentola , *ibid.* 98. Il mérite l'indignation de la cour de France , *ibid.* 137. Il se détermine à passer en France , *ibid.* Il s'embarque sur un brigantin , vêtu en marinier , & le vent l'oblige à s'arrêter à Livourne , où il n'est pas reconnu , *ibid.* 145.

**BARBERINI** ; ( intrépidité du cardinal François ) il écrit au grand-duc Ferdinand qu'Urbain VIII le regarde comme son fils adoptif , t. VII , 77 , 78.

**BARTOLINI** , ( Mathieu ) résident du grand-duc Ferdinand II à Paris , se retire de cette ville , t. VI , 163. Son retour , *ibid.* 180.

**BARTOLOMEI** , ( Ferdinand ) est envoyé à Vienne

- par Côme III, pour traiter avec l'empereur Charles VI, du choix d'un successeur en Toscane, t. IX, 71.
- BASSETTI**, ( Appollonio ) fils d'un cocher du cardinal Jean-Charles de Médicis, t. VIII, 326. Ce prince le fait élever & instruire dans les hautes sciences ; il devient le secrétaire & le confident de Côme III. Sa mort, *ibid.* 327, 328.
- BAUSSET**, ( le sieur du ) gouverneur du château d'If, se rend à Florence, & promet au grand-duc Ferdinand I, de recevoir la garnison toscane dans son fort, t. V, 109. Trahison qu'il médite envers ce prince, *ibid.* 255.
- BELLUZZI**, ( Jean-Baptiste ) sa profession, t. I, 115.
- BENOÎT XIII**, de la famille *Orfini* ; son élévation au pontificat, t. IX, 102. Sa mort, *ibid.* 289.
- BENTIVOGLIO**, ( conjuration des ) contre le légat de Bologne, t. I, 177.
- BENTIVOGLIO**, ( l'abbé ) est envoyé par Louis XIII au grand-duc Ferdinand II ; ses commissions, t. VII, 154.
- BERNARD DE MÉDICIS**, évêque de Forli, est envoyé par Côme I à l'empereur, pour lui notifier son éléction, t. I, 15.
- Bibliothèque Laurentine*, son institution & ses changemens, t. II, 430.
- BICHI**, ( le cardinal ) est chargé par Urbain VIII de traiter la paix avec les princes italiens alliés, & pour préliminaires, il offre la restitution de Castro usurpé par les Barberini, t. VII, 111.
- BIRON**, ( le maréchal de ) d'accord avec le duc de Savoie & le comte de Fuentes, conspire contre Henri IV, roi de France, & contre le dauphin, t. V, 424.
- BLACKWELL**, résident d'Angleterre à Florence, est rappelé, t. VIII, 288.
- BLOUNT**, ( Edouard ) fait imprimer à Londres un

livre contre le grand-duc Ferdinand I, & contre le grand-duché, sous le nom de Robert Dalington, t. VI, 471.

**BOLOGNE**, (Jean) célèbre sculpteur, jouit de la protection du grand-duc François I, t. III, 448. Statues qu'il fait pour le grand-duc Côme II, pour Philippe III, & pour Henri IV, t. V, 565.

**BONAVENTURI**, (Jean-Baptiste) florentin, est arrêté à Venise; sa mort, t. III, 167.

**BONAVENTURI**, (Pierre) mari de Blanche Cappello, est nommé grand-maître de la maison du prince François, régent de Toscane, t. III, 165. Il est tué, & l'on soupçonne que c'est par l'ordre du grand-duc, t. IV, 60.

**BONCOMPAGNI**, (Jacques) fils naturel du pape Grégoire XIII, est nommé par son père gouverneur du château S. Ange; comme il est l'unique confident du pape, les ministres du grand-duc François I, le sollicitent en faveur de leur maître, t. III, 323, 324.

**BONELLI**, (don Michel) petit neveu de Pie VI, est envoyé à Florence pour présenter à Côme I la bulle qui lui accorde le titre de grand-duc, t. III, 208.

**BONNEVAL**, (le comte de) arrive à Florence, & demande à Côme III les contributions pour une armée de cinq mille allemands, t. IX, 114.

**BONSI**, (Pierre) résident du grand-duc Ferdinand II à la cour de France, acquiert la protection du cardinal Mazarin, & obtient le chapeau de cardinal, t. VII, 267. Reproches qu'il essuie de la part de Louis XIV & de la maison de Bourbon, par rapport au mariage de Marguerite Louise d'Orléans, t. VIII, 24.

**BORELLI**, (Alphonse) napolitain, professeur de mathématiques dans l'université de Pise, est nommé membre de l'académie *del Cimento*, t. VII, 255.

**BORGHINI**, (don Vincent) est nommé directeur de l'académie de peinture, t. III, 437. Son zèle & son génie, *ibid.* 445.

**BORRO**, (le général marquis del) lieutenant général des troupes du grand-duché, sous le commandement du prince Mathias, marche contre les romains, t. VII, 91.

**BORROMÉE**, (le cardinal S. Charles) est envoyé à Trente avec le caractère de légat par le pape Pie IV, pour assister aux noces du prince François de Médicis avec l'archiduchesse Jeanne d'Autriche; il accompagne cette princesse jusqu'à Florence, & part pour Rome d'après l'avis qu'il reçoit de la santé désespérée du pape, t. III, 137 & *suiv.* Il se laisse gagner au conclave par les avis du cardinal Farnèse, & s'éloigne du parti de Côme I, *ibid.* 146. Le pape le rend arbitre des différens entre le prince Vincent de Gonzague & Marguerite Farnèse, à laquelle il conseille de prendre le voile, t. III, 252.

**BORROMÉE**, (le comte) est envoyé à Milan par Charles VI, revêtu du caractère de plénipotentiaire impérial; ses commissions auprès de Côme III, t. IX, 62.

**BOTTI**, (Matthieu) marquis de *Campiglia*, ambassadeur de Côme II à la cour d'Espagne, est envoyé par Philippe III à Paris, chargé de différentes commissions, t. VI, 26.

**BOURNONVILLE**, (le duc de) ambassadeur de la cour d'Espagne à Vienne, fait ses efforts pour engager le grand-duc Jean-Gaston à entrer en traité avec Philippe V, t. IX, 213.

**BRAITWITZ**, (le colonel) commandant impérial à Orbitello, se trouvant dans une extrême nécessité, quant aux vivres, est forcé de permettre à ses soldats de piller les états du grand-duc, t. IX, 395. Il est envoyé à Florence pour donner avis au



grand-duc Jean-Gaston de l'introduction des garnisons allemandes, t. IX, 446.

**BRÉZÉ**, (le duc de) amiral de France, est tué dans la mer de Sicile, t. VII, 159.

**BRISSAC**, (le maréchal de) est envoyé en Italie par le roi de France à la tête d'une nombreuse armée, il prend Casal, t. I, 180.

*Bulle* des excommunications, appelée *Bulle della Cena*; son contenu. Désordres qu'elle cause d'abord à Arrezzo, ensuite dans d'autres endroits de la Toscane, t. III, 382 & *suiv.*

*Bulle* rigoureuse de Pie V à l'égard de la clôture des religieuses en Toscane, t. III, 389 & *suiv.*

**BUONAROTTI**, (Michel-Ange) est invité par le grand-duc Côme I à venir à Florence; il se refuse même aux instances de ce prince à raison de son âge, t. II, 429. Il lui envoie un modèle d'escalier pour la bibliothèque Laurentine, dont il avoit déjà fait le plan & les dessins, *ibid.* 431. Il meurt à Rome, t. III, 440. Son corps est transporté à Florence; funérailles que lui fait faire Côme I, *ibid.* 441.

**BUONTALENTI**, (Bernard) peintre, architecte & ingénieur, est destiné par le grand-duc Côme I, à enseigner le dessin au prince François II, t. III, 448.

**BUONO**, (Candide & Paul del) frères, membres de l'académie *del Cimento*, t. VII, 254.

**BURGOS**, (le cardinal) lieutenant de Philippe II; représentations qu'il lui fait contre le duc Côme I, t. II, 252.

**BURLAMACHI**; (François) sa conjuration contre le duc Côme I, t. I, 152.

**BUSTAMANTE**, espagnol qui demouroit à Piombino, par ordre du roi d'Espagne, tente d'empoisonner Barberousse par le moyen d'un renégat, son frère, t. I, 112.

## C

- CAÏMO**, (le comte) ministre de l'empereur ; présente au grand-duc Jean-Gaston un rescrit de Charles VI, & un décret au sénat, *t. IX*, 357. Stratagème dont il se sert pour faire passer ce décret entre les mains du suprême magistrat, *ibid.* 358. La cour de Vienne désapprouve sa conduite, *ibid.* 367. Insultes qu'il reçoit à Florence, *ibid.* 389.
- Calais**, (prise de) par les françois, *t. I*, 311.
- Cambrai**, (trêve de) entre Philippe II & les françois, *t. II*, 227. Obstacles à son exécution, *ibid.* 230, 231. Congrès ouvert pour terminer les difficultés des articles de la quadruple alliance, *t. IX*, 60. Dissolution du congrès, *ibid.* 196. On y reprend de nouveau l'examen des affaires, *ibid.* 217.
- CAMPANA**, (François) secrétaire d'état du grand-duc Côme I, est envoyé au congrès de Nice, *t. I*, 30. Services qu'il rend à la maison de Médicis, *ibid.* 258. Clément VIII l'envoie à Londres, *ibid.* 259. Ses intrigues dans cette ville, *ibid.* Il est persécuté ; il meurt, *ibid.* 260.
- CAMPEGGIO**, (le cardinal) est chargé de prononcer dans la cause du divorce d'Henri VIII avec Catherine d'Arragon, tante de l'empereur, *t. I*, 259.
- CAPELLO**, (Blanche) vénitienne ; sa haute naissance & ses amours avec Pierre Bonaventuri, *t. III*, 164. Leur fuite de Venise ; leur arrivée à Florence ; mandement publié contr'eux par le conseil des *Dix*, *ibid.* 166. Caractère de cette femme, *ibid.* 172, 173. Après la mort de son mari, elle emploie, pour séduire le grand-duc, tous les artifices possibles, & devient sa favorite, *t. IV*, 60. Elle fait croire à ce prince qu'elle met

elle-même au monde un enfant né le soir précédent d'une femme vile, *ibid.* 63. Relation de ce fait, *ibid.* 64. Le grand-duc l'épouse secrètement, *ibid.* 121. Ce mariage est communiqué aux cours étrangères, *ibid.* 139. Elle est déclarée fille de la république de Venise, *ibid.* 142. Elle réconcilie le cardinal Ferdinand avec le grand-duc François son frère, *ibid.* 174. Elle répand dans la ville de Cerreto qu'elle a fait des fausses couches, *ibid.* 305. Elle suppose une nouvelle grossesse, & l'évêque de Pistoie assure qu'il a senti le mouvement de l'enfant, *ibid.* 330. Une colique termine cette feinte grossesse, *ibid.* 336. Sa mort, *ibid.* 348. Ordres donnés par le cardinal Ferdinand sur son corps, *ibid.* 350.

**CAPELLO**, (Victorio) devient l'arbitre du gouvernement sous le règne de François I, t. IV, 185. Sa puissance, *ibid.* 186. Il est exilé de Toscane, *ibid.* 212.

**CAPPONI**, (Louis) est envoyé à la cour de France en qualité d'ambassadeur du duc Côme I, t. I, 226.

**CAPPONI**, (Jules) gouverneur de Livourne, est chargé par le grand-duc Jean-Gaston de recevoir en son nom la garnison allemande, t. IX, 454.

**CARAFFA**, (le maréchal-comte) arrive à Milan en qualité de commissaire impérial : son caractère, t. VIII, 176. Contributions demandées par lui aux princes italiens, *ibid.* 177. Obstacles que lui oppose le grand-duc Côme III, *ibid.* 178, 179.

**CARAFFA**, (le cardinal) envoyé à Paris ; ses secrètes instructions, t. II, 236. Il est arrêté par ordre du pontife Pie IV, t. III, 29. Il est livré à la justice civile qui le condamne à mort, *ibid.* 51.

**CARAZZENA**, (le marquis de) gouverneur de Milan, envoie au nom du roi d'Espagne un subdélégué à Pontremoli, pour remettre ce pays entre

les mains d'un ministre du grand-duc Ferdinand II; t. VII, 198. Le duc de Modène veut lui déclarer la guerre, *ibid.* 220.

**Cardinaux** ( conduite des ) dans le conclave après la mort du pape Urbain VIII. Ils choisissent le cardinal Jean-Baptiste Panfili, parce qu'il est ennemi déclaré des Barberini, t. VII, 132. Leurs intrigues après la mort d'Innocent X, *ibid.* 221 & *suiv.*

**CARNESECEHI**, ( Pierre ) sa naissance ; services qu'il rend à la maison de Médicis, t. III, 150. Il est versé dans les langues grecque & latine ; il est poète & orateur ; il est lié avec Pierre Martir & Bernard Ochin, secrétaires ; il adopte leurs opinions, *ibid.* 150. Premier procès que lui intente l'inquisition, *ibid.* Ses alarmes lorsqu'il repasse en Italie, *ibid.* 151. Il est conduit à Rome, décapité & brûlé ; son indifférence aux apprêts de sa mort, *ibid.* 158.

**CARPEGNA**, ( le comte de ) est envoyé par les Barberini au duc de Parme, en qualité d'ambassadeur du pape, t. VI, 368.

**CASA**, ( le cardinal ) montre une grande haine au duc Côme I, par complaisance pour le pape Paul IV, t. II, 213.

**Casal** est pris par les allemands, t. VIII, 208.

**CASAU**, tyran de Marseille, menace de la mort quiconque parle d'Henri IV avec respect, t. V, 227. Il fait commettre des hostilités continuelles contre la garnison toscane établie au château d'If, *ibid.* 233. Il déchire avec mépris la lettre de la grande-duchesse, 233. Il contraint le moine qui l'avoit apportée à signer au nom du grand-duc une plainte contre le roi d'Espagne, & veut ensuite le faire tuer, *ibid.* 234. Sa mort tragique, *ibid.* 236. Sa femme & ses enfans sont chassés de la ville, *ibid.* 237.

**CASSICIONI**,

**CASSICIONI**, (Marc Tull) calabrois, instruit par un moine, soutient pendant plusieurs années le caractère de roi de Portugal, t. V, 394. Il est pendu à San-Lucar, *ibid. note.*

**Castel-Giorgio**, dans le territoire d'Orvieto; congrès tenu dans cette ville pour accommoder les différens entre Urbain VIII & le duc de Parme; conduite des Barberini dans ce congrès, t. VII, 69 & *suiv.*

**CASTELLAR**, (le marquis de) ambassadeur d'Espagne en France; sa déclaration, t. IX, 298.

**CASTELLI**, (Jean-Baptiste) bolonois, évêque de Rimini, est nommé visiteur apostolique pour la province de Pise; il est bâtonné par des religieuses en Barga, & court risque de la vie, t. IV, 392. Lettre sévère que lui écrit le grand-duc à ce sujet, *ibid.* 393.

**CASTRIS**, (François de) musicien, devient le favori du prince Ferdinand, fils aîné de Côme III, t. VIII, 154. Il s'entremet pour appaiser les querelles entre le père & le fils. Lettre qui lui est écrite dans cette occasion, *ibid.* 155.

**Castro**; (situation de) droits de la maison de Farnèse, & usurpations faites sur ce fief, t. VIII, 12.

**CASTRO PIGNANO**, (le duc de) part de Pise avec un détachement de troupes espagnoles, marche vers la Lunigiane, & chasse la garnison impériale du fort de l'Aulla, t. IX, 375.

**Coqueluche**, (la) maladie épidémique; son origine, t. IV, 183, 184.

**CATHERINE DE MÉDICIS**, reine de France, paroît fort attachée aux Strozzi, t. I, 162. Ses vues sur Florence, t. II, 43. Dans ses lettres, elle donne le titre de grand-duc à Côme I, t. III, 238. Elle se venge du grand-duc François I, t. IV, 161 & *suiv.* Elle a des prétentions sur l'hérédité du grand-duc Alexandre après la mort de Marguerite d'Autriche.  
Tome LX.

triche qui jouissoit de l'usufruit, *ibid.* 318 & suiv. Sa mort, t. V, 27.

**CATHERINE DE MÉDICIS**, fille de Ferdinand I : Intrigues du grand-duc son frère pour la donner en mariage au prince de Galles, t. VI, 54. Obstacles à ce projet, *ibid.* 56. Elle épouse Ferdinand de Gonzague, duc de Mantoue, *ibid.* 143. Son retour à Florence après sa mort, *ibid.* 268. Elle est nommée gouvernante de Sienne, elle meurt, *ibid.*

**CATINAT** ; ( le maréchal de ) sa victoire à Orbazano, t. VIII, 200.

**Cateau-Cambresis**, ( traité de ) entre les françois, les anglois & les espagnols, t. II, 345.

**CAVALFERT**, ( Emile ) met le premier des opéra sur la scène à Florence, t. VI, 567.

**CAVALLO**, ( Pierre ) né à Pontremoli, fameux jurisconsulte, est nommé auditeur fiscal à Florence par le grand-duc Ferdinand I, t. VI, 523.

**Cavi**, ( traité de paix de ) entre Philippe II & Paul IV, t. II, 290.

**CELLINI**, ( Benvenuto ) sculpteur ; sa statue de Persée, t. II, 434.

**CERVINI** ( Marcel ) de Montepulciano, élu pape par la voie d'adoration, & non par scrutin, t. II, 202. Sa mort, *ibid.*

**CÉSAR** ( don ) d'Este, épouse dona Virginie de Médicis, t. IV, 306.

**CHÂ-ABAS**, roi de Perse, envoie une ambassade au grand-duc Côme II, t. VI, 14.

**CHAISE**, ( le père la ) jésuite, confesseur de Louis XIV, lui inspire des sentimens de modération pour le grand-duc Côme III, & l'engage à désapprouver la conduite de la grande duchesse ; il cherche à conclure le mariage du prince Ferdinand avec la princesse de Bavière, t. VIII, 139, 140. Il représente de nouveau au roi les

irrégularités de la grande-duchesse, & lui persuade de soumettre cette princesse aux volontés de son mari, *ibid.* 185 & *suiv.*

*Chambre criminelle* établie à Florence par Côme III, t. VIII, 342. Sa juridiction, *ibid.* 343.

CHARLES V; (l'empereur) sa conduite à l'égard des affaires de Toscane, t. I, 15, 16 & *suiv.* Il ne se détermine point au mariage de Marguerite d'Autriche, *ibid.* 29. Il est pris pour arbitre relativement aux prétentions de cette princesse sur l'hérédité du duc Alexandre I, *ibid.* 51. Il part pour la Flandre, *ibid.* 52. Il passe par Paris; accueil qu'il y reçoit de François I, *ibid.* 53. Sentence qu'il prononce sur l'hérédité d'Alexandre, *ibid.* 74. Il passe en Allemagne, *ibid.* 75. Son passage en Italie, *ibid.* 76. Malheureuse expédition en Afrique, *ibid.* 80. Après sa victoire sur le duc de Clèves, il forme une ligue avec Henri VIII, roi d'Angleterre, *ibid.* 109. Ressentiment qu'il témoigne au nonce de Paul III, *ibid.* 145. Il rétablit la paix en Allemagne, *ibid.* 172. Il fait prendre les armes aux siennois, de concert avec Côme I, *ibid.* 188. Il se défie de ce prince, *ibid.* 197. Il se laisse séduire par son directeur, & manque à sa parole envers Côme I, pour la possession de Piombino, *ibid.* 198. Sa déclaration à l'égard de la ville de Parme, *ibid.* 235. Ses désagrémens en Allemagne, t. II, 20. Il envoie en Italie *don François de Tolède* pour concerter avec le grand-duc Côme l'entreprise de Sienne, *ibid.* 51. Il engage la guerre contre les siennois, *ibid.* 52 & *suiv.* Il ordonne à l'armée de Sienne de se retirer, & de passer à Naples, *ibid.* 67, 68. Promesses qu'il fait au grand-duc, *ibid.* 98. Il ratifie la capitulation de Sienne, *ibid.* 184. Il renonce aux états d'Espagne & de Sicile, en faveur de Philippe son fils, *ibid.* 219. Il se

retire dans un couvent de l'Estramadure, *ibid.* 248. Ayis qu'il laisse à son successeur, *ibid.* 249. Sa mort, *ibid.* 339.

**CHARLES IX** (avènement de) au trône de France, t. III, 47. La nuit du 24 d'août, il fait massacrer tous les huguenots à Paris & dans tout son royaume. Démonstration de joie que donnent à cette nouvelle le pape, le cardinal de Lorraine, & le grand-duc, *ibid.* 318. Sa mort. Les françois soupçonnent les florentins de l'avoir enforcé, t. IV, 6.

**CHARLES-EMMANUEL**, duc de Savoie, succède à Emmanuel-Philibert, t. IV, 177. En haine du grand-duc Ferdinand, il fait arrêter les vaisseaux anglois & hollandois qui portoient des grains à Livourne, t. V, 90. A son retour en Espagne, l'entrée du port de Marseille lui est refusée; il est insulté par les habitans, & un de ses gentilshommes est tué à côté de lui dans sa galère, *ibid.* 113. Il fait arrêter tous les toscans qui se trouvent dans ses états, *ibid.* 114. Il vient à Paris pour empêcher le mariage d'Henri IV avec Marie de Médicis, *ibid.* 346. Sa haine pour le grand-duc Ferdinand I, *ibid.* Son caractère, t. VI, 8. Il tente d'épouser Marie de Médicis, veuve du roi de France, *ibid.* 38. Ses intrigues pour usurper le Montferrat, *ibid.* 75. Il insulte les espagnols, *ibid.* 116. Il veut marier une de ses filles à l'empereur, *ibid.* 182. Il occupe l'état de Gènes, & se détache du parti espagnol, *ibid.* 265. Sa mort, *ibid.* 297.

**CHARLES DE MÉDICIS**, cardinal, protecteur de la couronne d'Espagne, se transporte à Rome; insultes qu'il reçoit des Barberini, t. VII, 8, 10. Sa conduite dans le conclave après la mort d'Urbain VIII, *ibid.* 125 & *suiv.* Applaudissemens que lui procure l'élection d'Innocent X, *ibid.* 133. Il



devient doyen du sacré collège, *ibid.* 213. Il reçoit la visite d'Antonio Barberini, comme ministre de France, *ibid.* 218. Sa mort, *ibid.* 310.

CHARLES-EMMANUEL II, duc de Savoie, dispute de préséance avec le grand-duc Côme III, t. VIII, 7 & 8.

CHARLES, prince de Lorraine; sa lettre adressée à Marguerite d'Orléans, femme de Côme III; contenu de cette lettre, t. VIII, 21.

CHARLES II, roi d'Espagne; bouleversement que produit sa mort en Europe, t. VIII, 244.

CHARLES, prince de Lorraine, est appelé à la succession du grand-duché en cas de mort du grand-duc François, son frère, sans héritiers mâles, t. IX, 454.

CHARLES, second fils de l'empereur Léopold, est reconnu roi d'Espagne à Vienne, sous le nom de Charles III, t. VIII, 269. Il s'empare de Barcelone, de la Catalogne, d'une grande partie de l'Arragon; contraint Philippe V à abandonner la capitale, & se fait proclamer solennellement roi des Espagnes, *ibid.* 283. Il passe par l'Italie, t. IX, 11. Il retourne à Vienne, est élu empereur, & prend le nom de Charles VI, *ibid.* 13, 15. Ressentiment qu'il témoigne à Côme III sur la déclaration en faveur de la succession de l'électrice, *ibid.* 45. Il veut introduire des garnisons bava-roises dans les places fortes de la Toscane, *ibid.* 139. Il déclare qu'il ne s'opposera point à la succession de la Toscane, en faveur de l'infant don Charles, *ibid.* 142. Déclaration par lui faite à l'Espagne à l'égard du séjour de l'infant en Toscane, *ibid.* 186. Il refuse de faire violence au grand-duc, *ibid.* 214. Il fait passer des troupes en Italie pour défendre les portes de Sienne, *ibid.* 255. Soupçons qu'il conçoit sur le passage de l'infant en Toscane, & sur la médaille frappée

à cette occasion, *ibid.* 343. Marques de courroux qu'il donne au grand-duc sur les hommages que reçoit le prince Charles à la fête de saint Jean-Baptiste, *ibid.* 350. Il se trouve dans la nécessité de demander la paix, *ibid.* 407. Ses conventions avec la France ; articles préliminaires concernant la Lorraine, *ibid.* 410. Articles arrêtés entre la France & lui sur la cession de la Lorraine, *ibid.* 411 & *suiv.* Son diplôme concernant l'investiture éventuelle de la Toscane en faveur du duc de Lorraine François III, & conditions de la cession, *ibid.* 452 & *suiv. note.*

CHARLES-PHILIPPE succède à son frère l'électeur palatin, t. IX, 71. Sa haine pour Anne de Médicis, sa belle-sœur, *ibid.* 78.

CHARLES, (don) fils aîné de la reine Elisabeth & de Philippe V, roi d'Espagne, est déclaré par le traité de Londres, héritier de la Toscane, t. IX, 85. Mariage projeté entre lui & une princesse de France, fille du duc d'Orléans, *ibid.* 141. Il débarque à Livourne, *ibid.* 336. Ses qualités personnelles, *ibid.* 338. Il est arrêté dans ce port par la petite vérole, lorsqu'il alloit partir : il guérit & passe à Pise, de-là à Florence, *ibid.* 340 & *suiv.* Il reçoit les honneurs à la fête de saint Jean-Baptiste : la cour de Vienne est jalouse de son séjour en Toscane, *ibid.* 347 & *suiv.* Contestation entre les puissances sur le titre de *grand prince* qui lui a été accordé, *ibid.* 350 & *suiv.* Il se rend à Parme, *ibid.* 360. Lettre circulaire adressée aux ministres : contenu de cette lettre, *ibid.* 376, *note.* Il retourne de Parme à Florence, d'où il part pour le royaume de Naples, *ibid.* 385. Il publie une lettre du roi son père, en arrivant à *Civita-Castellana*, *ibid.* 389. Il s'arrête avec son armée à *Aversa*, où il reçoit les clés de la citadelle de Naples, *ibid.* 390. Il est proclamé roi des deux Siciles, *ibid.* 394.

## DES MATIÈRES. cxi

**CHARLES V**, duc de Lorraine, uni à Jean Sobieski, délivre la ville de Vienne des mains des turcs, t. VIII, 112.

**CHARNY**, (le comte de) général-commandant des troupes espagnoles, débarque à Livourne. Règlement de discipline fait entre lui & les ministres de Jean-Gaston, t. IX, 331. Il se transporte à Florence, & prête le serment de fidélité dans le palais Pitti, entre les mains du gouverneur, aux termes de l'art. XI du traité de Saville, *ibid.* 322.

**CHASTEL**, (Pierre-Jean) élève des jésuites, ministre des espagnols, blesse Henri IV avec un couteau, t. V, 206.

**Chierasco**, (traité de) t. VI, 308.

**Chiusi** (embûches dressées à) par les françois contre les forces du grand-duc Côme I, t. II, 114.

**Chrétiens**; (alliés) leurs conquêtes : prise de Sainte-Maure & de la Prévêsa, t. VIII, 114.

**CHRISTINE**, fille du duc de Lorraine, épouse à Blois le grand-duc Ferdinand I, & part ensuite pour la Toscane, t. V, 35. Honneurs qu'elle reçoit dans son voyage, & sur-tout à Marseille, *ibid.* 38. Les marseillois la supplient d'engager Ferdinand à leur être favorable contre le duc de Savoie, *ibid.* 40, 41. Son arrivée à Florence, *ibid.* 43. Fêtes à cette occasion, *ibid.* 44. Ses soins pour lier une étroite amitié entre les maisons de Lorraine & de Médicis, t. VI, 337. Elle meurt à Castello, *ibid.* 362. Son caractère, *ibid.* 363.

**CHRISTINE**, fille de Gustave-Adolphe, roi de Suède, abdique la couronne pour passer en Italie & se faire catholique, t. VII, 229. Sa conduite à Rome, *ibid.* 231.

**CIBO** (le Cardinal) assemble le sénat des Quarante-huit pour l'élection d'un nouveau prince après la mort du duc Alexandre, t. I, 4. Il est envoyé au congrès de Nice, *ibid.* 30. Ses intelligences.

Y iv

- secrètes avec les ministres espagnols, *ibid.* 49.  
 Il perd les bonnes grâces de Côme I, *ibid.* 50.  
 Son désir de vengeance, *ibid.*
- CIBO, (Jules) est arrêté à Pontremoli, t. I, 174.  
 Son procès, son jugement, sa mort, *ibid.*
- CIENFUEGOS, (le cardinal) refuse de concourir à l'élection de Lorenzo Corsini, t. IX, 281. Il y donne sa voix par ordre de l'empereur, *ibid.* 282.
- CIOLI, (André) de Cortone, acquiert par ses artifices, la faveur de la grande-duchesse Christine, & celle de l'archiduchesse femme de Côme I, t. VI, 91. Il se déclare ennemi de Picchena, *ibid.* Il est fait secrétaire de la régence, *ibid.* 201. Il est envoyé à Rome pour traiter des affaires de Toscane avec Urbain VIII: il épouse les maximes du pape, quoique contraires aux intérêts de son souverain, *ibid.* 277.
- CLAUDE DE MÉDICIS, fille du grand-duc Ferdinand I, est promise en mariage au prince Frédéric d'Urbain, fils unique de François-Marie de la Rovère, duc d'Urbain, t. VI, 12. Elle l'épouse, *ibid.* 205.
- CLÉMENT VII protège les bâtards de la maison de Médicis, & persécute les enfans légitimes, t. I, 8.
- CLÉMENT VIII, de la famille des Aldobrandins de Florence; son élection au pontificat, t. V, 131. Son caractère, *ibid.* 132. Il devient l'arbitre des différens entre le grand-duc Ferdinand I & don Pierre de Médicis, & accepte leur compromis, *ibid.* 185. Il est indécis s'il recevra Henri IV dans le sein de l'église, *ibid.* 201. Malheurs produits par son indolence à cet égard; *ibid.* 209. Il usurpe le domaine de Ferrare sur don César d'Este, & le déclare excommunié, *ibid.* 287. Il fait prendre les armes aux peuples des frontières de la Toscane, pour insulter les sujets du grand-duc Ferdinand I, *ibid.* 344. Il casse le mariage

- d'Henri-IV avec Marguerite de Valois, *ibid.* 348.  
 Il veut empêcher le mariage de ce prince avec Marie de Médicis, *ibid.* 355. Sa mort, *ibid.* 463.  
 CLÉMENT IX, de la famille des Rospigliosi de Pis-  
 toie ; son élection, t. VII, 312. Il paroît recon-  
 noissant envers les Médicis, *ibid.* 313. Sa mort,  
*ibid.* 334. Son caractère, *ibid.* 334, 335.  
 CLÉMENT X, de la famille des Altieri de Rome ;  
 son élection, t. VII, 340. Sa mort ; t. VIII, 52.  
 CLÉMENT XI, de la famille des Albani ; son élec-  
 tion, t. VIII, 246. Sa conduite dans la guerre  
 de la succession d'Espagne, *ibid.* 291, 292. Il  
 reconnoît l'archiduc Charles d'Autriche pour lé-  
 gitime roi d'Espagne, *ibid.* 307. Il demande en-  
 vain qu'on rappelle les allemands de l'état ec-  
 clésiastique, t. IX, 23.  
 CLÉMENT XII, (élection de) de la famille des  
 Corsini, t. IX, 282. Son exaltation est agréable  
 aux grandes puissances, *ibid.* 283.  
 CLIELLE, (la) gentilhomme françois est envoyé à  
 Florence par Henri IV ; instructions qu'il reçoit  
 pour le grand-duc, t. V, 174. Il en reçoit d'autres  
 pour le pape, 187.  
 CLAUDIO COGORANO, de Parme, est nommé ar-  
 chitecte de Côme II, t. VI, 47. Projet de cons-  
 truction du môle de Livourne, *ibid.* 48.  
 COLMAN, (M. de) résident d'Angleterre à Florence,  
 fait des propositions à Jean-Gaston ; t. IX, 521.  
 Il communique à ce prince la convention de  
 Seville, *ibid.* 308.  
 COLMENERO, (le maréchal) commandant du châ-  
 teau de Milan, est chargé par l'empereur Char-  
 les VI de conférer l'investiture de Sienne au grand-  
 duc Jean-Gaston, t. IX, 181.  
 COLONNE, (Afcagne) est persécuté par Paul III,  
 t. I, 65, 66.  
 COLONNE, (Marc-Antonio) général de l'armée du

pape contre les turcs, remporte sur eux une grande victoire aux Curzolaires : honneurs qu'il reçoit à Rome à son retour, *t. III*, 280.

**COLONNE**, (Pirro) est envoyé à Florence; ses commissions, *t. I*, 11.

**COLONNE**; (Etienne) commandement que lui confie le duc Côme I, *t. I*, 78.

**CÔME DE MÉDICIS**; (naissance de) il est élu duc de Florence après la mort du duc Alexandre, *t. I*, 9. Il envoie des troupes italiennes, allemandes & espagnoles contre les exilés, *ibid.* 20. Loix faites pour inspirer de l'obéissance à ses sujets, *ibid.* 21. Victoire remportée contre les exilés, *ibid.* 23. Ses efforts pour se délivrer du joug des ministres espagnols, *ibid.* 24. Il demande Marguerite d'Autriche en mariage à l'empereur Charles V, *ibid.* 24, 25. Il prend le nom de duc de Florence, *ibid.* 30. Craintes que lui inspire la complaisance des espagnols pour Philippe Strozzi, *ibid.* 35. Il supplie Charles-Quint de lui donner une femme à son choix, *ibid.* 36. Ses soins pour le gouvernement intérieur de l'état, *ibid.* 37, 38. Il fait réparer la forteresse de San-Miniato, *ibid.* 37. Il envoie Pirro Colonne avec des troupes à Pietra-Santa, pour s'opposer aux forces des luquois, *ibid.* 41. Il commence à élever les forteresses de Pistoie & d'Arezzo, *ibid.* 43. Son mariage, *ibid.* 46. Efforts qu'il fait pour réduire ses sujets à se conformer à ses maximes, *ibid.* 47. Ennemis qu'il se fait par son alliance avec don Pierre de Tolède, *ibid.* 48. Il éloigne le cardinal Cibo de l'administration des affaires publiques, *ibid.* 50. Il habite le palais de la république, *ibid.* 57. Il refuse au pape Paul III le secours de la justice séculière pour la levée des dîmes, *ibid.* 61, 62. Il défend à ses sujets de servir sous un autre prince, *ibid.* 72. Il se transporte à Gènes pour saluer

l'empereur Charles Quint, *ibid.* 76. Différens entre lui & le duc de Ferrare, *ibid.* 79. Il forme une confédération avec la république de Sienne, *ibid.* 81. Il fait publier deux loix sévères, *ibid.* 88. Réglemens pour le collège des pauvres étudiants érigé dans l'université de Pise, *ibid.* 92. Il obtient de l'empereur la restitution des forteresses, *ibid.* 94, 95. Il défend les côtes de la Toscane de l'invasion des turcs, *ibid.* 98, 99. Ses troupes sauvent Orbitello de l'invasion des turcs & des françois, *ibid.* 114. Il chasse de S. Marc les dominicains de l'observance, *ibid.* 127. Il les rappelle, *ibid.* 130. Il envoie des troupes pour tenir les siennois en bride, *ibid.* 138. Lettre circulaire adressée aux cardinaux, *ibid.* 143. Il est trompé par Charles V, pour la possession de Piombino, *ibid.* 148. Ce prince le prie de réduire Sienne à son obéissance, *ibid.* 161. Il entreprend de fortifier Porto-Ferraio, *ibid.* 180. Il obtient de l'empereur le fief de Piombino, *ibid.* 181. Il en est dépouillé, *ibid.* 184. Il cherche à faire empoisonner Pierre Strozzi, *ibid.* 227. Loix faites pour le cas de vacances des bénéfices, *ibid.* 268. Il tente de réformer la discipline ecclésiastique, *ibid.* 270. Ordonnances concernant l'âge des sujets destinés à la profession religieuse, *ibid.* 274. Edit sur les livres écrits par les hérétiques, *ibid.* 276. Proclamation contre les rebelles & leurs enfans, *ibid.* 282. Autre contre les meurtriers, *ibid.* 286. Son commerce, *ibid.* 298 & *suiv.* Manufactures de draps, *ibid.* Il fait creuser les mines de ses états, *ibid.* 310. Il sollicite Michel-Ange Buonarrotti de revenir à Florence, *ibid.* 320. Offres qu'il lui fait, *ibid.* Edifices utiles dont il entreprend la construction : il achète le palais Pitti, *ibid.* 320 & *suiv.* Son amour pour les lettres, *ibid.* 322. Il appelle à Florence Laurent Torren-

tino, imprimeur flamand ; lui donne une imprimerie, deux presses, des caractères romains & italiques, & des caractères grecs ; lui accorde des privilèges, des franchises & des pensions, *ibid.* 327. Sa lettre circulaire aux généraux des ordres réguliers, *ibid.* 331. Jules III lui demande des conseils, t. II, 11. Il envoie des secours au commandant espagnol à Sienne, *ibid.* 28. Conventions faites avec les siennois, *ibid.* 30. Il est remis en possession de Piombino, *ibid.* 38. Il entreprend la guerre de Sienne, *ibid.* 102. Déclaration concernant cette guerre, *ibid.* 108. Lettre circulaire contre Pierre Strozzi, *ibid.* 111. Précautions prises pour le succès de cette guerre, *ibid.* 121. Il introduit ses troupes à Sienne, & y rétablit Niccolini, comme envoyé auprès de la république, *ibid.* 188. Sa conduite avec Paul IV, *ibid.* 204. Il envoie don Louis de Tolède à Philippe II ; commission qu'il lui donne, *ibid.* 258. Réponse qu'il fait à Philippe à l'égard de la concession de Sienne, *ibid.* 265. Il prend possession de Sienne, *ibid.* 281. Il combine avec le duc d'Albe les opérations contre l'état ecclésiastique, *ibid.* 286. Entrevue avec ce général à Pise : projets qu'il lui communique, *ibid.* 299. Ses soins pour le soulagement des siennois, *ibid.* 301 & *suiv.* Offres que lui font les françois, *ibid.* 308. Ses soins pour que les françois ne s'emparent pas de l'île de Corse, *ibid.* 342. Il est mis en possession de tous les états de Sienne, *ibid.* 365. Il permet aux inquisiteurs romains de prohiber dans ses états les livres hébreux, *ibid.* 378 & *suiv.* Son concordat pour les dîmes, *ibid.* 384 & *suiv.* Sa loi en faveur des femmes, *ibid.* 402. Ses efforts pour rétablir le commerce du Levant, *ibid.* 413. Ses différentes entreprises pour l'ornement de la ville, *ibid.* 427. Sa passion pour l'étude des



antiquités, *ibid.* 438. Etat brillant de l'académie des belles-lettres, *ibid.* 443. Lettre que les académiciens de Venise écrivent au duc, *ibid.* 443. Il fait écrire l'histoire de la guerre de Sienne, *ibid.* 445. Bien qu'il fait éprouver aux campagnes de Pise, *ibid.* Il s'occupe de faire élire un pape, t. III, 6. Lettre qu'il écrit à Lottini pour cet objet, *ibid.* 8. Conspiration contre lui, *ibid.* 12. Il envoie Chiappino Vitelli à Sovana avec 6000 hommes, *ibid.* 35. Il se rend à Rome avec la duchesse sa femme, *ibid.* 38. Accueil qu'il reçoit de Pie IV & des romains, *ibid.* 40. Il cherche avec le pontife les moyens de terminer le concile, *ibid.* 41. Ils font l'un & l'autre une ligue contre les turcs, *ibid.* 42. Présens magnifiques que lui fait le pape, *ibid.* 43. Il retourne à Sienne, y établit une forme de gouvernement, *ibid.* 45. Il visite les Maremmes, *ibid.* 45 & *suiv.* Nouvelle dispute de préséance entre lui & la maison d'Este, *ibid.* 48. Stratagèmes qu'il emploie pour se mettre en possession de Petigliano, *ibid.* 57 & *suiv.* Il fonde l'ordre de S. Etienne, *ibid.* 69, 70. Secours qu'il donne à la reine de France contre les huguenots, *ibid.* 73. Il remet au prince François le gouvernement & l'administration de l'état, *ibid.* 104. Il se retire à la campagne, *ibid.* 107. Il sacrifie Carnesecchi pour plaire à Pie V., *ibid.* 150 & *suiv.* Il devient amoureux d'Eléonore des Albizzi, *ibid.* 162. Elle accouche d'un fils, il la marie à Charles Pantiatichi, *ibid.* 163, 164. Il donne des secours au duc de Savoie contre les sectaires, *ibid.* 188. Nouvelles disputes avec la maison d'Este, *ibid.* 190. Différens élevés sur les frontières du domaine de Florence & de la Guarfagnana, *ibid.* 193. Accommodement fait par le duc de Savoie, *ibid.* 193, 194. Deniers qu'il fournit à Charles IX,

- roi de France, contre les huguenots, *ibid.* 196.  
 Le pape dresse la bulle qui déclare Côme grand-duc, *ibid.* 203. Côme se rend à Rome pour y recevoir la couronne des mains de Pie V, dans l'église de S. Pierre, *ibid.* 217 & *suiv.* Protestations faites à cette occasion par l'ambassadeur impérial, *ibid.* 220. Conseils qu'il donne au pape; son départ, *ibid.* 226 & *suiv.* Amitié que lui témoignent le duc de Bavière & le marquis de Brandebourg, *ibid.* 230. Il devient amoureux de Camille Martelli, *ibid.* 232. Par le conseil du pape, il l'épouse & reconnoît dona Virginia, sa fille, *ibid.* 233. Sa lettre à Maximilien II, *ibid.* 236. Il obtient le titre de grand-duc, des suisses & d'Elisabeth, reine d'Angleterre, *ibid.* 244. Il résiste aux séductions des françois, *ibid.* 262, 284. On lui impute l'incendie de l'arsenal de Venise, *ibid.* 286. Il se justifie auprès du pape, *ibid.* 288. Il s'abandonne entièrement aux espagnols, *ibid.* 308. Sa mort, *ibid.* 344. Il est regretté de tous les italiens, & sur-tout des romains, *ibid.* 345. Funérailles qui lui sont faites à Florence, & à Paris par la reine Catherine, *ibid.* 345, 346. Son testament, *ibid.* Réflexions sur son gouvernement, *ibid.* 351 & *suiv.* Son caractère, *ibid.* 358. Découvertes qu'il fait de la trempe pour donner à l'acier la vertu de pénétrer le porphyre, *ibid.* 446.
- CÔME**, fils naturel de Pierre de Médicis, tue le comte de Bentivoglio, t. VI, 88. Il est emprisonné; sa mort, *ibid.*
- CÔME**, (naissance de) fils du grand-duc Ferdinand I, t. V, 91. Il épouse Magdeleine, fille de l'archiduc Charles de Gratz, *ibid.* 483. Il prend les rênes du gouvernement, t. VI, 1. Il montre aussi-tôt sa clémence à ses sujets, *ibid.* 2. Il envoie un gentilhomme à Brazzo di Maina dans la Morée, pour engager les peuples de ce pays à se

soulever contre le grand-seigneur , & à recevoir Jachia, frère d'Achmet , pour leur souverain , *ibid.* 20 , 2 . Il est pris pour médiateur entre l'Espagne & la France pour traiter d'un double mariage entre les deux cours , *ibid.* 30. Il appelle trois mille maurés chassés d'Espagne pour les établir à Livourne , *ibid.* 45. Il fait construire le môle de Livourne , *ibid.* 48. Il envoie à Londres un homme chargé d'offrir sa sœur au prince de Galles , *ibid.* 55. Ses inquiétudes après avoir donné cette parole , *ibid.* 61 & *suiv.* La mort du prince de Galles le tire de cet embarras , *ibid.* 71. Ses efforts pour maintenir le prince Ferdinand de Gonzague dans la possession des états de cette famille , *ibid.* 74 & *suiv.* Il lui envoie des troupes sous les ordres du prince François , son frère , *ibid.* 79. Ils mettent les modenois en fuite , *ibid.* 81. Victoire remportée dans la mer de Caramanie , par ses galères sous le commandement de l'amiral Inghirami , *ibid.* 85. Prospérité de sa maison ; *ibid.* 86 , 87. Il envoie en Syrie deux ingénieurs pour examiner les états d'Emir Faccardin , *ibid.* 97. Ses vues , *ibid.* 99. Il assigne à Caïvan la ville de Monte-Catini pour demeure , *ibid.* 104. Il envoie en France la statue d'Henri IV exécutée par Jean de Bologne , *ibid.* 112. Il fait marcher dans le Bolonois deux mille fantassins au secours des espagnols , *ibid.* 119. Il est élu médiateur entre l'archiduc Ferdinand III & les vénitiens , *ibid.* 128. Prise faite sur les turcs par ses galères , *ibid.* 136. Il envoie en Espagne la statue de Philippe III , commencée par Jean de Bologne , & finie par Pierre Tacca , *ibid.* 139. Ses soins pour établir les princesses ses sœurs , *ibid.* 140. Les espagnols lui demandent du secours , *ibid.* 141. Il envoie Bonciani , archevêque de Pise , à Paris ; ses commissions , *ibid.* 153. Il fait arrêter à Li-

vourne quatre vaisseaux de Marseille par représailles des injures qu'il a reçues des pirates françois, *ibid.* 162. Différens entre lui & Louis XIII, *ibid.* 164. Il se réconcilie avec ce prince, *ibid.* 180. Efforts qu'il fait pour acquérir le fief de Piombino, *ibid.* 184. Il meurt généralement regretté, *ibid.* 193. Son testament, *ibid.* 197. Protestation contre la bulle grégorienne, *ibid.* 389.

CÔME, (Innocent) fils aîné de Ferdinand II, est tenu sur les fonts de baptême par le pape Innocent X, t. VII, 149. Education que lui donnent sa mère & Bandinelli, *ibid.* 257 & *suiv.* Son aversion pour les études, *ibid.* 260. Il va au-devant de Marguerite d'Orléans, son épouse, *ibid.* 277. Il entreprend un voyage en Lombardie, *ibid.* 295. Autre voyage en Allemagne & en Hollande, *ibid.* 319. Il revient à Florence où il est mal reçu de sa femme, *ibid.* 324. Il entreprend de visiter l'Espagne, l'Angleterre & la France, *ibid.* 325. Accueil qu'il reçoit en Espagne, *ibid.* 327. Il passe à Lisbonne, à Londres, puis en France, *ibid.* 329 & *suiv.* Il revient dans sa patrie, *ibid.* 333. Il monte sur le trône, t. VIII, 2. Espoir qu'en conçoivent ses sujets, *ibid.* 5. Ses disputes avec le duc de Savoie, *ibid.* 8. Tracasseries avec sa femme, *ibid.* 11, 12. Lettres qu'il lui écrit, *ibid.* 17. Il consent à son départ, *ibid.* 29. Il refuse de la voir, *ibid.* 34. Sa malheureuse situation d'esprit, *ibid.* 40. Faute introduit à sa cour; impositions qui en sont la suite, *ibid.* 46, 47. Ses prétentions sur la Lorraine, *ibid.* 56. Il perd dans les différentes cours l'estime qu'avoient acquise ses ancêtres, *ibid.* 62. Sa conduite avec ses ministres, *ibid.* 65. Se montre attaché aux ecclésiastiques, *ibid.* 66. Adulations des savans étrangers, *ibid.* 68. Il donne un nouveau lustre à l'académie della *Crusca*, *ibid.* 69. Vices à lui

attribués par son épouse, *ibid.* 72. Il refuse de la reprendre dans son palais, *ibid.* 77. Sa maladie, *ibid.* 94. L'emprisonnement des Lorenzini lui fait tort, *ibid.* 97. Il entreprend de mener une vie frugale, *ibid.* 99. Sa passion pour les végétaux, *ibid.* 100. Il fonde un hermitage des frères de l'ordre d'Alcantara, *ibid.* Il se déclare neutre entre la maison d'Autriche & la France, *ibid.* 109. Projet communiqué à l'empereur pour faire une diversion contre les turcs, *ibid.* 111. Il fait équiper quatre galères à Livourne pour marcher contre eux, *ibid.* 112. Louis XIV l'oblige à augmenter la pension de sa femme, *ibid.* 138. Son amour pour les reliques, *ibid.* 150. Son chagrin lorsque l'empereur accorde les honneurs dus à la royauté au duc de Savoie, *ibid.* 160. Ces mêmes honneurs lui sont accordés, *ibid.* 166. Il fait un traité avec les françois, les espagnols, les anglois & les hollandois pour la neutralité de Livourne, *ibid.* 173. Déclaration que lui envoie l'empereur Léopold, *ibid.* 175. Sa position pendant la guerre des françois & des allemands, *ibid.* 179. Impositions qu'il met sur les florentins, *ibid.* 180. Il suspend le payement de la pension de sa femme, *ibid.* 185. Il accable ses sujets d'impôts, *ibid.* 190. Il s'engage dans un traité contre Louis XIV, *ibid.* 198. Il envoie reconnoître à Londres le prince d'Orange pour roi d'Angleterre, *ibid.* 208. Il va en pèlerinage à Lorette avec le prince Jean Gaston, *ibid.* 209. Il prend possession à Rome des honneurs dus à la royauté, par ambassadeur, *ibid.* 233. Il va à Rome pour l'année sainte : il est reçu chanoine de S. Pierre par Innocent XII, *ibid.* 239. Dissentions entre lui & la république de Lucques, *ibid.* 240 & *suiv.* Il reçoit Philippe V à Livourne, *ibid.* 265. Il demeure neutre dans la guerre de la succession d'Espagne, & refuse de

reconnoître l'archiduc d'Autriche , *ibid.* 269. Il s'accommode avec les lucquois , *ibid.* 272. Il ruine sa famille & son état , *ibid.* 307. Ses démarches pour la liberté de la Toscane , *ibid.* 310 & *suiv.* Sa dévotion envers les moines , *ibid.* 334, 335. Sa passion pour faire des convertis , *ibid.* 338 & *suiv.* Affronts qu'il reçoit du cardinal Fabbroni de Pistoie , *ibid.* 347. Le czar Pierre lui envoie quatre calmouques , *ibid.* 350. Loix économiques , *ibid.* 352. Son goût pour la botanique , *ibid.* 356. Sa lettre aux professeurs de l'université de Pise , *ibid.* 359. Ses fautes à l'égard de la succession de la Toscane , t. IX, 5. Promesse qu'il reçoit de la reine Anne d'Angleterre & des états-généraux des provinces-unies , *ibid.* 22. Sa lettre à Rinuccini , *ibid.* 26. Il est soupçonné par les impériaux , *ibid.* 27, 28. Il veut faire succéder l'électrice au dernier mâle de sa maison , *ibid.* 39. Il convoque le sénat de Florence , *ibid.* 40. Il fait publier l'acte du sénat , *ibid.* 42. Bienveillance que lui témoigne le roi Georges & la nation angloise , *ibid.* 56 & *suiv.* Il fait des démarches auprès de l'empereur pour faire déclarer le prince héréditaire de Modène son successeur , *ibid.* 73 & *suiv.* Il fait mettre des garnisons à Livourne & à Porto-Ferraio , *ibid.* 97. Reproches faits aux ministres d'Angleterre & de Hollande , *ibid.* 98. Nouvelles contributions exigées des allemands , *ibid.* 105. Il est obligé d'accorder le passage & des vivres au comte de Bonneval , *ibid.* 114. Inquiétudes que lui occasionne le résident impérial à Livourne , *ibid.* 105. Il communique ses peines à Philippe V , *ibid.* 109, 110. Demandes faites au congrès de Cambray , *ibid.* 146. Protestation , *ibid.* 158. Sa mort , *ibid.* 159. Son caractère & son gouvernement , *ibid.* 160 & *suiv.*

**COMMENDONE** ( le cardinal ) est envoyé par Pie V.

avec le caractère de légat à la cour impériale ,  
t. III, 275. Reproches qu'il fait à l'empereur  
Maximilien II, *ibid.* 276, 277.

*Compagnie d'Ostende* établie par Charles VI; sa  
courte durée, t. IX, 177.

*Concile de Trente* ( publication des decrets du ) à  
Florence, t. III, 377.

CONCINO ( Bartholomeo ) devient confident du  
grand-duc Côme I, t. II, 370.

CONCINO, fils de Jean-Baptiste Concino, accom-  
pagne en France la princesse Marie de Médicis  
pour faire sa fortune, t. V, 371. Ses intrigues  
contre Jouannini, *ibid.* 450. Promesses qu'il fait  
à la reine, *ibid.* 492. Son agrandissement, t. VI,  
36. Il est toujours plus favorisé de la reine-mère,  
*ibid.* Il achète le marquisat d'Ancre, *ibid.* Il est  
assassiné, *ibid.* 148.

*Conclusum électoral* ( article du ) concernant les  
feudataires, t. IX, 10.

*Congrégation* ( la ) des pauvres de la mère de Dieu  
des écoles pies, est introduite à Florence, t. VII,  
355.

*Contributions* exorbitantes demandées par les im-  
périaux au grand-duc Côme III : questions agi-  
tées à cet égard entre l'empereur & le corps di-  
plomatique, t. IX, 7 & *suiv.*

*Conventuels* ( abus de confiance des frères ) dans  
les monastères des religieuses, t. I, 271. Me-  
naces que leur fait faire Côme I, *ibid.* 272.

CORAI, ( Michel-Ange ) envoyé par le grand-duc  
Ferdinand I, en qualité d'ambassadeur près d'Ali-  
Giampulat, se retire en Perse après la défaite  
de ce prince, t. VI, 13. Caractère dont il est  
revêtu auprès du sophi, *ibid.*

CORBOLI, ( fir Lorenzo ) de Montevarchi, est insti-  
tué juge criminel à Florence par François I; son  
caractère féroce, t. IV, 371.

**CORNIA** (Ascanio) est fait général de l'infanterie italienne par le duc Côme I, t. II, 110. Il est fait prisonnier, *ibid.* 114.

**Corfes** (révolte des) contre la dureté du gouvernement des Génois, t. III, 111. Pierre Ornano se met à leur tête, *ibid.* 111, 112. Ils offrent leur île à Côme I, *ibid.* 114. Nouvelles offres dont le duc est détourné par Philippe II, roi d'Espagne, *ibid.* 179 & *suiv.* Le traité de Pise les déclare incapables de servir le siège apostolique, t. VII, 301. Ils se révoltent de nouveau, & proclament leur roi Théodore, t. IX, 443.

**CORSE**, (offres faites par Jacques) au grand-duc Ferdinand II, à l'occasion du mariage de Marie de Médicis, t. V, 339.

**CORSINI**, (Philippe) conseiller d'état, & grand-veneur de Côme III, est envoyé à Monaco en qualité d'ambassadeur pour y recevoir la princesse de Bavière, t. VIII, 141.

**Corsons**, (l'évêque de) dit *l'évêque à la fiole*, est envoyé par Côme I à Paul IV, t. II, 261, 263.

**CRAON**, (Marc, prince de) passe à Florence en qualité de plénipotentiaire du duc de Lorraine, t. IX, 469. Son caractère, *ibid.* Il prend possession de la Toscane au nom de son maître, *ibid.* 472. Sa conduite envers la princesse Anne de Médicis après la mort de Jean Gaston, *ibid.*

**CRÉQUY**, (le duc de) ambassadeur de Louis XIV à Rome, est insulté par les neveux du pape, t. VII, 281. Il passe à Florence pour y rétablir la paix entre Côme III & sa femme, *ibid.* 283. Son retour en France, *ibid.* 295.

**Crépy**, (traité de) entre la France & l'empire, t. I, 115. Ses conditions, *ibid.* 116.

**CRESCIEN & ONNIONE**, (culte des saints) en Toscane, t. VIII, 341.

**Crocefignati**, satellites de l'inquisition, t. IV, 411.



Ils sont refusés en Toscane par le grand-duc François I, *ibid.* 412 & *suiv.*

CRUMWELL se fait redouter dans toute l'Europe, t. VIII, 260.

CUEVA, (don Alphonse della) marquis de Bedmar, ambassadeur de Philippe III, roi d'Espagne, t. VI, 125.

## D

DAPHNÉ, fable pastorale d'Octavio Rinuccini, premier opéra représenté sur le théâtre de Florence, t. V, 569.

DAMI, (Jules) fils d'un paysan, devient favori de Jean-Gaston, t. IX, 272.

DATI, (Charles) instituteur de Côme III, ne peut corriger en lui les principes dangereux qu'il a reçus de sa mère, t. VII, 259.

DAUN, (le maréchal) gouverneur de Milan, encourage le grand-duc Jean-Gaston à résister aux espagnols, t. IX, 263. Il envoie à Florence pour faire recevoir à Livourne & à Porto-Ferraio les troupes impériales, *ibid.* 285.

DAVI DU PERRON, (Jacques) évêque d'Evreux, est envoyé à Rome par Henri IV, roi de France, t. V, 215. Ses commissions, *ibid.* 216.

DE BENE, (le prieur) conseiller d'état sous Côme III, est conservé par Jean Gaston, t. IX, 169.

DELSI, (le comte Orso) jouit de la faveur de la grande-duchesse Christine, t. VI, 360. Il est nommé conseiller de la régence, *ibid.* 361.

DOMINIQUE (Louis-) de Plaisance, attaqué par l'inquisition, t. I, 278.

DORI, (Eléonore) née d'un ouvrier & d'une femme déshonorée, devient la plus intime confidente de Marie de Médicis, t. V, 362. Maux qui suivent

une pareille confiance, *ibid.* 363, 364. Elle promet à Concini de l'épouser, *ibid.* 402. Henri IV lui refuse cette grace, à moins qu'elle ne sorte du royaume, *ibid.* 406. Mademoiselle d'Entragues obtient de lui son consentement à ce mariage, *ibid.* 410. Elle est accusée de sortilège & des crimes les plus énormes; elle perd la vie sur un échaffaud, & son corps est jeté au feu, t. VI, 148.

**DORIA**, (André) se prépare à une expédition en Afrique, t. I, 75. Il envoie douze galères à Marseille sous les ordres de son fils, t. III, 235. Il conspire avec le duc de Savoie & le gouverneur de Milan contre la garnison toscane de l'île d'If, t. V, 253. Ses perfidies envers le grand-duc Ferdinand I, *ibid.* 255. Fournit à Clément VIII des armes contre le duc de Ferrare, *ibid.* 291. Projets concertés entre le duc de Sessa, ambassadeur d'Espagne à Rome, & avec le cardinal Saint-Georges à Rome, *ibid.* 293. Il est disgracié par Philippe II, & se démet de son emploi, t. VI, 414.

**DOVARA**, (le colonel) au service de François I, est chargé d'accompagner Pierre de Médicis à Rome, t. IV, 168. Ses instructions, *ibid.* 169.

**DRAKE**, (conquêtes de) amiral anglois, sur les espagnols, t. IV, 295.

**DRAGUT**, corsaire, ravage les côtes de Sicile & de Sardaigne, t. II, 80. Ses pertes dans le canal de Piombino, *ibid.* 210. Il parcourt les côtes de la Calabre & de la Toscane, *ibid.* 98, 99. Il ruine les environs de Piombino & de l'île d'Elba, *ibid.*

**DUBOIS**, (l'abbé) ministre du régent de France, forme le plan de la quadruple alliance, t. IX, 84. Conditions de cette alliance, *ibid.* 85. Il est fait cardinal par Innocent XIII, *ibid.* 136. Sa mort, *ibid.* 177.

**DU DEFFANT** (la marquise) vient à Florence de la part de Louis XIV. t. VIII, 303.

**DUDLEY**, (Robert) comte de Warwick, duc de Northumberland, exilé d'Angleterre, est reçu à Florence par le grand-duc Ferdinand I, t. VI, 391. Il perfectionne la marine de Toscane, & préside aux fortifications du port de Livourne, *ibid.* Cause portée par lui devant le vicaire de l'archevêque de Florence; ensuite à Rome contre le parlement de Londres; sentence portée par ces deux tribunaux, *ibid.* 392, 393.

**DUPLESSIS** (le sieur) est envoyé par le cardinal Mazarin au grand-duc Ferdinand II, t. VII, 211. Ses commissions, *ibid.*

## E

**ELÉONORE DE TOLÈDE**, (origine d') t. I, 44. Elle épouse le duc Côme I, *ibid.* 46. Elle passe à Livourne, puis à Florence, *ibid.* 47. Richesses qu'elle amasse dans le commerce, *ibid.* 303. Elle meurt, t. II, 80. Son caractère, *ibid.* 90.

**ELÉONORE D'AUTRICHE** (l'impératrice) a du goût pour la poésie & pour la littérature italienne, t. VII, 246.

**ELÉONORE**, fille de Vincent de Gonzague, duc de Guastalla & de Sabionetta, épouse François de Médicis, auparavant cardinal, t. VIII, 305.

**ELISABETH D'ANGLETERRE** monte sur le trône, t. I, 340. Elle donne des marques de reconnaissance au grand-duc François II, t. IV, 431. Sa mort & son caractère, t. V, 444 & *suiv.*

**ELISABETH FARNÈSE**; son alliance avec la maison de Médicis, ses droits sur la succession, t. VIII, 315. Elle épouse Philippe V, roi d'Espagne, t. IX, 51.

**EMMANUEL-PHILIBERT**, duc de Savoie, (discus,

- son d') avec le grand-duc François I, t. IV, 155. Sa mort, *ibid.* 176.
- EMIR FACKARDIN EBNEMAN, (correspondance d') avec Ferdinand I, t. VI, 92. Il est persécuté par les turcs, monte sur un vaisseau hollandois, & vient à Livourne, *ibid.* 94. Son arrivée à Florence, *ibid.* 96. Repart avec sa femme & ses enfans pour retourner en Syrie, *ibid.* 106. Est étranglé à Constantinople, *ibid.* 109.
- ENTRAGUES (Mademoiselle d') est faite marquise de Verneuil par Henri IV, roi de France, t. VI, 446. Elle accouche d'un fils, & en prend droit d'insulter la reine, *ibid.* 447. Elle est déclarée complice de la conspiration contre le dauphin, *ibid.* 448.
- ERASSO (don Juan d') est envoyé en ambassade à Florence par Philippe IV; ses commissions, t. VII, 18.
- ESTE; (le cardinal d') reproches que lui fait Grégoire XIII, t. IV, 179. Le pape lui ordonne de sortir de Rome, *ibid.*
- ESTRÉES, (Gabrielle d') maîtresse d'Henri IV, s'intéresse pour conserver l'amitié entre lui & le duc Ferdinand I, t. V, 279.
- EUGÈNE DE SAVOIE; (le prince) ses triomphes en Hongrie, t. VIII, 219. Il fait lever le siège de Turin aux françois, *ibid.* 285.
- Exilés (les) de la Toscane sont secourus des deniers du roi de France pour révolter le pays contre le duc Côme I, t. I, 19. Ils sont défaits par les troupes toscanes à Montemurlo, *ibid.* 22. Ils méditent de nouvelles trahisons par les conseils du pape, *ibid.* 62, 63.

## F

**FABBRI ONORATI**, jésuite, condamné par l'inquisition, est sauvé par le cardinal Léopold de Médicis, t. VII, 317.

**FALCONIERT**, (Paul) inspire à Côme III le désir de former la galerie du palais de Médicis, & de l'embellir des trésors les plus rares, t. VIII, 67.

**FARNÈSE**, (le. cardinal) persécuté par le pape Jules III, se réfugie à Florence près de Côme I, t. III, 11. Son ingratitude envers ce prince : il insinue à Pandolfe Pucci de persister dans sa conjuration contre lui, *ibid.* 11, 12. Ses artifices pour devenir pape après la mort de Pie IV, *ibid.* 144. Nouvelles inquiétudes qu'il cause à Côme I, *ibid.* 160. Infame stratagème inventé contre le prince fils de Côme I, *ibid.* 287. Il fait supposer un testament de Jean-François Orsini en faveur du comte Niccolo, *ibid.* 331. Emulation entre lui & le grand-duc Côme à l'égard des antiquités, *ibid.* 451. Ses nouvelles intrigues pour devenir pape, *ibid.* 92 & *suiv.* Ses amours avec Victoire Accoramboni, t. IV, 205. Ses extravagances à Rome, *ibid.* 259, 260.

**FARNÈSE**; (Horace) ses malheurs, t. I, 237.

**FEDÉ**, (Antonio-Marie) de Pistoie, est élu par Côme III son ministre à Rome, t. VIII, 347.

**FERDINAND DE MÉDICIS** est élu cardinal, t. III, 92. Effet que produit l'avis qu'on en reçoit à Florence, *ibid.* Il part pour Rome accompagné par le cardinal Niccolini, *ibid.* 140. Instructions que lui donne son père, *ibid.* 143. Il fortifie parmi les cardinaux le parti des Médicis, *ibid.* 101. Il établit sa résidence à Rome, t. IV, 13. Il se sépare tout-à-fait du grand-duc François & de ses intérêts, *ibid.* 114. Désordres entre

Tome IX.

Z

eux, *ibid.* 150. Il devient l'ami du cardinal d'Este, *ibid.* 181. Il cherche à le devenir aussi du cardinal Montalto, *ibid.* 208. Ses vues, *ibid.* Ses intrigues font élire pape le cardinal Perretti, *ibid.* 290. Il succède au grand-duc François II, *ibid.* 360. Premières marques de son caractère, *ibid.* 361 & *suiv.* Il ne veut dépendre d'aucune cour, *t. V*, 2 & *suiv.* Il s'unit avec les autres princes d'Italie pour défendre la liberté comme une cause commune entr'eux, *ibid.* 5, 6. Sa clémence envers les ministres de son frère, *ibid.* 8. Il rappelle à sa cour les anciens serviteurs de Côme I son père, *ibid.* 8, 9. Il ordonne que personne ne fasse entre lui & le grand duc son frère, une comparaison injurieuse au dernier, *ibid.* 9. Sa correspondance avec Catherine, reine de France, *ibid.* 11. Il dépose le chapeau de cardinal, *ibid.* 23. Il conclut son mariage avec la princesse Christine, fille du duc de Lorraine, *ibid.* 35. Réception magnifique qu'il fait à son épouse, *ibid.* 45 & *suiv.* Il sauve de la fureur des habitans de Piombino les fils d'Alexandre Appiano, *ibid.* 60. Ses lettres à la reine Elisabeth d'Angleterre, *ibid.* 65. Il expose sa vie pour secourir ses sujets, *ibid.* 65, 66. Il cherche à faire de Livourne une place de commerce, *ibid.* 70, 71. Il entreprend l'excavation du port, continue les bâtimens de la ville sous la direction de Byontalenti & de Jean de Médicis son frère, *ibid.* 72. Ses précautions pour y attirer des habitans, *ibid.* 74, 75. Sa conduite à l'égard des troubles de France, *ibid.* 76 & *suiv.* Il envoie Camille del Monte, général de son infanterie, pour dissiper les brigands qui infestoient l'état ecclésiastique, *ibid.* 100. Il envoie aux Pomègues des officiers, des soldats, & de l'artillerie pour garder le château d'If, *ibid.* 108.

Il s'oppose aux vues des espagnols, qui vou-  
 loient faire élire dans le duché de Ferrare le  
 marquis de Saint-Martin, bâtard de la maison  
 d'Este, & en exclure don César, légitime suc-  
 cesseur, *ibid.* 118. Il résiste à toutes les tenta-  
 tives des espagnols, *ibid.* 138 & *suiv.* Il entre-  
 prend le dessèchement des marais de la Chiane,  
 la réduction des maremmes de Sienne, & excite  
 l'agriculture, *ibid.* 136 & *suiv.* Il refuse de re-  
 mettre aux espagnols le château & les fortifica-  
 tions de l'île d'If, *ibid.* 140. Il se prépare à se  
 défendre contre les espagnols, *ibid.* 143. Les pro-  
 cédés de don Pierre son frère, l'engagent à ne  
 lui donner aucun secours, *ibid.* 145. Ses instruc-  
 tions au cavalier Niccolo Pesciolini à l'égard du  
 duc de Montmorenci, *ibid.* 189. Hostilités entre  
 les vaisseaux toscans & les vaisseaux marseillois, *ibid.*  
 227. Il envoie Jérôme Gondi en France, *ibid.*  
 228. Commissions dont il le charge, *ibid.* 229. Il  
 veut amener les espagnols à ses volontés, *ibid.* 232.  
 Soumissions auxquelles le force l'ingratitude des  
 françois, à l'égard des ministres d'Espagne, *ibid.*  
 269. Méfiance qu'il conçoit du duc de Guise & des  
 marseillois, *ibid.* 270. Il fait chasser les fran-  
 çois qui se trouvent dans l'île d'If avec le gou-  
 verneur du château, *ibid.* 271. Promesses que  
 lui fait Henri IV, *ibid.* 295. Traité avec ce  
 prince, *ibid.* 299 & *suiv.* Il envoie le négociant  
 Neri Giraldi auprès du grand-seigneur, *ibid.* 314.  
 L'investiture de Sienne est suspendue, *ibid.* 323.  
 Il fait arrêter le faux roi de Portugal, *ibid.* 385.  
 Il tente de se réconcilier avec Philippe III, *ibid.*  
 432. Il fait faire pour lui une statue par Jean  
 de Bologne, *ibid.* 441. Il envoie une ambassade  
 au roi Jacques III, *ibid.* 444. Son amitié pour  
 Henri IV se refroidit, *ibid.* 450. Son attache-  
 ment pour les anglois, *ibid.* 470. Sa lettre au

roi de Maroc, *ibid.* 473. Traité conclu avec Ali Giampulat, chef des rebelles de Syrie, *ibid.* 478. Ses galères s'emparent de la Prevèse, & brûlent dans le port d'Alger les vaisseaux du corsaire Amurat, *ibid.* 479. Il entreprend le siège de Chypre, *ibid.* 480. Il acquiert le fief de Petigliano, *ibid.* 498. Victoire remportée par ses galères contre les turcs, *ibid.* 503. Il meurt généralement regretté, *ibid.* 506. Son caractère, *ibid.* 507, 508. Son testament, *ibid.* 509. Ses enfans, *ibid.* 510. Ses vues pour former à un de ses cadets un établissement sur les côtes du S. Esprit, dans le Bresil, *ibid.* 513. Ses intelligences avec Pedro Alvarez Pereira, *ibid.* 515. Son gouvernement, *ibid.* 516. Son système d'administration civile, *ibid.* 527 & *suiv.* Règlement pour les étrangers qui viendroient s'établir à Livourne, *ibid.* 536. Tentatives faites pour réduire les maremmes de Sienne, *ibid.* 539 & *suiv.* Précautions en faveur de l'agriculture, *ibid.* 546 & *suiv.* Protection qu'il accorde aux sciences & aux arts, *ibid.* 555 & *suiv.*

**FERDINAND II**, fils de Côme II, succède à son père, t. VI, 198. Conseillers de la régence pendant sa minorité, *ibid.* 201. Il conclut son mariage avec la princesse Victoire, fille du duc d'Urbain, unique héritière de cette maison, *ibid.* 234. Il est instruit par Galilée dans les hautes sciences, *ibid.* 270. Ses voyages à Rome & en Allemagne, *ibid.* 278. Insultes qui lui sont faites à Rome par les Barberini, *ibid.* 279. Accueil qu'il reçoit à Prague de l'empereur Ferdinand II, *ibid.* 281. Il tâche à diminuer l'indignation de ce prince contre le duc de Nevers, successeur du duc de Mantoue, *ibid.* 283. Son retour à Florence, *ibid.* 284. Il prend possession du gouvernement de ses états, *ibid.* Il demeure neutre dans la guerre de Lombardie, *ibid.* 289. Irrité par les espagnols,



il recherche la confiance de Louis XIII, *ibid.* 291. Il envoie à Milan des troupes au secours des espagnols, *ibid.* 296. Sa générosité au milieu des maux qui affligent la Toscane, *ibid.* 301. Sa conduite humaine & courageuse, *ibid.* 302 & *suiv.* Invitation faite à la duchesse d'Urbain, *ibid.* 311. Sa conduite dans les disgraces de la reine Marie, *ibid.* 315 & *suiv.* Il cherche à marier le prince Jean-Charles, *ibid.* 320. Il rétablit sa marine, *ibid.* 323. Il consent à envoyer Galilée à Rome, *ibid.* 329. Quoique brouillé avec les espagnols, il ne se laisse pas séduire par les françois, *ibid.* 331. Ses projets pour une ligue entre les princes italiens, *ibid.* 356. Ses projets pour une ligue avec le duc de Savoie, *ibid.* Ses efforts pour conserver les états au duc Odoard Farnèse, duc de Parme, *ibid.* 367 & *suiv.* Il visite souvent Galilée retiré à la campagne, *ibid.* 413. Ses différens avec Urbain VIII, t. VII, 5 & *suiv.* Il fait démolir la prison que le nonce avoit établie dans son palais, *ibid.* 21, 22. Il protège la république de Lucques contre les attentats d'Urbain VIII & de ses neveux, *ibid.* 33, 34. Il veut réconcilier le duc de Parme avec le pape, *ibid.* 41. Il lève des troupes pour se garder des Barberini, *ibid.* 44. Philippe IV lui offre Pontremoli & les ports de l'état de Sienne, *ibid.* 46. Il secourt le duc de Parme de ses propres deniers, *ibid.* 53. Il se ligue avec la république de Venise & le duc de Modène, *ibid.* 54, 55. Il désapprouve la conduite d'Odoard, *ibid.* 60. Il va dans la Valdichiane, voir ses troupes destinées à marcher contre le pape, *ibid.* 91. Il envoie ses galères pour côtoyer l'état ecclésiastique; *ibid.* 97. Il chasse de ses états les moines étrangers, & réprime l'audace de ceux qui sont ses sujets, *ibid.* 98. Il fait sauter, par le moyen d'une mine, l'ancienne mu-

raille élevée par les romains pour empêcher la Chiane de se dégorger dans le Tibre, *ibid.* 99. Il s'entremet pour faire exécuter le traité de paix de Venise, *ibid.* 120. Sa conduite avec Louis XIII, *ibid.* Il fortifie Livourne & Porto-Ferraio, *ibid.* 151. Il refuse de se prêter aux ordres de l'abbé de S. Nicolas, *ibid.* 169. Il vend ses galères aux françois, *ibid.* 171. Son système politique par rapport à la guerre entre la France & l'Espagne, *ibid.* 174. Il ordonne une nouvelle imposition sur le papier timbré, & ses suites, *ibid.* 174, 175. Reproches inutiles du ministère espagnol, *ibid.* 179. Il se réconcilie avec Philippe, *ibid.* 181. Il accepte de ce prince la vente de Pontremoli, *ibid.* 192. Signes de sa reconnoissance envers l'armée espagnole, *ibid.* 200. Ses nouvelles acquisitions dans la Lunigiane, *ibid.* 204, 205. Sa conduite à l'égard des anglois & des hollandois, *ibid.* 209. 210. Accueil qu'il fait au cardinal François Barberini, *ibid.* 236. Il forme des conférences académiques dans son palais, *ibid.* 239. Gloire qu'il acquiert par son amour pour les lettres, *ibid.* 244 & *suiv.* Il envoie des comédiens en France, *ibid.* 266, *note.* Il est fait médiateur entre Alexandre VII & Louis XIV, *ibid.* 298. Il secourt l'empereur Léopold contre les turcs, *ibid.* 310. Il meurt avec les regrets du peuple, *ibid.* 341. Son caractère, *ibid.* 343. Travaux pour rendre les marmes salubres & propres à la culture, *ibid.* 371. Ingénieurs employés à cet ouvrage, *ibid.* 372. Il reçoit les ambassadeurs russes, 377. Présens qu'il leur fait, *ibid.* 378. Il établit une sorte de commerce dans le port d'Archangel, *ibid.* 379. Tentatives pour l'établir aussi dans les domaines du grand-seigneur, *ibid.* 380 & *suiv.*

FERDINAND, fils aîné de Côme III, est élevé par Lorenzini, Viviani, Redi & Noris, t. VIII, 69.

Il secoue le joug de son père, *ibid.* 95. Il ne s'occupe que de ses plaisirs, *ibid.* 120. Il veut aller à Venise passer le carnaval, *ibid.* 121. Il consent à se marier, *ibid.* 122. On traite de son mariage avec l'infante Isabelle, unique fille de don Pierre, roi de Portugal, *ibid.* 122 & *suiv.* Ce traité est rompu, *ibid.* 131. Son mariage avec la princesse Violante de Bavière, *ibid.* 141. Fêtes données à cette occasion, *ibid.* 142. Il méprise les volontés de son père, *ibid.* 152. Il se rit de sa dévotion, 153. Il part pour Venise, *ibid.* 209. Suites fâcheuses de ce voyage, *ibid.* 210. Sa prédiction à l'égard du mariage de son frère, *ibid.* 215. Il meurt; il est regretté du peuple, t. IX, 35. Son caractère, *ibid.* 37, 38.

**FERDINAND DE GONZAGUE** devient amoureux de Camille Faa, t. VI, 141. Son mariage avec Catherine de Médicis, fille de Ferdinand I, *ibid.* 143. Sa mort, *ibid.* 267. Malheurs de sa maison, *ibid.* 268.

**FERDINAND D'AUTRICHE** succède à l'empereur Ferdinand II, t. VII, 11. Sa conduite avec les Médicis, *ibid.* Sa mort, *ibid.* 252.

**FERIA** (le duc de) fomenté secrètement parmi les grisons une guerre de religion, t. VI, 169.

**Feuillans** (les), de l'ordre de S. Bernard, sont introduits en Toscane, t. VII, 359.

**FIESQUE** (conjurateur de Jean-Louis de) contre Doria, t. I, 156. Ses complices, *ibid.* 157. Sa mort, *ibid.*

**FIGUEROA**, (don Jean) gouverneur de Milan est envoyé à Florence par ordre de Philippe II; ses commissions, t. II, 265. L'entrée de Rome lui est refusée par Paul IV, *ibid.* 337. Motifs de ce procédé, *ibid.*

**FIORELLI**, (Tibère) dit *Scaramouche*, passe en France avec une troupe de comédiens envoyés par le grand-duc Ferdinand II au roi de France, t. VII, 266, *note.*

Z iv

**FLEURY**, (le cardinal de) après avoir élevé Louis XV, devient son ministre, *t. IX*, 215. Il devient médiateur entre Philippe V & le grand-duc Jean-Gaston. Il semble pencher pour ce prince, *ibid.* 223. Son caractère & sa réputation, *ibid.* 237. Lettre écrite par lui au grand-duc, *ibid.* 265.

**Florence**, (horrible famine de) *t. I*, 47. Inondation, *ibid.* 118, 167. Constitution politique & économique, *ibid.* 250 & *suiv.* 288 & *suiv.* Commerce & marchandises, *ibid.* Traité établi pour la cession de Sienne, *t. II*, 265. Sa désolation, *ibid.* 300. Manufacture de laine sous le gouvernement de Côme I, *ibid.* 410. Preuves de son indépendance, *ibid.* 242, 243. Chûte de son commerce, *t. IV*, 420, 428. Ravages de la peste, *t. VI*, 300. Nombre des morts, *ibid.* 304. Origine de la décadence du commerce, *ibid.* 380. Erection des monts-de-piété, *ibid.* 398. Abus introduits, *ibid.* 400. Elle est déclarée fief impérial, *t. IX*, 16. Disputes sur sa prétendue féodalité, *ibid.* 46, 113. Elle devient florissante sous le gouvernement de Jean-Gaston, *ibid.* 164 & *suiv.*

**FOSCARINI** (le doge de Venise) est contraint à lever le siege de Negrepont par toutes les forces des alliés, *t. VIII*, 145.

**FOSDINUOVO**, (vicissitudes qu'éprouve le fief de) *t. VIII*, 9.

**FRANÇOIS I**, roi de France, déclare la guerre à l'empereur Charles-Quint en 1542, *t. I*, 85. Il soulève contre lui Guillaume, duc de Clèves, & fait une ligue avec Soliman, *ibid.* 85, 86. Terme de cette guerre, *ibid.* 116. Il meurt, *ibid.* 162.

**FRANÇOIS II**, roi de France; état du royaume à sa mort, *t. III*, 47.

**FRANÇOIS D'ESTE** est substitué à Montluc dans le gouvernement de la république de Montalcino, t. II, 308.

**FRANÇOIS I**, de la maison d'Este, duc de Modène, marie le prince héréditaire son fils avec une Martinozzi, nièce du cardinal Mazarin, t. VII, 227. Son union avec le prince de Savoie, & leur entreprise sur l'état de Milan, *ibid.* 227, 228.

**FRANÇOIS DE MÉDICIS**, (naissance de) t. I, 66. Son voyage à Genève, *ibid.* 190. Accueil qu'il reçoit à Rome, t. III, 53. Il passe à Madrid, *ibid.* 65. Dispute entre lui & Alexandre Farnèse qu'il rencontre à cette cour, *ibid.* 67. A son retour, Côme I lui remet le gouvernement, & lui attribue le caractère de régent, *ibid.* 104. Il fournit dix galères au roi d'Espagne contre les turcs, *ibid.* 110. Il va à Vienne pour y voir la princesse Jeanne d'Autriche, sa future épouse, *ibid.* 134. Présens qu'il porte à cette cour, *ibid.* Il prend sous sa protection Blanche Capello, *ibid.* 167. Il en devient amoureux, *ibid.* 168. Ses mépris pour Jeanne sa femme, *ibid.* 169. Ses soins pour calmer la fureur des vénitiens contre Blanche, *ibid.* 172. Manière de fondre les cristaux retrouvée par lui, *ibid.* 433. Il introduit à Florence l'art de travailler les pierreries, *ibid.* 434. Il s'occupe de la chimie, ses inventions, *ibid.* 435. Il monte sur le trône, t. IV, 2. Il fait renfermer Camille Martelli dans un couvent aussitôt après la mort de son père, *ibid.* Il se laisse gouverner entièrement par la maison d'Autriche, *ibid.* 4. Il tente vainement de faire la paix avec les turcs, *ibid.* 9, 10. Il a un entretien avec don Jean d'Autriche à Porto-Ferraio, *ibid.* 12. Ses galères s'emparent d'un vaisseau vénitien avec des marchandises turques, *ibid.* 23. Dissensions avec les vénitiens par rapport à cet

accident, *ibid.* 23, 24. Les génois lui offrent de s'affujettir à lui, *ibid.* 28. Sentiment du cardinal Ferdinand sur cet objet, *ibid.* 31. François accommode les désordres civils de Gènes, *ibid.* 36. Il obtient de l'empereur Maximilien le titre de grand-duc, *ibid.* 44. Diplôme sur ce sujet, & son contenu, *ibid.* 45. Son système de gouvernement, *ibid.* 50, 51. Sa passion immodérée pour Blanche, *ibid.* 60. Il se réconcilie avec la grande-duchesse qui lui donne un fils, *ibid.* 75. Motifs d'inimitié entre les maisons de Médicis & de Savoie, *ibid.* 77. Sa conduite à l'égard des princes ses frères, *ibid.* 86 & *suiv.* Il envoie Serguidi porter à Philippe un crucifix de l'ouvrage de Cellini, *ibid.* 85. Il commence les travaux de la ville de Livourne, *ibid.* 97. Recom-mence les négociations avec les turcs, *ibid.* 99. Il fait assassiner les principaux rebelles réfugiés en France, *ibid.* 117. Serment fait à Blanche Capello, *ibid.* 119. Il confie à un ecclésiastique qu'il veut l'épouser; celui-ci l'en détourne, *ibid.* 120. Son confesseur accommode la théologie avec son amour pour cette femme, *ibid.* 121. Il publie son mariage avec elle, *ibid.* 138. Il rappelle son ambassadeur de France, *ibid.* 165. Projets concertés avec Philippe II, *ibid.* 168 & *suiv.* Il s'attire la haine de tous ses sujets, *ibid.* 184. On cherche inutilement à le réconcilier avec la cour de France, *ibid.* 215 & *suiv.* Ses différens avec la république de Venise, *ibid.* 219 & *suiv.* Rupture avec elle, *ibid.* 247. Ordre à son envoyé de se retirer, *ibid.* 248. Les princes de Lombardie se soumettent à son jugement dans la singulière affaire des Gonzague, *ibid.* 263. Il promet la princesse Eléonore au prince Ferdinand de Gonzague, duc de Mantoue, après l'épreuve, *ibid.* 267. Preuves recherchées avant l'exécution.

de ce mariage, *ibid.* 268, 269. Il marie dona Virginia au duc de Ferrare, *ibid.* 305. Continue de se brouiller avec les vénitiens, *ibid.* 323. Il offense le cardinal Ferdinand, *ibid.* 332. Il se réconcilie avec lui, *ibid.* 327. Il cherche à obtenir la Pianosa des seigneurs de Piombino, *ibid.* 328. Il refuse la couronne de Pologne, *ibid.* 338. Sa conduite avec Pierre de Médicis, *ibid.* 343, 344. Il tombe malade au *Pogio à Caiano*, *ibid.* 344. Sa mort, *ibid.* 346. Son caractère, *ibid.* 352 & *suiv.* Son gouvernement, *ibid.* 365. Fasté introduit à sa cour, *ibid.* 378. Impôts, *ibid.* 379. Il exige avec une rigueur inouïe la perception des impôts, *ibid.* 418. Décadence du commerce & des arts, *ibid.* 419. Misère des négocians, *ibid.* 423. Banqueroutes, *ibid.* 428. Loi contre les banqueroutiers, *ibid.* 429. Faveur que le grand-duc reçoit de la reine Elisabeth, *ibid.* 433. Son commerce particulier, *ibid.* 435. Richesses qu'il amasse, *ibid.* 436. Il double les impositions dans l'état de Sienne, *ibid.* 438. Loix pour la culture des mûriers & pour l'agriculture, 434, 440. Il veut introduire à Campiglia la culture des cannes à sucre, *ibid.* 443. Il établit à Porto-Ferraio la pêche du thon, *ibid.* 444. Il prend soin de l'extraction des mines, *ibid.* Il fait élever le palais Pitti, *ibid.* 449. Il protège les arts de luxe & les beaux-arts, *ibid.* 450 & *suiv.*

FRANÇOIS, fils du grand-duc Côme II, passe en Allemagne pour servir l'empereur Léopold, 1. VI, 323. Il est tué au siège de Ratisbonne, *ibid.* 345.

FRANÇOIS-MARIE, fils de Ferdinand II, est élevé pour l'état ecclésiastique, 1. VIII, 5. Il se livre aux passions de la jeunesse, *ibid.* 102. Il est créé cardinal par Innocent XI, *ibid.* 128. Il se transporte à Rome pour faire élire un pape attaché à sa maison, *ibid.* 158. Biens qu'il procure aux

- fiennois, *ibid.* 201. Il fait élire le cardinal Albani après la mort d'Innocent XII, *ibid.* 246. Il va à Naples saluer Philippe V, *ibid.* 264. Offres que lui fait la maison de Bourbon, *ibid.* 299. Soins qu'on prend pour le marier, *ibid.* 301. Il remet le chapeau de cardinal, & épouse la princesse Eléonore de Gonzague, *ibid.* 305. Il meurt sans succession, 318.
- FRANÇOIS FARNÈSE**, frère du duc de Parme, est créé cardinal par Innocent X, t. VII, 149.
- FRANÇOIS II**, duc de Lorraine, environné par l'armée françoise, épouse subitement la princesse Claude de Lorraine, t. VI, 339. Il se retire avec son épouse à Nancy, *ibid.* Leurs aventures & leur arrivée à Livourne, *ibid.* 340, 341. Accueil qu'ils reçoivent du grand-duc Ferdinand II, & de la grande-duchesse Christine sa mère, *ibid.* 342. Il retourne à Vienne avec sa femme, *ibid.* 363.
- FRANÇOIS ETIENNE**, duc de Lorraine, est choisi par l'empereur Charles VI pour épouser sa fille aînée, t. IX, 424. Il est mis en possession du grand-duché de Toscane, *ibid.* 427. Obligé de céder la Lorraine au grand-duc Jean-Gaston, il est sacrifié comme lui aux grandes puissances, *ibid.* 442. Sa déclaration à Bartolommei, *ibid.* 466.
- François (les)** entrent dans Sienne, t. I, 32. Ils prennent cette république sous leur garde au nom du roi, *ibid.* 33. Leur conduite à Montalcino, *ibid.* 306, 351. Ils prennent Casal, t. VIII, 108. Ils bombardent Gènes, *ibid.* 115. Ils insultent le grand-duc Côme III, en violant les droits du port de Livourne, *ibid.* 171.
- FRANCINI (Jules)** est envoyé à la cour de France en qualité de résident de Toscane, t. IX, 224. Commissions dont le charge Jean-Gaston, *ibid.*
- FRANCIOTTI**, (troubles occasionnés par) cardinal & évêque de Lucques, t. VII, 31.



- FRÉDÉRIC IV**, roi de Dannemarck, voyage en Italie, t. VIII, 303. Il est invité par le grand-duc Côme III à se rendre à Florence, *ibid.* 304.
- FRÉDÉRIC-AUGUSTE II**, roi de Pologne, électeur de Saxe, (mort de) t. IX, 367. Suites de sa mort, *ibid.* & *suiv.*
- FRITSCH** (dissertation de Thomas) sur la liberté de Florence, t. IX, *ibid.* 132.
- FUCHERS**, (les) négocians d'Ausbourg, étoient les correspondans de Côme I, t. I, 301.
- FUENCLARA** (défense au comte de) d'entrer à Vienne, t. IX, 432. Motifs de l'empereur pour cette défense, *ibid.*
- FUENTES**, (le comte de) plénipotentiaire de Philippe III en Italie, t. VI, 459. Ses usurpations sur les Malaspina dans la Lunigiane, *ibid.* 460.

## G

- GALILÉE** découvre les satellites de Jupiter, & les appelle étoiles de Médicis, t. VI, 12. Faveur dont il jouit auprès de Côme II, *ibid.* 196. Il est persécuté par les moines & dénoncé à l'inquisition, *ibid.* 327. Il est cité à Rome, *ibid.* 329. Disputes du pape à son égard, *ibid.* 330. Il retourne en Toscane, *ibid.*
- GALLO**, (écrits de Jacob) napolitain, sur la nature des biens de la maison de Médicis, t. IX, 175.
- Gand**, (rebellion de) t. I, 52. Traité avec Philippe II, ce qu'il contient, t. II, 247 & *suiv.*
- GARCIE DE MÉDICIS**, (naissance de don) t. I, 168. Sa mort, t. III, 79. Relation de cette mort, *ibid.* 80.
- GELIDO** (services rendus par Pierre) de Sanminiato à la maison de Médicis, t. III, 152. Il est soupçonné d'hérésie à cause de sa liaison avec Renée de France, duchesse de Ferrare, & avec

- Carnesecchi, *ibid.* 152, 153. Il se retire à Gènes, *ibid.* 153.
- Génois (procédés des) à l'égard des galères de Côte I, t. III, 50. Discordes élevées entr'eux, *ibid.* 338. Le peuple implore l'assistance du grand-duc, *ibid.* 341. Événement tumultueux, t. III, 27. Ils envoient leur doge à Louis XIV, avec quatre sénateurs, t. VIII, 118.
- GEORGES D'HANOVRE succède à la reine Anne sur le trône d'Angleterre, t. IX, 55. Ses soins pour accommoder Philippe V & Charles VI, *ibid.* 59. Son expérience dans les affaires du cabinet, *ibid.* 126, 127.
- GINORI, (Laurenço) consul florentin à Lisbonne, a des commissions à remplir à cette cour, t. VIII, 125.
- GIUGNI (Jean-François) insulte à Rome le grand-duc Côte I, t. II, 214. Sa mort, *ibid.*
- GODEFROI, provençal, est donné par le cardinal de Richelieu au duc de Parme pour lui enseigner les langues, t. VI, 370. Son caractère, *ibid.* Il engage le duc à une guerre avec Innocent X, *ibid.* 186. Il est arrêté, *ibid.* 187. Il est convaincu d'avoir fait assassiner l'évêque de Castro, & décapité, *ibid.* 188, 191.
- GONDI, (Pierre) cardinal, évêque de Paris, passe à Florence, & s'entretient avec Ferdinand I, t. V, 12. Un frère dominiquain lui ordonne de ne pas approcher de Rome, *ibid.* 154.
- GONDI, (Jean-François) cardinal, descendant des ducs de Retz, archevêque de Paris, est arrêté & transféré dans le château de Nantes, t. VII, 218. Son évasion & son arrivée à Florence, *ibid.* 219.
- GONDI (Jean-Baptiste) est envoyé par le grand-duc Ferdinand II à Paris, t. VI, 348. Ses commissions, *ibid.* 349. Il visite la reine Marie de

Médecis en France, *ibid.* 350. Il est fait premier secrétaire d'état de Ferdinand II, t. VII, 81. Il est envoyé par le grand-duc à Venise, *ibid.* 109. Ses instructions, *ibid.* 110.

GONDI (Jérôme) est utile à Henri IV & à Ferdinand I, t. V, 81, 155, 156.

GONZAGUE (don Ferrante de) est nommé gouverneur de Milan, & chargé des affaires de Sienne, t. I, 151. Hostilités commises dans le territoire de Parme, *ibid.* 232. Tentatives qu'il fait pour empoisonner le cardinal Farnèse, *ibid.* 232, 233.

GRANVELLE est nommé plénipotentiaire de l'empereur en Italie, t. I, 77. Ses intrigues en faveur de Côme I, *ibid.* 198. Sa mort & son caractère, *ibid.* 221.

GRÉGOIRE XIII, (élection de) t. III, 300. Représentations qui lui sont faites sur le titre de grand-duc accordé par Pie V à Côme I, *ibid.* 301. Son indifférence pour tout, hors pour son fils, t. IV, 70. Bulle contre les assassins, & objet de cette bulle, *ibid.* 201. Il demande des secours au grand-duc contre les assassins, *ibid.* 259. Sa mort, *ibid.* 285.

GRÉGOIRE XIV, de la famille de Sfondrati de Milan, est élu pape, t. V, 101. Conduite tenue envers les princes, *ibid.* 52. Sa mort, *ibid.* 122.

GRÉGOIRE XV, de la famille Ludovisi de Bologne, est élu pape, t. IV, 192. Sa mort, *ibid.* 236.

GRIMALDI (le marquis de) est chargé par Philippe V d'un plan à proposer à Côme III pour l'électrice palatine, t. IX, 154.

GUICHARDIN (l'historien François) donne son opinion pour l'élection d'un prince après la mort d'Alexandre I, t. I, 8. Il devient favori de Côme I, t. III, 460.

GUISE (malheureuse expédition du duc de) contre

le royaume de Naples, t. II, 282. Il se retire à Florence lorsqu'il est persécuté par le cardinal de Richelieu, t. VI, 315.

**GUSTAVE-ADOLPHE**, roi de Suède, se rend à Padoue pour y écouter les leçons de Galilée, t. VI, 308. Ses conquêtes; terreur qu'il répand en Allemagne, *ibid.* 222. Sa mort, *ibid.* 325.

## H

**HARO** (don Louis de) est fait premier ministre de Philippe IV, roi d'Espagne; ses soins pour réparer les ruines de la monarchie, t. VII, 124. Il paroît attaché au grand-duc Ferdinand II, *ibid.* 190, 191. Présens qu'il en reçoit, *ibid.* 200. Ses vues politiques, *ibid.* 203.

**HEIDERSEIM**, (le comte d') grand-prieur d'Allemagne, est envoyé à Florence avec le caractère d'ambassadeur plénipotentiaire, t. VIII, 167. Ses mécontentemens, *ibid.* 168.

**HEINSIUS**, (Nicolas) célèbre littérateur hollandois, est chargé d'accompagner le prince Côme, fils du grand-duc Ferdinand II, t. VII, 321.

**HENRI II**, roi de France, succède à son père François I, t. I, 162. Il proteste contre le concile de Trente, & chasse de Paris le nonce du pape, *ibid.* 246. Il déclare la guerre à Charles V, *ibid.* 248. Ses procédés envers Côme I, *ibid.* 415. Sa mort, *ibid.* 360.

**HENRI III**, roi de France, promet au grand-duc Ferdinand I de lui vendre le marquisat de Saluces, t. V, 32. Il est assassiné par un dominiquain, *ibid.* 56.

**HENRI IV**, roi de Navarre, suit les conseils du grand-duc Ferdinand I, pour être élu roi de France, t. V, 78. Il se détermine à embrasser la religion catholique, *ibid.* 161. Il en accomplit

• **Paëse**, *ibid.* 174. Il fait déclarer publiquement sa réconciliation avec l'église romaine, *ibid.* 218, 219. Son ingratitude envers les prélats & les cardinaux qui l'avoient favorisé à Rome, *ibid.* 264. Il offre au pape toutes ses forces & sa personne même contre César d'Este, *ibid.* 288. Il passe dans la Savoie avec une forte armée, & s'empare des principales places, *ibid.* 367. Il fait la paix avec le duc de Savoie, & dans le traité néglige les intérêts du grand-duc Ferdinand I, & des princes d'Italie, *ibid.* 383. Son avarice, *ibid.* 455. Réfutation de cette imputation, *ibid.* note. Sa conduite envers le grand-duc Côme II, t. VI, 4, 5. Il se livre aux plaisirs & à l'oisiveté, *ibid.* 7. Inculpation réfutée, *ibid.* note. Il se prépare à la guerre, *ibid.* 22. Sa mort, *ibid.* 32.

**HERCULE II**, duc de Ferrare, est trahi par les françois & par le pape Paul IV dans le traité de Cavi, t. II, 292. Sa mort, t. III, 15.

**Hermîtes déchauffés** établis en Toscane, t. VII, 359.

**HIPPOLITE**, cardinal d'Este, est destiné par le roi de France à résider à Sienne en son nom, t. I, 45. Son caractère & ses commissions, *ibid.* 46.

**Hollandois** (les) témoignent beaucoup de respect au prince Côme de Médicis, t. VII, 321, 322. Ils s'entremettent en sa faveur auprès de l'empereur Joseph I, *ibid.* 296. Leurs instances auprès de la France & de l'Angleterre pour l'abolition de la compagnie d'Ostende, t. IX, 196.

## I

**JACHIA** (le sultan) se réfugie à Florence auprès du grand-duc Côme II, t. VI, 15. Sa naissance, *ibid.* 16. Ses aventures, *ibid.* 22.

JACQUES STUARD, roi d'Ecosse, monte sur le trône d'Angleterre: son caractère, *t. VI*, 444.

JACQUES II, roi d'Angleterre, est obligé de fuir, *t. VIII*, 145.

JEAN D'AUTRICHE, (don) fils naturel de Charles V, passe par Gènes, *t. III*, 266. Il remporte une grande victoire contre les turcs, *ibid.* 280. Reproches que lui fait Philippe II, *ibid.* 281. Il prend Tunis, *ibid.* Ses efforts pour s'emparer de Gènes, *ibid.* 341. Il réprime les rebelles de Naples & de Sicile, *ibid.* 178. Il se prépare à chasser les françois de l'île d'Elba, *t. VII*, 179. Il reprend Lungone & Piombino, *ibid.* 200. Départ de la flotte sous son commandement, *ibid.*

JEAN DE MÉDICIS, cardinal, va à Rome, *t. III*, 23. Il est nommé archevêque de Pise par Pie IV, *ibid.* 24. Sa mort, *ibid.* 75. Fausses conjectures sur cette mort, *ibid.* 77.

JEAN DE MÉDICIS, fils naturel de Côme I, est envoyé à Venise, *t. IV*, 143. Honneurs que lui rend cette république, & soins qu'elle en prend, *ibid.* 144. Il est rappelé de Flandres par le grand-duc Ferdinand I, *t. V*, 64. Il est nommé grand-maître de l'artillerie impériale par l'empereur Rodolphe II, *ibid.* 193. Il va en Hongrie combattre les turcs, *ibid.* 193, 194. Il part pour l'île d'If avec cinq galères toscanes, *ibid.* 274. Il commence une nouvelle fortification dans le port de Stracci, *ibid.* 276. Il canonne les tartanes françoises commandées par le duc de Guise, & refuse le secours de don Pierre de Leyva, *ibid.* 277. Trêve conclue entre lui & les marseillois, *ibid.* 279. Il passe à Madrid pour saluer la nouvelle reine. Commissions à lui données, *ibid.* 318. Il va servir en Flandres, *ibid.* 415. Il passe en France, *ibid.* 486. Mécontentemens qu'il reçoit de la reine, *ibid.* 490. Menaces qu'il fait à Con-

cine, *ibid.* 491. Il quitte la cour de France, *ibid.* 493. Reproches qu'il fait à Henri IV, *ibid.* 494. Il se met au service de la république de Venise, *ibid.* 495. Après la mort de Ferdinand I, il est invité par Côme II à retourner à Florence, t. VI, 43. Il passe à Rome, *ibid.* 64. Il imprime de la terreur à Paul V, *ibid.* 65. Conseils qu'il donne à Côme II, *ibid.* 67. Repart pour Venise, *ibid.* 131. Il fait annuler le premier mariage de Livie Vernazza, *ibid.* 132. Il l'épouse. Le grand-duc en est excessivement irrité, *ibid.* 133. Sa mort & son caractère, *ibid.* 209 & *suiv.*

JEAN-CHARLES DE MÉDICIS est nommé général de la mer par Philippe IV, roi d'Espagne, t. VII, 13. Il s'embarque & passe en Espagne, *ibid.* 82. Injure qu'il reçoit des espagnols, *ibid.* 83. Il est fait cardinal, *ibid.* 137. Il retourne à Florence, *ibid.* 232. Sa mort, *ibid.* 291.

JEAN-GASTON, fils de Côme III : sa naissance, t. VIII, 12. Ses qualités, *ibid.* 130. Il refuse d'embrasser l'état ecclésiastique, *ibid.* 173. Son père l'oblige à se marier, *ibid.* 206, 207. Il passe en Allemagne, *ibid.* 215. Il arrive à Dusseldorff où il épouse la princesse de Saxe, *ibid.* 216. Ses premières querelles avec sa femme, *ibid.* 223. Il vient à Paris, *ibid.* 224. Il visite sa mère à S. Mandé, *ibid.* 225. Accueil qu'il reçoit de Louis XIV, *ibid.* 227. Il écrit à son père sur le caractère de sa femme, *ibid.* 229. Nouvelles dissensions entre lui & cette princesse, *ibid.* 253. Il établit sa demeure à Prague, *ibid.* 255. Les discordes s'accroissent entr'eux, *ibid.* 259. Il se plie à son humeur, espérant la conduire à Florence, *ibid.* 276. Ses conférences avec Leibnitz, *ibid.* 278. Il reconnoît & salue comme reine d'Espagne la princesse de Wolfersbutel, destinée pour épouse à Charles III, *ibid.* 297. Il revient à Flo-

rence, *ibid.* 298. Il est envoyé à Milan pour saluer l'empereur Charles, t. IX, 11. Accueil qu'il reçoit de ce prince, *ibid.* 12, 13. Il est déclaré prince héréditaire de la Toscane, *ibid.* 38. Son caractère, *ibid.* 38, 39. Il désapprouve la conduite de son père & de sa sœur, *ibid.* 128. Il prend les rênes du gouvernement, *ibid.* 162. Il chasse les moines, les délateurs & les hypocrites de la cour, *ibid.* 163. Commencement de son règne, *ibid.* 164. Sa haine contre sa sœur, *ibid.* 165. Il remet les crimes aux mécontents, & rappelle les fugitifs, *ibid.* 169. Il cherche à retarder l'arrivée de l'infant en Toscane, *ibid.* 170. Menaces que lui font les ministres d'Angleterre & de France, *ibid.* 183. Il se défend d'entrer en traité particulier avec l'Espagne, *ibid.* 184. Il est éloigné de tous les supplices cruels, *ibid.* 204. Il acquiert l'amour de ses sujets & l'estime des étrangers, *ibid.* 206, 207. Il instruit le cardinal de Fleury de ses maximes & de ses sentimens, *ibid.* 215. Il oblige la cour d'Espagne à attendre la déclaration formelle de ses intentions, & persiste dans la résolution de ne pas traiter avec les espagnols, *ibid.* 239. Violences qu'il éprouve de l'Espagne & de l'Angleterre, *ibid.* 242, 243. A la nouvelle du traité de Seville, il unit ses intérêts à ceux de l'empereur, *ibid.* 250. Le traité lui est signifié par les ministres de France & d'Angleterre, *ibid.* 251. Déclaration de l'empereur Charles VI en sa faveur, *ibid.* 255. On le presse d'adhérer au traité de Seville, *ibid.* 257. Ses remontrances à Philippe V, *ibid.* 260. Ses inclinations extraordinaires, *ibid.* 272. Sa conduite avec la noblesse, *ibid.* 275. Il consent de sacrifier sa liberté pour le bien de ses sujets, *ibid.* 306, 308. Reproches que lui font & l'empereur & le roi d'Angleterre, *ibid.*



323, 324. Il est nommé tuteur de l'enfant d'Espagne conjointement avec Dorothée, duchesse de Parme, *ibid.* 327. Il fait une secrète protestation qu'il remet entre les mains de l'archevêque de Pise, 329. Lettre de l'empereur, *ibid.* 354, *note*. Les espagnols le menacent de débarquer à Livourne, *ibid.* 372. Il est considéré par la cour de Vienne comme ennemi de l'Empire, *ibid.* 396. Il recourt au cardinal de Fleuri pour obtenir des conditions plus avantageuses du duc de Lorraine, son nouveau successeur, *ibid.* 419. Il tombe dans une extrême mélancolie, *ibid.* 429. Il offre au duc de Lorraine les conditions stipulées pour l'enfant don Charles, *ibid.* 436. Il se met sous la protection de la cour de France, *ibid.* 468. Il meurt, *ibid.* 470. Ses qualités, *ibid.* 471. Système de son gouvernement, *ibid.* 473 & *suiv.*

**JEAN**, duc de Bragance, descendant des anciens rois de Portugal, est élevé sur le trône, *t.* VII, 35. Il envoie à Rome pour en être reconnu souverain légitime, *ibid.* 47.

**JEAN SOBIESKI**, roi de Pologne, uni aux autrichiens, fait lever le siège de Vienne aux turcs, *t.* VIII, 112.

**JEAN-GUILLAUME**, électeur palatin, s'attache, pour l'avantage de l'électrice sa femme, aux intérêts de la maison de Médicis, *t.* IX, 16. Sa mort, *ibid.* 71.

**JEAN BACCIO**, secrétaire de Ferdinand I, est envoyé en France; ses commissions, *t.* V, 324.

**JEANNE**, archiduchesse d'Autriche, épouse à Trente le grand-duc François, *t.* III, 136. Son entrée à Florence, *ibid.* 141. Sa mort, *t.* IV, 111. Elle est plainte de toute la nation, *ibid.* 113.

**JOSEPH I** succède à l'empereur Léopold son père ,  
t. VIII, 284. Sa mort, *ibid.* 319.

**JÉRÉMIE D'UDINE**, frère conventuel, confident  
du grand-duc François & de Blanche Capello ,  
t. IV, 210.

**Jésuites** (établissement des) à Florence, t. II, 377.  
Recommandations faites à Côme I par leur fon-  
dateur, *ibid.* Ils refusent d'ensevelir don Pierre  
de Médicis dans leur église, t. VI, 437. Ils  
traitent à Lisbonne le mariage de la princesse  
Anne, fille de Côme III, t. VIII, 124.

**JOVES** (Paul) l'historien, est admis à la confiance  
de Côme I, t. III, 460.

**JULES II** (bulle du pape) sur les legs pies, t. II,  
393.

**JULES III**, auparavant cardinal del Monte, est éle-  
vé au pontificat par les soins de Côme I, t. I,  
213. Il fait cardinal le gardien de son singe, t. I,  
216. Traité avec les françois, t. II, 13. Sa  
mort, *ibid.* 21.

**JULES DE MÉDICIS**, (naissance & génération de)  
t. I, 6. Côme I le fait grand-amiral des galères  
de S. Etienne, t. III, 97.

**JULES-FRANÇOIS**, duc de Saxe-Lawembourg, (his-  
toire des malheurs de la maison de) t. VIII, 211  
& suiv.

**Jurisdiction** (système de la) en Toscane sous le  
règne de Ferdinand II, t. VII, 351. Sa déca-  
dence sous Côme III, t. VIII, 343.

**Impositions**; (différentes espèces d') leur origine,  
t. I, 67, 68.

**INGHIRAMI**, (Jacques) amiral des galères de Fer-  
dinand I, est envoyé sur les côtes d'Afrique,  
t. V, 481. Heureux succès de son expédition,  
*ibid.* 482.

**INNOCENT IX**, (élection d') de la famille Fac-  
chinetti, t. V, 125. Il s'entremet pour récon-

cilier Ferdinand I avec les espagnols , *ibid.* Il meurt , *ibid.* 130.

**INNOCENT X** , (élection d') de la maison Panfili , t. VII , 132. Ses marques de reconnoissance envers la maison de Médicis , *ibid.* 133. Sa conduite avec les Barberini , *ibid.* 134. Il refuse le chapeau au frère du cardinal Mazarin , *ibid.* 140. Ses craintes , *ibid.* 141. Il refuse au cardinal Antonio Barberini les revenus de ses biens ecclésiastiques , *ibid.* 146. Il les oblige à rendre des comptes à la chambre apostolique , *ibid.* 150. Dissentions dans sa famille , *ibid.* 160. Il devient ennemi de Ferdinand II , *ibid.* 175. Persécute les Farnèse , *ibid.* 183. Fait assiéger Castro , *ibid.* 185. Son caractère , *ibid.* 214. Sa mort , *ibid.* 220.

**INNOCENT XI** , (élection & caractère d') de la famille Odescalchi , t. VIII , 53. Il forme une ligue avec l'empereur , le roi de Pologne & la république de Venise , *ibid.* 113. Il meurt , *ibid.* 157.

**INNOCENT XII** , (élection d') de la famille Pignatelli , de Naples , t. VIII , 181. Il meurt universellement regretté , *ibid.* 243.

**INNOCENT XIII** , de la maison de Conti , est élu , t. IX , 136. Commencement de son gouvernement , *ibid.* 137.

**Inquisiteurs** (autorité des) à Florence , t. IV , 410 & *suiv.*

**Inquisition** (progrès de l') sous le gouvernement de Pie IV , t. VII , 352 & *suiv.* Elle triomphe sous Urbain VIII , t. VIII , 345. Insultes faites par elle aux ministres de Côme III à Sienne , *ibid.* 346 & *suiv.*

**Institut** (l') de S. François de Paule est introduit à Florence par la dévotion de Blanche Capello , t. IV. 404.

**ISABELLE DE MÉDICIS** , seconde fille de Côme I ,

épouse le cavalier Orfini, t. II, 100. Elle meurt à Cerreto, t. IV, 57. Opinions du public sur cette mort, *ibid.* 57.

## K

**K**EVENULLER, (le maréchal-comte de) général de l'Empire entre dans le Tirol avec trente mille allemands, t. IX, 417. Il écrit au grand duc Jean-Gaston, *ibid.* 447.

**K**ONIGSEG, (le comte de) général de l'Empire, défait les espagnols & les françois à la Secchia, t. IX, 397.

## L

**L**ANDUCCI, (ambassade de) t. I, 161. Offres faites à Côme I, *ibid.* 162.

**L**ANSAC, ambassadeur de France à Rome, est arrêté par les soldats de Côme I, t. I, 156.

**L**ATTANZI, évêque de Pistoie, est fait gouverneur de Sienne, t. IV, 374.

**L**AVARDIN, (le marquis de) ambassadeur de Louis XIV à Rome, insulte Innocent XI, t. VII, 145. Il est rappelé & part excommunié, *ibid.* 157.

**L**AURENT DE MÉDICIS, (homicide commis par) t. I, 1. Il est tué, *ibid.* 176.

**L**AURENT DE MÉDICIS, fils de Ferdinand I, est exclu de la régence, t. VI, 263. Sa mort étrange, t. VII, 178.

**L**EGANEZ, (offres faites au marquis de) gouverneur de Milan, par Ferdinand II, t. IV, 368.

**L**EIBNITZ est rappelé à Vienne pour constater par ses écrits la féodalité de Florence, t. IX, 53.

**L**ÉONCILLO, (Pierre) de Spolette, fils du cardinal Farnèse, infeste l'état ecclésiastique & les frontières

tières de la Toscane à la tête d'une troupe de bandits, t. IV, 187. Il est tué par les siens, *ibid.* 231.

**LÉON XI**, de la maison de Médicis, est élevé au pontificat, t. VI, 464. Il meurt, *ibid.* 465.

**LÉOPOLD-GUILLAUME**, archiduc d'Autriche, succède à l'empereur Ferdinand III, t. VII, 261. Il forme une ligue avec Jean Sobieski, roi de Pologne, t. VIII, 111. Il s'allie avec l'Angleterre, *ibid.* 160. Il s'entremet pour accommoder les différens entre Jean-Gaston & sa femme, t. VIII, 258.

**LÉOPOLD DE MÉDICIS** (inclinations de) pour les sciences, t. VI, 413. Il devient président de l'académie *del Cimento*, t. VII, 247. Son caractère, *ibid.* 248. Il est élevé au cardinalat, *ibid.* 314. Il est protecteur déclaré des lettres & des savans, *ibid.* 316. Il fait élire au conclave le cardinal Altieri, *ibid.* 340. Il meurt, t. VIII, 43.

**LERME**, (le duc de) premier ministre de Philippe III, est fait cardinal, & est disgracié, t. VI, 169.

**LIBERTA**, (Pierre) confident du tyran Casau, t. V, 235. Ses offres à Pesciolini, agent du grand-duc Ferdinand I, *ibid.* 236. Il tue Casau, 237.

*Ligue sainte* entre le pape, Philippe II & la république de Venise, t. III, 256.

**LIRIA**, (le duc de) ambassadeur d'Espagne, se transporte à Vienne chargé de secrètes commissions, t. IX, 299.

*Livourne*, (changemens arrivés dans le domaine de) t. IV, 96. François I jette les premiers fondemens de cette ville sur les plans de Buon-talenti, *ibid.* 97. Sa population; progrès de son commerce, t. VI, 403 & *suiv.* État de  
Tome IX, Aa

- cette place sous le règne de Jean-Gaston , t. IX , 276.
- Livres prohibés* , t. II , 379.
- LOPES HURTADO DE MENDOCE** , ( commissions de don ) t. I , 31. Il est nommé pour accompagner Marguerite d'Autriche à Rome , *ibid.* 38.
- LORENZINI** , ( les ) connus par leur génie , sont mis dans la tour de Volterra par ordre de Côme III , t. VIII , 97.
- LOTTINI** ( Jean-François ) est envoyé à Venise ; ses commissions , t. I , 176.
- LOUIS XIII** , fils d'Henri IV , prend les rênes du gouvernement de France , t. VI , 145. Son caractère , *ibid.* 146. Il fait assassiner le maréchal d'Ancre , & enfermer sa femme\* , *ibid.* 148. Il cherche le moyen d'inquiéter Côme II , *ibid.* 159. Ses soupçons contre les florentins , *ibid.* 161. Il persécute la reine sa mère , *ibid.* 173. Il se défie du grand-duc Ferdinand II , *ibid.* 314. Il se déclare protecteur des Barberini , t. VII , 146.
- LOUIS XIV** , roi de France , épouse Anne-Thérèse , infante d'Espagne , t. VII , 267. Il lie une étroite amitié avec le grand-duc Ferdinand II , *ibid.* 271. Déclaration qu'il fait faire à la cour de Rome , *ibid.* 297. Commencemens de la guerre contre les hollandois , t. VIII , 12. Sa conduite vis-à-vis de la grande-duchesse , 74 , 92. Il demande à Côme III d'augmenter la pension de cette princesse , *ibid.* 138. Il engage Côme III dans son parti , *ibid.* 172. Déclaration faite à ce prince , *ibid.* 191. Il lui demande de fermer les ports de Toscane aux vaisseaux anglois & hollandois , *ibid.* 251. Il veut faire succéder aux Médicis le duc de Berry son petit-fils , *ibid.* 318. Il meurt , t. IX , 65.
- LOUIS XV** choisit le duc de Bourbon pour premier ministre , t. IX , 177. Il renvoie en Espagne

l'infante qui lui étoit destinée, *ibid.* 195. Il refuse de garantir la pragmatique-sanction, *ibid.* 317.

Il garantit au duc de Lorraine les biens allodiaux de la maison de Médicis, *ibid.* 427.

**LUCRÈCE DE MÉDICIS**, fille de Côme I, épouse le duc de Ferrare, t. III, 23. Elle part de Florence, *ibid.* Sa mort imprévue, *ibid.* 48.

**LUINES**, (de) originaire de Florence, de la famille des Alberti, jouit de la faveur de Louis XII, roi de France, t. VI, 146. Il est enrichi des dépouilles du maréchal d'Ancre, *ibid.* 149. Sa mort, *ibid.* 219.

**LUNA** (don Jean de) est substitué à don Lopez dans le gouvernement de la forteresse de Florence, t. I, 38. Paul III lui défend de faire célébrer le service divin dans cette place, *ibid.* 63. Il prend possession de Piombino au nom de Charles-Quint, *ibid.* 133. Sa fuite de Sienne, *ibid.* 139. Son retour & son union avec le marquis de Marignano, t. II, 140.

## M

**MAGDELEINE**, archiduchesse d'Autriche, fille de l'archiduc Charles de Gratz, épouse le prince Côme, t. V, 499. Son arrivée à Florence, *ibid.* 500. Sa mort, t. VI, 316. Son caractère, *ibid.* 317, 318.

**MAGALOTTI** (Laurent) succède à Segni dans le poste de secrétaire de l'académie *del Cimento*, t. VII, 254. Il est envoyé à la cour de Vienne, *ibid.*

**MAGLIABECHI**, célèbre parmi les savans : disputes entre lui, le docteur Maniglia & Cinelli, t. VIII, 358.

**MAIDALCHINI**, (dona Olimpia Panfili) belle-sœur d'Innocent, lui demande le chapeau de cardinal pour son fils, t. VII, 137. Bruits répandus contre

Aa ij

elle, *ibid.* 140. Elle se laisse gagner par l'or des Barberini, *ibid.* 160. Elle devient *maîtresse* de Rome & du pape, *ibid.* 190. Ses vues pour sa famille, *ibid.* 212.

**MAINARDI**, (histoire tragique de Faustine) t. VII, 353.

**MAISSE**, ambassadeur de France, se transporte *incognito* à Florence. Ses commissions, t. V, 80.

**MALATESTA GALEOTTO** est arrêté à Florence: motifs de sa détention, t. I, 106.

**MALATESTA (Léonidas)** est arrêté à Forlì, t. I, 123. Il quitte les prisons, & vient à Florence: dépositions faites au duc Côme I, *ibid.* 124.

**MANCINO**, chef d'assassins, devient le favori d'Antonio Barberini, t. VII, 8.

**MANSFELT**, (le comte de) plénipotentiaire impérial, fait par ordre de sa cour des menaces à Côme III, t. VIII, 211.

*Manuscrits* (les) de Virgile tombent entre les mains de Côme I, t. II, 431.

**MARESCOTTI**, (le cavalier) commandant des galères toscanes, est envoyé avec la flotte espagnole pour chercher à Anùbes l'infant don Charles, t. IX, 334.

**MARGUERITE D'AUTRICHE**, veuve du duc Alexandre, se retire dans le château après la mort de son mari, t. I, 4. Elle épouse en secondes noccs Octave Farnèse, *ibid.* 33. Elle part pour Rome, *ibid.* 38. Elle refuse de vivre avec son mari, *ibid.* 58. Son changement lorsqu'elle devient duchesse de Camerino, *ibid.* 77. Elle meurt, t. IV, 319.

**MARGUERITE DE MÉDICIS**, fille de Côme II, épouse Odoard Farnèse, duc de Parme, t. VI, 285.

**MARGUERITE-LOUISE**, princesse d'Orléans, est destinée au prince Côme, fils de Ferdinand II: ses qualités, t. VII, 269, 270. Obstacles qui s'op-



posent à son mariage, *ibid.* 271. Son arrivée à Livourne, *ibid.* 277. Elle entre solennellement à Florence, *ibid.* 278. Différens entr'elle & son époux, *ibid.* 283. Leurs motifs, *ibid.* 284. Elle prétend que son mariage est nul, *ibid.* 288. Elle s'obstine à vouloir retourner en France, *ibid.* 289. Elle se réconcilie avec son mari, *ibid.* 307. Elle veut fuir avec un françois de basse extraction, ensuite avec une compagnie de bohémiens, *ibid.* 318, 319. Ses artifices, t. VIII, 26. Elle part pour la France, *ibid.* 37. Elle cache son caractère dans le cloître, *ibid.* 39. Sa conduite dans le cloître, *ibid.* 71. Elle écrit à son mari, *ibid.* 87. Elle a des bontés particulières pour un *maître de salle*, *ibid.* 91. Sa conduite avec la seconde abbesse, *ibid.* 184. Elle écrit à son mari, *ibid.* 186. Elle se remet en bonne intelligence avec lui, *ibid.* 189. Elle meurt, t. IX, 130. Procès à l'égard de ses dispositions testamentaires, *ibid.* 131.

**MARI** (l'amiral) est nommé commandant de la flotte espagnole pour se transporter à Livourne, t. IX, 327.

**MARIE DE MÉDICIS**, (naissance de) fille du grand-duc François I, t. IV, 352. Ses qualités, t. V, 330. Son mariage avec Henri IV est publié à Florence, *ibid.* 358. Elle part pour Marseille, *ibid.* 371. Son entrée solennelle en ce port, *ibid.* 374. Elle arrive à Lyon où elle est surprise par son mari, *ibid.* 378. Ses premiers différens avec lui, *ibid.* 404. Elle se désespère en apprenant les outrages de la marquise de Verneuil, *ibid.* 446. Son couronnement, t. VI, 31. Après la mort d'Henri IV, elle est élue & proclamée régente du royaume, *ibid.* 35. Elle est arrêtée dans son appartement, *ibid.* 149. Elle fuit de Blois, & se retire à Angoulême, *ibid.* 173. Conspira-

tion contre sa vie, *ibid.* 174. Elle se réconcilie avec Louis XIII, son fils, *ibid.* 189. Sa confiance au milieu des plus grands malheurs, *ibid.* 313. Son évasion de Compiègne, *ibid.* 318. Les persécutions qu'elle essuie de son fils & du cardinal de Richelieu raniment la piété & la commisération dans l'ame de Ferdinand, *ibid.* 331. Comble de ses afflictions, *ibid.* 349. Elle meurt à Cologne, t. VII, 81.

MARIGNANO (le marquis de) reçoit au nom de Jean-Gaston l'investiture de Sienne, t. IX, 284.

MARIE DE MONTEPULCIANO, frère des écoles pies, révèle la confession d'une petite fille à l'inquisiteur, t. VII, 353. Il se fait nommer provincial de Toscane, *ibid.* 357. Il est exilé par le grand-duc, & trouve le secret de rester dans ses états malgré lui, *ibid.* 359.

MARRA, (le frère Vincent) mestre de camp des troupes du pape Urbain VIII, est fait prisonnier par les troupes toscanes, t. VII, 101.

MARTELLI (Camille) épouse Côme I, t. III, 233. Son ambition, *ibid.* 343.

Massa (discussion sur le duché de) entre Richarde Malaspinà, veuve de Jules-Laurent Cibo, & son fils, t. I, 154.

MATHIAS, (le prince) troisième fils de Côme II, passe en Allemagne au service de l'empereur, t. VI, 323. Il est nommé commandant de l'armée toscane contre le pape, t. VII, 91. Il prend la Pieve, *ibid.* 93. Il prend Castiglione-du-lac & plusieurs châteaux voisins, *ibid.* 96. Ses autres conquêtes, *ibid.* 101. Il entreprend le blocus de Perouse, *ibid.* 102. Il refuse une pension qui lui est offerte par la France, avec le titre de général de la mer, *ibid.* 170. Services qu'il rend à l'état de Sienne, *ibid.* 232. Il va recevoir la princesse d'Orléans à Marseille sur les galères.

toscanes, *ibid.* 274. Il reçoit une offense des ministres espagnols à Final, *ibid.* 311. Sa mort, *ibid.* 314.

**MATTEI**, (le baron) commandant des troupes ecclésiastiques, se rend maître de Montalto & de Castro, t. VII, 43.

**MAURICE**, duc de Saxe, s'allie avec les autres princes de l'Allemagne pour chasser l'empereur Charles V, t. I, 15. Ses heureux succès, *ibid.* 21.

**MAZARIN** (Jules) donne les premières marques de ses talens, t. VI, 293. Il succède au cardinal de Richelieu dans la place de premier ministre de France, t. VII, 82. Ses plaintes contre la maison de Médicis, *ibid.* 144. Ses propositions à Ferdinand II, *ibid.* 263. Il favorise le grand-duc à la paix des Pyrénées, *ibid.* 264. Sa mort, *ibid.* 270.

**MAXIMILIEN II** est élu empereur, t. III, 120. Il donne le titre de grand-duc à François II, *ibid.* 135. Sa pusillanimité, *ibid.* 228. Il s'irrite contre le grand-duc, *ibid.* 229. Il meurt, t. IV, 67.

**MÉDICIS**, (Jacques) milanois, marquis de Marignano, commande les troupes de Côme I dans la guerre contre les siennois, t. II, 60. Il marche contre eux, & prend le fort Camullia, *ibid.* 107. Ses heureux succès, *ibid.* 108 & *suiv.* Son caractère, *ibid.* 140. Sa mort, *ibid.* 196.

**MELLO**, (don François de) plénipotentiaire du roi d'Espagne en Italie, t. VI, 368.

**MENDOCE** (don Diego de) est envoyé à Sienne en qualité de plénipotentiaire de l'empereur, t. I, 164. Ses intrigues avec la veuve du seigneur de Piombino, *ibid.* 168 & *suiv.* Sa mauvaise conduite dans les affaires, *ibid.* 219. Il est rap-  
pelé, *ibid.* 40.

**MERCY** (le maréchal-comte de) descend dans le  
Aa iv

- Tirol avec une puissante armée, t. IX, 383.  
 Ses vues, *ibid.* 384. Il marche vers Parme, *ibid.* 386. Bataille contre les alliés dans laquelle il perdit la vie, *ibid.* 293.
- MICHEL (découvertes de Pierre) dans la botanique, t. VIII, 357.
- MICHELINI FAMIANO, maître de mathématiques des princes Jean-Charles & Léopold, t. VII, 242.
- Mirandole (la) devient le quartier général des mécontents d'Italie, t. I, 174.
- MOLCK (le colonel) est envoyé à Florence par l'empereur Charles VI pour induire le grand-duc à recevoir les garnisons impériales; réponse qu'il reçoit de Jean-Gaston, t. IX, 285. Il y retourne avec de nouvelles commissions, *ibid.* 289.
- MONLUC (François de) succède à Soubise dans le gouvernement de Sienne, t. II, 254. Il est rappelé en France, *ibid.* 308.
- Montalcino, (érection de la république de) t. II, 207.  
 Elle se donne au grand-duc Côme I, *ibid.* 361.
- MONTAUTO (Otto) est envoyé à Campiglia : ses commissions, t. I, 98.
- MONTAUTO, (Frédéric) gouverneur de Sienne; t. IV, 374. Sa mort, *ibid.*
- MONTAUTO (Jules) succède à l'amiral Inghirami, t. VI, 176. Ses premiers succès, *ibid.* 177.
- Monte-Catini, (honteuse capitulation des français à) t. II, 154.
- MONTÉCUCULI (le comte Raimond) est associé à l'académie italienne de Vienne, t. VII, 246, *note.* Succès de ses armes contre les français, t. VIII, 48.
- MONTÉLÉON (le marquis de) intrigue avec les ministres de France & d'Angleterre pour faire déclarer le grand-duc Jean-Gaston en faveur de l'infant don Charles, t. IX, 222 & *suiv.*
- MONTMAGNI (conférences de) avec l'envoyé de

France & le résident d'Angleterre , t. IX , 251 & *suiv.*

**MONTEMAR**, ( le marquis de ) général de l'armée espagnole , débarque à Livourne , t. IX , 374. Instances qu'il fait au grand-duc Jean-Gaston , *ibid.* 375. Après la conquête du royaume de Naples , il retourne en Toscane , & s'établit à Prato , *ibid.* 404. Il part pour le blocus de Mantoue , *ibid.* 407. Sa lettre à Jean-Gaston , *ibid.* 444 , *note.*

**MONTAGIA**, frère barnabite , & précepteur des princes sous Côme III , devient évêque de San-Miniato , ensuite archevêque de Florence , puis cardinal , t. VIII , 340.

**MORON**, ( le cardinal ) exclu du pontificat par Côme I , se déclare partisan de la maison d'Este , & ennemi des Médicis , t. III , 327.

**MOZZI** ( Niccolo ) offre au duc Côme I d'empoisonner Laurent de Médicis , t. I , 122. Procédé de Côme , *ibid.* Il va trouver Laurent , 123.

## N

**NERI CORSINI** ( le marquis ) est envoyé par Côme III au roi Georges I , t. IX , 88. Ses commissions , *ibid.* 88 , 89. Il se rend à Cambrai , *ibid.* 116.

**NERO**, ( le baron de ) ambassadeur de Côme III à la cour d'Espagne , reste à Madrid , quoique les autres ambassadeurs en soient bannis , t. IX , 26. On lui donne l'ordre illusoire d'en sortir sous quinzaine , *ibid.* 28.

**NEWTON**, ( Henri ) résident d'Angleterre à Florence , t. VIII , 289.

**NICCOLINI** ( Angiolo ) est envoyé par Côme I à l'empereur Charles V , t. I , 52. Ses commissions , *ibid.* Il devient le favori du duc , *ibid.*

Aa v

262. Il passe à Sienne en qualité de gouverneur, t. II, 281.

Nice ( congrès assemblé à ) pour les affaires d'Italie, t. I, 29. Résolutions qui y sont prises, *ibid.* 30. Elle est désolée par les françois & les turcs, *ibid.* 102.

NOAILLES, (le maréchal de) général des troupes françoises en Lombardie, t. IX, 417. Sa déclaration, *ibid.* 421.

NORRIS, (le cardinal) précepteur de Jean-Gaston, lui inspire l'amour des lettres, & un goût particulier pour l'antiquité, t. VIII, 205.

## O

OCTAVE FARNÈSE conspire contre don Ferrante de Gonzague, t. I, 201. Son alliance avec le roi de France, *ibid.* 235. Sa confédération avec Philippe II, t. II, 247.

ODOARD FARNÈSE, duc de Parme, se prépare à la guerre, t. VI, 352. Sa malheureuse position, *ibid.* 365. Son orgueil, *ibid.* 367. Traité conclu entre lui & le roi d'Espagne, *ibid.* 372. Conséquences qui en résultent, *ibid.* 374 & *suiv.* Il passe en Toscane pour se rendre à Castro, t. VII, 24. Accueil qu'il reçoit à Rome, *ibid.* 25. Il se présente à l'audience d'Urbain VIII, *ibid.* Conversation qu'ils ont ensemble, *ibid.* 26. Il effraye le pape & tous les romains, & part mécontent, *ibid.* 30. Il est déclaré déchu de tous ses fiefs, *ibid.* 49. Il part de Rome, & met en fuite l'armée du pape campée sous les murs de Bologne, *ibid.* 59. Ses conquêtes & contributions qu'il exige des sujets du pape, *ibid.* 60. Il retourne dans ses états, *ibid.* 69. Il s'unit au duc de Modène, *ibid.* 74. Il est mécontent du grand-duc Ferdinand II, *ibid.* 77. Il entre dans le

Ferrarois , & occupe Bondeno & la Stellata ; *ibid.* 90. L'état de Castro lui est restitué par les Barberini , *ibid.* 114. Il meurt , *ibid.* 162.

**OGNAT** (le comte d') est vice-roi de Naples ; sa hauteur , t. VII , 181.

**OLIVAREZ** (le comte d') est nommé ambassadeur de Philippe II près du saint-siège , t. IV , 229. Il est ennemi du cardinal Ferdinand de Médicis , *ibid.* 231. Il veut l'avilir aux yeux du roi d'Espagne , *ibid.* 265. Ses artifices contre Henri IV , t. V , 84.

**OLIVAREZ** , (le comte-duc d') premier ministre de Philippe IV , empêche le mariage de la princesse Caraffa avec le prince Jean-Charles de Médicis , t. VI , 321 , 322.

**ORANGE** (le prince d') monte sur le trône d'Angleterre , & prend le nom de Guillaume III , t. VIII , 145.

*Ordre de S. Etienne* ; (fondation de l') privilèges qui lui sont accordés par Pie IV , t. III , 372 & *suiv.*

**ORLÉANS** (le duc d') met le siège devant Turin , t. VIII , 284. Il devient régent de France , t. IX , 65. Ses projets sur la succession de la Toscane , *ibid.* 102.

**ORNANO** , (Alphonse) fils de Sampiero Corso , se met à la tête des rebelles à la place de son père , t. III , 178. Il se retire en France , *ibid.* 183.

**ORSINI** , (Niccolo) comte de Petigliano , s'unit aux françois pour chasser de Sienné la garnison espagnole , t. II , 26. Son amour pour les femmes juives , t. III , 34. Ses accès de folie , *ibid.* 74. Il tente de faire tuer son frère , *ibid.* 101. Il vient à Florence recommandé par Maximilien II , *ibid.* 334. Il protège les assassins , t. IV , 189.

**ORSINI** , (vicissitudes de la maison) , t. III , 31.

**ORSINI** (Giordano) est soupçonné d'avoir abrégé les jours d'Isabelle de Médicis sa femme , t. IV , 56. Il devient amoureux de Victoire Accoromb.

Aa vj

- boni, femme de François Perretti, nièce du cardinal de Montalto, *ibid.* 205. Il fait assassiner son mari, *ibid.* 206. Il l'épouse, & passe dans l'état de Venise, *ibid.* 297. Sa mort, *ibid.* 298.
- ORSINI**, (Alexandre) fils de Niccolo, chasse son père du fief, t. IV, 190. Il cède au grand-duc François I les forteresses de Petigliano & de Sorano, *ibid.* 190, 191.
- ORSINI** (Louis) est étranglé par ordre du sénat de Venise : motifs de cette exécution, t. IV, 298, 300.
- OSSAT** (l'évêque d') est envoyé par Henri IV à Florence, t. VI, 297.
- OSSONE** (le duc d') est fait viceroi de Naples, t. VI, 186. Opinion des italiens sur son caractère : ses malheurs, *ibid.* 187.
- ORTATANO** (prétentions des princes d') sur la succession de la Toscane, t. IX, 103.

## P

- P****ARLAVICINI** (le marquis de) est envoyé à Florence par l'empereur Joseph I, t. VIII, 285. Ses commissions, *ibid.* 286.
- PANTIATICHI** (Barthelemi) est puni par l'inquisition, t. I, 278.
- Pandectes** (édition des) faite par Torrentino, imprimeur à Florence, t. II, 441. Erreurs corrigées dans cette édition, *ibid.* 442.
- PANDOLFINI**, secrétaire d'état du grand-duc Ferdinand II, est envoyé à Plaisance, t. VI, 367. Ses commissions, *ibid.* 368. Ses succès, *ibid.* 371.
- PANZIROLO** (le cardinal) devient l'arbitre des volontés d'Innocent X & de dona Olympia. Ses intrigues avec les Barberini, t. VII, 203.
- PATIGNO** (le ministre) exécute les volontés de la reine d'Espagne, t. IX, 238.



PAUL III, ( ambition de ) t. I, 11. Sa conduite dans l'élection de Côme I, *ibid.* 12. Il intrigue auprès de l'empereur contre les vues de Côme, *ibid.* 20. Il impose doubles dîmes ecclésiastiques à la Toscane, *ibid.* 26. Ses promesses au cardinal Cibo, *ibid.* Il va au congrès de Nice, *ibid.* 30. Différens entre lui & le duc Côme au sujet de l'évêché de Massa, *ibid.* 39. Il engage les luquois à déclarer la guerre à la duchesse de Massa-Carrera, *ibid.* 40. Il impose de nouvelles taxes sur la Toscane, *ibid.* 54. Il fulmine un interdit contre le duc & son domaine, *ibid.* 62. Ses fureurs, *ibid.* 63. Il a une entrevue avec Charles-Quint à Boffeto, *ibid.* 94. Il donne à Pierre-Louis, son fils, l'investiture de Parme & de Plaifance, *ibid.* 137. Il trahit l'empereur Charles V, *ibid.* 138. Article joint à la bulle *della Cena*, *ibid.* 144. Il rappelle le concile de Trente à Bologne, *ibid.* 159. Sa réconciliation avec Côme I, *ibid.* 196. Sa mort, *ibid.* 208.

PAUL IV, ( caractère de ) t. II, 203. Il protège les rebelles florentins, *ibid.* 213. Traité avec la France, *ibid.* 222. Son alliance avec les turcs, *ibid.* 223. Ses débats avec Philippe II, *ibid.* 245. Ses offres au duc Côme I, *ibid.* 298. Il refuse de reconnoître Ferdinand I pour empereur, *ibid.* 328. Il change de caractère, *ibid.* 352. Il éloigne ses neveux de Rome, *ibid.* 354. Conseils qu'il donne aux siennois de Montalcino, *ibid.* 355. Sa fureur contre les livres, *ibid.* 379. Il meurt, t. III, 5. Ce qui arrive dans cette circonstance, *ibid.*

PAUL V, de la famille Borghèse, est élu, t. VI, 465. Il s'indigne contre la république de Venise, *ibid.* 468. Il s'oppose au mariage de Catherine de Médicis avec le prince de Galles, t. VII, 61. Interdit fulminé contre les Vénitiens, *ibid.* Sa mort, *ibid.* 190.

**PERFETTI**, célèbre improvisateur, se transporte à Rome avec la princesse Violante, t. IX, 205.

Il est couronné au capitol, *ibid.* 206.

**Perouse**, (malheurs & rebellion de) t. I, 53.

**Petigliano**, (différens concernant le fief de) t. III, 331.

**PEZZUOLA**, (Jules) chef de voleurs, est accueilli à Rome par les Barberini, t. VII, 22. Il attaque & enlève le prince de Senza, napolitain, *ibid.* 23. Il est envoyé à Livourne par le viceroy de Naples: ses commissions, *ibid.* 58. Offres faites au grand-duc Ferdinand II, *ibid.* 118.

**PHILIPPE**, prince d'Espagne, fils de Charles-Quint, passe en Italie, t. I, 244. Il monte sur le trône, t. II, 226. Son estime pour Côme I, *ibid.* 315. Il part de Flandres avec une flotte de soixante voiles; malheurs arrivés pendant son expédition. Fêtes à cette occasion, au nombre desquelles est un *auto-da-fé*, t. III, 14. Il repousse les algériens au siège d'Oran & de Mazalquivir, *ibid.* 98. Il veut passer en Flandres pour y appaiser les troubles, *ibid.* 184. Il proteste contre la bulle qui accorde le titre de grand-duc à Côme I, *ibid.* 257. Soupçons conçus contre la franchise de ce prince, *ibid.* 289. Il lui demande de l'argent dans une très-grande nécessité, *ibid.* 307, 308. Il lui accorde le titre de grand-duc, *ibid.* 314. Sa politique, t. IV, 133. Après la mort de Grégoire XIII, il fait tous ses efforts pour empêcher qu'on ne choisisse un pape attaché au cardinal Ferdinand de Médicis, *ibid.* 288. Il cherche tous les moyens de mortifier ce prince lorsqu'il est devenu grand-duc, t. V, 24. Il fait arrêter les vaisseaux de blés que Ferdinand faisoit venir du nord pour nourrir les habitans du grand-duché dans le tems de la misère, *ibid.* 90. Il s'accorde avec le tyran Casau pour faire entrer les troupes à

Marseille, *ibid.* 235. Sa mauvaise foi avec les marchands, *ibid.* 312. Sa mort, *ibid.* 316.

**PHILIPPE III** succède à Philippe II sur le trône d'Espagne, t. V, 316. Il épouse Marguerite, fille de l'archiduc Charles de Gratz, *ibid.* 317. Protection qu'il accorde à don Pierre de Médicis, *ibid.* 322. Il se laisse séduire contre le grand-duc Ferdinand I, *ibid.* 381. Sa politique, *ibid.* 417. Son caractère, t. VI, 5. Il chasse tous les maures de l'Espagne, & les fait transporter sur les côtes de Barbarie, *ibid.* 45. Sa mort, *ibid.* 215.

**PHILIPPE IV**, roi d'Espagne, conclut un traité avec Louis XIII, roi de France, t. VI, 215. Traité de paix arrêté à Monzone avec les françois, *ibid.* 266. Il envoie à Florence le régent Villani, *ibid.* 325. Il refuse d'observer le traité de 1557, & de secourir Ferdinand II, t. VII, 109. Il lui offre les garnisons de l'état de Sienne pour la somme de quarante mille écus, *ibid.* 151. Il s'irrite contre le grand-duc, *ibid.* 160. Ses différens avec la république de Gènes, *ibid.* 217. Sa mort, *ibid.* 292.

**PHILIPPE**, duc d'Anjou, neveu de Louis XIV, monte sur le trône d'Espagne, & prend le nom de Philippe V, t. VIII, 247. Il part de Barcelone pour l'Italie, *ibid.* 263. Il arrive à Livourne, *ibid.* 265. La mort de Joseph I le laisse en pleine possession de l'Espagne, t. IX, 2. Ses prétentions sur le fief de Sienne, *ibid.* 32. Il s'oppose au traité de Londres, *ibid.* 99, 101. Son consentement, *ibid.* 108. Il remet le royaume à don Louis, son fils aîné, *ibid.* 178. Ses propositions au grand-duc Jean-Gaston, *ibid.* 265. Il signe les treize articles de la convention de Florence, *ibid.* 326.

**PIANIGIANI**, (maximes & généalogie des) t. II, 399.

- PICCHENA**, secrétaire d'ambassade du grand-duc François I, est arrêté à Paris, t. IV, 162. Il est substitué à Vinta dans toutes ses charges, t. VI, 89. Ses talens, *ibid.* 90. Il meurt, *ibid.* 202.
- PICCOLOMINI** (Enée) conspire contre les espagnols, t. II, 26.
- PICCOLOMINI**, (Alphonse) duc de Monte-Marciano, tient des assassins à sa solde, t. IV, 187. Il se retire en Toscane, *ibid.* 189. Il désole les frontières de Toscane protégées par les espagnols & par le duc de Savoie, t. V, 86. Il est fait prisonnier, *ibid.* 103. Il est exécuté, 104.
- PICCOLOMINI**, (Silvio) très-grand capitaine, est envoyé en Allemagne contre les turcs par Ferdinand I, t. V, 213.
- PICCOLOMINI** (Octave) est envoyé par Côme II au secours de Ferdinand, roi des Romains, à la tête d'un régiment de cavalerie, t. VI, 170. Il est envoyé en Italie par l'empereur Léopold, t. VII, 309. Ses commissions, *ibid.* 310.
- PIE IV**, (origine de) t. III, 6. Côme le fait élire, *ibid.* 18. Ses résolutions. Il fait arrêter le cardinal Caraffa & ses adhérens, *ibid.* 29. Crimes découverts, *ibid.* 30. Son attachement pour Côme I, *ibid.* 39. Sa mort, son caractère, *ibid.* 139.
- PIE V**, (élection de) t. III, 148. Méthode qu'il introduit dans le tribunal de l'inquisition, *ibid.* 149. Il demande Carnesecchi à Côme, *ibid.* 154. Ses complaisances pour ce prince, *ibid.* 159, 196. Sa conduite avec les autres princes, *ibid.* 197. Choses qu'il ajoute à la bulle *della Cena*, *ibid.* Il donne le titre de grand-duc à Côme I, avec la couronne royale & d'autres privilèges, *ibid.* 204 & *suiv.* Significations qu'il fait faire au duc de Ferrare, *ibid.* 212. Sa députation pour l'examen des disputes de préséance entre la maison

de Médicis & celle d'Este, *ibid.* 271 & *suiv.*  
 Il meurt, *ibid.* 297. Son caractère, *ibid.* Sa  
 passion pour le tribunal de l'inquisition, *ibid.*  
 394, 395.

**PIERONI**, (Alexandre) peintre & architecte, élève  
 de Buontalenti, est destiné par Ferdinand I à di-  
 riger les nouveaux édifices de Livourne, t. V,  
 74.

**PIERRE-LOUIS FARNÈSE**, fils de Paul III, cons-  
 pire contre le duc Côme I, t. I, 12. Son ca-  
 ractère, *ibid.* 164. Sa mort tragique, *ibid.* 165.

**PIERRE DE MÉDICIS**, fils de Côme I, tue de sa  
 propre main Eléonore de Tolède, sa femme,  
 t. IV, 53. Il se transporte à Madrid, *ibid.* 108.  
 Ses vices, *ibid.* 109. Il est nommé général de  
 l'infanterie italienne par Philippe II, *ibid.* 151.  
 Preuves de valeur qu'il donne en Portugal, *ibid.*  
 173. Les ducs d'Albe & de Tolède deviennent  
 ses ennemis, *ibid.* 192. Il vient à Florence par  
 rapport à Blanche Capello, *ibid.* 273. Il repart,  
*ibid.* 316. Il s'unit avec les ennemis du grand-  
 duc Ferdinand I pour le diffamer, t. V, 144.  
 Propositions qui lui sont faites par le ministère  
 espagnol, *ibid.* 145. Il épouse dona Beatrix de  
 Menesès, *ibid.* 181. Ses extravagances, *ibid.*  
 248. Il meurt, *ibid.* 436. Son testament, *ibid.*  
 437.

**PIOCETTI**, (Bernardino) excellent peintre sous le  
 grand-duc François I, t. IV, 447.

**Piombino**, (ancien gouvernement de) t. I, 39.  
 Il est fortifié par les espagnols, t. IX, 452.

**Pise** (université de) érigée par Côme I, t. I, 328.  
 Traité de Pise, t. V, 223. Incendie de son an-  
 cien temple, *ibid.* Congrès entre le plénipoten-  
 tiaire de Louis XIV & celui d'Alexandre VII,  
 t. VII, 298. Conditions, 299.

**Pistoie** (factions établies à) sous le nom de *chan-*

- celière & de panciatique*, t. I, 19. Courage des habitans contre les troupes du pape, t. VII, 104.
- Plaisance** (les habitans de) prêtent serment de fidélité à l'empereur, t. I, 165.
- PLAISANCE** (Louis-Dominique de) est condamné par l'inquisition, pour avoir fait imprimer des morceaux de Xénophon, t. I, 282.
- POLVERINI**, (Jacques) auditeur de Côme I. Son caractère, t. I, 284.
- Pontremoli**, (situation de) achat qu'en fait Ferdinand II: son ancien gouvernement; ses vicissitudes, t. VII, 192 & *suiv.* Difficultés qu'apportent les génois, *ibid.* 197. Congrès entre les impériaux & les espagnols pour l'introduction des troupes allemandes en Toscane, t. IX, 445.
- Porto-Lungone** est fortifié par Philippe III, roi d'Espagne, t. V, 259.
- Portugal**, (révolution du) t. VII, 35.
- Pozzo**, (Charles-Antonio) piémontois, se met au service des Médicis, t. IV, 276. Il devient archevêque de Pise, *ibid.* 277. Ses biens, t. V, 516.
- Pragmatique-sanction** (la) concernant la succession de la maison d'Autriche, t. IX, 294, 299.
- Pratique secrète** (tribunal de la) érigée par Côme I, t. I, 266. Son inspection, *ibid.*
- Préliminaire** de la paix conclue à Vienne entre l'empereur Charles VI & Louis XV, t. IX, 410.
- PRIÉ**, (le marquis de) commissaire impérial, demande les contributions aux princes italiens, t. VIII, 286.
- Pucci**, (Pandolfe) fils du cardinal Robert, conspire pour tuer Côme I, t. III, 10.
- Pucci** (Horace) conspire contre le grand-duc François I, avec plusieurs nobles florentins, t. IV, 14. Il est arrêté & pendu, *ibid.* 17.

## R

**RABATTA** (le baron de) est envoyé par l'empereur Ferdinand II aux princes italiens, t. VI, 323. Ses commissions, *ibid.*

**RANUCCIO**, (Farnèse) duc de Parme, trame une conjuration, t. VII, 183. Ses vues, *ibid.* 184. Il entreprend une guerre contre Innocent X, *ibid.* 187. Malheureux succès de cette guerre, *ibid.* 188.

**RAVENNE**, (disgrace du cardinal de) t. I, 105 & 106. Sa mort, *ibid.* 208.

**REBENAC** (le comte de) est envoyé en Italie par Louis XIV. Ses commissions, t. VIII, 194. Il est obligé de contrefaire le théologien pour conférer avec Côme III, *ibid.* 197.

**REDI** (lettre de François) à Athanasio Kircher, t. VII, 244.

**Régence** (la) du grand-duché pendant la minorité de Ferdinand II est remise entre les mains de la grande-duchesse sa mère & de la grande-duchesse Christine sa grand'mère, t. VI, 198. Cruauté de ces deux princesses, *ibid.* 211. Leur foiblesse, *ibid.* 246. Fautes commises par elles, *ibid.* 258, 269. Leur excessive prodigalité envers les moines, *ibid.* 379, 396.

**Religieuses** (nombre des) à Florence, t. II, 376. Multiplicité de leurs monastères, t. IV, 405. Leurs misères, *ibid.* 406 & suiv.

**RENÉE DE FRANCE**, (la princesse) duchesse de Ferrare, est soupçonnée d'hérésie, t. I, 276. Protection qu'elle accorde aux hérétiques, t. III, 152.

**RICASOLI**, (Laudolphe) directeur de religieuses; ses crimes, t. VII, 353.

**RICCARDI** (le marquis de) donne des fêtes à l'infant don Charles, t. IX, 341.

- RICHECOURT**, (le baron de) envoyé du duc de Lorraine, cherche à obtenir pour son maître le duché de Massa & le domaine de la Lunigiane, t. IX, 442.
- RICHELIEU**, (l'abbé de) évêque de Luçon, se lie avec le sieur de Luynes, favori de Louis XIII, roi de France, t. VI, 189. Il devient cardinal & premier ministre, *ibid.* 228. Son caractère, *ibid.* 229. Il persécute la reine Marie de Médicis, *ibid.* 313. Violences exercées même contre le duc d'Orléans, *ibid.* 315. Il meurt, t. VII, 81.
- RINUCCINI** (Charles) est chargé de se transporter en Hollande, t. VIII, 313. Il passe à Francfort, t. IX, 6. Il est envoyé à Londres, *ibid.* 56.
- RIPPERDA**, (le baron de) originaire hollandais, est envoyé par Philippe V à la cour de Vienne : ses instructions, *ibid.* 194. Ses qualités particulières pour la conduite des affaires, *ibid.* 194, 195. Il est fait duc, & nommé ambassadeur à Vienne, *ibid.* 197. Ressentimens qu'il témoigne à l'envoyé de Toscane, *ibid.* 198. Ses instances à l'empereur Charles VI, *ibid.* 200. Sa disgrâce, *ibid.* 210.
- RISTORI**, (le frère Jules) fameux astrologue, t. I, 333.
- ROBINSON**, (Thomas) résident d'Angleterre en Hollande, fait signer un traité avec la Hollande à son maître, t. IX, 299. Il prête son appui au grand-duc, 303.
- RODOLPHE**, archiduc d'Autriche, est élu roi des Romains, t. IV, 37. Ensuite empereur, *ibid.* 72.
- ROVÈRE**, (François-Marie de la) neveu de Jules II, tue le cardinal Riario, légat de Bologne, t. V, 28.
- ROVÈRE**, (François-Marie de la) duc d'Urbin, laisse le gouvernement de ses états à son



fil, t. VI, 225. Il se retire à *Castel-Durante*, sa maison de campagne, *ibid.* Différens à l'égard du duché d'Urbin, *ibid.* 229, & *suiv.* Le duc promet d'examiner les droits qu'il peut accorder à la princesse Victoire, sa petite-fille, *ibid.* 234. Lettre qu'il écrit au pape Urbain VIII, *ibid.* 242. Acte que lui arrachent les persécutions de ce pontife, *ibid.* 247. Seconde lettre qu'il écrit au pape, *ibid.* 249. Sa mort, *ibid.* 309. Suites de cette mort, *ibid.* 310.

ROVÈRE, (Frédéric de la) fils de François-Marie, épouse la princesse Claude de Médicis, sœur du grand-duc Ferdinand II, t. VI, 208. Sa vie infâme, *ibid.* 225. Amoureux d'une comédienne, il joue sur le théâtre avec elle, *ibid.* 226. Sa mort tragique, *ibid.* 227. Il n'est regretté ni du peuple, ni de ses parens, *ibid.*

RUCCELLAI, (Jules) défenseur des droits royaux sous le grand-duc Jean-Gaston, s'oppose aux tentatives de la cour de Rome, t. IX, 475.

RUCCELLAI, (Horace) est envoyé à la cour de France, t. V, 20. Ses commissions, *ibid.* Il fait évader Marie de Médicis de la forteresse de Blois, *ibid.* 172.

*Ruspanti*; (les) origine de leur nom: leur emploi, t. IX, 207, *note.*

## S

SAINT-ETIENNE, (déclaration du comte de) gouverneur de l'infant don Charles aux ministres de Jean-Gaston à Livourne; t. IX, 337.

SAINT-MÊME (le comte de) passe à Florence par ordre de Louis XIV; ses commissions, t. VII, 97.

SAINT-NICOLAS, (l'Abbé de) est envoyé par la

- cour de France à tous les princes d'Italie, *t. VII*, 152. Remontrances qu'il fait au grand-duc Ferdinand II, *ibid.*
- SALA-RAIZ**, corsaire, menace l'île d'Elba, *t. II*, 38.
- SALVI**, (Bernard) de Rieti, évêque d'Aquilée, est envoyé à Florence par le marquis del Vasto, *t. I*, 11. Ses commissions & ses conseils pour le rappel des exilés, *ibid.* 12.
- SALVI** (Jules) fait des projets dangereux, *t. I*, 71. Il est exilé de Sienne, *ibid.* 81. Il est emprisonné, *ibid.* 67.
- SALVIATI**, (Marie) mère du grand-duc Côme I, *t. I*, 7. Son affection pour son fils, *ibid.* note. Sa mort, *ibid.* 108.
- SALVIATI**, (ambition du cardinal Jean), *t. I*, 210. Ses fils, *ibid.* 212.
- SALVIATI** (aventures de Jacques) avec Catherine Canucci, *t. VI*, 384 & *suiv.*
- SALVIATI** (Vincent) devient ministre de Ferdinand I, & son confident, *t. VII*, 345.
- SARMIENTO**, (François) espagnol, est envoyé à Florence, *t. I*, 11.
- SAVONAROLE**; (fanatisme qu'inspire le dominiquain) sa mort, *t. I*, 126.
- Scannagallo** (victoire de) sur les françois, *t. II*, 152.
- SCIARRA**, (Marc) chef de voleurs, d'accord avec Alphonse Piccolomini & le comte-duc d'Olivarez, ambassadeur espagnol, se dispose à faire des courses dans l'état ecclésiastique: ses vues, *t. V*, 100.
- SEgni**, (Alexandre) secrétaire de l'académie *del Cimento*, *t. VII*, 254.
- SERGUIDI** (Antonio) Volterrano, ministre du grand-duc François I, *t. IV*, 372. Son caractère despotique, *ibid.* 372, 373.

**SESSA**, (le duc de) ambassadeur de Philippe III, irrite Clément VIII & le peuple romain contre le grand-duc Ferdinand I, t. V, 341.

**SFONDRATI**, commissaire impérial à Sienne, t. I, 92.

**SFORCE**, comte de San-Fiora; son entrée à Sienne, t. II, 188.

**SFORCE**, (Marie) comte de San-Fiora, est envoyé à Venise par le grand-duc François I, t. IV, 139. Il perd la faveur du grand-duc, *ibid.* 199. Il s'éloigne de Florence avec toute sa famille, *ibid.* 201.

**SHERLEY** (l'anglois) est envoyé par le sophi de Perse, ambassadeur auprès de Côme II, t. VI, 14. Il arrive à Florence; ses commissions, *ibid.* 14, 15.

**Sienne**, (constitutions de) t. I, 69. Ses factions, 70. Conjuratïon ourdie par les françois pour s'en rendre maîtres, *ibid.* 101. La ville se soulève contre les Monti de Nove & contre les espagnols, *ibid.* 138. Elle tente de recouvrer sa liberté, t. II, 30. Amour des habitans pour les françois, *ibid.* 33. Traité avec le roi de France, t. II, 35. Guerre cruelle, *ibid.* 154 & *suiv.* Charles V la cède en forme de vicariat perpétuel à Philippe son fils, *ibid.* 166. Elle capitule avec Côme I, *ibid.* 185. Elle perd sa liberté, *ibid.* 212. On y brûle cinq femmes pour sortilèges, t. III, 397. Ses désordres sous le grand-duc François I, t. IV, 436. Différens entre les puissances à l'égard de son investiture, t. IX, 181.

**SIFONTES**, (le cardinal) ministre de Charles-Quint, vient à Florence; ses commissions, t. I, 16.

**SIGISMOND BATTORI**, prince de Transilvanie, est secouru par Ferdinand I contre les turcs, t. V, 213.

**SILLERY**, (le comte de) passe à Rome en qualité

- d'ambassadeur d'Henri IV, t. V, 328. Ses commissions près de Clément VIII, *ibid.* 329.
- SIRI** ; (Victorio) promesses qu'il fait à Côme III, t. VIII, 81.
- SIXTE V**, de la famille Peretti, est élu pape, t. IV, 291. Son caractère, *ibid.* 292. Il veut réconcilier le grand-duc François avec les vénitiens, *ibid.* 322. Il s'allie avec ce même prince, *ibid.* 329. Il pleure sa mort, *ibid.* 357. Il veut excommunier Philippe II, roi d'Espagne, & le déclarer déchu de tous ses fiefs, t. V, 83. Il meurt, *ibid.* 93.
- Seville**, (traité de) négocié d'abord par les ministres des différentes cours, t. IX, 243. Conclu entre l'Espagne, l'Angleterre & la France, *ibid.* 245. Articles secrets, *ibid.* 247.
- SOUBISE** (le général de) est substitué à Pierre Strozzi, commandant des troupes de Sienne, t. II, 193.
- SPADA**, (le cardinal) plénipotentiaire du pape au congrès de Viterbe, intrigue & fait des déclarations artificieuses contre le duc Odoard Farnèse, t. VII, 68.
- SQUILLETI**, (disgraces de Tiberio) napolitain, surnommé Fra-Paolo, t. VI, 387.
- STAMPA** (le général) introduit six mille allemands dans l'état de Parme, & en prend possession au nom de l'empereur Charles VI, t. I, 296.
- STANHOPE**, (le général) secrétaire d'état de George I, roi d'Angleterre, est nommé pour traiter les affaires de la Toscane avec Rinuccini, t. IX, 59. Sa déclaration, *ibid.* 61.
- STELLA**, (le comte) favori de Charles VI, t. IX, 64. Offres qu'il fait à Côme III, *ibid.* 65.
- STROZZI** (Philippe) envoie deux mille hommes dans la Valdichiane, t. I, 12, 13. Il se rend aux troupes de Côme I, *ibid.* 23. Il est retenu dans le fort, *ibid.* 25. Prix qu'on accorde à celui qui

- l'a fait prisonnier, *ibid.* 31. Il meurt, *ibid.* 42.
- STROZZI** (Pierre) intrigue près de Charles V, t. I, 60. Il veut livrer Marano aux françois, *ibid.* 86. Il veut surprendre Monopoli, *ibid.* 88. Il est défait entre Novi & Serravalle, *ibid.* 111. Ses talens, *ibid.* 226. Il est revêtu du caractère de Lieutenant du roi de France, t. II, 97. Son plan d'opérations pour la guerre de Sienne, *ibid.* 117. Courses faites dans les états de Toscane, *ibid.* 148. Il s'évade de Sienne, *ibid.* 170. Il établit à Montalcino une nouvelle république, *ibid.* 190. Il fuit de Porto-Hercule, *ibid.* 195. Sa correspondance avec Paul IV, *ibid.* 229. Il vient à Rome, *ibid.* 230. Il assiège le fort d'Offie, *ibid.* 244. Conjuration contre Côme & ses enfans, *ibid.* 250. Il prend Offie, *ibid.* 254. Il dirige l'attaque & les fortifications de Calais, *ibid.* 311. Sa mort, *ibid.* 325. Son caractère, *ibid.* 325, 326.
- STROZZI** (Léon) est envoyé à Constantinople avec les galères de France, t. I, 112.
- STROZZI**, (Philippe) fils de Pierre; ses malheurs & sa mort, t. IV, 263.
- SULLY** (le duc de) fait épouser Marie de Médicis à Henri IV, t. VI, 347. Conseils qu'il lui donne, *ibid.* 353. Son aversion contre le grand-duc Ferdinand I, *ibid.* 454. Il fomenté la guerre, t. VII, 24. Sa justification, *ibid.* note. Son animosité contre Marie de Médicis, *ibid.* 25. Sa justification, *ibid.* note. Il achète la protection de Concini, *ibid.* 36. Réfutation de ce fait, *ibid.* note.
- SULTZBACH** (le prince de) est chargé de commissions près de l'archiduc Charles d'Autriche, t. IX, 11.

## T

- T**ACCA, (statue équestre de Pierre), t. VI, 112.
- TAGLIA-FERRO**, chef des bandits, est envoyé par Urbain VIII dans le Sionnois pour infester cet état, t. VII, 118.
- THÉODORE DE BAVIERE**, évêque de Ratibonne, vient étudier à Sienne, t. IX, 138. Soupçons élevés à l'égard de son séjour en Toscane, *ibid.* 139.
- THERMES**, (le comte de) réside à Sienne, est rappelé par la cour de France, t. I, 44.
- TOLEDE** (don Pierre de) devient viceroy de Naples, t. I, 44. Sa race, *ibid.* 45. Il tente inutilement d'y introduire l'inquisition, *ibid.* 164. Son arrivée à Florence, *ibid.* 58. Sa mort, *ibid.* 59.
- TOLEDE** (don Garcie de) est fait commandant des troupes contre les siennois, t. I, 59. Ses succès, *ibid.* 60. Il est nommé général de la mer & des troupes espagnoles, t. III, 110.
- TOLEDE**, (le pere) jésuite espagnol, devenu cardinal, sollicite Clément VIII d'agréer la catholicité d'Henri IV, t. V, 165.
- TOMMASO**, prince de Savoie, est nommé général des troupes françaises, t. VII, 157. Il marche au siège d'Orbello, *ibid.* 158. Sa retraite, *ibid.* 159.
- TORRELLA**, (Lelio) auditeur & premier secrétaire d'état sous Côme I, t. I, 260. Services qu'il rend à la maison de Médicis, *ibid.* 261. Il s'oppose aux fureurs de Paul IV, qui voulait faire brûler tous les livres, t. II, 381. Il oblige Côme I à ordonner aux moines de S. Marc de conserver leur bibliothèque, *ibid.* 382. Sa mort, t. IV, 369.

**TORRENTINO** (Lorenzo) est invité à venir à Florence, t. I, 327.

**TORRICELLI**, inventeur du baromètre, t. VII, 241, *note*.

**Toscane**; (le grand-duché de) ses revenus & sa population à la mort du grand-duc Côme I, t. III, 347 & *suiv.* Son administration civile & ecclésiastique, *ibid.* 365 & *suiv.* Son commerce, *ibid.* 413 & *suiv.* État des beaux-arts & de la littérature sous le règne de ce prince, *ibid.* 432 & *suiv.* Ses calamités sous le règne du grand-duc François I, t. IV, 430 & *suiv.* Son gouvernement civil & politique, son commerce & ses manufactures sous le règne de Ferdinand I, t. V, 523 & *suiv.* Sa décadence en tout, t. VI, 377 & *suiv.* Sa situation politique sous le grand-duc Côme II, *ibid.* 380 & *suiv.* Changement des mœurs, *ibid.* 384. Châte de l'agriculture, *ibid.* 408. Désordres qui naissent de la multiplicité des ordres religieux, t. VII, 371. Décadence totale des lettres & des beaux-arts, t. VIII, 356. Sa situation à l'avènement du grand-duc Jean-Gaston, t. IX, 159 & *suiv.*

**TOURNON** (intrigues du cardinal de) près de Jules III, t. I, 11, 13.

**TOWNSHEND**, (milord) ministre du roi d'Angleterre, confère avec Rinuccini sur les affaires de Toscane, t. IX, 56.

**Traité** de Florence entre Jean-Gaston & Philippe V, t. IX, 330 & *suiv.* *note*.

**TRAUN**, (le général) commandant des troupes impériales à San-Germàno, est obligé de se retirer, t. IX, 390.

**Trente**, (assemblée du concile de), t. I, 89.

## V

- V**ALDITARO se révolte contre le marquis Landi, son seigneur feudataire, par l'instigation des Farnèse, t. IV, 128. Discordes entr'eux & le grand-duc François I à raison de cet attentat, *ibid.* 129.
- VALORI**, (Philippe) un des principaux exilés florentins, est fait prisonnier à Montemurlo, t. I, 23.
- VARRANO**, (Mathias) à la tête d'une troupe de bandits séduits par Paul III, s'efforce de tuer Charles V, t. I, 124.
- VASARI**; (talens de Georges) il est favori de Côme I, t. II, 434.
- VASTO** (le marquis de) est envoyé à Venise, t. I, 52. Il est irrité contre Côme I, *ibid.* 58. Accident arrivé à ses troupes à la Ceresuola, *ibid.* 110.
- VELASCO** (don Louis de) est envoyé au grand-duc cardinal Ferdinand de Médicis par le roi d'Espagne, t. V, 16.
- VEGA**, (commission de don Jean de) ambassadeur impérial à Rome, t. I, 103.
- VELEZ** (déclaration du marquis de) à Urbain VIII au nom de Philippe IV, t. VII, 16. Il veut faire assassiner l'évêque de Lamego, *ibid.* 58. Signification faite aux cardinaux, *ibid.* 131. Sa haine pour la maison de Médicis, *ibid.* 222.
- VENISE**, (peste de) t. II, 239. Conjuraton, *ibid.* 167 & suiv. Traité de paix entre Urbain VIII & les princes italiens, t. VII, 114. Paix entre la république & les turcs, t. III, 328. Guerre contre l'archiduc Ferdinand d'Autriche, t. VI, 124. Hostilités contre les partisans du pape, t. VII, 88. Ligue entre la république, le grand-duc, les ducs de Parme & de Modène, *ibid.* 89. Les troupes réu-



nies défont l'armée du pape, *ibid.* 101. La république agrège les Barbérini au corps de sa noblesse, *ibid.* 214.

**VERNAZZA** (Livie) inspire une passion violente à don Jean de Médicis, t. VI, 129. Il l'épouse, *ibid.* Ses malheurs après la mort de ce prince, *ibid.* 209. Sa mort, *ibid.* 210. Sort misérable de son fils, *ibid.* 211.

**VÉRONIQUE CIBO**, (fureur jalouse de) femme du duc Jacques Salviati, t. VI, 385.

**VETTORI** (Alexandre) est envoyé par Ferdinand II dans la Lunigiane, t. VII, 198. Il prend possession de Pontremoli, *ibid.* 199.

**Vienne** (l'académie de) érigée par l'archiduc Léopold, & composée de sujets italiens, t. VII, 245. Traité conclu entre l'empereur Charles VI & Philippe V; teneur de ce traité, t. IX, 195. Articles d'un autre traité entre l'empereur & l'Angleterre, *ibid.* 299. Troisième traité qui règle la succession & la forme de l'entrée de don Charles en Toscane, *ibid.* 320.

**VILLARS** (le maréchal de) descend avec une grande armée du Dauphiné en Piémont, t. IX, 371. Uni aux forces du roi de Sardaigne, il s'empare du Milanois, *ibid.*

**VILLEROI**, (correspondance du duc de-) avec le grand-duc Ferdinand I; plaintes qu'il en fait ensuite, *ibid.* 239 & *suiv.*

**VINCENT DE GONZAGUE**, duc de Mantoue, épouse Marguerite Farnèse, t. IV, 251. Il fait casser le mariage, *ibid.* 252. Preuves qu'il apporte contre l'accusation de cette princesse, *ibid.* 266 & *suiv.* Il épouse Eléonore de Médicis, *ibid.* 271.

**VINCENT II DE GONZAGUE** succède au duché de Mantoue, t. VI, 267. Sa mort & son testament, *ibid.* 273.

**VINTA** (Bélisaire) est envoyé à Rome par Ferdi-

- nand I, t. V, 95. Il règle toutes les affaires du grand-duché. Il meurt, t. VI, 90.
- VIOLANTE-BÉATRIX DE BAVIÈRE**, fille de l'électeur Ferdinand, sœur de la Dauphine de France, épouse le prince Ferdinand, fils aîné du grand duc Côme III, t. VIII, 142. Son caractère, *ibid.* 144. Son attachement pour son mari; sa patience & sa douceur, t. IX, 38. Elle obtient le gouvernement de Sienne, *ibid.* 79. Elle revient à la cour de Jean-Gaston, où elle se fait aimer de lui & de ses sujets, *ibid.* 165. Elle protège les lettres & les savans, *ibid.* 204. Elle passe à Rome, *ibid.* 205. Elle meurt, *ibid.* 307.
- ULIVA**; (Antonio) ses découvertes, t. VII, 242.
- URBAIN VII**, de la famille Castagna, est élu pape, t. V, 96. Sa mort, *ibid.* 98.
- URBAIN VIII**, de la famille des Barberini est élu, t. VI, 238. Il paroît ami des Médicis, *ibid.* 239. Menaces qu'il fait au vieux duc d'Urbain, *ibid.* 242. Il fait défiler les milices corsees vers les frontières de la Toscane, *ibid.* 245. Son concordat à l'égard du duché d'Urbain, *ibid.* 311. Il demande Galilée à Ferdinand I, *ibid.* 328. Pièges tendus à Odoard Farnèse, duc de Parme, *ibid.* 368. Il lance une bulle contre les feudataires de l'église, t. VIII, 13. Il usurpe le fief de Castel-Rio sur la famille Alidosi, *ibid.* 15. Commence les hostilités contre le duc de Parme, *ibid.* 38. Il fait publier des monitoires contre lui, *ibid.* 39. Il prononce l'excommunication contre lui, *ibid.* 49. Il demande du secours à la France, *ibid.* 106. Il meurt au grand contentement des romains, *ibid.* 122.
- VICTOIRE**, princesse d'Urbain, épouse le grand-duc Ferdinand II, t. VI, 375. Son caractère. Elle sépare sa cour de celle du grand-duc, & se laisse gouverner par les moines, t. VII, 258 & *suiv.* Elle meurt, t. VIII, 203.

**VICTOR-AMÉDÉE**, duc de Savoie, prend le titre d'altesse royale, t. VI, 336. Nouvelles querelles élevées entre lui & les princes italiens, *ibid.* Sa mort, t. VII, 2.

**VISCONTI** (le maréchal) est chargé de donner l'investiture de Sienne au grand-duc Jean-Gaston, t. IX, 255. Le marquis de Marignano la reçoit de ses mains au nom du grand-duc, le 3 d'août 1730, *ibid.* 284.

**VITELLI**, (Alexandre) capitaine des troupes toscanes, se rend maître de la forteresse de Florence, t. I, 10. Sa protestation, *ibid.* Il s'éloigne de la Toscane, *ibid.* 31.

**VIVIANI** (Vincent) est un des membres les plus distingués de l'académie *del Cimento*, t. VII, 242. Après la mort de Léopold de Médicis, il cache les manuscrits de Galilée dans des greniers, t. VIII, 45.

*Utrecht*, (paix conclue à) t. IX, 52.

**WALPOLE**, ambassadeur d'Angleterre à Paris, est opposé aux sentimens de l'Espagne, t. IX, 225.

**WACHTENDONCK**, (le baron de) général des troupes allemandes, se concerta avec le comte Mariani, général espagnol, & avec le Baron Velluti, député de Jean-Gaston, t. IX, 446. Serment qu'il prête à Livourne, *ibid.* 450.

• **WAGER** (l'amiral) est nommé pour commander l'escadre angloise qui doit passer la Méditerranée avec la flotte espagnole, t. IX, 327.

**WALSTEIN**, (le comte) général de l'Empire, résiste aux forces du roi de Suède, t. VI, 323. Sa correspondance avec les suédois & avec le cardinal de Richelieu pour trahir la maison d'Autriche, *ibid.* 345.

**WINDISGRATZ**, (le comte) plénipotentiaire de l'empereur au congrès de Cambrai, demande l'ouverture des conférences, t. IX, 134.

Z

**ZASIO**, (Uderigo) conseiller de Maximilien II, est en correspondance avec Côme I, & lui rend des services, t. III, 130 & *suiv.*

**ZINZENDORFF**, (lettre du comte de) ministre de Charles VI, à l'électeur palatin sur les intérêts de la Toscane, t. IX, 19. Il s'irrite contre le grand-duc Côme III, *ibid.* 62. Déclaration qu'il fait à l'envoyé de Toscane, *ibid.* 322. Il ne veut pas adopter la convention de 1731, *ibid.* 440.

**ZUMIENGHUN**, général impérial, passe en Toscane, t. IX, 13. Ses vues, *ibid.* 14. Il prend Porto-Hercole, *ibid.* 24. Il repart avec ses troupes, *ibid.* 25.

F I N.







